

inprecor

INVASION DE L'UKRAINE

- La gauche russe face à la guerre
- La neutralité des élites sous-impérialistes
- La multipolarité au service des autoritarismes
- La Chine dans la crise de la (dé)mondialisation

● GRÈCE ● FRANCE ● SUISSE ● TAÏWAN ●

- BRÉSIL : Du « front démocratique » à « l'union nationale » ●
- CHILI : Un fossé entre la politique et la société ●
- SOUDAN : Pas de paix sans pouvoir du peuple ●

inprecor sur le web :
<http://www.inprecor.fr>

Aux abonné(e)s !

Les envois de relances coûtent cher et prennent beaucoup de temps. Le numéro avec lequel votre abonnement prend fin figure sur votre envoi, en gras, au dessus de l'adresse.

Alors... réabonnez vous sans attendre la relance. Le temps ainsi économisé sera précieux pour la rédaction. D'avance, MERCI !

Inprecor

Revue d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Bureau exécutif de la IV^e Internationale.

Les articles ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction. Leur reproduction est autorisée en citant la source.

Éditée par la Peci Sarl au capital de 7 622,45 €, SIREN n° 391 857 562.

Rédaction et administration :
PECI-INPRECOR, 27 Rue Taine,
75012 Paris, France

Tél. : 33/0 1 49 28 54 87

E-mail : inprecor@wanadoo.fr

Directeur de publication, gérant :
Jan Malewski

Rédacteur en chef : Jan Malewski

Correction : Isabelle Guichard

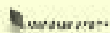
CPPAP n° 0926 | 88313

Belgique : agrément n° P928275

ISSN 1 0294-8516

Imprimé par Rotographie

2, rue Richard-Lenoir,
93106 Montreuil Cedex, France



Pour la diffusion dans les librairies
prenez contact avec la rédaction, SVP.

Sommaire

avril-mai 2023 n° 707/708

Grèce		
<i>Raz de marée de droite, effondrement de la gauche, surprise ou résultat annoncé ?</i>	Yorgos Mitralias	3
France		
<i>Le mouvement social en suspens</i>	Léon Crémieux	5
Suisse		
<i>La Suisse, un impérialisme en tenue de camouflage</i> entretien de Guy Zurkinden avec Sébastien Guex		7
Les Nôtres		
• <i>Marijke Colle</i> 1947-2023	Hendrik Pips Patroons	9
• <i>Marijke Colle, active et curieuse toute sa vie</i>	Alex de Jong	10
• <i>Companera Marijke présente !</i>	Daniel Tanuro	11
• <i>Solidarité, humanisme, socialisme – en mémoire de Marko Bojunc</i>	Denys Pilash	12
Russie		
<i>La gauche russe face à la guerre... et son avenir</i> entretien de Meduza avec Ilya Boudraitskis		15
Invasion de l'Ukraine		
• <i>La neutralité des élites réactionnaire sous-impérialistes du Sud global</i>	Michael Karadjis	21
Inde & Gauche mondiale		
<i>Multipolarité : une doctrine au service des autoritarismes</i>	Kavita Krishnan	31
Soudan		
• <i>Il n'y aura pas de paix sans pouvoir du peuple</i>	Muzan Alneel	35
• <i>Révolutions oubliées...l'autre face de l'histoire du Soudan</i>	Sayed Saddik	37
Note de lecture		
<i>M. DAO – Zao, un mari</i>	Didier Epszajn	44
Chine		
<i>La Chine dans la crise de la (dé)mondialisation</i> entretien avec Pierre Rousset		45
Taiwan & Chine		
<i>Une place légitime pour Taïwan sur cette planète</i>	Au Loong-Yu	51
Brésil		
<i>Gouvernement Lula : du « front démocratique » à « l'union nationale »</i>	Ana C. Carvalhães et José Correa Leite	55
Chili		
• <i>Un fossé entre la politique et la société</i>	Tomás Leighton et José Acevedo	63
• <i>« Le Conseil constitutionnel sera un laboratoire pour l'extrême droite »</i> entretien de Cristian González Farfán avec Arnaldo Delgado		66

**Pour que inprecor puisse continuer
Faites le connaître !
Offrez des abonnements !**

Abonnement

(6 ou 11 numéros)

- France - DOM-TOM -
Europe - Afrique 30 EUR (6 mois) 55 EUR (1 an)
- Autres destinations 39 EUR (6 mois) 71 EUR (1 an)
- Pli fermé 50 EUR (6 mois) 90 EUR (1 an)
- Moins de 25 ans et chômeurs 20 EUR (6 mois)
- Institutions (lecteurs multiples, toutes destinations; 92 EUR, pour 1 an)
- Abonnement de soutien (à partir de 60 EUR, pour 1 an)
- Découvrir *Inprecor* (réservé nouveaux abonnés ; 12 EUR, pour 3 mois)
- *Lecteurs solidaires* (6 mois offerts à ceux qui ne peuvent pas payer ; la rédaction se charge de sélectionner les bénéficiaires ; 24 EUR)
- ABONNEMENT SUPPLÉMENTAIRE POUR LA DIFFUSION À PRIX RÉDUIT (1 an, 40 EUR)

Nom - Prénom :

Rue :

Commune / Code postal :

Ville : Pays :

Tél./Fax : E-mail

• Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PECI", à adresser à Inprecor-PECI, 27 Rue Taine, 75012 Paris, France.

• Virements bancaires à "PECI", à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30076 / 02044 / 15718500200 / 94.

IBAN : FR76 3007 6020 4415 7185 0020 094 BIC : NORDFRPP

Pour continuer *Inprecor* a besoin de votre soutien. Vous pouvez arrondir vers le haut le montant de votre chèque ou de votre virement d'abonnement ! Vous pouvez aussi diffuser *Inprecor* autour de vous !

Raz de marée de droite, effondrement de la gauche

Surprise ou résultat électoral annoncé ?

Par
Yorgos Mitralias*

Comment expliquer la victoire ou plutôt le triomphe de la droite grecque et la défaite ou plutôt l'effondrement de la gauche de Syriza aux élections du 21 mai ? Comment expliquer le fait que la Nouvelle Démocratie (ND) du Premier ministre Kyriakos Mitsotakis fait plus que le double (41 %) du score de Syriza (20 %) ? Et aussi comment expliquer que la gauche – pratiquement de toute obédience – prédisait jusqu'à la veille des élections des résultats qui allaient servir de tremplin pour l'assaut final d'un mouvement populaire grec en plein essor contre le pouvoir d'une droite diminuée et en crise ?

Plutôt que chercher les causes de toutes ces énormes « surprises » dans les « erreurs de com' » qu'on évoque traditionnellement après les défaites, ou dans telle ou telle « gaffe » préélectorale commise par quelqu'un destiné à servir de bouc émissaire (comme par exemple le fait actuellement l'ancien ministre des affaires étrangères Georges Katrougalos) pour sauver son chef, nous préférons chercher plus profond, commençant par rappeler un fait compréhensible aux lecteurs européens car se référant à la récente catastrophe ferroviaire grecque, qui a été largement commentée bien au-delà de la Grèce (1). Comme on se souvient, le ministre des transports responsable de l'accident, Konstantin Karamanlis jr., a dû démissionner et une partie de la droite politique et médiatique a fait campagne pour qu'il ne se représente pas aux élections afin que son parti (ND) évite la défaite électorale. À tout ça on pourrait ajouter que quelques jours avant les élections, des familles des 56 morts de cette catastrophe ferroviaire avaient manifesté devant la permanence électorale de Karamanlis jr. aux cris de « *la place de Karamanlis n'est pas au Parlement mais en prison* ». Résultat : Karamanlis jr. non seulement a été réélu, mais il a fait un véritable tabac !

Le cas de la réélection triomphale de



Kyriakos Mitsotakis
(Nouvelle Démocratie)
et
Alexis Tsipras (Syriza)

Karamanlis jr. est très éloquent et aussi très emblématique de l'état actuel de la société grecque. Alors, si nous voulons chercher les causes des récentes « surprises » électorales non pas à la surface mais aux tréfonds des réalités grecques, nous devons commencer par accepter comme base de départ le constat que l'actuelle société grecque est très conservatrice et même carrément réactionnaire. C'est-à-dire qu'elle est terriblement raciste, ce qui est d'ailleurs confirmé année après année non seulement par les faits mais aussi par les sondages dont ceux annuels de l'ISTAT. Qu'à quelques exceptions près, elle ferme systématiquement ses yeux et ses oreilles devant les innombrables actes inhumains – souvent assassins – des autorités contre des migrants, actes dénoncés d'ailleurs et condamnés publiquement par des dizaines d'ONG (lesquelles sont souvent traitées de... « terroristes » par le gouvernement grec), ainsi que par l'ONU, le Conseil de l'Europe ou même par la Commission européenne ! Qu'elle persiste à cultiver un chauvinisme agressif contre ses voisins balkaniques, perpétuant aussi un antisémitisme antique et virulent qui se manifeste surtout avec des profanations des cimetières juifs car il n'y a pratique-

ment plus de juifs vivants en Grèce après la Shoah. Et aussi, qu'une très forte proportion d'elle se déclare pro-russe, pro-Poutine et anti-ukrainienne comme nulle part ailleurs, comme d'ailleurs elle était pro-Milosevic et pro-Karadjic il y a 30 ans durant les guerres yougoslaves. Et aussi, qu'elle vote par centaines de milliers pour des partis racistes se situant entre l'extrême droite décomplexée et le néonazisme pur et dur. C'est d'ailleurs pourquoi, en l'absence d'Aube dorée dissoute et interdite, les divers partis de cette extrême droite grecque ont totalisé un peu plus de 10 % aux dernières élections. Et ça bien que la droite traditionnelle de la Nouvelle Démocratie, qui héberge une très forte aile d'extrémistes de droite, vienne de triompher avec 41 % des voix...

* Yorgos Mitralias, journaliste retraité, ancien militant de la section grecque de la IV^e Internationale et de Syriza, un des fondateurs et animateurs du Comité grec contre la dette, membre du réseau international CADTM, a animé le site *EuropeansForBernies-MassMovement* qui fournissait, surtout en anglais et en grec, des informations quotidiennes sur les actions des mouvements sociaux et de la gauche étatsunienne.

1. Voir « Grèce : L'infamie d'une terrible catastrophe ferroviaire annoncée » : <https://www.cadtm.org/Grece-L-infamie-d-une-terrible-catastrophe-ferroviaire-annoncee>

Grèce

Mais comment les Grecs ont-ils pu devenir si conservateurs ou même réactionnaires quand ces mêmes Grecs votaient en masse en faveur et portaient au gouvernement du pays une gauche plutôt radicale (Syriza) il y a seulement huit ans ? La réponse à cette question si critique et essentielle n'a rien à voir ni avec la métaphysique ni avec l'ADN ou les « *pré-dispositions* » des Grecs. En réalité, la véritable métamorphose de la société grecque en l'espace de quelques années ne tombe pas du ciel mais elle est la conséquence directe des choix politiques qu'a faits la direction de Syriza quand elle gouvernait le pays de 2015 à 2019. L'histoire est bien connue et ne se résume pas à la seule capitulation de juillet 2015 quand Tsipras et ses amis ont trahi la confiance de leurs électeurs et les 60 % des Grecs qui avaient voté en faveur du NON à la soumission aux diktats des créanciers de l'UE et du FMI. En réalité, l'énorme trahison de Syriza a été faite d'innombrables petites, moyennes et grandes capitulations qui ont d'ailleurs continué après 2019 et jusqu'à aujourd'hui, et ont contribué à métamorphoser ce parti de la gauche dite radicale à un parti dont les dirigeants n'hésitent pas désormais à se qualifier publiquement de... « *centre gauche* ».

Les conséquences ont été et continuent d'être dramatiques. Tant en Grèce qu'au-delà de la Grèce. Comme nous l'écrivions déjà en août 2015, « *la situation créée dans le mouvement socialiste et progressiste international par la capitulation de Syriza est terriblement dangereuse. Ce n'est pas seulement qu'il y a des milliers et des milliers des gens qui sont poussés à abandonner tout activisme et à se replier sur eux-mêmes. Ni qu'il y en a autant qui se sentent paralysés et choisissent d'attendre passivement la suite des événements. C'est surtout que la trahison de Syriza arrive à un moment historique extrêmement critique, quand l'extrême droite raciste avance presque partout dans notre continent, ce qui rend déjà immédiate et directe la menace qu'une grande partie des citoyens européens déçus par Syriza deviennent la proie de cette extrême droite raciste, néofasciste et autoproclamée* ».

2. « Les conséquences internationales catastrophiques de la capitulation annoncée de Syriza » : <https://blogs.mediapart.fr/yorgos-mitralias/blog/310815/les-consequences-internationales-catastrophiques-de-la-capitulation-annoncee-de-syriza>

3. « Les responsabilités criminelles de la gauche qui refuse de voir le tsunami européen d'extrême droite » : <https://www.europe-solidaire.org/spip.php?article36899>

« *anti-systémique* » (2). Et quelques mois plus tard, toujours en 2015, nous constatons les ravages déjà faits par cette capitulation de Syriza tout en avertissant que « *le grand événement qui ouvre des boulevards à l'extrême droite est pourtant la déception que provoque à des dizaines de millions de citoyens européens, qui ne se reconnaissent ni dans les politiques d'austérité ni dans la corruption des partis traditionnels néolibéraux, la trahison de leurs espoirs investis dans la Grèce de Syriza et l'Espagne de Podemos. Quand le 21 août passé nous parlions déjà des "responsabilités criminelles de Tsipras" dans "les conséquences internationales catastrophiques de la capitulation annoncée de Syriza", ceux qui ont vraiment compris de quoi il s'agissait étaient peu nombreux. Aujourd'hui, quand ces "conséquences internationales catastrophiques" crèvent les yeux et apparaissent dans toute leur grandeur cauchemardesque, qui oserait encore contester les "responsabilités criminelles" qu'a Tsipras, mais aussi toute la direction de Syriza, dans la disparition du dernier espoir qui constituait la dernière digue européenne pouvant retenir la marée d'extrême droite ?* » (3)

Profitant de l'impréparation de la droite qui venait tout juste de commencer à se réorganiser, du manque de perspectives et d'envergure du reste de la gauche, et surtout de l'apathie du « *peuple de gauche* » qui restait sonné par le véritable coup de massue qu'il avait reçu en 2015, Syriza a pu rester au pouvoir jusqu'à la fin de la législature. D'ailleurs, bien que battu par ND aux élections de 2019, il a abandonné le pouvoir avec un résultat (31 %) plus qu'honorable.

Mais le temps passé à l'opposition n'a pas servi à la direction de Syriza, ni pour reconnaître ses erreurs ni pour corriger son tir. Au contraire, elle a poursuivi et même approfondi sa dérive droitière vers un « *centre* » mythique qu'elle voulait – en vain – disputer à la droite. C'est ainsi que, l'éloignement du pouvoir aidant, on est arrivé au désastre des élections du 21 mai 2023. Le « *miracle* » de Syriza touchait à sa fin et le parti de 2023 n'avait plus rien à voir, ou plutôt était l'antithèse de ce qu'il était à ses débuts : de regroupement unitaire (unique au monde !) d'une douzaine de partis et d'organisations de gauche et d'extrême gauche, Syriza était devenu un parti de notables carriéristes et autres transfuges d'un PASOK agonisant. La boucle était bouclée et le radicalisme initial était désormais remplacé par l'arrogance et le cynisme des nouveaux riches...

Et le reste de la gauche grecque ? Le fait qu'elle ne profite guère de la dégringolade de Syriza, en dit long sur ses limites actuelles. La coalition Antarsya d'extrême gauche reste remarquablement stable en répétant (à l'infini ?) son résultat de 0,5 %. Et le Parti communiste (KKE), toujours viscéralement sectaire, qualifie de « *grande victoire* » le fait que son résultat est passé du 5,3 % de 2019 au 7,2 % actuel et, comme d'habitude, reste recroquevillé dans son coin, toujours inoffensif pour la droite qui le respecte et le laisse tranquille autant que lui la respecte et la laisse tranquillement gouverner le pays. Quant à Varoufakis et ses alliés de l'Union Populaire (LAE), leur résultat (2,6 %) est plus qu'éloquent : non seulement ils ne confirment pas les pronostics triomphalistes – à la limite de la mythomanie – auxquels excelle traditionnellement Varoufakis, mais ils ne réussissent même pas à entrer au Parlement, et ils sont en baisse (– 30 %) par rapport à 2019 ! Une fois de plus, l'inconsistance de Varoufakis n'a pas payé bien qu'il ait tout fait pour dépasser même en poutinisme inconditionnel ses alliés de LAE...

Évidemment, la conclusion ne peut pas être optimiste. Quand la droite de la Nouvelle Démocratie réussit non seulement à vaincre mais plutôt à triompher, malgré le fait généralement admis que le gouvernement très néolibéral de Mitsotakis a été submergé par un tsunami de scandales sans précédent, les faits parlent mieux que toutes les analyses sur l'état de la société et de la gauche grecques. Comme d'ailleurs quand Tsipras est bien moins populaire que Mitsotakis même si tout le monde sait et admet que ce dernier est sans scrupule et n'hésite pas à mettre systématiquement sur écoute même ses propres ministres et quelques milliers d'autres amis et ennemis. Mitsotakis pourrait donc dormir tranquille s'il n'y avait pas cette extrême « *volatilité* » qui caractérise la société grecque depuis 15 ans. Comme presque partout ailleurs en Europe, les explosions sociales ne sont pas du tout à exclure mais le grand problème est que personne ne peut prévoir qui en profitera politiquement. Est-ce que ce sera une nouvelle gauche radicale et unitaire qu'on devra inventer ou cette extrême droite qui ne fait que monter ? La suite des événements promet d'être bien passionnante...

Le mouvement social en suspens

Par
Léon Crémieux*

Depuis mi-avril, il y a eu un réel changement de rythme dans la mobilisation sociale qui exerce une pression moins forte sur Macron et son gouvernement. Mais l'hostilité à la réforme des retraites, l'hostilité envers Macron et son gouvernement n'ont pratiquement pas diminué et tous les sondages indiquent une baisse de confiance croissante dans l'opinion et une ambiance de fin de règne ; alors que Macron n'entame que la deuxième année de son mandat, il est incapable de trouver une majorité soutenant son gouvernement tant parmi la population que parmi les député-es.

Macron a pu promulguer sa loi le 14 avril, après avoir obtenu le blanc-seing du Conseil constitutionnel et a même évité la pression qu'aurait représentée le processus d'un référendum d'initiative partagée (1). La mobilisation de rue a continué durant le mois d'avril, et depuis, par des rassemblements locaux, notamment lors de déplacements dans les villes des ministres ou de Macron. Les interdictions, les provocations et violences policières multiples n'auront pas empêché les concerts de casseroles et la présence de centaines de manifestant-es lors de ces déplacements. À tel point que Darmanin préféra le 6 mai démentir sa venue pour inaugurer un centre-ville dans le nord de la France pour finalement venir en catimini, tout cela afin de ne pas se confronter à une manifestation de casserolade.

1^{er} Mai : tout sauf un baroud d'honneur

L'Intersyndicale avait décidé de faire du 1^{er} Mai une initiative unitaire sans précédent. De fait, ce fut de très loin, avec 2,3 millions de manifestants selon la CGT et 300 manifestations dans le pays, le plus massif 1^{er} Mai des 30 dernières années, mis à part le 1^{er} Mai 2002. Ce dernier avait lieu à la veille du 2^e tour Chirac-Le Pen de



l'élection présidentielle et fut transformé en déferlante antifasciste de plus de 2 millions de personnes dans les rues. Le dernier 1^{er} Mai syndical unitaire, en 2009 au cœur de la crise financière, n'avait rassemblé « que » 465 000 personnes selon la police contre 782 000 cette année selon la même source. Ce 1^{er} Mai a donc représenté un important regain de mobilisation revenant à un niveau comparable aux grandes manifestations des 23 et 28 mars, malgré la promulgation de la loi, malgré le rejet du référendum d'initiative partagée et en l'absence d'un mouvement de grève reconductible. Dynamique marquée aussi par tous les sondages d'opinion où plus de 60 % de la population veulent que la mobilisation contre la réforme continue.

Le 1^{er} Mai 2023 fut donc tout sauf un baroud d'honneur avec une stimulante combativité dans les cortèges et la volonté de ne pas tourner la page. Cela va de pair avec « *les 100 jours du zbeul* (2) » – un concours national entre toutes les initiatives de concerts de casseroles et d'actions contre le gouvernement, à l'initiative de l'Union syndicale Solidaires et relayé sur les réseaux sociaux, prenant le contrepied de l'engagement de Macron de se donner « *100 jours pour agir et sortir de la crise, 100 jours d'apaisement* », engagement pris lors de son allocution du 17 avril.

Le gouvernement, même si Macron parle d'apaisement, s'est surtout illustré le 1^{er} Mai par son acharnement policier contre les manifestations, comme s'il fallait que la

fumée des lacrymogènes masque l'ampleur des rassemblements. Les street doctors ont, le 1^{er} Mai, dénombré parmi les manifestant-es et les passants 590 blessés, dont 118 victimes sévères ayant dû être évacuées vers des services d'urgences. Mais toutes les chaînes de médias se sont ligüées pour mettre en scène et dénoncer « *les violences* » des casseurs, les blessés parmi la police, cherchant à étouffer à la fois les violences policières et l'importance sociale des manifestations.

Ingratitude du capital

Macron et son gouvernement sortent pour l'instant en mauvaise posture de cette situation. Alors que Bruno Le Maire, le ministre de l'Économie, s'évertue, auprès de la Banque centrale européenne (BCE) et des agences de notation, à présenter une politique économique solide et un gouvernement stable, l'une des trois principales agences de notation (avec Moody's et Standard & Poors), l'agence Fitch, vient fin avril de dégrader la note de la France de AA à AA-, deux paliers en dessous de l'Allemagne. Instrument du capitalisme libéral, ces agences évaluent la confiance que peuvent avoir les investisseurs, les acheteurs des titres de dette de l'État. Fitch sanctionne « *un niveau de déficit budgétaire et de dette publique élevé et un climat social préjudiciable à une politique d'assainissement* ». Pourtant, la réforme des retraites était justement présentée

* Léon Crémieux, technicien aéronautique à Air France retraité, syndicaliste Sud Aérien, est militant du Nouveau parti anticapitaliste (NPA, France) et membre du Bureau exécutif de la IV^e Internationale.

1. Voir les articles de Léon Crémieux reproduits sur le site web d'Inprecor : « Retraites : l'épreuve de force pour faire céder Macron » (<https://inprecor.fr/articles/article-2621.html>), « Pour défendre les retraites face à Macron, la perspective de la grève reconductible » (<https://inprecor.fr/articles/article-2625.html>), « Un pouvoir isolé mais un mouvement en suspens » (<https://inprecor.fr/articles/article-2648.html>), « Bataille pour les retraites : les discordances du mouvement » (<https://inprecor.fr/articles/article-2649.html>) et « Retraites : la mobilisation ne veut pas tourner la page » (<https://inprecor.fr/articles/article-2658.html>)

2. La pagaille en arabe.

France

comme un gage de rigueur de la gestion budgétaire ! Cette ingratitude va donc amener sans doute à une augmentation des taux d'intérêt pour les titres de la dette de l'État français.

Le Medef, échaudé par l'incapacité de Macron à tenir la barre, claironne que lui arrive très bien à dialoguer avec les syndicats sur le partage de la valeur, le télétravail ou la formation professionnelle et même à obtenir l'accord de la CFDT et de la CFTC sur le « *partage de la valeur* » c'est-à-dire tous les mécanismes qui écartent les augmentations de salaires au profit de combinaisons d'intéressement et de participation.

Le gouvernement d'Élisabeth Borne voudrait donc relever le défi et se donner l'image d'une ouverture aux directions syndicales après les avoir bafouées pendant trois mois. Début mai, elle a annoncé lancer des invitations aux organisations syndicales pour discuter de tous les chantiers à mettre en œuvre, une mise en scène qui cache mal le refus de toute mesure sociale. Dans tous les domaines, santé, éducation, immigration, tout ce qui est annoncé par le gouvernement va dans le sens d'un durcissement des mesures sécuritaires, d'une restriction des budgets sociaux. Ficelle habituelle, Borne divise l'intersyndicale, écartant les syndicats « *non représentatifs* » (Solidaires, FSU et UNSA) et propose un round de rencontres les 16 et 17 mai aux cinq autres confédérations, en les recevant séparément « *sans ordre du jour précis* ». Dans cette sorte de pêche aux canards, le but du gouvernement est évidemment de rompre le front syndical et de voir s'il n'existerait pas une ouverture de négociations redorant le blason social du gouvernement.

CGT, CFDT, FO, CFTC et CGC se rendront donc séparément à Matignon. Signe de la fragilité, malgré tout, de l'Intersyndicale, ils ne le font pas sur une

plateforme revendicative commune, si ce n'est la réaffirmation de la volonté du retrait des 64 ans.

Fragilités de l'Intersyndicale...

Par ailleurs, l'Intersyndicale nationale appelle à une nouvelle journée de mobilisation le 6 juin. Le but explicite de cette journée est de venir en appui à une nouvelle initiative parlementaire prévue le 8 juin de la part du groupe parlementaire LIOT (3), groupe indépendant du centre ayant déjà été à l'initiative de la motion de censure le 20 mars. L'initiative consiste en un projet de loi abrogeant le report à 64 ans de l'âge légal de départ à la retraite. Vu les rapports de force, le vote majoritaire de ce projet n'est pas impossible et cela serait évidemment une nouvelle gifle pour le gouvernement et l'assurance d'un imbroglio dans les jours et les semaines suivants. Mais le gouvernement pourrait compter sur ses semi-alliés Républicains au Sénat pour détricoter ce vote et sur le blocage d'une commission mixte paritaire avant un retour devant l'Assemblée (4).

Certes l'hypothèse d'un tel vote existe, mais le fond du problème est que l'Intersyndicale ne laisse dans les semaines et même dans les mois qui viennent comme seule perspective ce vote hypothétique, comme avait été mis l'espoir dans la mise en œuvre du RIP il y a quelques semaines. Dans les faits, l'Intersyndicale ne donne aucune perspective au mouvement social. Pourtant la vigueur de celui-ci, sa profondeur et sa persistance devraient permettre l'établissement d'une plateforme unitaire d'exigences sociales portée par l'Intersyndicale, celles qui ont, au-delà de la question des retraites, été le fondement des mobilisations, sur les questions du coût de la vie et des salaires, sur la santé, l'éducation, les services publics, entre autres. Malheureusement, le revers de la médaille d'une intersyndicale unitaire qui a rythmé le mouvement depuis janvier, a été la faiblesse d'une dynamique autonome d'intersyndicales locales ou de secteurs donnant leur propre rythme et leur propre contenu. C'est ce qu'ont fait partiellement les syndicats CGT de l'énergie, de la chimie, des ports et docks, de la voirie, principalement, ce qu'a fait l'intersyndicale de la SNCF au mois de mars. Aujourd'hui l'énergie des équipes locales apparaît dans les concerts de casseroles et les comités d'accueil des ministres, mais cela ne suffit pas pour donner une nouvelle dynamique donnant une perspective générale de lutte à un mouvement social qui n'est pas épuisé.

... et de l'opposition

L'autre question, corollaire de la précédente est l'incapacité de la NUPES et de ses composantes de s'appuyer sur ce mouvement social puissant pour mener le débat sur des exigences de combat contre le libéralisme capitaliste, dans le prolongement du refus des 64 ans. La NUPES ne cherche pas à s'appuyer sur la conjoncture actuelle pour proposer qu'au niveau syndical et politique se rassemblent localement les militant·es du mouvement dans des structures unitaires pour débattre ensemble, agir et construire une force se posant en alternative à Macron et à l'extrême droite. Malheureusement, le faible niveau d'auto-organisation dans les entreprises et au niveau local a aussi été la caractéristique du mouvement depuis janvier. On peut déplorer le petit nombre d'initiatives de débats unitaires entre force politiques et syndicales ces derniers mois.

Aujourd'hui les composantes de la NUPES, au lieu de débattre d'initiatives locales unitaires dans le prolongement du mouvement ont les yeux braqués sur les prochaines élections européennes, où les composantes autres que la France insoumise espèrent « *se refaire la cerise* » pour rééquilibrer les rapports de force à gauche. Pourtant, l'urgence devrait être de s'ouvrir à un rassemblement unitaire pour combattre les politiques capitalistes de Macron, alors que la colère sociale est bel et bien présente parmi les classes populaires. La NUPES avait réussi il y a un an à occuper le terrain à gauche lors des élections législatives. Mais depuis, si les députés de la NUPES se sont fait le relai parlementaire du mouvement social, aucune dynamique de rassemblement militant unitaire n'a été créée localement ou nationalement. C'est un des éléments qui explique que, paradoxalement, la NUPES, comme force politique, ne tire aucun profit politique de ce mouvement social, alors que l'extrême droite, le Rassemblement national (RN) de Marine Le Pen, se construit sur la crise de la droite et d'une polarisation de secteurs abstentionnistes de droite.

On peut donc dire qu'au niveau syndical comme au niveau politique, il y a aujourd'hui un moment de suspension, un moment où le mouvement social et populaire de résistance à Macron est suspendu dans le vide. L'urgence des semaines à venir est donc bien, à gauche, d'occuper un espace social et politique pour que se rassemblent les militant·es ayant agi ensemble ces derniers mois. ■

3. Le groupe parlementaire Libertés, indépendants, outre-mer et territoires (LIOT) regroupe 20 député·es droit partis se situant entre l'opposition de gauche et la droite macroniste (UDI, Les Centristes, Femu a Corsica, Archipel demain, Parti de la nation corse, Régions et peuples solidaires, Réunion libre) ainsi que des dissident·es du Parti socialiste et du Parti radical. Il a déposé dans le cadre de sa « *niche parlementaire* » (une journée permettant à tout groupe parlementaire de soumettre ses propositions à l'Assemblée) une proposition de loi d'abrogation de la réforme des retraites.

4. Le 16 mai, les groupes parlementaires macronistes (Renaissance, MoDem et Horizons) ont annoncé vouloir empêcher l'examen de ce projet de loi en invoquant l'article 40 de la Constitution qui permet aux dirigeant·es des instances de l'Assemblée (présidence, commission financière...) de le refuser au nom d'« *irrecevabilité financière* ».

La Suisse, un impérialisme en tenue de camouflage

Entretien de Guy Zurkinden
avec Sébastien Guex*

Guy Zurkinden : Vos recherches sur la Suisse s'inscrivent en porte-à-faux avec ce que vous appelez la « rhétorique de la petitesse ». Qu'entendez-vous par là ?

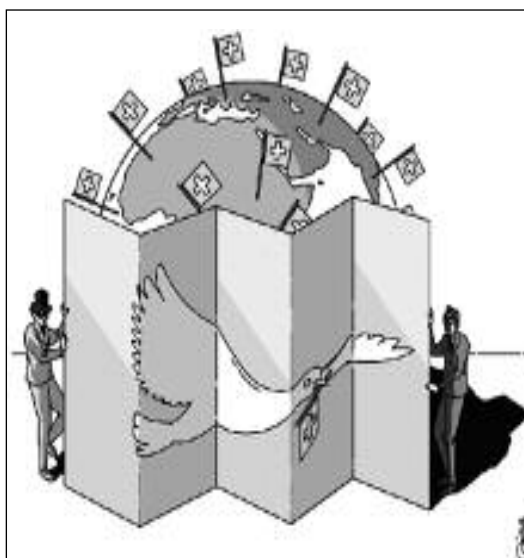
Sébastien Guex : L'idéologie dominante présente la Suisse comme un petit État faible, qui serait le jouet des grandes puissances – et ce, depuis un siècle et demi. Cette image de la « petite Suisse » a reçu une forte impulsion au sortir de la Seconde Guerre mondiale, alors que les milieux dirigeants helvétiques étaient isolés au niveau international après leur collaboration avec l'Allemagne nazie.

Cette théorie n'est pas dénuée de fondement : par rapport à ses grands voisins comme la France ou l'Allemagne, la Suisse est caractérisée par un territoire et un nombre d'habitants réduits, ainsi qu'une relative faiblesse militaire. Cependant, la « rhétorique de la petitesse » escamote deux éléments importants : le poids économique de la Suisse, disproportionné par rapport à sa démographie, et sa situation géostratégique centrale au cœur de l'Europe.

Guy Zurkinden : Quelles sont les caractéristiques de cette force économique ?

Sébastien Guex : La Suisse est d'abord une puissance industrielle. Dès la fin du XIX^e siècle, la bourgeoisie helvétique a réussi à occuper des positions clés dans la division internationale du travail. Cette situation lui a permis de dégager des profits souvent supérieurs à ses concurrents, et d'investir des capitaux importants à l'étranger. Au début du XX^e siècle, le capital suisse exploitait déjà plusieurs centaines de milliers de travailleurs hors de ses frontières nationales. Aujourd'hui, leur nombre dépasse les 2 millions. Nestlé emploie par exemple environ 10 000 salariés en Suisse, et plus de 250 000 dans le reste du monde.

La Confédération est ensuite une puissance



ce financière – actuellement la cinquième ou sixième la plus importante au monde. Dès la fin du XIX^e siècle, elle se transforme en refuge pour les avoirs de nombreux capitalistes étrangers, devenant le premier paradis fiscal de la planète. En parallèle, elle abrite le siège de nombreuses entreprises internationales. Les grandes banques jouent un rôle primordial dans cette place financière qui aspire des capitaux venant du monde entier, contribuant ainsi au creusement vertigineux des inégalités. On trouve à leurs côtés les banquiers privés et toute l'industrie de la fraude fiscale – qui regroupe gérants de fortune, avocats d'affaires, fiduciaires, notaires, etc. Troisième atout du capital helvétique : sa place centrale dans le commerce international. Bénéficiant d'une longue tradition, le négoce ou « trading » va se développer de manière impétueuse au cours du XX^e siècle, en particulier depuis les années 1970. La Suisse est aujourd'hui le principal siège des sociétés qui contrôlent le commerce international des matières premières. C'est là que se négocient les 40 % de la production pétrolière mondiale, 25 % à 30 % du charbon, jusqu'à 50 % ou 60 % du commerce du café ou du coton, etc.

Guy Zurkinden : On est loin de l'image de la « petite Suisse »...

Sébastien Guex : Si on prend en compte son poids industriel et financier, la Confédération est une puissance économique qui ne se situe pas loin ou fait même jeu égal, sur certains plans, avec de grandes puissances.

Prenons le volume des investissements directs suisses à l'étranger (IDE), c'est-à-dire les investissements par lesquels des capitalistes suisses contrôlent des entreprises dans d'autres pays. En chiffres absolus, le stock brut de ces IDE dépassait 1 400 milliards de francs suisses en 2020 – ce qui représente près de deux fois l'ensemble des biens et services produits sur notre sol durant une année, mesurés par le PIB ! Ce montant place la Suisse juste derrière les grandes puissances que sont la Grande-Bretagne, la France ou l'Allemagne.

Pour comprendre le réel poids de la Confédération, il faut aussi avoir à l'esprit sa position géostratégique au cœur de l'Europe, une des régions clés du capitalisme mondialisé. Cette situation est aussi une cause majeure de la neutralité helvétique : en raison de son rôle déterminant dans le système de transports européens et de son poids économique, aucune grande puissance – Angleterre, France, Allemagne, Italie, États-Unis, Russie, etc. – ne pouvait et ne peut tolérer, depuis le XIX^e siècle jusqu'à aujourd'hui, que la Suisse tombe sous la coupe d'un rival. Cela aurait pour conséquence de déséquilibrer les rapports de forces entre ces

* **Sébastien Guex**, historien, professeur honoraire à l'Université de Lausanne, a milité dans la Ligue marxiste révolutionnaire (LMR, section suisse de la IV^e Internationale) et a contribué à l'émergence du mouvement *solidarités*, au début des années 1990. Il sera élu, pour ce mouvement, Conseiller communal de la ville de Lausanne en 2011. Il a publié *La Suisse et les Grandes Puissances, 1914-1945 – Relations économiques avec les États-Unis, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et la France*, Librairie Droz, Genève 1999 et, récemment, *Du pouvoir et du profit*, Antipodes, Lausanne 2021. **Guy Zurkinden** est journaliste, rédacteur du journal du Syndicat suisse des services publics (SSP-VPOD). Cet entretien a été d'abord publié le 10 mars 2023 par le journal *Services Publics* (n° 4, 2023). Nous le reproduisons avec quelques modifications des auteurs.

Suisse

États.

Guy Zurkinden : *Vous définissez la Suisse comme une « puissance impérialiste ». Pourtant, elle n'a jamais dominé d'autres pays par la force...*

Sébastien Guex : L'impérialisme est la capacité d'une classe dominante, et de « son » État, de tirer profit de régions qui n'ont pas atteint le même niveau de développement économique – et, dans ce but, d'influencer politiquement les États en question.

L'impérialisme ne se résume donc pas au fait de mener des expéditions militaires ou d'avoir des colonies. Ce qui caractérise l'impérialisme suisse, c'est justement la capacité de ses principales entreprises et banques à participer à l'exploitation de vastes régions du monde, sans jamais les avoir occupées militairement. Et cela, depuis des siècles !

Guy Zurkinden : *Pouvez-vous donner des exemples ?*

Sébastien Guex : Dès le XVI^e siècle, des entrepreneurs, issus des cantons et villes qui formeront plus tard la Suisse moderne, sont impliqués dans le commerce triangulaire entre l'Europe, l'Afrique et l'Amérique. Ce commerce, qui pille la main-d'œuvre africaine pour la condamner au travail esclave dans les plantations du continent américain, sera un des fondements du développement capitaliste en Europe. Il va aussi permettre à la bourgeoisie helvétique en formation d'accumuler les capitaux nécessaires à la révolution industrielle.

Au XIX^e siècle, le capital suisse participe à l'exploitation des territoires dominés ou colonisés par les puissances européennes. Le patriciat bâlois va par exemple créer et financer la Basler Mission. Dès 1840, celle-ci enverra ses missionnaires en Inde et en Afrique de l'Ouest, où ils joueront parfois le rôle de fers de lance de l'entreprise coloniale. Sur le territoire de l'actuel Ghana, la Basler Mission fondera ainsi l'Union trading company, qui deviendra un géant de la commercialisation du cacao dans la première moitié du XX^e siècle. Ses missionnaires inciteront – puis aideront, grâce à leur connaissance du terrain – le gouvernement anglais à mener une guerre sanglante contre le royaume achanti, un des plus puissants d'Afrique, afin d'y installer une véritable colonie.

Guy Zurkinden : *L'impérialisme helvétique reste très discret.*

Sébastien Guex : La Suisse est une puissance économique mais pas militaire, qui n'a jamais possédé de colonies. C'est

dans le sillage des grandes puissances impérialistes, en jouant sur les contradictions entre celles-ci, que ses milieux dominants avancent leurs pions.

L'expansion du capital helvétique s'effectue ainsi de manière masquée. La neutralité, la politique humanitaire et la « *rhétorique de la petitesse* » sont les paravents derrière lesquels il se déploie.

Guy Zurkinden : *Quels sont les liens entre neutralité, politique humanitaire et impérialisme ?*

Sébastien Guex : Depuis la fin du XIX^e siècle, la politique humanitaire et la neutralité sont utilisées par la classe dominante helvétique comme des instruments de politique économique extérieure. Objectif : compenser la faiblesse politique et militaire du pays.

La neutralité, alliée à la politique des « *bons offices* », permet ainsi à la Suisse d'être souvent choisie pour jouer les arbitres entre grandes puissances. Cela lui a permis de construire de vastes réseaux internationaux, qui facilitent en retour l'implantation de ses banques et entreprises dans le monde entier.

La politique humanitaire – et notamment l'action de la Croix-Rouge internationale – est un autre atout important. Mon but n'est pas ici de remettre en cause le travail de terrain, souvent admirable, réalisé par des milliers de personnes. Mais de souligner l'instrumentalisation politique de ces activités humanitaires par les milieux dirigeants suisses.

Guy Zurkinden : *Pouvez-vous nous en donner un aperçu ?*

Sébastien Guex : Ils sont nombreux. Limitons-nous ici à un exemple lié à la Seconde Guerre mondiale.

En 1943, la classe dominante suisse comprend que l'Allemagne nazie, avec laquelle elle a beaucoup collaboré, va perdre la guerre. Elle lance alors une opération de réhabilitation aux yeux des futurs vainqueurs. Dans cet objectif, elle crée le Don suisse pour les victimes de guerre. Doté de sommes conséquentes, le Don est une organisation humanitaire qui apporte une aide importante aux populations européennes frappées de famine. Mais il s'agit aussi d'une opération politique visant à redorer le blason de la Suisse à l'étranger, notamment défendre les intérêts de sa place financière – qui avait acheté durant la guerre, en toute connaissance de cause, des quantités importantes d'or pillé par les nazis, une opération qui fournissait illégalement des quantités importantes de francs suisses extrêmement utiles pour

l'effort de guerre du III^e Reich.

Au sortir de la guerre, lors de négociations difficiles avec les Alliés sur cet or nazi, le gouvernement suisse pourra ainsi utiliser avec succès le capital de sympathie créé par le Don. Ainsi, il s'appuiera notamment sur son action humanitaire, dont avait bénéficié la population hollandaise, pour refuser toute indemnisation au gouvernement des Pays-Bas pour son or pillé. Ce succès a poussé un député national du principal parti bourgeois de l'époque, Dietschi, à qualifier le Don de « *défense nationale relativement bon marché* » !

Guy Zurkinden : *Les classes dominantes ont-elles été tentées par un impérialisme plus guerrier ?*

Sébastien Guex : Oui. Ce débat a eu lieu en Suisse dès la deuxième moitié du XIX^e siècle – une époque marquée par la montée des rivalités inter-impérialistes, la course aux colonies, et le fort développement du capital helvétique.

Dans ce contexte, une partie de ses cercles dirigeants développe l'idée que la Suisse doit participer directement au partage du monde. Certains caressent la perspective d'agrandir le territoire de la Confédération du côté italien, afin d'avoir un accès direct sur la mer.

Ces discussions s'accroissent à l'approche de la Première Guerre mondiale. Un secteur important de la classe dominante est alors d'avis qu'il faut entrer en guerre du côté de l'Allemagne afin d'obtenir, peut-être, un débouché sur la mer, voire des colonies – par exemple un protectorat sur Madagascar. Cette idée est partagée notamment par le directeur du Credit Suisse, Julius Frey, par la famille Schwarzenbach, qui régnait alors sur l'industrie textile, ou par Ulrich Wille, général de l'armée suisse durant la Première Guerre mondiale.

En juillet 1915, ces projets se concrétisent lorsque Ulrich Wille envoie un mémorandum au Conseil fédéral, l'incitant à entrer en guerre aux côtés de l'Allemagne.

La majorité du Conseil fédéral et de la bourgeoisie refusent cette proposition. Il s'agit d'un tournant historique : leur refus met fin aux velléités suisses de participer directement à la colonisation du monde. ■

Marijke Colle

1947-2023

Par
Hendrik Pips Patroons*

Marijke fit des études de biologie à l'Université de Gand dans un milieu studieux et contestataire. Attirée par la gauche radicale, elle adhéra au courant trotskiste. Une fois ses études terminées, elle fut engagée à l'université mais, après un accident de voiture, elle choisit finalement l'enseignement secondaire.

Les connaissances biologiques de Marijke l'ont aidée à aborder de manière scientifique les questions sociales auxquelles elle était confrontée en tant que militante féministe de gauche, telles que l'hérédité, le racisme, les préférences sexuelles, etc. Marijke avait un héros, du nom de Charles Darwin. Elle rejeta cependant l'interprétation fondamentaliste d'un Richard Dawkins qui réduit tout au gène égoïste, ou celle de la psychologie évolutionniste d'un Steven Pinker. Le problème ne réside pas dans les gènes ou dans le cerveau, mais dans la structure de la société humaine, société qui nécessite une transformation radicale. Marijke souligna le fait qu'on ne peut pas déduire une morale du monde naturel, car celui-ci ne connaît pas de morale. Indignée elle rejeta le darwinisme social cher à la droite. Au contraire, la sélection naturelle avait paradoxalement doté l'être humain de la possibilité de produire lui-même une morale qui rejette la lutte de tou-te-s contre tou-te-s. Les humains ont besoin d'autres humains pour être humains.

La résistance contre toute forme de discrimination, de soumission, d'humiliation et d'exploitation était l'impératif catégorique de Marijke.

Elle ne voulait pas convaincre les gens d'une doctrine salvatrice (si du moins une telle doctrine existe) mais les inciter à penser par eux/elles-mêmes, à s'organiser d'une manière autonome et à agir collectivement, et à se faire ainsi une idée de comment une société future pourrait fonctionner de manière plus juste. J'ai bien dit pourrait, et non devrait fonctionner.



Tenant compte de l'oppression spécifique des femmes, Marijke souligna la nécessité absolue d'un mouvement des femmes autonome, non soumis à quelque intérêt sectaire partisan. La lutte pour le droit à l'avortement a joué en rôle important dans la vie de Marijke. Elle était tellement convaincue du droit des femmes de contrôler leur propre corps, qu'elle n'a pas craint de devenir la directrice de la première clinique illégale spécialisée dans les avortements en Flandre.

Marijke était une enseignante enthousiaste, très appréciée par ses élèves, comme j'ai pu le constater quand elle enseigna la biologie et la chimie en néerlandais, français et anglais à l'école européenne d'Abingdon, près d'Oxford. Se promener avec Marijke était une leçon de botanique et de zoologie. C'est ainsi que j'ai appris la différence entre un bouton d'or et une pâquerette, ignorant écologique que j'étais.

Marijke était athée mais ne le pratiquait pas. Pour elle, il ne s'agissait pas de ce que les gens croient plus ou moins, mais fondamentalement de ce qu'ils font socialement. Sur la question du voile, elle remarqua d'un air narquois que soudaine-

ment certains hommes étaient devenus « féministes », en oubliant que sous le voile islamique se trouvent des cerveaux qui, confrontés à la réalité sociale, se mettent à penser. C'est ce qui se passe aujourd'hui en Iran.

Marijke fut invitée trois fois aux Philippines pour donner des formations à un public paysan en faveur d'une agriculture écologique. Une anecdote : un jour sur l'île de Mindanao, elle entra en contact avec des femmes d'un peuple qui pratique la polygamie. Elle ne les sermonnait pas mais demanda ce qu'elles pensaient de leur situation. La discussion était ainsi lancée.

Marijke ne comprenait rien à la poésie, elle n'aimait pas trop lire des romans et elle abhorrait la musique populaire. Elle n'observait pas la moindre politesse quand on lui servait un plat qu'elle n'aimait pas. Les goûts n'étaient pas un sujet de discussion. Mais elle aimait les polars télévisés allemands et des séries comme *Star Trek*, ainsi que les bandes dessinées et les courses cyclistes.

Dans la dernière période de sa vie Marijke se faisait de grands soucis sur l'évolution politique et sur la crise climatique. Elle tint plusieurs conférences sur l'écologie, le climat et l'écoféminisme dans les pays de langue allemande. Quand le régime de Poutine a attaqué l'Ukraine militairement, elle prit position en faveur de la défense armée des victimes de l'agression. Elle condamna le mouvement de la paix qui ne réalise pas qu'il s'agit d'une guerre au service du chauvinisme grand-russe et des intentions impérialiste d'un staliniste devenu fasciste.

Je termine en remerciant vivement le personnel et les volontaires des soins palliatifs de l'hôpital Sint Lucas à Gand, qui ont affectueusement accompagné Marijke dans ses derniers jours. Je remercie également Caecilia, la sœur jumelle de Marijke et sa sœur Trees pour leur aide dans les

* Hommage prononcé par Hendrik Pips Patroons, dirigeant historique de la section belge de la IVe Internationale et compagnon de Marijke, lors des funérailles le 27 avril 2023.

Les Nôtres

moments difficiles. Et je n'oublie évidemment pas sa sœur Lutgart venue des États-Unis et toutes les amies et amis de Marijke. Les nombreuses marques de

condoléances venues de diverses parties du monde sont la preuve que Marijke était hautement appréciée. ■

Marijke Colle, active et curieuse toute sa vie

Par
Alex De Jong*

Le dimanche 16 avril, nous avons appris la triste nouvelle du décès de notre camarade Marijke Colle à l'âge de 75 ans. Féministe et socialiste convaincue, Marijke s'est consacrée à divers mouvements pendant de nombreuses années et est restée politiquement active jusqu'à la fin. Son dévouement, son intelligence et son enthousiasme ont fait d'elle un modèle pour beaucoup d'autres.

Marijke est née en 1947 dans une famille flamande conservatrice. Comme beaucoup de ses contemporains, elle s'est politisée lors de la vague de 1968. Marijke a joué un rôle de premier plan dans ce mouvement. Elle est devenue membre de Dolle Mina (1) dans les années 1970 et active dans le mouvement socialiste-féministe. En tant que membre de la Ligue révolutionnaire des travailleurs (devenue Gauche anticapitaliste) l'organisation sœur belge de Grenzeloos (2) Marijke a joué un rôle important dans la lutte pour le droit à l'avortement en Belgique.

Dans cette lutte, Marijke a acquis une expérience et des connaissances précieuses qu'elle a ensuite transmises aux nouvelles générations et appliquées à d'autres mouvements. Marijke savait que les socialistes pouvaient jouer un rôle moteur en combinant des revendications radicales et de larges mobilisations. Pour Marijke, être radicale ne signifie pas rester à l'écart, mais être active là où l'on peut convaincre les gens et changer quelque chose. Par

exemple, elle a été militante du syndicat de l'enseignement pendant de nombreuses années.

Dans sa nécrologie, la *Gauche anticapitaliste* écrit que la vie de Marijke a été caractérisée par trois dimensions : le marxisme révolutionnaire, le féminisme et l'écologie. Marijke a étudié la biologie et a travaillé comme professeure de biologie pendant de nombreuses années. L'écologie et le changement climatique lui tenaient à cœur. Au sein de la IV^e Internationale, elle a de nouveau joué un rôle de pionnière, en présentant cette fois l'écologie comme une question centrale pour les socialistes, il y a plus de 30 ans. Marijke a reconnu très tôt que le changement climatique est une question de lutte des classes : si la gauche ne propose pas ses propres réponses, ce sont les travailleurs du monde entier qui supporteront le coût de cette crise, au sens propre comme au sens figuré.

Pour elle, la façon dont le capitalisme détruit le climat et l'écosystème montre également la nécessité de considérer la nature d'une manière différente, de ne pas la voir uniquement comme un ensemble de matières premières destinées à l'usage humain, mais de reconnaître sa valeur et sa beauté intrinsèques. À cet égard, Marijke a certainement critiqué le marxisme classique. Marijke savait que les femmes sont confrontées à des formes d'oppression combinées, souvent cachées, et que même au sein de la gauche, il existe un risque de reproduire des schémas sexistes. En réponse, Marijke a toujours défendu le droit des femmes à s'organiser entre elles.

Marijke était une internationaliste dans l'âme. Elle était active en Belgique, en Grande-Bretagne, en France et aux Pays-Bas, toujours consciente des implications internationales de processus tels que le changement climatique et de la nécessité d'une solidarité internationale. Lors d'une visite aux Philippines, où elle a vu com-



ment les activistes défendaient une agriculture écologiquement responsable comme moyen de conservation et de subsistance pour la population, Marijke s'est sentie dans son élément. L'une des dernières actions auxquelles elle a pu participer était une action de solidarité avec le peuple ukrainien.

De 2009 à 2013, Marijke a vécu aux Pays-Bas et a été codirectrice de l'IIRE Amsterdam, l'institut de formation de la IV^e Internationale. Elle avait un talent pour l'enseignement, elle pouvait expliquer des questions complexes de manière claire et enthousiasmer les gens. Marijke avait des convictions fortes et ne cachait pas ses divergences d'opinion. En même temps, elle restait curieuse des nouvelles idées et était toujours prête à engager la discussion. Par ses formations, ses articles et ses discussions informelles, Marijke a influencé de nombreux et nombreuses militant-es qui se souviendront d'elle avec gratitude.

Marijke a pris conscience de l'ampleur des crises sociales et écologiques actuelles et de l'urgence d'un changement radical. Dans le même temps, elle a puisé de l'espoir dans des mouvements tels que ceux des petit-es agriculteurs et agricultrices du Sud et dans le radicalisme des jeunes militant-es pour le climat. L'attitude de Marijke face à la vie était un bel exemple de ce que Gramsci appelait « *le pessimisme de l'intelligence, l'optimisme de la volonté* ». Elle était également très terre à terre et trouverait plutôt prétentieux de citer quelqu'un comme Gramsci.

Marijke était une rebelle née, passionnée de politique, qui trouvait également le temps de boire une bière de temps en temps. C'est un privilège d'avoir appris d'elle et de l'avoir connue. Nos pensées vont à sa famille, à ses camarades et à ses amis, en particulier à son compagnon Pips. ■

* Hommage écrit par Alex de Jong, co-directeur de l'Institut international de Recherche et de Formation à Amsterdam (IIRF, insitut dont Marijke fut également co-directrice et pour lequel elle donna de nombreuses formations).

1. Dolle Mina (littéralement « Folle Mina ») est un groupe féministe néerlandais fondé en 1969, également actif en Belgique flamande.

2. Grenzeloos est la section néerlandaise de la IV^e Internationale.

Companera Marijke presente !

Par
Daniel Tanuro*

Honorer la mémoire de Marijke nécessite de mobiliser de nombreux qualificatifs. Marijke était une personne extrêmement intelligente. C'était une scientifique attachée à la raison, à la rigueur et à l'intégrité dans l'appréhension du réel : les faits, les faits, les faits, car « *un fait vaut plus qu'un lord-maire* »...

Marijke était biologiste, au sens profond, existentiel, du verbe « *être* ». Il s'agissait de bien plus que d'une profession : une formation de la pensée. Comme l'a souligné Pips, Darwin était son héros. Comme lui, Marijke avait de la curiosité, de la sympathie et de l'empathie pour tout ce qui vit.

L'idée que l'humanité fait partie de la nature tout en étant distincte des autres animaux, l'idée en d'autres termes que l'histoire humaine s'imbrique dans l'histoire naturelle tout en obéissant aussi à des lois sociales, qui ne sont pas « *naturelles* », relevait pour Marijke de l'évidence. Pour elle, l'essentiel de ces questions avait été résolu par son maître à penser, dans son deuxième grand ouvrage, *la Filiation de l'Homme*, hélas moins bien connu que *l'Origine des espèces*. Comme Patrick Tort, Marijke voyait la civilisation comme un « *effet réversif* » de la sélection naturelle.

Les biologistes de la trempe de Marijke ne sont jamais des poissons froids. On songe à Stephen Jay Gould, à Rachel Carson, et bien d'autres. Marijke était une personne d'une grande maîtrise, d'une grande pondération. Elle ne parlait pas à la légère, et toujours sur un ton mesuré. Mais l'indignation face à l'exploitation, aux oppressions, à la brutalité et à la lâcheté bouillonnait en elle, et affleurerait dans son discours.

« *Stille water, diepe gronden* » (littéralement « *eaux calmes, terres profondes* ») : ce dicton flamand – qui n'a pas vraiment d'équivalent en français – éclaire assez bien, je pense, la personnalité de notre camarade. Marijke était une personne passionnée, à la passion calme mais intense. Quand elle parlait, on sentait une grande détermination, une force morale ancrée sur des bases très solides où les considérations personnelles n'étaient jamais à l'avant-plan.

Marijke était radicale au sens de Marx : pour résoudre un problème, il faut en identi-

fier la racine rationnellement, et agir en conséquence, révolutionnairement. Elle maîtrisait les catégories du matérialisme historique – mode de production, rapports de production, classes et couches sociales, capital, surproduit social, valeur, plus-value, etc. – mais c'était le contraire d'une dogmatique.

Esprit libre, Marijke ne craignait pas de quitter les sentiers battus lorsque la réalité l'imposait.

Outre la lutte syndicale, à laquelle elle a participé en tant qu'enseignante, l'apport de Marijke a été particulièrement important à deux niveaux : le féminisme et l'écosocialisme. Dans les deux cas, il s'agissait de dépasser les limites, voire les œillères, d'une certaine tradition marxiste, patriarcale et productiviste.

Avec d'autres militantes, regroupées dans la Commission femmes de la section belge de la IV^e Internationale, Marijke a joué un rôle clé dans le combat pour la dépénalisation de l'avortement. Si les femmes du Mouvement Ouvrier Chrétien (MOC) ont été convaincues de se rallier à la proposition de loi Lallemand/Herman-Michielsens, c'est à ces camarades qu'on le doit. Ce fut une énorme victoire pour l'émancipation dans notre pays. Quelques années plus tard, Marijke rempilaît et jouait un rôle de premier plan dans la vaste campagne unitaire « *Femmes contre la crise* ».

En parallèle, Marijke a été une des premières dans la IV^e Internationale, et la première dans la section belge, à prendre la pleine mesure des terribles menaces barbares découlant de la chute vertigineuse de la biodiversité, de la perturbation irréversible du climat, de l'empoisonnement chimique et radioactif de la planète. Elle y consacrait une rubrique régulière dans nos journaux, *La Gauche* et *Rood*. Dès le début des années 1980, dans le cadre d'une journée de formation, elle interpellait les membres de la section belge en soulignant la nécessité d'aller au-delà des changements structurels indispensables, notamment en mangeant substantiellement moins de viande.

Depuis une quinzaine d'années, Marijke travaillait sur l'écoféminisme, concept privilégié pour faire converger les deux grands combats de sa vie militante. Tout en se distançant des conceptions essentialistes de certaines autrices pour

qui les femmes sont « *par nature* » plus écologistes que les hommes, elle ne cachait pas son admiration pour l'engagement d'une Vandana Shiva. Elle ne craignait pas de souligner que la domination des femmes et la domination de la nature ont plus que des similitudes de forme : ce sont deux faces d'une même médaille.

Excellente pédagogue, Marijke mettait un point d'honneur à exprimer les choses les plus compliquées en termes simples. Ses qualités d'enseignement, sa sincérité, son humanité et son dévouement lui ont valu l'estime et la reconnaissance de très nombreuses personnes. C'est en particulier le cas des activistes femmes des pays du Sud qui ont eu la chance de suivre ses formations à l'Institut d'Amsterdam, dont Marijke a été codirectrice pendant quatre ans.

Marijke était modeste. Elle détestait les m'as-tu-vu, les arrivistes, les nombrilistes de tout poil. Et ne supportait pas les beaux parleurs – généralement mâles et très prolixes – qui croient qu'utiliser ou inventer beaucoup de mots compliqués leur donne la qualité de « *philosophes* ».

La vie militante est faite de nombreuses défaites, de quelques succès et de pas mal de désillusions personnelles, avec leur lot de mesquinerie et de jalousie. Marijke en a parfois souffert, mais cela n'a pas remis en question sa fidélité au marxisme révolutionnaire, féministe, internationaliste et écosocialiste. En cette époque de narcissisme débridé, cela mérite un immense respect que nous devons à sa nature droite, intègre et à sa volonté farouche de lutte.

Dans les dernières années du siècle passé, l'exemple de Marijke m'a encouragé à faire moi aussi usage de ma formation scientifique pour aider notre courant politique à prendre en compte la centralité de la crise écologique globale. C'est peu dire que je lui en suis reconnaissant.

Au nom de la section belge de la IV^e Internationale, je rends hommage à notre camarade Marijke, jadis Lida de son pseudonyme.

En mon nom personnel, je salue une amie très chère, à qui je dois beaucoup. ■

* Daniel Tanuro, ingénieur agronome et militant écosocialiste, est membre de la direction de la Gauche anticapitaliste (GA-SAP, section belge de la IV^e Internationale). Outre de nombreux articles, il est l'auteur de *Impossible Capitalisme vert* (la Découverte, Paris 2010) et de *Trop tard pour être pessimistes ! Écosocialisme ou effondrement* (Textuel, Paris 2020). Nous reproduisons ici l'hommage qu'il a prononcé le 27 avril 2023 lors des funérailles Marijke Colle, qui a été publié par *Gauche anticapitaliste* : https://www.gaucheanticapitaliste.org/les-notres-marijke-colle-presente/?_gl=1*1vdbxwy*_ga*MTU1NTgxMTQwMS4xNjg1MTAyNjk1*_up*MQ..

Solidarité, humanisme, socialisme – en mémoire de Marko Bojcun

Par
Denys Pilash*

Le 11 mars 2023, Marko Bojcun, ami et camarade du collectif *Спільне/Commons*, est décédé. Il était économiste et politologue, chercheur en histoire du travail, militant des mouvements de gauche et de solidarité avec l'Ukraine. Il n'est pas exagéré de dire que Marko a joué un rôle indispensable en entretenant la flamme de la gauche ukrainienne et en la transmettant, par l'intermédiaire des émigrants et des dissidents, à l'Ukraine indépendante d'aujourd'hui.

Au cours des dernières années de sa vie de 72 ans, il a été gravement malade d'un cancer, mais il a continué à travailler et est resté optimiste dans sa volonté d'accomplir le plus de choses possible. Il a récemment révisé son *opus magnum*, *The Workers' Movement and the National Question in Ukraine 1880-1920* (Le mouvement ouvrier et la question nationale en Ukraine 1880-1920), basé sur sa thèse de doctorat de 1985, en tenant compte de sources précédemment inaccessibles et de nouvelles recherches, ce qui a permis d'élargir considérablement le contenu du livre. Cet ouvrage a d'abord été publié en ukrainien, puis en anglais dans une série de *Historical Materialism*. Cette recherche fondamentale sur les transformations sociétales dans l'Ukraine du Dniepr au tournant du XX^e siècle, la formation des consciences nationales et de classe et la création de nombreux partis socialistes tourne autour de la question clé de la corrélation entre les tâches de libération sociale et nationale à la veille et pendant la révolution ukrainienne.

* Denys Pilash, politologue, militant de l'organisation socialiste démocratique ukrainienne *Sotsialniy Rukh* (Mouvement social), est rédacteur de la revue de la gauche ukrainienne *Спільне/Commons*. Cet hommage à notre camarade Marko Bojcun a été publié par *Спільне/Commons* le 14 mars 2023 : <https://commons.com.ua/uk/pamyati-marka-bojcuna/> (Traduit de l'ukrainien par JM).



Mais la chose la plus importante pour Marko a probablement été sa participation active à la Campagne de solidarité avec l'Ukraine (USC), un réseau de la gauche et des syndicats britanniques. De nombreuses personnes y ont participé, à commencer par l'historien de la gauche ukrainienne Chris Ford et le célèbre député travailliste John McDonnell, mais cela n'aurait pas été possible sans Marko. Depuis sa création, c'est-à-dire depuis près d'une décennie, l'USC a fait tout son possible pour que la vérité sur ce qui se passe en Ukraine soit connue à l'étranger et que nos mouvements de base soient soutenus.

Grâce à cette campagne et à Marko personnellement, les luttes pour leurs droits des mineurs de Kryvyi Rih ou des conducteurs de trolleybus de Kurenivka ont été entendues même au Parlement britannique. Il était également important pour Marko de résister aux innombrables stéréotypes, à la désinformation et aux justifications de l'agression de Poutine, qui étaient passionnément partagés par les staliniens et par d'autres forces conservatrices au sein de la gauche. C'est pourquoi Marko a régulièrement écrit et a pris la parole, participé à des actions et à des événements en ligne. Au moment de l'invasion de 2022, malgré sa maladie, il a redoublé d'efforts pour sensibiliser la gauche occidentale aux dangers de l'impérialisme russe, à l'histoire de l'Europe de l'Est d'hier et d'aujourd'hui,

afin de rassembler des soutiens en faveur du peuple ukrainien.

Diaspora ukrainienne de gauche et la IV^e Internationale

Né en Australie, Marko Bojcun a étudié au Canada et a ensuite vécu au Royaume-Uni, mais depuis que la perestroïka l'a rendu possible, il se rend régulièrement en Ukraine. En cette fameuse année 1968, sa famille venait de déménager d'une petite ville située à la lisière d'une forêt australienne – où ses parents ont travaillé à la ferme, aux chemins de fer et dans une usine – vers une grande ville canadienne, passant d'une chaleur de 40°C à un froid de -20°C.

Des changements importants se sont également produits dans son environnement politique. Marko passait d'une petite communauté isolée de la diaspora à l'immense nouveau monde ; Ses parents se sont rencontrés dans un camp de réfugiés, sa mère avait été déportée de Tchécoslovaquie par les Allemands, mais son père avait auparavant combattu pour les nazis dans la division SS de Galicie – il est difficile d'imaginer quelque chose de plus éloigné du futur choix politique de Marko (notons cependant, que lorsque plus tard l'OUN bandériste demandera à Bojcun senior d'espionner son fils gauchiste, il a refusé, ce qu'il paiera en perdant son emploi dans leur journal).

Marco appartenait à la génération de jeunes dont l'éveil politique s'est produit sur la vague du radicalisme de 1968 – les manifestations d'étudiants et les grèves ouvrières en Europe et au-delà, les mouvements anti-guerre et pour les droits civiques aux États-Unis ainsi que, des deux côtés du rideau de fer, la révolution contre-culturelle et la recherche d'un « *socialisme à visage humain* » pour contrer les modèles capitalistes occidentaux et bureaucratiques soviétiques, qui s'est matérialisée lors du Printemps de Prague, écrasé par les chars soviétiques.

Ainsi, contrairement au nationalisme conservateur de leurs parents, ces Ukrainiens nés en exil se sont tournés vers le socialisme radical ou l'anarchisme, s'inscrivant dans la vague mondiale de la « nouvelle gauche ». Dans le cas de Marko, il s'agissait du trotskisme de la IV^e Internationale réunifiée (dont le théoricien était Ernest Mandel, un camarade de Roman Rosdolsky, le marxiste ukrainien le plus connu en 1967), ainsi que du courant de l'humanisme marxiste (Marko a été membre de la section canadienne de la IV^e Internationale jusqu'en 1982, lorsque cette organisation locale n'a pas condamné sans équivoque l'intervention soviétique en Afghanistan).

La diaspora de gauche a dû lutter à la fois contre la domination de la droite dans la diaspora ukrainienne et contre les illusions pro-soviétiques du mouvement de gauche occidental. Marko l'a brillamment expliqué dans son article pour *openDemocracy* (1). Ce problème est devenu plus important pour la gauche ukrainienne après le début de la guerre au Donbass en 2014 et encore plus important lorsque la guerre russo-ukrainienne à grande échelle a commencé en 2022 et qu'il s'est avéré que beaucoup de militantes de la gauche occidentale évitaient d'être solidaires avec les victimes d'une agression impérialiste, sauf si l'agresseur était un impérialisme occidental.

De nombreux jeunes de cette diaspora de gauche au Canada sont devenus plus tard des représentants bien connus de l'intelligentsia ukrainienne – John-Paul Himka, Bohdan Kravchenko, Myroslav Shkandij, Roman Senkus – mais Bojcun a peut-être été le seul à rester un militant de gauche jusqu'à la fin (il y avait aussi la défunte Halyna Freeland, membre du Parti démocratique et mère du ministre de même nom). Dans une interview détaillée accordée à *Спільне/Commons* (2), Marco a évoqué de manière colorée et amusante cette époque, son cercle social et ses contacts avec l'ancienne génération de la diaspora de gauche (ne serait-ce que le souvenir du vieux et imposant borotbiste Maistrenko, qui portait encore son manteau datant de l'époque révolutionnaire dans les années 1970, mérite la lecture).

Leur mouvement étudiant de gauche radicale accordait beaucoup d'importance au soutien des droits des minorités ethno-culturelles et de la population canadienne-française, ainsi qu'à l'internationalisme et à la solidarité internationale. La première action de Marko a été un rassemblement en 1970 devant le consulat des États-Unis



Marko Bojcun avec ses camarades étudiants ukrainiens-canadiens lors de la grève de la faim en 1972 (flèche).

à Toronto contre les tirs sur les manifestants contre la guerre du Vietnam à l'université de Kent (il est intéressant de noter que parmi les initiateurs du mouvement anti-guerre à Kent se trouvait un autre futur ami de l'Ukraine, Bill Artrell, qui, impressionné par le Maïdan, a consacré les dernières années de sa vie – tragiquement terminée l'année dernière dans un accident de voiture – au peuple ukrainien).

Bientôt, Marko lui-même mit sur pied les premiers comités de solidarité avec les prisonniers politiques ukrainiens au Canada et organisa une grève de la faim des étudiants ukrainiens-canadiens contre les répressions de 1972 dans la République socialiste soviétique d'Ukraine, alors qu'une vague d'arrestations balayait presque tous les dissidents ukrainiens connus, dont Vasyl Stus, Leonid Pliouchtch, Danylo Shumuk et Ivan Dziuba, qui critiquaient le système d'un point de vue démocratique de gauche. Suite à la grève de la faim, le Premier ministre Trudeau lui-même a dû s'entretenir avec les étudiants et soulever la question des prisonniers politiques lors d'une rencontre avec son homologue soviétique, Alexei Kossyguine.

Pendant une décennie après 1975, Bojcun a fait partie des fondateurs et des auteurs de la revue *Діалог* (Dialogue), qui publiait des articles sur l'Ukraine, des analyses critiques et des entretiens avec des participants au mouvement de libération. Ils l'introduisaient clandestinement en Europe de l'Est post-soviétique avec d'autres ouvrages interdits (notamment des classiques du marxisme antistalinien, des nouveautés de la pensée de gauche et des pamphlets révolutionnaires). Le mot d'ordre du magazine, « Pour le socialisme et la

démocratie dans une Ukraine indépendante », a accompagné Bojcun jusqu'à sa fin.

Il est devenu un pionnier de l'enseignement et de la recherche dans les universités britanniques en matière d'études ukrainiennes (qui, avant lui, relevaient des études russes), de sciences politiques et d'histoire – d'abord à l'école d'études slaves et est-européennes du Collège universitaire de Londres, puis au centre d'études ukrainiennes de l'Université métropolitaine de Londres (l'un des premiers étudiants de Marko qui a pu se rendre à Saint-Petersbourg et à Kiev pour une année d'études y a été victime du racisme des forces spéciales du ministère de l'intérieur russe et de la police anti-émeute ukrainienne – il était originaire de l'Érythrée).

En tant que spécialiste ukrainien, Bojcun a été engagé par des équipes de télévision britanniques pour tourner des documentaires dans l'Ukraine de la perestroïka, par exemple sur les conséquences de la catastrophe de Tchernobyl (le film *Children of Chernobyl*, réalisé par lui et Anatolii Artemenko, a remporté des prix internationaux ; le premier livre qu'il a coécrit, *The Chernobyl Disaster*, était également consacré au même sujet), sur la découverte des tombes des victimes du NKVD à Lviv, ou encore sur le Mouvement populaire ukrainien (*Rukh*) et les premières élections libres.

Il a donc eu l'occasion d'interviewer les dirigeants du parti, Kravchuk et Ivashko,

1. Marko Bojcun, « Ukrainian socialists in the diaspora: lessons on Cold War solidarity from another era », *Open Democracy* du 31 mai 2018 : <https://www.opendemocracy.net/od-russia/marko-bojcun/ukrainian-socialists-in-diaspora-lessons-on-cold-war-solidarity>

2. Une version française, réduite, de cet entretien a été publiée par *Europe solidaire sans frontières* : <https://www.europe-solidaire.org/spip.php?article65996>

Les Nôtres

mais il s'est surtout intéressé aux dissidents – depuis l'archevêque de l'Église gréco-catholique ukrainienne, Volodymyr Sterniuk, qui était assigné à résidence, jusqu'à certains sociaux-démocrates de Lviv qui lui ont présenté le dirigeant du Rukh, Vyacheslav Chornovil, et aux anarchistes hippies ainsi qu'aux mineurs en grève. Et aussi pour communiquer avec des gens ordinaires, dont les histoires de vie uniques de plusieurs d'entre eux formeront la base de son livre *East of the Wall* (À l'est du mur).

Avec la nouvelle gauche ukrainienne

Dans l'Ukraine indépendante, il s'est efforcé d'apporter une aide active tant au niveau officiel, en donnant des conseils sur la politique européenne et l'intégration (il a notamment mis en garde les fonctionnaires contre un enthousiasme inconsidéré pour le libre-échange et a suggéré une position proactive sur l'introduction des produits ukrainiens sur les marchés de l'UE), qu'au niveau du peuple, en analysant et en critiquant le capitalisme oligarchique et les politiques néolibérales, en soutenant le mouvement syndical et la jeune gauche ukrainienne, qui après avoir été détruite par la terreur stalinienne et diabolisée par le capitalisme sauvage était en train de renaître. Il n'est donc pas étonnant que, dans une interview donnée au cours des premières années de la crise mondiale qui a débuté en 2008 (dont la version intégrale a été publiée par *Спільне/Commons*), il ait exprimé sa confiance dans le fait que le mouvement syndical renaîtrait également en Ukraine, luttant pour de meilleurs salaires, une protection sociale et des droits politiques.

Marko a contribué à la publication de quelques livres importants, tels que la première édition en Ukraine de *Sur la vague – Ce qui arrive en Ukraine et à l'Ukraine* (1919) des communistes indépendantistes Vasyl Shakhrai et Serhiy Mazlakh (édité par Andriy Zdorov), une réimpression de *Borotbisme* d'Ivan Maistrenko (autrefois l'un des premiers ouvrages à présenter la révolution ukrainienne aux lecteurs anglophones) et un recueil d'écrits et de discours sur la question ukrainienne de Léon Trotsky (qui est probablement le seul homme politique international à avoir revendiqué l'indépendance de l'Ukraine dans les années 1930), dont il a rédigé la préface et qu'il est venu présenter à Kiev. La perturbation de cet événement par l'extrême droite agressive, qui, il y a plus d'une décennie, n'avait

d'autre argument à opposer aux dissidents que la force brute, a désagréablement surpris Marko et son collègue historien ukrainien Yuriy Shapoval, qui devaient présenter l'ouvrage.

Marko Bojcun a personnellement participé à d'autres événements organisés par la nouvelle gauche ukrainienne, tels que des séminaires de recherche au Centre pour la culture visuelle et la conférence « *Crise économique ou crise du néolibéralisme* » organisée par *Спільне/Commons*. Son article intitulé « *Approches de l'étude de la révolution ukrainienne* », publié dans le *Journal of Ukrainian Studies*, a contribué à conceptualiser la place de la révolution ukrainienne dans les processus révolutionnaires internationaux après 1917, ainsi que son identité. Et son étude intitulée « *Le mouvement ouvrier et la question nationale en Ukraine* » a inspiré une jeune génération de spécialistes de l'histoire révolutionnaire contemporaine, par exemple Hanna Perekhoda.

Les travaux scientifiques de Marko sur des questions d'actualité ont également permis de comprendre la genèse et les contradictions du capitalisme oligarchique post-soviétique. En particulier, dans son article « *Stratégie de développement et régime d'accumulation : le retour du capitalisme en Ukraine* » publié dans le n° 7 de *Спільне/Commons*, il décrit en détail la formation d'un régime d'accumulation de capital privé en Ukraine et la croissance de la classe grande-bourgeoise sous la direction de Koutchma, l'échec des tentatives de mise en œuvre de stratégies orientées vers l'exportation et la substitution des importations, la croissance de la dette et les résultats décevants pour la population des transformations marchandes.

Ses articles sur l'Ukraine contemporaine, écrits pour un public étranger, ne sont pas moins importants. Nombre d'entre eux figurent dans le recueil récemment publié *Towards a Political Economy of Ukraine – Selected Essays 1990-2015* (Vers une économie politique de l'Ukraine, essais choisis 1990-2015). Ils représentaient (ce qui est encore rare) une analyse compétente et progressiste de la dynamique des processus socio-économiques, électoraux, de politique intérieure et étrangère dans notre pays. Contrairement aux schémas populaires parmi une certaine gauche occidentale, qui a remplacé l'analyse de classe par les clichés de la « *géopolitique* », il a constamment mis l'accent sur la subjectivité inhérente des Ukrainiens et de tous les autres peuples, qui ne peut être effacée par les griffes de divers impérialistes.

Dans un autre article de *Спільне/Commons*, « *Les causes de la crise ukrainienne* », Bojcun a été l'un des premiers à tenter une analyse approfondie des origines de l'effondrement du régime de Ianoukovitch, de l'explosion sociale sur le Maïdan en 2013-2014 et de la confrontation qui a suivi, non pas dans le cliché des contradictions « *civilisationnelles* », « *nationales et culturelles* », mais dans celui d'une crise objective du type de capitalisme qui s'est établi dans l'Ukraine post-soviétique. Et depuis le début de l'agression à grande échelle de l'année dernière, Marko, qui a mis en garde contre la résurgence de l'impérialisme russe, a régulièrement préparé des comptes rendus sur le déroulement de la guerre et des informations sur la résistance ukrainienne pour la campagne de solidarité avec l'Ukraine.

On se souviendra de Marko tel qu'il est sur ses photos : avec un sourire éclatant qui rayonne d'humanité et une volonté d'agir qu'il a toujours conservée, quoi qu'il arrive. Tous ceux qui ont eu la chance de le connaître se souviennent de lui comme d'une personne incroyablement sincère, amicale et affable, avec un large éventail d'intérêts et de passe-temps. Il suffit de dire qu'en plus des sciences politiques, de l'économie et de l'histoire, il était professionnellement engagé dans la culture de la vigne et la vinification, étant le fondateur de la coopérative viticole Hawkwood Vineyard.

Pendant plus d'un demi-siècle, il a défendu la vision d'une Ukraine libre, démocratique et socialiste, que ses nouveaux camarades ont adoptée au début du nouveau millénaire. Sa solidarité inébranlable a inspiré les travailleurs ukrainiens et d'autres mouvements progressistes. L'organisation socialiste démocratique *Sotsialnyi Rukh* (Mouvement social) a rendu hommage à son défunt camarade et à l'un de ses professeurs : « *Même aujourd'hui, alors que notre indépendance est considérée comme un fait accompli, il a fait partie de ceux qui rappelaient constamment au monde l'existence de l'Ukraine et sa lutte pour la liberté (...). Il a tout mis en œuvre pour que notre peuple reçoive tout le soutien dont il avait besoin dans sa lutte contre l'injustice et l'impérialisme, en particulier lors de l'agression russe* ». Pour parvenir à la victoire des travailleurs ukrainiens dans cette lutte, Marko n'a pas cessé de « *travailler pour notre cause commune* ». Nous te remercions, camarade, pour ton travail, que tu n'as pas arrêté jusqu'à la fin, et pour l'inspiration que ton parcours est devenu. ■

La gauche russe face à la guerre... et son avenir

Entretien de *Meduza* avec Ilya Budraitskis*

La guerre à grande échelle avec l'Ukraine oblige les Russes à réévaluer l'évolution de la politique publique du pays au cours des dernières années. Par exemple, comment le deuxième parti de Russie, le Parti communiste de la Fédération de Russie (KPRF), a complètement perdu son indépendance et a cessé de représenter ne serait-ce que formellement les intérêts des citoyens ayant des opinions de gauche. Ilya Budraitskis, historien et chercheur en sciences politiques, est impliqué dans le mouvement de la gauche russe, ainsi que dans des initiatives syndicales et civiques, depuis la fin des années 1990. *Meduza* s'est entretenu avec lui de la structure du mouvement de gauche en 2023, des raisons pour lesquelles il n'a aucune chance de se développer maintenant, de ce qu'il peut faire pour attirer la sympathie des Russes pendant la guerre et à quoi il faut se préparer après la fin du régime de Poutine.

Meduza : *Quelles forces et quels courants représentent aujourd'hui le mouvement de gauche en Russie ?*

Ilya Budraitskis : Après le 24 février 2022, le régime russe est entré dans une phase de dictature ouverte où toute activité politique légale a été remise en question. En conséquence, les groupes et mouvements politiques qui existaient avant le 24 février se sont nettement divisés en deux camps : ceux qui soutiennent la soi-disant « opération militaire spéciale » et ceux qui s'y opposent. La même division s'est produite au sein du spectre de la gauche en Russie. La manière dont elle s'est produite était tout à fait prévisible, car elle reprend en général les lignes de démarcation tracées après les événements de 2014. Il y a donc désormais gauche et gauche – et il est important de préciser duquel des mouvements, qui sont en très fort antagonisme, nous parlons.



Meduza : *Commençons par le bloc favorable à la guerre. Des forces comme le parti parlementaire officiel, c'est-à-dire le KPRF, peuvent-elles encore être considérées comme étant de gauche ?*

Ilya Budraitskis : L'orientation favorable à la guerre est principalement représentée par la direction du KPRF et les groupes qui soutiennent plus ou moins sa position. Par exemple, le « *Front de gauche* » de Sergei Udaltsov a également adopté une position pro-guerre et est en fait en alliance avec le KPRF. L'orientation de ce groupe peut être caractérisée comme suit : ils pensent que la guerre et le conflit avec l'Occident constituent un défi radical au modèle sociopolitique existant en Russie, ce qui poussera qui inévitablement le pays vers quelque chose qu'ils considèrent comme étant le « *socialisme* ».

Le principal problème de leur position – même en faisant abstraction de sa moralité et de son réalisme – c'est qu'on ne sait absolument pas qui serait le sujet, la force motrice de cette évolution vers ce « *socialisme* ». De toute évidence, il ne s'agit pas des masses, ni des salariés organisés, car la possibilité d'une telle organisation en Russie a été complètement détruite. Toute politique publique a été détruite, la liberté de réunion et les grèves n'existent pas réellement, et la société russe est dans un état de répression et d'humiliation maximum. Dans la Russie de Poutine tout mou-

vement par en bas vers la justice sociale est prohibé.

Cela signifie donc que, du point de vue de cette gauche pro-guerre, c'est l'élite dirigeante actuelle qui serait le sujet de ces changements « *socialistes* », et leur stratégie consiste à persuader le régime en place de s'engager sur cette voie de la transformation socio-économique. Et ces changements – par exemple, la nationalisation des grandes entreprises, une redistribution « *plus équitable* » des ressources à l'intérieur du pays – devraient avoir lieu non pas parce que les gens ordinaires le demandent, mais parce qu'il s'agit d'une nécessité objective pour le pays qui se trouve dans une confrontation avec l'extérieur. Ce serait donc une orientation vers un socialisme de guerre, une planification d'en haut pour répondre aux besoins de la guerre en cours.

Ainsi, le seul destinataire de la propagande du KPRF est le président Poutine, président de la dictature. Ce serait lui qu'il faut persuader de la nécessité d'un changement. Par exemple, lors de la réunion du président avec les factions parlementaires en juillet 2022, le président du KPRF, Guennadi Ziouganov, a déclaré que son parti soutenait pleinement la ligne politique de Poutine, mais qu'il aimerait aller vers le socialisme. M. Poutine a répondu avec une certaine ironie que l'idée était intéressante mais que, avant d'introduire le socialisme, il fallait faire quelques calculs et déterminer à quoi il devrait ressembler.

* **Ilya Budraitskis**, chercheur en histoire et en sciences politiques, enseignant à l'Université de Moscou, organisateur du mouvement anti-guerre jusqu'à son exil en 2022, est militant du Mouvement socialiste russe. *Meduza* est un important média russophone basé en Lettonie depuis octobre 2014, créé par Galina Timtchenko après son licenciement en mars 2014 du poste de rédactrice en chef du site web *Lenta.ru* par son propriétaire, qui l'a remplacé par un journaliste pro-Kremlin. Depuis 2015 *Meduza* a aussi une version en anglais. Nous avons traduit cette interview de la version russe de *Meduza*, parue le 10 avril 2023 : <https://meduza.io/feature/2023/04/10/nachalo-voyny-raskololevoe-dvizhenie-v-rossii-odni-podderzhalivtorzhenie-drugie-stali-partizanami>



Meeting pour les élections équitables le 24 décembre 2011 à Moscou

Il y a donc un grand doute que le qualificatif « *de gauche* » puisse être appliqué au KPRF et à ses alliés... Car le fondement de la position socialiste, c'est la notion que ce sont les masses qui doivent conquérir le pouvoir politique et économique – dont elles sont privées dans une société de marché – par le mouvement d'en bas et l'auto-organisation. Selon cette approche classique de la gauche, le socialisme consiste à établir un nouvel ordre social dans l'intérêt de tous, et non dans l'intérêt de quelques-uns.

Le KPRF d'aujourd'hui et ses alliés rompent complètement avec cette approche, car pour eux les masses intéressées par le changement d'en bas ne sont pas un sujet. Pour Ziouganov, la participation des masses n'est pas nécessaire au socialisme. En outre, à bien des égards, elle n'est pas souhaitable, car le comportement des gens ordinaires est imprévisible : ils pourraient être endoctrinés avec des fausses valeurs et utilisés par des ennemis de la Russie. Il est donc beaucoup plus fiable de mettre en œuvre les changements du point de vue de l'État existant et de ses intérêts.

Meduza : *Le KPRF a-t-il encore une force politique ? Même s'il rompt avec les idées centrales du mouvement de gauche, le parti lui-même est-il capable d'influencer le changement politique ?*

Ilya Budraitskis : Bonne question, car le KPRF vient de fêter solennellement son trentième anniversaire. C'est-à-dire que le parti, dirigé par son irremplaçable leader actuel, a pratiquement le même âge que le système politique post-soviétique. Il faut dire que la place qu'il occupe dans ce système est assez contradictoire. D'une part,

c'est clairement un parti de la démocratie dite dirigée, qui n'a jamais sérieusement revendiqué le pouvoir politique, qui a concerté avec le Kremlin toutes ses actions majeures et qui, ces dernières années, a agi sur ses instructions directes.

C'est un parti qui ne cherche pas à faire descendre les gens dans la rue. Il ne se focalise pas sur la politique extraparlamentaire, mais sur la redistribution des sièges à la Douma d'État et dans les organes représentatifs régionaux. En général, ce parti n'a pas de grandes ambitions politiques, il se contente de maintenir sa vie matérielle et de servir d'ascenseur pour la mobilité politique.

On peut citer des personnes qui sont devenues gouverneurs ou députés parce qu'elles ont progressivement gravi les échelons hiérarchiques du Parti communiste au cours de leur jeunesse. Par exemple, Andreï Klychkov, gouverneur de la région d'Orel, certains des députés actuels de la Douma de Moscou, comme Leonid Ziouganov, le petit-fils de Guennadi Ziouganov. Il y a aussi le gouverneur de la république de Khakassie, Valentin Konovalov. Ils ont fait carrière au sein du KPRF, ont obtenu leur part de pouvoir, mais cette part est très modeste. Dans le système actuel, il est peu probable que l'on dépasse le rang de député ou de membre de l'administration locale lorsqu'on est membre du KPRF.

La place du KPRF dans le système politique a été assurée par le fait qu'il a obtenu le soutien de personnes à l'esprit contestataire lors des élections. Les gens qui ont voté pour le KPRF l'ont fait et continuent de le faire non pas pour que le petit-fils de Ziouganov puisse faire carrière, ni

pour que la faction du KPRF à la Douma d'État soutienne toutes les grandes entreprises de Poutine. Ces personnes votent pour le KPRF parce qu'elles sont insatisfaites, mécontentes de la vie en Russie sous divers aspects, principalement sociaux, opposées aux inégalités et à la pauvreté.

Tout au long de ses trente années, le KPRF n'a cessé de trahir les intérêts de ses électrices et électeurs. À chaque étape de l'histoire politique moderne de la Russie, nous avons constaté une déconnexion entre les électrices et électeurs et ceux qui siègent au gouvernement en leur nom. Prenons l'année 2011 : le mouvement pour des élections équitables en Russie, ou « *la révolution des neiges* », a vu le jour après les élections à la Douma d'État, qui ont donné lieu à des falsifications massives en faveur du parti de Poutine, Russie Unie. Ces votes ont été volés surtout aux communistes car l'opposition libérale, soit n'a pas participé à ces élections, soit elle a obtenu des résultats bien plus modestes.

Ainsi, il s'agissait largement de l'indignation de celles et ceux qui avaient voté pour le KPRF, y compris en suivant la tactique « *n'importe qui sauf Russie Unie* ». Non seulement le KPRF ne s'est pas joint alors aux manifestations, mais il a participé au harcèlement des manifestants.

Autre exemple : les événements de la dernière année avant la guerre, les élections à la Douma d'État en septembre 2021. Grâce à la stratégie du « *vote intelligent* », la plupart des opposants ont voté pour des candidats du KPRF. Une proportion importante de ces candidats ont gagné dans leur circonscription, mais n'ont pas pu devenir députés en raison d'une fraude à grande échelle, notamment avec le vote électronique. La direction du parti a estimé qu'il y avait effectivement eu des irrégularités, mais elles n'étaient pas d'une ampleur suffisante pour ne pas reconnaître les résultats et entrer en conflit ouvert avec les autorités.

Cette position contradictoire du KPRF, un parti du système mais attirant des citoyens protestataires, se reflète dans sa composition et sa structure. Celles et ceux qui voulaient s'engager dans une politique d'opposition de gauche – non pas pour jouer dans le cadre des plans du Kremlin, mais pour défendre réellement les intérêts de leurs électeurs et développer les mouvements sociaux – finissaient par rejoindre le KPRF espérant pouvoir être ainsi efficaces. Tout au long de l'histoire du KPRF, deux groupes avec des motivations complètement différentes ont coexisté en son

sein. Mais la direction a toujours été entre les mains de ceux qui coopéraient avec le Kremlin et se contentaient de la position d'un parti du système, tandis que, au niveau local, des personnes ayant des attentes complètement différentes entraient souvent dans le parti.

Nous avons pu voir cette contradiction en 2021. Certains candidats du KPRF (par exemple, à Moscou, Mikhail Lobanov) ont été soutenus par « le vote intelligent » parce qu'ils étaient de véritables politiciens d'opposition conséquents. Lorsque la guerre a éclaté, seulement quelques députés de la Douma d'État ont fait des déclarations contre la guerre. Tous ces députés appartenaient au KPRF. Certes, ils étaient très peu nombreux, mais c'est révélateur.

Meduza : *Au sein du KPRF, ces véritables militant-es ont-ils été en mesure de réaliser des progrès significatifs face à un tel antagonisme interne ?*

Ilya Budraitskis : En devenant député au niveau régional ou municipal, vous obtenez certaines possibilités. Bien sûr, elles sont très limitées, car tout parti d'opposition, y compris le KPRF, est toujours minoritaire. Néanmoins, le député est une figure qui peut renforcer de manière significative la voix des communautés locales. Et, dans l'ensemble, nous avons vu à quoi cela pouvait ressembler, grâce à l'exemple de certains députés de la Douma de la ville de Moscou, comme Evgeniy Stupin, également membre du KPRF (1).

Meduza : *Parlons maintenant du deuxième camp de la gauche qui n'a pas soutenu la guerre. Si une personne ne peut accepter le KPRF, vers quels mouvements de gauche peut-elle se tourner ?*

Ilya Budraitskis : Parmi les organisations de gauche qui se sont exprimées contre l'invasion, il y a un certain nombre de mouvements constitués de petits groupes qui n'existent maintenant en pratique qu'en tant que médias. Ils restent pour l'instant dans le cadre légal, mais nous parlons d'une situation où toute activité anti-guerre en Russie est hors-la-loi.

Les organisations politiques qui avaient clairement pris position contre la guerre ont été privées d'accès à la vie publique, pratiquement réduites à la clandestinité, et elles doivent agir avec beaucoup de prudence. Cette situation a posé un grave problème stratégique à tous les groupes de gauche qui existaient en Russie au début de la guerre, qu'ils soient socialistes ou anarchistes. Comment adapter ses activités à un environne-

ment nouveau et très difficile ?

Il n'y a pas beaucoup de stratégies possibles. La première c'est l'activité illégale, les actions directes, auxquelles il est difficile de recourir si l'on a déjà milité publiquement. En d'autres termes, si tout le monde vous connaît déjà comme une personne politiquement active, il est difficile de s'engager dans des activités illégales. La deuxième stratégie consiste à réduire votre travail à la propagande seulement dans le cadre de petits groupes, cercles et groupes de lecture. Enfin, une stratégie relative aux actions encore possibles juridiquement, qui se concentre sur la défense des intérêts des travailleurs. Vous avez sans doute entendu parler du syndicat « Kurier », qui regroupe les livreurs, ou du syndicat des travailleurs de la santé « Action » et d'un certain nombre d'autres petits syndicats indépendants. Il y a aussi des militants anti-guerre parmi eux.

Meduza : *Ces dernières années, les syndicats en Russie, du moins certains d'entre eux, ont fait parler d'eux. Mais dans quelle mesure ont-ils réussi à devenir une force politique ? Et comment la situation évolue-t-elle aujourd'hui ?*

Ilya Budraitskis : Pour commencer, il existe en Russie des syndicats dits officiels et des syndicats indépendants. Les syndicats officiels sont presque invisibles, même la plupart des personnes qui en sont membres ne les connaissent pas. Il s'agit pourtant d'un appareil énorme. Depuis des décennies existe et sert de courroie de transmission aux autorités et aux propriétaires d'entreprises une prétendue « Fédération des syndicats indépendants de Russie » (FNPR). Elle permet aux dirigeants de mieux contrôler leur main-d'œuvre. Bien entendu, une telle organisation n'est pas un véritable syndicat ; si nous cherchons des analogies historiques, divers régimes fascistes du passé disposaient également de syndicats ou d'associations d'État qui regroupaient à la fois les travailleurs et les employeurs.

En ce qui concerne les syndicats réellement indépendants, même les rares for-

mes d'activité non clandestine encore possibles (défense des droits syndicaux et auto-éducation) sont désormais extrêmement risquées. Par exemple, au printemps dernier, le dirigeant du syndicat « Kurier », Kirill Ukraintsev, a été arrêté et a passé plusieurs mois en détention provisoire. Ce n'est que récemment qu'il a été libéré.

Nous devons nous rendre compte que malgré les succès locaux de ces associations, ce ne sont pas non plus des syndicats à part entière. Pourquoi ? Parce qu'un syndicat à part entière peut négocier une convention collective avec un employeur, une branche ou une grande entreprise. Mais en Russie, à l'heure actuelle, cela est quasiment impossible, et pas seulement en raison de la pression répressive exercée par les autorités ou les employeurs. C'est impossible en raison de la législation actuelle : l'une des premières initiatives de Poutine après son arrivée au pouvoir a été l'adoption d'un nouveau code du travail qui a considérablement réduit les droits syndicaux.

En d'autres termes, en Russie aujourd'hui, il est pratiquement impossible d'organiser légalement une grève pour obtenir un résultat pratique. Le champ juridique des syndicats a été pratiquement réduit à zéro. Par conséquent, « Kurier », « Action » ou l'Alliance des enseignants, bien qu'étant des initiatives absolument merveilleuses et très importantes, opèrent presque dans la clandestinité et ressemblent davantage à des organisations de défense des droits humains qu'à des syndicats à part entière ayant un grand nombre de membres et de réelles possibilités de faire pression sur les autorités et les patrons (regardez les grèves actuelles contre la réforme des retraites en France et vous verrez la différence).

Meduza : *Et les anarchistes ? Comment font-ils face aux défis de la guerre ? Les autorités ont longtemps étouffé ces mouvements et réprimé leurs militants. En temps de guerre, le rôle des anarchistes et des anarchosyndicalistes s'est-il accru ? Est-ce que ce sont eux qui mènent les actions de guérilla ?*

Ilya Budraitskis : Il est clair qu'en réalité nous disposons de peu d'informations sur



Action du syndicat « Kurier » en décembre 2021

1. Evgeniy Stupin a été exclu du KPRF par le bureau de Moscou du parti, le 14 mars 2023, sous la pression de Youriy Afonin, premier vice-président du parti, notamment à cause du fait qu'il a signé le 24 mars 2022 la lettre ouverte des socialistes et communistes contre la guerre et pour avoir exigé, avec quelques autres députés de Moscou, que Poutine publie un décret sur la fin de la mobilisation partielle en septembre 2022. Seulement deux membres du bureau – Tatiana Desyatova et Pavel Tarasov – ont osé voter contre son exclusion.

Russie

qui organise quoi. Je ne dispose d'aucune donnée permettant de savoir si le soutien aux mouvements anarchistes augmente ou diminue : ils sont soumis à une forte pression et ils sont pratiquement dans la clandestinité. Et il est très difficile de se développer activement dans la clandestinité.

Ce qui a posé problème au pouvoir, c'est l'influence des anarchistes dans le milieu de la jeunesse. Il y a une dizaine d'années, lorsqu'une sous-culture antifasciste relativement massive s'est formée, les idées anarchistes y jouaient un rôle important, et cette influence était très perceptible. Les principaux efforts des autorités visaient à écraser le milieu antifasciste. Ceci est également lié à l'affaire dite du « réseau » (2) et à un grand nombre d'autres persécutions politiques. Les autorités ont réussi à détruire un mouvement plus ou moins massif simplement en éliminant physiquement les principaux activistes.

Il est clair que quelque chose de ce milieu et de cette tradition antifasciste a subsisté et s'est transformé en groupes de partisans. Mais là encore, la question n'est pas tant celle du présent que celle de l'avenir. Dans quelle mesure ce que ces groupes font aujourd'hui aura-t-il un impact pour l'avenir ? Car de telles actions, malgré leur héroïsme, ne sont pas en mesure de renverser la situation. Mais il me semble que si dans la société russe un mouvement anti-guerre de masse apparaissait, alors toutes les formes de ce mouvement, y compris celles qui existent aujourd'hui, connaîtront un grand intérêt.

Meduza : *Donc, en 2023, aucun mouvement de gauche ne peut réellement développer sa base militante... N'est-ce pas maintenant, en temps de guerre, le bon moment pour essayer de l'augmenter ?*

Ilya Budraitskis : Je pense que sous une dictature où il n'existe en aucun droit politique ou civique, où il n'y a aucune forme d'activité légale, il n'y a tout simplement pas de possibilités de recruter de nombreux sympathisant-es et de diffuser largement sa position dans la société.

La question est donc de savoir s'il peut y avoir un changement suffisamment sérieux dans la société russe pour qu'il en résulte une demande pour de nouvelles politiques. Et qu'est-ce que la gauche peut offrir pour le développement du pays dans un avenir post-Poutine. En principe, c'est la principale

tâche à laquelle la gauche est confrontée aujourd'hui, ainsi que tous les autres groupes d'opposition en Russie. Ils travaillent davantage pour l'avenir que pour le présent.

Meduza : *On parle beaucoup de décolonisation dans les conversations « sur l'avenir ». En ce qui concerne la gauche, qu'est-ce que la décolonisation et à quoi devrait-elle ressembler en Russie ?*

Ilya Budraitskis : La question est en fait très compliquée car il y a le terme « décolonisation », il y a les « recherches décoloniales » et il y a des questions pratiques sur l'avenir politique de la Russie après l'impasse dans laquelle elle se trouve aujourd'hui. Et les unes ne sont pas vraiment liées aux autres. Nous devrions donc peut-être nous concentrer sur les questions relatives à la structure politique de la Russie d'aujourd'hui, à ses politiques liées à son héritage impérial.

Tout d'abord, nous comprenons que la guerre actuelle est basée sur la doctrine du révisionnisme historique, sur l'idée que l'existence de la « vraie » Russie est impossible à l'intérieur des frontières existantes. Du point de vue du pouvoir, ces frontières doivent être constamment élargies, afin de récupérer les terres « historiques ». Et cette ligne politique a malheureusement certaines racines : elle n'a pas été inventée par Poutine personnellement, elle est basée sur l'héritage impérial de la Russie prérévolutionnaire, sur l'Union soviétique stalinienne et post-stalinienne.

Elle est ancrée dans l'esprit d'une grande partie de la population, ce qui explique la force de la propagande du pouvoir. Si la Russie de l'après-Poutine veut vivre en paix avec ses voisins et cesser d'être perçue comme une source constante de menace pour les autres États, y compris les pays post-soviétiques et d'Europe de l'Est, il faudra revoir très sérieusement cette mentalité impériale. Il faudra travailler non seulement sur le présent, mais aussi sur le passé : comment les gens imaginent l'histoire de la Russie et les relations avec les pays environnants. C'est le premier point.

Le second est liée au fait que la Russie, appelée « fédération », est en réalité un État très centralisé, où toutes les ressources sont prélevées par Moscou et allouées aux régions en échange d'une loyauté politique totale. C'est la structure de la Russie qui détermine la voie à suivre en ce qui concerne les peuples autochtones. En effet, l'existence même d'identités non russes dans un pays à la politique centralisatrice est perçue par le Kremlin comme une menace. C'est pourquoi des pressions sont exercées sur

les langues nationales, sur les vestiges de l'autonomie nationale.

Cette situation, qui dure depuis les vingt ans de M. Poutine, est directement liée au « moscoucentrisme » et à l'absence de démocratie politique dans le pays. En ce sens, oui, une révision très sérieuse de la centralisation ultime du pouvoir à Moscou est nécessaire.

Meduza : *Cette décolonisation implique-t-elle nécessairement la désintégration de la Russie en tant qu'espace unique ?*

Ilya Budraitskis : Il est clair que la Russie actuelle retient les régions par la force et par l'argent. Aucun programme attractif supplémentaire n'est créé pour ces territoires. Par conséquent, lorsque la force s'affaiblira et qu'il y aura moins d'argent, dans un avenir très proche nous assisterons à une explosion des tendances centrifuges au sein du pays.

Il est clair que toutes les conséquences ne seront pas très agréables pour une partie de la population des régions russes. Bien entendu, si nous voulons préserver l'espace commun – non pas du fait qu'il sera contraint par une autorité unique, mais du fait qu'un certain type des échanges humains et interculturels sera possible en son sein – il est nécessaire de réfléchir aux valeurs, aux idées et aux principes que la Russie peut offrir aux régions. Les idées de tolérance, d'égalité, de politique sociale développée et les droits des régions à gérer leurs ressources de manière indépendante peuvent contribuer à maintenir cet espace sous la forme d'une fédération ou d'une confédération.

Si l'on nie jusqu'au bout que la centralisation est un problème, si les territoires nationaux sont contraints d'adopter une norme unique et que toute différence est considérée comme une menace pour l'intégrité de l'État, cela conduira à la désintégration. En ce sens, si la tendance actuelle se poursuit, un scénario d'effondrement brutal de la Russie est possible. Mais il est possible de l'éviter en inversant la tendance.

Meduza : *Quel est le sentiment de la société russe dans son ensemble à l'égard du mouvement de gauche ? Quel est le degré de préparation de l'« avenir » aujourd'hui ?*

Ilya Budraitskis : Dans la Russie post-soviétique, les politiciens de gauche ont plus d'une fois réussi à s'imposer. En termes de succès électoraux, on peut citer plus d'un Mikhaïl Lobanov. Il y a aussi un certain nombre d'élus municipaux très brillants, comme Sergei Tsukasov, qui a dirigé à un moment donné le quartier

2. Le « réseau » a été une organisation de jeunes dont 11 membres à Penza, Saint-Petersbourg et Moscou ont été poursuivis pour terrorisme à partir de 2017. Des aveux des accusés ont sans doute été extorqués sous la contrainte.

d'Ostankino à Moscou. Il y a le rôle que la gauche a joué dans les mouvements sociaux de masse, par exemple à Shiyes, dans la région d'Arkhangelsk. On peut rappeler les activités des syndicats indépendants, qui ont été associées à des succès locaux : grâce aux efforts du syndicat indépendant Confédération du travail, des dizaines de salarié·es du métro de Moscou qui avaient été illégalement licencié·es en 2021 ont été réintégré·es.

Au cours de la dernière décennie, il y avait en Russie une sorte de « double » mouvement.

D'une part, nous avons vu la politisation croissante de la jeunesse, la croissance des mouvements sociaux, la croissance de la contestation politique, y compris sous la forme d'une participation active aux élections et aux campagnes électorales.

Mais en même temps on a observé une augmentation de l'appareil répressif et une pression croissante de l'État sur la société qui s'éveillait. Tout ce qui s'est passé à propos de l'Ukraine, depuis la réaction au Maidan jusqu'au début de la guerre, c'était non seulement pour des objectifs de politique étrangère, mais aussi pour des objectifs de politique intérieure. L'objectif fondamental du régime était de supprimer complètement tout ce qui fait société, d'atomiser la population et d'instaurer un climat de panique face à toute activité politique.

Tout ce qui s'est passé à gauche au cours de cette décennie s'inscrit dans ces deux tendances. La situation que nous avons connue après le 24 février peut être qualifiée de victoire finale de l'État sur la société en ce moment historique. Et puisque la gauche est toujours du côté de la société, alors, bien sûr, c'est une défaite pour le mouvement de gauche.

Je ne suis pas sociologue et je ne peux pas parler avec assurance de chiffres, mais d'après ma propre expérience, y compris l'expérience militante, je peux dire que l'écrasante majorité de la population russe considère que les questions de l'inégalité sociale et de l'injustice sociale sont essentielles. La grande majorité serait d'accord avec vous si vous parlez de la nécessité d'une redistribution sérieuse des richesses et des ressources. Et serait d'accord pour dire que la Russie a besoin d'un État véritablement social qui travaille pour le bien de la majorité. Le programme de la gauche est donc d'une grande importance.

En outre, les succès d'Alexei Navalny, condamné à trois reprises, sont en grande partie dus au fait qu'il a incorporé certains éléments d'un programme de gauche dans



« Non à la guerre » dans le centre de Kazan, capitale de la République du Tatarstan

sa rhétorique anti-corruption. Je dirais que la plupart de celles et ceux qui ont vu les vidéos de Navalny comprennent qu'il ne s'agit pas seulement de la corruption des fonctionnaires, qu'il s'agit de la prise de possession des richesses d'un pays démuné par une très petite minorité. Une telle situation est manifestement injuste et la question de savoir si les fonctionnaires se sont enrichis légalement ou illégalement, n'a qu'une importance dérisoire pour tout le monde. Parce que les lois en vertu desquelles ce groupe de personnes possède tout sont écrites par ce même groupe de personnes.

Un second aspect important de la tradition de gauche est sa focalisation sur la démocratie, et pas seulement sur la démocratie formelle. Parce que la démocratie pour la gauche, ce n'est pas seulement le fonctionnement d'institutions électorales, c'est de savoir comment les gens ordinaires peuvent participer à la prise de décisions qui affectent leur propre vie. Et le socialisme, tel qu'il était perçu par les classiques de ce mouvement il y a 150 ans, était une démocratie cohérente poussée jusqu'à ses limites logiques. La démocratie s'entend comme le pouvoir de la majorité non seulement dans la sphère politique, mais aussi dans la sphère économique. Les revendications démocratiques – qui ont été très importantes pour la société russe au cours des 10 dernières années, notamment la tenue d'élections honnêtes, la liberté de réunion, la liberté de l'activité syndicale et le droit de grève – sont organiques pour la vraie gauche.

Et je pense que s'il y avait eu une possibilité en Russie pour une activité politique de la population, pour la création d'un parti

de gauche légal indépendant qui pourrait participer aux élections, pour l'activité des syndicats, nous aurions vu dans l'atmosphère de la décennie précédente une montée sérieuse du mouvement de gauche dans le pays. Car toutes les autres conditions pour cela existaient et la sensibilité des masses y était tout à fait propice.

Meduza : *En dehors de la répression, y avait-il d'autres facteurs avant le début de la guerre qui empêchaient la pénétration profonde des mouvements de gauche dans la société ?*

Ilya Budraitskis : Malgré le fait que dans la société russe il y avait une demande pour plus de démocratie et de justice sociale, la majorité de la société restait passive. Les gens n'étaient pas prêts à être actifs et, à mon avis, ce n'était pas seulement parce qu'on les empêchait de s'organiser ou qu'ils et elles étaient intimidés par d'éventuelles représailles.

Dans une société marchande rigide, où c'est chacun·e pour soi, où tout est régi par l'argent et où chacun·e a sa propre stratégie de survie individuelle, toute notion d'intérêt commun sonne comme un non-sens. Et ce « sens commun » de la société russe a empêché la pénétration du programme de gauche de même que toute auto-organisation. En Russie, les militant·es avaient beaucoup de mal à expliquer pourquoi les habitant·es d'un immeuble devaient former un comité de locataires et défendre leurs intérêts auprès des sociétés immobilières. De même, il est difficile d'expliquer aux travailleurs salariés ce que sont les luttes d'intérêt collectif et pourquoi elles sont nécessaires.

Russie

Les gens se demandaient si un tel combat leur apporterait plus de primes ou plus de problèmes. C'était la réalité dans laquelle la société russe existait et, à bien des égards, c'est cette réalité qui a conduit à l'apathie et à la vulnérabilité devant la propagande militariste que nous voyons maintenant.

Meduza : *On peut avoir l'impression que la gauche serait bloquée par le fait qu'une grande partie de son discours se concentre sur des luttes ponctuelles contre des inégalités. Dans le même temps, aucune proposition concrète de réforme systémique n'apparaît, par exemple dans le domaine de l'économie. À quel point une telle perception est-elle juste ?*

Ilya Budraitskis : Le fait que tant de militant-es – de gauche ou non – soient totalement focalisés sur la pratique quotidienne pose un réel problème. Les gens sont beaucoup plus facilement motivés par ce qu'ils peuvent faire ici et maintenant. En principe, c'est une bonne chose, car les gens apportent vraiment une aide. Mais une fixation sur le moment présent éloigne les militant-es de la formulation de programmes politiques et de la présentation de grandes illustrations explicatives. Et les gens ordinaires ont besoin de telles images.

Nous pouvons constater, par exemple, que la passion des Russes pour YouTube ou pour toute sorte de penseurs, n'est rien d'autre que la recherche d'une vision du monde : pour que les gens sachent quoi faire, ils ont besoin de quelqu'un qui relierait tout ce qui se passe en une image cohérente. Et les gens qui sont plongés dans le militantisme se révèlent très souvent incapables de fournir une telle image – parce qu'ils pensent que ce n'est pas si important, ou parce qu'ils n'y pensent pas eux-mêmes, n'ont pas le temps ou les ressources psychologiques nécessaires. À cause de cela, le mouvement de gauche en Russie, même tel qu'il existe aujourd'hui, perd beaucoup.

Cependant, ce problème n'est pas seulement dû au fait que peu de gens sont engagés dans l'élaboration de programmes politiques mondiaux. De tels programmes, s'ils sont déconnectés non seulement de la pratique, mais aussi de la réalité des mouvements de masse existants, deviennent souvent abstraits. Autrement dit, on n'y voit pas très clairement qui devrait faire ces réformes et transformations économiques.

Quand, par exemple, certains économistes libéraux parlent de « comment équiper la Russie », le sujet est plus ou moins clair. À la place de Poutine, il faudrait une sorte d'Evgueni Tchitchvarkine (3) qui mettrait en œuvre un programme économique meilleur que celui de Poutine – de son point de vue. Pour la gauche, la question est radicalement différente : comment changer le système politique pour qu'il agisse dans l'intérêt de la majorité. Et ce changement ne s'imagine pas, ce n'est pas une opération mentale.

Il y a une phrase bien connue de Lénine selon laquelle nous ne savons pas à quoi ressemblera le socialisme dans le détail, mais nous le saurons lorsque des masses de millions de personnes prendront la cause à bras-le-corps. Pour la gauche, c'est encore vrai aujourd'hui. Nous ne saurons pas à quoi ressemblera une société juste tant que cette idée ne deviendra pas celle de millions de gens, tant que les gens ne décideront pas en masse de la mettre en pratique.

Par conséquent, aujourd'hui, la gauche doit trouver un équilibre entre la réalité de la société russe actuelle, la réalité de ces petits mouvements sociaux de base qui existent en son sein et ces grandes tâches de l'avenir.

Meduza : *Mais alors comment comprendre maintenant sur quoi les militant-es de gauche doivent travailler « pour l'avenir » ? S'il n'y a pas de réponses à comment exactement construire une société juste, sur quoi la gauche devrait-elle se concentrer pour que les Russes les entendent ?*

Ilya Budraitskis : Les mouvements de gauche doivent tirer des conclusions et des leçons importantes de ce qui est arrivé au pays. Nous devons comprendre que ce régime ne peut pas évoluer. Il ne changera pas de lui-même, il faut imposer une transformation radicale. Et cette transformation radicale n'aura lieu en Russie que s'il y a une combinaison d'une crise au sommet, c'est-à-dire une crise de gouvernance, et d'un désir actif des gens d'en bas de changer les choses.

Par conséquent, la gauche devrait réfléchir à la manière dont elle participera à ce futur mouvement de masse. Le régime actuel a rendu impossible tout changement au sein des institutions politiques existantes, le pays aura besoin d'une nouvelle Constitution, de nouvelles lois, de nouveaux partis politiques, car le Parti communiste de la Fédération de Russie ira très probablement à la poubelle avec l'ensemble du système politique actuel.

Bien sûr, il sera nécessaire de revoir les résultats de la privatisation, qui sont devenus le fondement de l'existence du régime russe actuel. Une refonte radicale de la politique sociale sera nécessaire, en démantelant la législation du travail introduite par Poutine, en introduisant un barème d'imposition progressif et en modifiant la politique budgétaire en matière d'éducation et de médecine, qui existent aujourd'hui de manière résiduelle.

En outre, ce qui est nécessaire, ce n'est pas seulement une redistribution des ressources, mais un changement de toute la philosophie qui sous-tend la politique sociale actuelle de la Russie. Elle repose aujourd'hui sur le principe d'efficacité : les établissements d'enseignement, les hôpitaux, les musées ne sont que des agents du marché qui doivent s'autofinancer. Et celles qui ne sont pas efficaces sont fermées pour que l'État ne fonctionne pas à perte. L'idée que l'État doit rester rentable, qu'il doit recevoir plus qu'il ne dépense, doit être abandonnée. L'attitude à l'égard l'ensemble de la sphère sociale doit être déterminée par les besoins de la société et non par l'efficacité du marché.

En outre, bien sûr, il devrait y avoir un programme concernant l'égalité des sexes, une révision de toutes ces lois anti-LGBT, l'adoption de lois contre la violence domestique. Il faut élaborer un programme sur la manière de transformer la Russie en une véritable fédération, de donner aux gens sur le terrain le pouvoir de gérer eux-mêmes les budgets régionaux.

Il devrait y avoir un programme développé sur la manière de transformer la Russie en une véritable fédération, sur la manière de donner aux populations locales la possibilité de gérer elles-mêmes les budgets régionaux, de veiller à ce que les régions nationales puissent développer pleinement leurs langues et leurs cultures, sans quoi les minorités nationales sont placées dans la position de victimes absolument impuissantes.

Ce défi est clairement lié à la décentralisation du pouvoir en Russie. La forme que cela prendra est une grande question, mais je suis absolument convaincu que la décentralisation du pouvoir est directement liée à la démocratie. Plus les gens auront de pouvoir localement et moins il y aura de pouvoir au centre, plus fortes seront les futures institutions démocratiques en Russie. ■

3. Evgueni Tchitchvarkine, né en 1974, est un milliardaire russe exilé à Londres depuis 2009, néolibéral, opposé à Poutine et soutenant Alexeï Navalny.

La neutralité des élites réactionnaires sous-impérialistes du Sud global

Par
Michael Karadjis*

À maintes reprises, on nous a dit que le « Sud global » – c'est-à-dire le monde en développement composé en grande partie d'anciennes colonies – ne soutenait pas la résistance de l'Ukraine à l'invasion coloniale barbare de la Russie, ou même qu'il soutenait la Russie. Selon cette interprétation de la réalité, le soutien à l'Ukraine est entièrement un projet de l'Occident impérial, et ce fait même est une raison de plus pour que les anciennes colonies des États impérialistes occidentaux ne veuillent pas être du côté de leurs anciens maîtres coloniaux.

Au-delà du problème mathématique – 140 pays ont voté pour condamner l'invasion russe, dont la grande majorité se trouve dans le Sud, et seulement cinq ont voté contre – il y a un problème plus important : l'amalgame fait entre les classes dirigeantes, les gouvernements – et souvent les dictatures – et les populations de ces pays, comme si les personnes écrasées par un régime d'exploiteurs avaient automatiquement les mêmes opinions que leurs oppresseurs, parce qu'ils sont tous des « habitants du Sud ». Même si une telle hypothèse est normale dans les médias grand public et le discours politique bourgeois, ce devrait être une seconde nature pour toute personne proclamant une sorte d'idéologie socialiste ou même vaguement de gauche ou progressiste de voir qu'un tel discours est une absurdité inconcevable.

« Seules les nations blanches soutiennent l'Ukraine, les peuples noirs et bruns du monde refusent de soutenir la "guerre de l'OTAN" contre la Russie », m'ont affirmé des gens de la gauche occidentale, supposant parler au nom de plusieurs milliards de personnes sur plusieurs continents, alors qu'elles ne parlent en fait qu'au nom de leurs tortionnaires.

Cet essai examinera d'abord les faits, à savoir qui a voté quoi et pourquoi, et notera la nature largement sous-impériale des principaux États qui se sont soit abste-



Xi Jinping (Chine), V. Poutine (Russie), J. Bolsonaro (Brésil), N. Modi (Inde), C. Ramaphosa (Afrique du Sud)

nus de voter pour condamner la Russie, soit ont formellement voté pour condamner mais ont été, à d'autres égards, pro-russes dans la pratique ; il comparera ensuite cela aux opinions massivement antirusses et pro-ukrainiennes de leurs populations, démentant les affirmations selon lesquelles ces abstentions étaient le « reflet » de prétendues opinions « anticoloniales » parmi les peuples du Sud. Pour ce faire, nous examinerons divers sondages d'opinion populaire. Bien qu'il soit difficile de se porter garant de la validité et de la fiabilité de ces enquêtes sans une recherche plus approfondie, leur variété même, ainsi que les résultats largement similaires, suggèrent que des conclusions provisoires peuvent en être tirées.

Tout d'abord, les faits

Avant d'examiner ce que les gens pensent réellement, établissons d'abord les faits concernant les votes de ces pays et les points de vue des gouvernements et des élites dirigeantes, car les affirmations ne sont même pas confirmées à ce niveau.

Comme la plupart des mythes, ces affirmations sont basées sur des bribes de vérités et des demi-vérités. Le vote de l'Assemblée générale des Nations unies condamnant l'invasion russe en mars et celui, plus récent, condamnant le vol pur et

simple d'un cinquième de l'Ukraine par la Russie ont été soutenus par plus de 140 pays, contre cinq, tandis que quelque 35 pays se sont abstenus dans chaque cas. Étant donné que la quasi-totalité de la trentaine de nations « blanches » du Nord mondial (pays européens, Amérique du Nord, Asie, Australie) ont voté pour la condamnation, cela signifie que tous ceux qui se sont abstenus étaient du Sud mondial – même s'ils étaient largement surpassés en nombre par l'écrasante majorité des pays du Sud qui ont voté pour la condamnation. Sur les cinq qui ont voté contre les deux fois, deux étaient des pays « blancs » du Nord – la Russie et la Biélorussie, bien sûr – tandis que trois

* Michael Karadjis, enseignant en sciences sociales à l'Université de Sydney, est membre de Syria Solidarity Australia. Publié d'abord en anglais par *Syrian Revolution Commentary and Analysis*, le 13 janvier 2023 (<https://mkaradjis.com>), puis dans une version réduite en français dans le volume 19 du *Soutien à l'Ukraine résistante*, édités par les Brigades éditoriales de solidarité qui regroupent les éditions Syllepse (Paris), Page 2 (Lausanne), M (Montréal), Spartacus (Paris) et Massari (Italie), les revues *New Politics* (New York), *Les Utopiques* (Paris) et *ContreTemps* (Paris), les sites *À l'encontre* (Lausanne) et *Europe solidaire sans frontières*, les blogs *Entre les lignes entre les mots* (Paris) et *Utopia Rossa*, ainsi que le Centre Tricontinental (Louvain-la-Neuve) et le Réseau syndical international de solidarité et de luttes. Nous publions ici la version complète de l'article (Traduit de l'anglais par les Brigades éditoriales de solidarité et JM).

Invasion de l'Ukraine



étaient du Sud : le régime génocidaire d'Assad en Syrie, dont l'existence dépend de Poutine, le grotesque régime en Corée du Nord et, la première fois, la dictature extrêmement répressive en Érythrée et, la deuxième fois, le régime de renégats d'Ortega au Nicaragua.

En d'autres termes, même sur cette seule base, nous pouvons dire qu'au sein du Sud global, plus de 100 nations ont condamné l'invasion et les annexions, tandis que trois les ont soutenues.

Si, comme nous le verrons, certains pays qui se sont abstenus, comme le régime de Modi en Inde, l'ont fait parce qu'ils sympathisaient avec Moscou, beaucoup d'autres n'avaient peut-être pas cette sympathie, mais pour des raisons diplomatiques ou économiques – liées à leur pauvreté relative – ils ont estimé qu'ils ne pouvaient pas voter ouvertement pour condamner la Russie, souvent en raison de relations économiques importantes avec la Russie ou avec la Chine.

Par ailleurs, l'autre élément de vérité est que seuls les pays occidentaux ont envoyé des armes à l'Ukraine et ont appliqué des sanctions économiques à l'encontre de la Russie, malgré les votes massifs en faveur de la condamnation de l'invasion russe. Toutefois, cela n'est guère surprenant pour de nombreuses raisons : les principaux fournisseurs (et producteurs) d'armes dans tout conflit sont les pays les plus riches (les pays occidentaux et la Russie), et ils sont suffisamment riches pour fournir de grandes quantités d'armes. En outre, seuls les pays du Nord peuvent se permettre de souffrir de sanctions à l'encontre d'un grand pays comme la Russie, alors que dans le Sud, l'imposition de sanctions serait souvent synonyme de souffrances impossibles à supporter, compte tenu notamment de l'importance de la Russie sur les marchés mondiaux de

l'alimentation, des engrais et de l'énergie ; enfin, la guerre en Ukraine se déroule en Europe et il est donc logique que les nations européennes soient plus directement concernées que les autres, de la même manière que les nations africaines se sont toutes opposées au régime d'apartheid en Afrique du Sud et que tous les États arabes ont apporté un soutien officiel à la Palestine.

L'ambivalente ceinture sous-impérialiste

Alors que, comme nous le verrons, certains pays qui se sont abstenus sont de simples néocolonies russes soumises à des formes d'occupation violente (par exemple, le Mali et la République centrafricaine), il existe un bloc d'États relativement puissants qui se sont soit abstenus lors de tous les votes (Chine, Inde, Iran, Afrique du Sud), soit abstenus lors de certains votes (Brésil, Émirats arabes unis, tous les deux lors de votes au Conseil de sécurité), soit ont officiellement voté pour la condamnation afin de satisfaire leurs relations avec Washington, mais ont en pratique agi de toutes les manières possibles pour démontrer l'importance qu'ils accordent à leurs liens avec Moscou et le manque d'engagement vis-à-vis de leurs votes (Israël, Arabie saoudite et, dans une certaine mesure, Turquie).

À l'exception de la Turquie, qui a fourni des drones Bakhtiar à l'Ukraine, aucun des autres « *alliés des États-Unis* » au Moyen-Orient (Israël, Émirats arabes unis, Saoudiens) n'a contribué à fournir des armes à l'Ukraine ou n'a imposé de sanctions à la Russie. Après que l'Occident a imposé des sanctions pétrolières à la Russie, faisant grimper le prix du pétrole en flèche, les États-Unis ont cherché à convaincre leurs alliés saoudiens et du

Golfe d'augmenter l'offre de pétrole pour stabiliser les prix ; à l'époque, les dirigeants saoudiens et émiratis auraient « *décliné les demandes des États-Unis de parler à Joe Biden* ». Après la visite discrète de Joe Biden en juillet en Arabie saoudite dans l'espoir de rallier les Saoudiens à sa cause, ces derniers ont réagi en octobre en amenant l'OPEP à réduire sa production de pétrole de 2 millions de barils par jour, maintenant ainsi les prix à un niveau élevé à leur propre avantage et à celui de la Russie. Pour doubler l'insulte, les Saoudiens ont terminé l'année en accueillant somptueusement le Chinois Xi Jinping en décembre et en signant un « *partenariat stratégique* ». En ce qui concerne la Turquie, « *ne pas se joindre aux sanctions pour garder la diplomatie ouverte* » signifie apparemment accepter le plan de la Russie de transformer la Turquie en une plaque tournante du gaz russe, tout en bloquant les demandes d'adhésion à l'OTAN de la Suède et de la Finlande.

Dans le cas d'Israël, l'ancien (et à nouveau actuel) dirigeant d'extrême droite Benjamin Netanyahu a longtemps cultivé des liens étroits avec Poutine. Il n'est donc pas surprenant que son successeur tout aussi ultra-droitier, le premier ministre Naftali Bennett, ait été le premier « *dirigeant mondial* » à effectuer une visite de haut niveau à Moscou pour rencontrer Poutine peu de temps après l'invasion. La première déclaration de Bennett affirmait le droit de l'Ukraine à la souveraineté, mais ne mentionnait pas la Russie. Suite aux pressions américaines, le ministre des affaires étrangères et sioniste plus « *centriste* », Yair Lapid, a émis une condamnation officielle sans enthousiasme, mais Bennett a refusé de mentionner Poutine ou la Russie dans ses déclarations ultérieures et a exigé de ses ministres qu'ils ne disent rien ; il a rejeté les demandes d'armes de l'Ukraine et a promis de bloquer toute tentative des États baltes d'envoyer des armes de fabrication israélienne à l'Ukraine. Son ministre Avigdor Lieberman, tout aussi fasciste, a ensuite refusé de condamner la Russie à la suite du massacre de Boutcha, affirmant : « *Je soutiens avant tout les intérêts israéliens.* » Israël a également empêché les États-Unis de fournir à l'Ukraine la technologie israélienne de bouclier antimissile « *dôme de fer* », alors que les missiles russes dévastent l'Ukraine. Après que le refus d'Israël d'une demande américaine de participer au parainage d'une motion du Conseil de sécurité de l'ONU visant à mettre une motion de

L'hypocrisie occidentale existe et les peuples du monde se souviennent du colonialisme !

condamnation de la Russie à l'Assemblée générale eut provoqué des réprimandes de la part de Washington, Israël a voté pour à l'Assemblée générale, Bennett expliquant que la Russie comprenait la position forcée d'Israël, et la Russie a affirmé que cela n'aurait pas d'incidence sur la coopération en Syrie. Lorsque Lapid a remplacé Bennett au poste de Premier ministre à la fin de l'année, il s'est montré plus ouvertement critique à l'égard de la Russie, mais a refusé de fournir des armes à l'Ukraine. Pendant ce temps, l'opposition d'extrême droite du Likoud de Netanyahu a passé l'année à critiquer le gouvernement pour avoir dit quoi que ce soit, et dans sa première déclaration, le nouveau gouvernement Netanyahu promet de « moins parler publiquement » à propos de l'Ukraine.

Il ne s'agit pas de pays qui ont l'excuse d'être pauvres et donc d'avoir un faible pouvoir de négociation – Israël est une économie incontestablement « du Nord », l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis sont des superpuissances pétrolières, et la Turquie est membre de l'OCDE et, d'ailleurs, de l'OTAN. Leurs actions relèvent clairement de choix. Israël, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et la Turquie constituent-ils pour autant une avant-garde « anticoloniale » ? À côté du régime d'extrême droite d'Orban en Hongrie, le meilleur ami de Poutine au sein de l'OTAN, qui, presque seul en Europe, s'oppose aux sanctions contre la Russie et à l'envoi d'armes à l'Ukraine ? Si l'on ajoute à cela d'autres pays dirigés par des réactionnaires d'extrême droite, comme Modi en Inde et Bolsonaro au Brésil, qui sont alliés à la fois des États-Unis et de la Russie de Poutine, nous voyons encore plus le problème que pose l'explication prétendument « anti-impérialiste » pour justifier l'indulgence à l'égard de la Russie.

Nous entendons souvent dire que, malgré les chiffres des votes à l'ONU, « la majorité du monde » s'est abstenue et a donc refusé de condamner Moscou, parce qu'à elles deux, la Chine et l'Inde représentent les deux cinquièmes du monde. Si l'on ajoute d'autres grands pays abstentionnistes comme l'Iran et le Pakistan, ainsi que le Brésil qui, bien qu'ayant voté pour la condamnation, a rejeté les sanctions, tandis que Bolsonaro a déclaré sa « profonde solidarité » avec la Russie à Moscou à la veille de l'invasion, nous couvrons plus de la moitié de la population mondiale.

Mais c'est là que l'absurdité atteint son paroxysme : alors que le régime des mollahs en Iran abat chaque jour des centai-

nes de femmes et de jeunes gens qui manifestent dans les rues contre la tyrannie, on nous demande de supposer que ceux qui sont abattus, torturés, brutalement opprimés, ont la même opinion sur l'Ukraine que le régime qui les tue. Que les Kurdes iraniens, les Arabes, les Baloutches et les autres minorités opprimées ont la même opinion que leurs oppresseurs. La population musulmane du Gujarat doit avoir la même opinion que le régime hindou-chauvin de Modi, qui a lui-même été impliqué dans l'énorme pogrom qui a eu lieu dans cet État en 2002. Que les femmes indiennes opprimées, les Dalits et les minorités sont tous d'accord avec les votes du BJP à l'ONU, aux côtés de la plus grande population du monde vivant dans la pauvreté absolue – oui, bien sûr, ils doivent tous être d'accord avec la petite bourgeoisie indienne qui proclame agressivement ses opinions pro-Moscou sur l'internet. Les millions d'habitants du Xinjiang qui souffrent du régime chinois d'assimilation forcée et de génocide culturel doivent tous être d'accord avec le régime qui leur impose cela, tout comme les centaines de millions de travailleurs exploités de la « population flottante » précaire de la Chine, ils doivent bien sûr être d'accord avec leurs exploités.

L'idiotie pure et simple de ces hypothèses devrait sauter aux yeux de tout le monde. Le fait qu'une telle analyse sans classe puisse être envisagée par quiconque se réclame d'une politique de gauche ou socialiste ne fait que souligner la faillite idéologique d'une grande partie de la vieille gauche (c'est-à-dire la dégénérescence de ce qui était autrefois la « nouvelle gauche »).

Ce que ces pays et gouvernements ont en commun – la Chine, l'Inde, le Brésil, l'Afrique du Sud, l'Iran, la Turquie, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et Israël – c'est leur nature sous-impérialiste (ou, dans certains cas, impérialiste). Loin que leurs positions sur la guerre reflètent une quelconque conscience « anticoloniale » de leurs peuples (ou qu'elles reflètent leurs peuples opprimés et exploités), elles reflètent plutôt le positionnement géopolitique, leur position de négociation mondiale, entre les impérialismes américain, européen, russe et chinois, profitant de la guerre pour affirmer leurs propres intérêts sous-impériaux, leur influence et leurs conquêtes régionales, ainsi que leur domination oppressive sur les colonies internes et locales.

Mais, se demandera-t-on, certains des points soulevés ne sont-ils pas valables en eux-mêmes ? Il est vrai bien sûr que les puissances impérialistes occidentales qui soutiennent la résistance de l'Ukraine à l'occupation russe sont hypocrites. Aucune n'a le même point de vue concernant l'occupation brutale et illégale de la Palestine et du Golan par Israël, qui dure depuis des décennies, et sa violation massive des droits humains les plus élémentaires des Palestiniens. Bien que certains gouvernements européens puissent émettre davantage de critiques par rapport au soutien inconditionnel et non critique des États-Unis à l'égard d'Israël, il n'y a jamais eu la moindre allusion à des sanctions ou à une rupture des liens. On pourrait citer de nombreux autres exemples, comme les bombardements monstrueux de l'Arabie saoudite au Yémen, pour lesquels les réactions occidentales varient également de la condamnation au soutien, mais il n'y a pas de sanctions même dans les cas les plus condamnés.

Il en va de même pour les actions antérieures de la Russie : ni le massacre des Tchétchènes par Poutine, ni l'horrible bombardement d'hôpitaux, d'écoles, de marchés en Syrie au nom du régime génocidaire d'Assad, ni l'annexion de la Crimée en 2014, n'ont suscité le genre de réaction que l'on observe aujourd'hui concernant l'Ukraine.

Il y a ensuite les conflits dans lesquels un très grand nombre de personnes sont tuées, comme l'assaut génocidaire de deux ans contre le Tigré par l'Éthiopie et l'Érythrée, qui a fait 600 000 morts, et que les gouvernements et les médias occidentaux traitent dans l'indifférence la plus totale. Il n'est pas surprenant que de nombreux Africains aient été offensés lorsque la ministre d'État française, Chryssoula Zacharopoulou, a demandé la « solidarité de l'Afrique » en raison de la « menace existentielle » que représente la Russie pour l'Europe.

Et bien sûr, il y a le traitement très différent des millions de réfugiés ukrainiens en Europe par rapport à celui des réfugiés de Syrie et d'ailleurs au Moyen-Orient et en Afrique.

En ce sens, nous pouvons dire que les Ukrainiens ont de la « chance » (si un tel terme peut être utilisé pour un peuple envahi et bombardé) par rapport à d'autres en termes de soutien occidental. Les puis-

Invasion de l'Ukraine



Ali Khamenei, V. Poutine et R.T. Erdogan

sances occidentales agissent en fonction de leurs propres intérêts, tout comme la Russie, et ceux-ci peuvent rarement coïncider avec les intérêts de la justice. Ce n'est pas la faute des hommes, des femmes et des enfants ukrainiens qui se font bombarder et tuer dans des immeubles d'habitation, si l'Occident les soutient davantage que d'autres luttes. Ils ont le droit de résister et de recevoir de l'aide d'où qu'elle vienne, comme tous les peuples qui mènent des guerres de libération et de résistance.

Mais l'argument selon lequel le rejet de l'hypocrisie occidentale explique la position ambivalente de nombreux gouvernements du Sud est très problématique. Nombre de ces gouvernements ambivalents sont violemment oppressifs et ne se soucient guère de l'hypocrisie ou des prétendus « principes » occidentaux ; ils sont souvent eux-mêmes des chefs de file de l'hypocrisie. En fait, ce sont souvent les bénéficiaires mêmes de l'hypocrisie occidentale – tels que ceux mentionnés ci-dessus, Israël, l'Arabie saoudite, l'Éthiopie – qui se sont abstenus, ont rejeté les sanctions occidentales ou ont mené des actions qui ont bénéficié à la Russie dans la pratique ; ils entretiennent de bonnes relations avec les deux blocs impérialistes. Quant à l'affirmation selon laquelle leur position reflète les opinions « anti-impérialistes » des peuples qu'ils oppriment, il n'y a que peu ou pas de correspondance avec l'opinion populaire, comme nous le démontrons plus loin.

Un argument similaire est que les attitudes ambivalentes de certains gouvernements du Sud reflètent un sentiment anticolonial : les gouvernements occidentaux qui soutiennent aujourd'hui la résistance de l'Ukraine au colonialisme russe étaient auparavant les colonialistes qui régnaient sur les peuples du Sud. En soi, cela pour-

rait susciter de la sympathie pour les Ukrainiens qui mènent le même combat anticolonial qu'eux ; mais comme le colonialisme russe a touché le nord de l'Eurasie, et non l'Afrique, le sud de l'Asie ou l'Amérique latine où d'autres puissances coloniales étaient présentes, ce n'est peut-être pas aussi évident pour les peuples du sud. Mais encore une fois, l'idée que nombre de ces régimes réactionnaires, violents et pro-impérialistes expriment des principes anticoloniaux est risible.

Qu'en est-il des peuples du Sud ?

L'idée que les opinions et les votes à l'ONU de l'ensemble des régimes réactionnaires voyous énumérés ci-dessus représentent les opinions des peuples qu'ils oppriment est improbable par définition, du moins pour quiconque comprend le concept d'analyse de classe. Qu'est-ce qui prouve qu'il existe une correspondance entre les politiques de cette minorité de gouvernements du Sud et les opinions prétendument « anticoloniales » de leurs peuples, qui s'exprimeraient en soutenant l'invasion coloniale de l'Ukraine par la Russie ?

● **Le BRÉSIL** pourrait constituer un point de départ intéressant, étant donné que le régime sortant d'extrême droite de Bolsonaro et le gouvernement entrant de gauche molle de Lula se sont tous deux montrés très favorables à Poutine et au point de vue de la Russie. Bolsonaro a toujours été fortement allié à Poutine (et à Trump), y voyant à la fois un allié idéologique et un partenaire commercial important. À la veille de l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février, Bolsonaro s'est rendu à Moscou pour déclarer sa « profonde solidarité » avec la Russie ! Alors que son gouvernement s'est contenté de voter la condamnation de l'invasion à l'Assemblée

générale, Bolsonaro lui-même a fustigé cette prise de position et affirmé que les Ukrainiens « confiaient le destin d'une nation à un comédien ». Plus tard, le Brésil s'est abstenu lors du vote du Conseil de sécurité de l'ONU en septembre pour condamner les annexions. Pendant ce temps, alors que l'Occident sanctionnait la Russie, les échanges commerciaux entre le Brésil et la Russie ont explosé. Quant à Lula, il a critiqué l'invasion russe mais a affirmé que l'Ukraine était « aussi responsable » que la Russie et qu'elle n'avait pas suffisamment essayé de négocier avec l'agresseur.

Pourtant, selon Morning Consult, « la part des adultes brésiliens ayant une opinion favorable de la Russie a chuté de 38 % à 13 % depuis la veille de l'invasion de l'Ukraine le 24 février, tandis que la part ayant une opinion défavorable a bondi de 28 % à 59 % ». Dans le même temps, 62 % des Brésiliens se disent du côté de l'Ukraine, contre seulement 6 % du côté de la Russie. Ce que cela suggère est tout le contraire de la « pression des masses » – Bolsonaro et Lula, avec des accents idéologiques différents, représentent les points de vue de l'élite dirigeante sous-impérialiste des BRICS et la façon dont elle se positionne dans le monde, et pas du tout les points de vue des masses brésiliennes.

Il y a de bonnes raisons de croire que c'est le cas dans toute l'Amérique latine, « malgré » (en raison ?) les fortes traditions anti-impérialistes dans toute la région. Les opinions favorables à l'égard de la Russie sont plus nombreuses au Mexique qu'au Brésil, mais un sondage réalisé fin février au Mexique a montré que seuls 20 % des Mexicains avaient une opinion favorable de Poutine, et 60 % une opinion défavorable.

● **AFRIQUE DU SUD.** Du Brésil, nous pouvons passer à un autre pilier des BRICS qui s'est abstenu sur les résolutions de l'ONU condamnant la Russie, à savoir l'Afrique du Sud. Pour expliquer le vote de l'Afrique du Sud, presque tous les médias du monde ont souligné les « liens traditionnels » entre le Congrès national africain, qui a mené la lutte contre l'apartheid, et l'Union soviétique, mettant en avant le soutien de cette dernière à la lutte. Peut-être le vote du gouvernement reflète-t-il cet amour populaire pour Moscou en raison de cette lutte historique ? Comme si la Russie de Poutine était l'Union soviétique – Poutine lui-même ne le pense pas. Et l'Ukraine, bien sûr, faisait aussi partie de l'Union soviétique.

Mais voilà : selon une enquête Gallup réalisée en 2021 (avant l'invasion) auprès

d'Africains de 24 pays sur leur attitude à l'égard de la Russie, seuls 30 % des Sud-Africains avaient une opinion positive de la Russie, soit l'avant-dernière position sur le continent (la plus basse étant celle de la Zambie). Il est encore plus intéressant de noter que les pays où les gens ont enregistré un soutien moindre aux dirigeants russes se trouvent principalement dans la région de l'Afrique australe, par exemple en Tanzanie (32 %), au Zimbabwe (39 %), en Namibie (40 %) et au Mozambique (41 %) – c'est-à-dire tous les pays qui se sont abstenus et qui sont dirigés par des régimes associés aux luttes anticoloniales soutenues par l'Union soviétique dans les années 1970 et 1980, liées à la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud. Ainsi, là où l'on pourrait s'attendre à un soutien maximal à la Russie sur la base de ce discours « *anticolonial* », on observe le soutien le plus faible – à titre de comparaison, le soutien aux dirigeants russes en 2021 se situait largement entre 50 % et 70 % dans toute l'Afrique de l'Ouest.

Gardez à l'esprit que tous ces chiffres, qu'ils soient élevés ou faibles, datent de 2021 ; des baisses drastiques du soutien à la Russie ont été enregistrées dans toutes les régions du monde depuis février 2022. Gardez cela à l'esprit si 30 % vous semble encore élevé. Il convient également de garder à l'esprit que si l'approbation du gouvernement russe était en moyenne plus élevée en Afrique (42 %) que dans le reste du monde (33 %), elle était néanmoins « *inférieure aux taux d'approbation des dirigeants des États-Unis (60 %), de la Chine (52 %) et de l'Allemagne (49 %)* » – on ne sait pas trop comment faire entrer la cheville carrée « *anti-impérialiste* » dans ce trou rond ! Il convient également de noter que même les 42 % d'approbation moyenne de la Russie en 2021 ont fortement diminué par rapport aux 57 % de 2011, au cours de la décennie où les aventures impérialistes mondiales de la Russie sont devenues plus prononcées ; nous pouvons être sûrs que 2022 n'a pas aidé.

Ces données signifient également que, malgré la moyenne africaine plus élevée, les 30 % d'approbation en Afrique du Sud sont inférieurs à la moyenne mondiale de 33 %.

Par conséquent, nous devrions probablement tirer la même conclusion pour l'Afrique du Sud que pour le Brésil : loin de représenter les souvenirs « *anticoloniaux* » et « *anti-apartheid* » des masses, le vote du gouvernement ANC représente, une fois de plus, les opinions de l'élite dirigeante sous-impérialiste des BRICS et la façon

dont elle se positionne dans le monde. Les classes ouvrières et les pauvres de tous ces pays dont les régimes sont désormais proches de la Russie – Afrique du Sud, Zimbabwe, Namibie, Mozambique, etc. – sont brutalement exploités par les classes capitalistes issues de l'ANC, de la ZANU-PF, du Frelimo, de la SWAPO, du MPLA, etc. Ils partagent apparemment peu de points de vue avec les régimes sous-impérialistes sud-africains ou les autres régimes néocoloniaux liés à l'impérialisme sud-africain, russe, chinois – et occidental.

● AFRIQUE DE L'OUEST ET DU NORD.

Qu'en est-il de l'approbation des dirigeants russes en Afrique de l'Ouest ? Selon Eric Draitser, la Russie a gagné le soutien de certaines parties de l'Afrique de l'Ouest en évinçant l'impérialisme français de son rôle dominant dans cette région. C'est peut-être vrai. Selon l'enquête Gallup, 84 % des Maliens font confiance à la Russie en 2021 ; bien que les enquêtes populaires menées sous des dictatures militaires soient très suspectes, il est tout à fait possible que ce chiffre se situe en fait à un niveau plus élevé, peut-être dans la zone plus réaliste des 50 % – 70% (comme en Guinée, au Cameroun, au Congo, au Nigeria, au Burkina Faso, etc.) L'abstention du Mali, de la République centrafricaine (RCA) et de quelques autres États d'Afrique de l'Ouest (Guinée, Togo) représentait-elle l'avant-garde de l'anticolonialisme et ce grand élan de soutien à la Russie qui a remplacé la France ?

Le problème lorsqu'un pays impérialiste en remplace un autre, c'est que l'accueil initial peut facilement devenir son opposé lorsque la nouvelle puissance agit de la même manière ou pire. Dans le cas du Mali et de la République centrafricaine (RCA) en particulier, le fait que ce sondage ait été réalisé avant 2022 ne concerne pas seulement l'effondrement mondial du soutien à la Russie suite à son invasion ; il concerne également les dictatures soutenues par la Russie qui montreront leurs crocs horriblement brutaux en 2022.

En novembre dernier, le groupe *All Eyes on Wagner* a établi un lien entre la force paramilitaire russe Wagner opérant au Mali et au moins 23 incidents de violation des droits humains depuis le coup d'État de 2020, mais les plus grands massacres ont eu lieu en mars 2022, lorsque les militaires maliens, soutenus par Wagner, ont exécuté quelque 300 civils par petits groupes pendant plusieurs jours dans la ville de Moura.

De même, en République centrafricaine (RCA), les mercenaires de Wagner

« *enrôlés pour contrer les rebelles depuis 2018 ont enlevé, torturé et tué des personnes "sans relâche et en toute impunité" »*, selon un rapport de l'ONU, qui affirme également qu'une société russe liée à Wagner « *a obtenu des licences d'exploitation de mines d'or et de diamants* ». Mais une fois de plus, c'est en mars 2022 que la brutalité a atteint son paroxysme, lorsque les mercenaires de Wagner en RCA ont perpétré une série de massacres autour du site d'une mine d'or dans la région d'Andaha, tuant plus de 100 chercheurs d'or du Soudan, du Tchad, du Niger et de la RCA.

Wagner a commencé à opérer en Afrique en 2017, invité initialement par le tyran soudanais Omar al-Bachir, qui a déclaré à Poutine que le Soudan était la « *clé de l'Afrique* » pour la Russie.

Au Soudan, Wagner a obtenu des concessions d'extraction d'or, et cette activité lucrative s'est ensuite étendue à d'autres pays de la région. Cela a conduit à une concurrence féroce avec l'impérialisme français en Afrique de l'Ouest, mais le besoin d'or de la Russie s'est considérablement accru après l'invasion de l'Ukraine et l'imposition de sanctions occidentales, ce qui a probablement contribué à la recrudescence de la répression violente.

On peut se demander ce que les villageois et les chercheurs d'or massacrés penseraient des affirmations de la gauche occidentale selon lesquelles les votes d'abstention à l'ONU des dictateurs soutenus par la Russie au Mali, en République centrafricaine et au Soudan représentent leurs opinions « *anticoloniales* », ou simplement les opinions de ces dictateurs qui dirigent les néo-colonies russes par l'intermédiaire des pilleurs et des tueurs de Wagner, liés aux nazis ?

Entre-temps, un autre gouvernement s'est abstenu à deux reprises lors de ces votes à l'ONU : celui de l'Éthiopie, qui mène depuis deux ans une guerre génocidaire contre le peuple du Tigré, tuant quelque 600 000 personnes, un crime horrible ignoré par le monde entier. Si son abstention signifie également une orientation pro-russe, est-elle vraiment la voix de la libération anticoloniale ? Alors que le régime bénéficie également des « *louanges et du soutien apparemment inconditionnels des États-Unis* » ? Quelqu'un a-t-il demandé si ses victimes avaient leur mot à dire sur le vote à l'ONU de leurs assassins ? Et son allié, la dictature érythréenne, que le régime éthiopien a invitée dans son pays pour l'aider à tuer ses propres citoyens tigréens parce qu'il savait qu'elle le ferait avec vengeance, est le seul État africain à avoir

Invasion de l'Ukraine

voté contre la résolution de l'ONU en février ; il n'est guère surprenant que le seul pays se déclarant à 100 % dans le camp russe soit largement considéré comme l'une des pires dictatures du monde, une dictature personnelle du président Isaias Afewerki, « *soumettant sa population à un travail forcé et à une conscription généralisés (...), sans pouvoir législatif, sans organisations de la société civile ni médias indépendants, et sans système judiciaire indépendant* » (selon le rapport mondial 2021 de Human Rights Watch), où des élections n'ont jamais été organisées depuis l'indépendance en 1993.

En fait, même si elle est un peu longue, l'affirmation de cet article de *Conversation* – selon laquelle la minorité d'États africains qui se sont abstenus de condamner l'invasion ou les annexions russes sont en grande partie des dictatures (à l'exception de l'Afrique du Sud), c'est-à-dire les régimes les plus éloignés de toute pression populaire, et vice versa – n'est pas si éloignée de la vérité. Il y a certes des exceptions – la dictature sanglante d'al-Sissi en Égypte a voté avec la majorité, mais en fait elle se range dans le même camp que ses alliés saoudiens et émiratis, c'est-à-dire qu'elle fait le « *bon* » vote de Washington tout en faisant tout pour maintenir ses liens avec Moscou ; en effet, la construction de la première centrale nucléaire égyptienne par la Russie, prévue de longue date, a démarré en juillet 2022.

● **INDE.** Comme nous le savons, l'Inde de Modi, qui entretient des liens étroits à la fois avec la Russie de Poutine et avec les États-Unis – considérant que son principal rival est la Chine – s'est abstenue de voter sur les résolutions de l'ONU et a maintenu des liens étroits avec la Russie. Pour Modi, il ne s'agit pas seulement des liens traditionnels entre la Russie et l'Inde, de jouer la Russie contre la Chine et, une fois de plus, du positionnement mondial d'une bourgeoisie sous-impérialiste des BRICS, mais aussi – comme avec Bolsonaro au Brésil – d'une question profondément idéologique, le BJP hindou-suprémaciste de Modi étant fortement aligné sur l'internationale d'extrême droite de Poutine.

Cet engagement idéologique à l'égard de la Russie est d'autant plus fort que l'on se situe à droite. Peu après le début de l'invasion, des membres du parti d'extrême droite Hindu Sena ont manifesté pour soutenir Poutine et l'invasion. Les manifestants brandissaient des pancartes sur lesquelles on pouvait lire « *Russie, tu te bats, nous sommes avec toi* » et certains appe-

laient à une « *Russie indivise* ». Le président de la Hindu Sena, Vishnu Gupta, a même préconisé que l'Inde intervienne sur le terrain pour soutenir la Russie. En effet, le concept *Akhand Bharat* (Inde indivisée), « *qui envisage l'ensemble du sous-continent indien, s'étendant de l'Afghanistan au Myanmar, comme appartenant à une seule nation "indivise" avec l'Inde en son centre* », est porté par de nombreux membres de l'extrême droite chauvine hindouiste, ce qui rappelle fortement les points de vue poutiniens et douguinistes [du nom d'Alexandre Douguine, idéologue de l'extrême droite russe et de Poutine] selon lesquels les anciennes parties de l'Empire russe appartiennent toutes à la Russie.

En tant que chef d'un régime suprémaciste hindou qui s'est livré à des violences contre les musulmans indiens, et d'un régime profondément chauvin dans un pays où les milliardaires poussent aujourd'hui sur les arbres tandis que l'Inde s'enorgueillit du plus grand nombre de pauvres absolus au monde, il est surprenant qu'autant de militant-es « *de gauche* » ou « *socialistes* » prétendent que la politique pro-Poutine de Modi puisse être représentative des traditions anticoloniales de ces sujets appauvris que Modi opprime brutalement. On entend dire, non seulement de la part des libéraux ordinaires et désespérés, mais aussi de ceux qui professent une analyse de classe, que la « *majeure partie du monde* » s'est abstenue puisqu'à elles deux l'Inde et la Chine représentent déjà les deux cinquièmes de la population de la planète !

Il est quelque peu difficile de discerner les opinions indiennes sur le conflit et, dans un pays aussi vaste et diversifié, la probabilité que les sondages recueillent beaucoup d'informations utiles est faible. D'après ce que nous savons, un sondage Ipsos réalisé en mai [2022] a révélé que, d'une part, 6 Indiens sur 10 étaient favorables au maintien des relations entre l'Inde et la Russie et opposés à ce que l'Inde impose des sanctions économiques, mais que, d'autre part, 77 % des Indiens estimaient que les sanctions économiques imposées par d'autres étaient « *une tactique efficace pour arrêter la guerre* » et que 7 Indiens sur 10 pensaient que « *ne rien faire en Ukraine enhardirait la Russie à porter la guerre dans le reste de l'Europe et de l'Asie* ». Dans une enquête réalisée par Blackbox Research en mars [2022], seulement 4 % des Indiens interrogés ont déclaré avoir une image positive de Moscou (et seulement 8 % des Chinois), alors que 91 % des Indiens ont déclaré

soutenir l'Ukraine ou sympathiser avec (contre 71 % des Chinois, ce qui est également surprenant). Quelque 60 % des Indiens attribuent la responsabilité du conflit à la Russie, contre seulement 10 % des Chinois.

Bien qu'il soit difficile de savoir ce que tous ces sondages prouvent, à première vue et malgré une certaine ambivalence, ils suggèrent que les Indiens sont globalement plus critiques à l'égard de la Russie et plus favorables à l'Ukraine que le régime de Modi. Ce sont les réseaux sociaux qui semblent le plus soutenir la Russie et la position du gouvernement. Ils représentent probablement les opinions de la classe moyenne supérieure de l'Inde. Il est intéressant de voir sur quoi se fondent leurs opinions. Selon l'analyse d'Umang Poddar publiée le 1^{er} mars 2022 par le site *Scroll.in*, la « *conscience anticolonialiste* » n'est même pas mentionnée. Il est plutôt question des « *liens historiques* » entre l'Inde et la Russie (c'est-à-dire de géopolitique flagrante), du fait que la Russie est le principal fournisseur d'armes de l'Inde, ainsi que d'empêcher la Russie de trop se rapprocher de la Chine, que l'Inde considère comme son principal rival sous-impérial, bien que les deux pays fassent partie du cadre des BRICS. Et toutes ces quantités d'armes sophistiquées que l'Inde achète à la Russie ne sont pas destinées à combattre le colonialisme britannique, mais la Chine, le Pakistan, les Cachemiris occupés, etc.

Il est ironique que la position pro-russe de l'Inde sur la guerre puisse être considérée comme relevant d'une position « *anti-coloniale* » ou « *anti-impérialiste* », alors que l'armement provenant de la Russie, s'il vise la Chine c'est dans le cadre du Quad – une alliance informelle anti-chinoise entre les États-Unis, l'Australie, le Japon et l'Inde.

● **CHINE.** Comme indiqué précédemment, le cliché que « *l'Inde et la Chine sont les deux cinquièmes du monde* » est un même d'une gauche branchée qui suggère que l'abstention des régimes du BJP et du PCC représente le point de vue de leurs populations exploitées et opprimées.

Comme dans le cas de l'Inde, il ne faut pas accorder trop d'importance à des enquêtes portant sur un nombre relativement restreint de personnes dans un pays de 1,4 milliard d'habitants. Dans le cas de la Chine, il est encore plus difficile de discerner les opinions populaires en raison du monopole presque total exercé par le régime sur les médias – y compris les réseaux sociaux ; à l'exception de la Corée du

Poutine et Modi



Nord, peu de pays dans le monde sont aussi efficaces que la Chine pour supprimer les réseaux sociaux indépendants.

L'enquête Blackbox citée ci-dessus contient également des opinions présumées de la Chine. Elle a révélé qu'à peine 8 % des personnes interrogées avaient une image positive de Moscou, et qu'un pourcentage étonnamment élevé de 71 % en Chine déclarait soutenir ou sympathiser avec l'Ukraine. D'autre part, seulement 10 % des Chinois interrogés blâmaient la Russie pour ce conflit, ce qui est nettement moins qu'en Inde. La signification de cette contradiction n'est pas claire, en particulier compte tenu du contexte susmentionné, mais nous pouvons formuler quelques remarques d'ordre général.

Premièrement, comment supposer que les masses tibétaines colonisées ou la population largement musulmane ouïghoure du Xinjiang (dont un million de personnes sont internées dans des centres d'assimilation forcée) seraient susceptibles d'avoir des opinions similaires à celles du régime chauvin Han ? Ou encore, dans un pays qui compte 1 185 milliardaires (soit plus que les États-Unis) et où « la valeur nette des 153 membres du Parlement chinois et de son organe consultatif, considérés comme "super riches", s'élève à 650 milliards de dollars », quelle est la probabilité que la population brutalement exploitée, en insécurité permanente, des travailleurs migrants des zones rurales aux zones urbaines (soit un cinquième de la population chinoise sur le dos de laquelle le « miracle » de la Chine a été construit) puisse être d'accord avec ses exploités ? Ou que la bureaucratie du PCC « reflète » leur point de vue ?

Deuxièmement, qui pourrait croire que la politique de la Chine (d'une part, son abstention lors des votes à l'ONU et ses blâmes de l'OTAN, d'autre part des

signaux répétés indiquant que « la souveraineté et l'intégrité territoriale de tous les pays, y compris l'Ukraine, doivent être respectés ») « reflète » autre chose que la politique d'une nouvelle puissance impérialiste affirmée ? Lors de son premier voyage à l'étranger après la pandémie le dirigeant chinois Xi Jinping a offert « un soutien fort au Kazakhstan dans la protection de son indépendance, de sa souveraineté et de son intégrité territoriale ». Le Kazakhstan est une ancienne république soviétique où vit une importante minorité russe... En dépit de l'alliance annoncée entre la Chine et la Russie, cette dernière est inévitablement un rival impérialiste et la Chine préfère la Russie en position de vassal plutôt que d'égal – une position que Poutine a offerte sur un plateau avec sa désastreuse invasion de l'Ukraine. Le Kazakhstan et les autres États d'Asie centrale considèrent désormais la Chine, et non plus la Russie, comme leur principal garant en matière de sécurité. Le grand coup de Xi, – sa somptueuse visite d'État en Arabie saoudite en décembre [2022] au cours de laquelle les deux pays ont signé un « accord de partenariat stratégique global » pendant que les entreprises chinoises et saoudiennes ont signé 34 accords d'investissement, a représenté une avancée majeure sur le territoire traditionnel des États-Unis et, plus récemment, de la Russie. La Chine était suffisamment confiante pour se déclarer en faveur des principales positions des pays arabes du Golfe contre les positions israéliennes et iraniennes, tout en s'attendant à ce que ses relations étroites avec ces deux États ne posent pas de problème. Xi a déclaré que cette visite était un « événement déterminant dans l'histoire des relations sino-arabes ». Parallèlement, l'invasion de Poutine ayant entraîné le déclin des importantes relations économiques russo-alle-

mande et l'effondrement de Nordstream, l'Allemagne a ouvert la voie à l'acquisition d'une participation importante dans le port stratégique de Hambourg par un grand groupe de transport maritime chinois.

Il serait téméraire de confondre les options politiques claires et résolues d'une puissance impérialiste montante avec une quelconque conscience « anticoloniale » « d'un cinquième de la population mondiale ».

● **IRAN.** Le régime des mollahs en Iran s'est, comme la Chine, constamment abstenu sur les résolutions de l'ONU condamnant la Russie, tout en se gardant de soutenir l'invasion, ce qui va à l'encontre du dogme iranien prétendument opposé aux invasions (après son expérience de l'invasion par l'Irak), en particulier lorsqu'elles impliquent de « grandes puissances », en raison de sa propre expérience d'avoir été sanctionné par les États-Unis. Nous pouvons laisser de côté l'hypocrisie évidente : les interventions iraniennes massives, en Irak et surtout en Syrie, soutenant le régime génocidaire d'Assad, parce que cela peut être « expliqué » comme une « défense de la Syrie », alors qu'une invasion flagrante ne peut pas être expliquée de cette manière.

Cependant, contrairement à la Chine, l'Iran s'est impliqué plus directement aux côtés de la Russie dans le massacre des civils ukrainiens en lui fournissant des drones tueurs.

La position de l'Iran peut-elle être expliquée comme un reflet de la « conscience anti-impérialiste » des masses iraniennes due à des décennies de brimades étatsuniennes ? En d'autres termes, la position de la mollahcratie sanguinaire reflète-t-elle les opinions des Iraniens ordinaires, tels que les jeunes et les femmes qui sont descendus dans la rue pendant des mois pour protester contre la dictature réactionnaire, et que le régime a abattus et pendus ? Quelle est la probabilité d'une telle idée, du moins pour quiconque possède un soupçon d'analyse de classe ?

Il semble que ce ne soit pas le cas. Selon un sondage réalisé en juin-juillet auprès de 1 014 personnes par le Center for International and Security Studies at Maryland (CISSM) et IranPoll, depuis le début de l'invasion russe, les opinions favorables à l'égard de la Russie sont passées d'une légère majorité de 56 % à une minorité de 40 %, tandis que les opinions défavorables à l'égard de la Russie ont bondi de 42 % à 57 %, dont 32 % qui ont désormais une « opinion très défavorable ». Cela ne doit pas être considéré

Invasion de l'Ukraine

comme une contradiction avec le fait que la grande majorité des personnes interrogées continuent d'avoir une opinion très défavorable des États-Unis. Alors que 28 % des personnes interrogées ont déclaré que la Russie avait agi en état de légitime défense, le double d'entre elles, soit une nette majorité de 55 %, ont déclaré que la Russie violait le principe selon lequel aucun pays ne doit envahir un autre. En ce qui concerne la responsabilité de la guerre, la Russie et l'Occident sont à peu près sur un pied d'égalité, tandis que très peu de personnes accusent l'Ukraine.

L'intervention de l'Iran par le biais de drones tueurs va donc à l'encontre de la masse de l'opinion iranienne, et a même donné lieu à des critiques de haut niveau : trente-cinq anciens diplomates iraniens ont lancé un appel pour que l'Iran déclare sa neutralité et ont critiqué vivement cette intervention. L'Iran lui-même affirme que les drones utilisés par la Russie ont été envoyés avant le début de la guerre et qu'il n'a pas envoyé de nouveaux drones depuis – quelle que soit la vérité, cela montre à quel point la position réelle de l'Iran est embarrassante.

Loin de représenter « l'opinion populaire anti-impérialiste », l'intervention pro-russe de l'Iran est une stratégie à haut risque adoptée par une puissance sous-impériale. Comme l'Arabie saoudite, la Turquie, l'Égypte, l'Indonésie et l'Argentine, l'Iran est un État candidat des BRICS, et il opère dans ce cadre de rivalité sous-impériale. L'Iran espère faire basculer la Russie de son côté dans sa guerre de l'ombre avec Israël en Syrie ; depuis des années, la Russie, qui exploite le système antiaérien d'Assad, permet à Israël de bombarder les positions de l'Iran et du Hezbollah, à condition d'éviter de toucher le régime syrien. De son côté, la Russie, en acceptant les drones iraniens, risque de

faire évoluer Israël vers une position pro-ukrainienne.

Pourtant, à ce jour, aucun de ces changements n'a eu lieu. Au contraire, invoquant ses besoins militaires en Ukraine, la Russie a retiré son système antiaérien S-300 de Syrie en août, laissant apparemment le terrain encore plus ouvert aux bombes israéliennes, tout en exigeant que les forces iraniennes quittent l'ouest de la Syrie (c'est-à-dire la zone la plus proche d'Israël). Toutefois, les bombardements israéliens ont nettement diminué ces derniers mois, depuis la signature de l'accord de démarcation du gaz méditerranéen avec un gouvernement libanais comprenant le Hezbollah. Et il n'y a pas encore de signe de changement dans la position israélienne, Israël s'étant abstenu sur une résolution de l'ONU demandant des réparations russes à l'Ukraine, et l'Ukraine ayant voté en faveur de résolutions anti-israéliennes et pro-palestiniennes de l'ONU un nombre incalculable de fois ces derniers temps.

Quoi qu'il en soit, cet intéressant positionnement géopolitique sous-impérial n'a manifestement rien à voir avec les opinions des ennemis du régime iranien, c'est-à-dire de son peuple, de ceux qui sont abattus dans les rues.

● **PALESTINE.** La Palestine est un pays où l'on pourrait s'attendre à ce que l'hypocrisie omniprésente des gouvernements occidentaux soit si écrasante qu'une majorité pourrait adopter une position pro-russe simplement par dépit. Bien qu'une telle position ne puisse être justifiée, elle serait quelque peu compréhensible et difficile à critiquer par la plupart des pays du monde sans faire preuve d'une hypocrisie flagrante. Elle serait d'autant plus compréhensible que le président ukrainien Zelensky a fait des déclarations pro-israéliennes écœurantes, qui paraissent d'autant plus pathé-

tiques qu'Israël refuse catégoriquement de prêter main-forte à l'Ukraine.

Aussi, lorsque nous lisons, dans un sondage réalisé en avril par le Centre palestinien pour l'opinion publique, le chiffre élevé de 32,3 % des Palestiniens estimant que la Russie avait le droit d'envahir le pays, nous ne devrions pas être surpris. Toutefois, le problème est qu'un plus grand nombre – 40,2 % – pensent que « la Russie mène une guerre injuste contre son voisin ». Le sondage a été réalisé auprès de 1 014 Palestiniens vivant en Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est, et dans la bande de Gaza. En d'autres termes, bien que les gouvernements occidentaux – qui soutiennent l'Ukraine avec une série d'armes avancées pour résister à l'invasion illégale et barbare de la Russie – préfèrent condamner tout acte de résistance palestinienne justifié contre l'occupation illégale et barbare d'Israël et au contraire armer Israël jusqu'aux dents et donner une couverture diplomatique à ses crimes les plus flagrants, l'humanité de la lutte anticoloniale de la Palestine transparaît suffisamment pour que la plus grande partie de la population s'identifie à une autre victime d'une guerre coloniale similaire de dépossession et d'extermination. Les forces de gauche occidentales doivent se rappeler que les Palestiniens sont des personnes, et pas seulement leur « projet » ; ils sont tout aussi capables que d'autres personnes de peser des questions complexes. Après tout, le régime nationaliste blanc de Poutine n'est pas exactement un grand ami des Palestiniens, Poutine ayant déclaré de manière célèbre « Je soutiens la lutte d'Israël » lors de la guerre éclair menée par Israël en 2014 dans le cadre de l'opération Bordure protectrice contre Gaza, qui a tué plus de 2 300 Palestiniens et en a blessé 11 000 autres, dont 3 374 enfants, parmi lesquels plus de 1 000 sont restés handicapés de manière permanente. Depuis que la Russie a commencé à bombarder par la terreur les civils syriens pour sauver Assad en 2015, Poutine et le Premier ministre israélien et chef du Likoud, l'extrémiste sioniste Benjamin Netanyahu, n'ont jamais cessé d'avoir des réunions de haut niveau – Netanyahu a rencontré Poutine plus que n'importe quel autre dirigeant mondial. En 2018, Netanyahu était l'un des deux seuls dirigeants mondiaux à se tenir à côté de Poutine sur la place Rouge pour commémorer le 73^e anniversaire de la défaite de l'Allemagne nazie, aux côtés d'Alexander Vucic de Serbie. Benjamin Netanyahu a même produit pour les élections de 2019

Netanyahou et Poutine





Xi Jinping et Mohammed ben Salmane

un grand nombre d'affiches le montrant aux côtés de Vladimir Poutine.

● **IRLANDE.** Si l'Irlande n'est pas considérée de manière conventionnelle comme faisant partie du « *Sud global* », elle est après tout une ancienne colonie, pendant des centaines d'années, de la Grande-Bretagne – en effet, le contrôle britannique actuel de l'Ulster peut être comparé aux « *républiques* » de Donetsk et de Luhansk découpées dans l'Ukraine par son ancien maître colonial.

Le Sinn Fein, le plus grand parti d'Irlande, fort de son histoire de résistance au colonialisme britannique, a déclaré son soutien sans équivoque à la résistance de l'Ukraine au colonialisme russe lors de son Ard Fheis (congrès) du 5 novembre 2022. Il a déclaré : « *Ard Fheis condamne sans équivoque toute forme d'impérialisme ou d'agression coloniale ; nous nous opposons au déni de l'autodétermination nationale et à toutes les violations de la souveraineté nationale dans le monde entier, sans exception ; nous affirmons que la primauté du droit international doit être soulignée et renforcée, dans le respect de l'autodétermination nationale, de la souveraineté et de la démocratie dans toutes les nations* ». Le Sinn Fein exige donc :

- la cessation complète de la guerre en Ukraine ;
- la restauration totale de la souveraineté nationale de l'Ukraine ;
- le retrait immédiat de toutes les forces armées russes ;
- le maintien de toutes les sanctions politiques ou économiques jusqu'à ce que ces objectifs soient atteints.

Le vote démocratique du Sinn Fein semble plus représentatif des opinions d'un peuple anciennement colonisé que les abstentions du régime violemment chauvin de Modi en Inde, de son rival le Pakistan, de l'État chinois à parti unique qui procède à l'assimilation forcée d'un million de personnes dans sa colonie intérieure du Xinjiang, des mollahs iraniens sanguinaires qui ouvrent le feu sur le soulèvement mené par les femmes, des dictatures brutales soutenues par Wagner au Mali et en République centrafricaine et d'autres encore. Il convient également de noter que « *l'un des orateurs principaux de l'Ard Fheis était Omar Bargouthi, fondateur du mouvement Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS), que le Sinn Fein soutient* », en d'autres termes, le Sinn Fein est cohérent dans son approche.

Le Sinn Fein a également « *condamné sans équivoque l'annexion illégale de quatre régions d'Ukraine par la Russie* », la qualifiant de « *violation flagrante du droit international* ».

Commentaire sur les enquêtes mondiales

Ce qui précède repose sur une variété quelque peu éclectique d'enquêtes nationales ou supranationales et il est difficile d'en garantir le degré de validité et de fiabilité sans effectuer des recherches beaucoup plus approfondies. Toutefois, il est difficile de trouver de meilleures données provisoires, et certainement aucune qui suggère une vague de soutien à la Russie et à son invasion, dans le Sud global ou

ailleurs. En dépit de leurs différences significatives, tous les sondages indiquent que des majorités dans le monde condamnent l'invasion russe, sont favorables à l'Ukraine et ont une assez mauvaise opinion de la Russie ; ils indiquent également tous très clairement que, quelle que soit la situation avant 2022, l'approbation de la Russie et de Poutine s'est effondrée partout dans le monde depuis l'invasion.

Ces résultats sont également confirmés par des enquêtes mondiales. Par exemple, une enquête de l'Open Society menée dans 22 pays en juillet et août auprès de 21 000 personnes, dont les deux tiers vivent dans les pays du Sud, a révélé un « *soutien fort et généralisé* » à l'idée que la paix exige que la Russie « *se retire de toutes les parties du territoire ukrainien qu'elle contrôle actuellement* ». Dans presque tous les pays, des majorités se sont prononcées en ce sens, à l'exception du Sénégal (46 %), de l'Inde (44 %), de l'Indonésie (30 %) et de la Serbie (12 %). Parmi les pays les plus favorables à ce point de vue figurent le Kenya (81 %), le Nigeria (71 %), le Brésil (68 %), la Colombie (67 %) – tous plus élevés que les États-Unis, le Japon, la France et l'Allemagne – et l'Afrique du Sud (59 %). Aucune différence entre les populations du Nord et du Sud n'a été relevée.

Une enquête Ipsos réalisée en mars et avril [2022] auprès de 19 000 personnes dans 27 pays a fourni un contraste partiel, mais elle ne portait pas tant sur les attitudes que sur les mesures à prendre, avec des questions relatives aux sanctions, à « *un engagement militaire* », à la conduite

Invasion de l'Ukraine



des « actions » non spécifiées, à l'accueil des réfugiés ukrainiens et ainsi de suite. Dans ce cas, il n'est pas surprenant que l'Europe et, dans une moindre mesure, les États-Unis soient les plus favorables à une certaine forme d'action. Après tout, la guerre en Ukraine se déroule en Europe et les pays occidentaux peuvent évidemment mieux se permettre d'apporter un soutien militaire et de supporter l'impact des sanctions que les pays plus pauvres. Cependant, ce qui a brouillé l'argument « anti-impérialiste » dans ce cas, c'est que les pays où le plus grand nombre s'est opposé à toute forme d'« action » ou d'« ingérence » comprenaient la Hongrie (l'État européen dirigé par le gouvernement d'extrême droite d'Orban), Israël (largement considéré comme un avant-poste extrême de l'impérialisme occidental), la monarchie saoudienne (souvent considérée, un peu à tort, comme un régime peu constructif client des États-Unis) et la Turquie (membre de l'OTAN). En effet, l'affirmation selon laquelle « ne rien faire en Ukraine encouragera la Russie à entreprendre de nouvelles actions militaires » a reçu le soutien le plus faible parmi les 27 pays en Israël et en Hongrie, les seuls pays ayant voté à moins de 50 % pour ce point de vue (contre 71 % en Inde, par

exemple). La réalité peut s'avérer assez difficile pour la « pensée » campiste.

Le sous-impérialisme

J'ai déjà mentionné des États relativement puissants qui sont à la tête du parti de l'abstention ou de l'ambivalence concernant l'horrible guerre impérialiste de conquête de la Russie contre l'Ukraine (1).

Patrick Bond, Ana Garcia, Miguel Borba (2) décrivent les puissances « sous-impérialistes » comme « caractérisées par la super-exploitation de leurs classes ouvrières, des relations prédatrices concernant leurs arrière-pays, et une collaboration (bien que tendue) avec l'impérialisme, notamment en tant qu'intermédiaires dans le transfert à la fois des valeurs du travail excédentaire et des « dons gratuits de la nature » (échange écologique inégal) du Sud vers le Nord. » Bond (3) cite John Smith, selon lequel « les économies dépendantes comme le Brésil cherchent à compenser la fuite des richesses vers les centres impérialistes en développant leurs propres relations d'exploitation avec des économies voisines encore plus sous-développées et périphériques », ainsi que David Harvey qui note que « chaque centre d'accumulation de capital en développement a cherché des repères spatio-temporels systématiques pour son propre capital excédentaire en définissant des sphères d'influence territoriales ».

Mais en essayant de se tailler de telles « sphères d'influence territoriales », leur collaboration avec les puissances impérialistes mondiales sera également ponctuée d'épisodes de concurrence, car leurs aspirations mineures d'exploitation entrent parfois en conflit avec les besoins d'exploitation des grandes puissances mondiales.

Cette « collaboration tendue » avec l'impérialisme a été qualifiée de « coopération antagoniste » par le théoricien de la dépendance Ruy Mauro Marini. Selon Harvey, l'ouverture du marché mondial « a créé des ouvertures » pour de nouveaux grands États régionaux « qui se sont insérés dans l'économie mondiale ». Mais « ils sont ensuite devenus des concurrents sur la scène mondiale ». Il est important de noter que le fait de devenir des concurrents (partiels) ne les rend en aucun cas « anti-impérialistes ». Au contraire, ces grands centres de pouvoir économique et militaire au sein du Sud global ont « des aspirations à suivre les précédents expansionnistes occidentaux, en utilisant les instruments du pouvoir multilatéral (orienté vers les entreprises) ».

Il n'est pas surprenant qu'un moment de crise mondiale tel que celui inauguré par l'invasion de l'Ukraine par la Russie soit précisément le moment idéal pour qu'un grand nombre de puissances sous-impérialistes s'affirment, se positionnent, utilisent la crise pour améliorer leur position de négociation par rapport à l'impérialisme américain et européen – même ceux qui sont le plus souvent considérés comme des « alliés occidentaux » – et, en même temps, par rapport à l'impérialisme russe maintenant décrépit, ainsi que par rapport à l'impérialisme chinois globalement ascendant. Lorsque tous sont sous pression, c'est le moment de conclure toute sorte d'accords pour s'affirmer.

Bien qu'il ne s'agisse pas du dernier mot sur les causes de l'abstention et/ou de la neutralité effective ou même de l'orientation pro-russe d'un grand nombre de puissantes classes dirigeantes du Sud global, c'est une bien meilleure explication que celle qui tente d'utiliser les milliards de personnes du Sud global au nom d'un prétendu projet « anticolonial ». Dans ce scénario alternatif, les élites dirigeantes – celles qui sont responsables de la « surexploitation » de ces classes ouvrières et des peuples des « économies voisines encore plus sous-développées et périphériques » – ne feraient que refléter la conscience « anticoloniale » de ceux qu'ils oppriment et exploitent, et qui, à leur tour, soutiendraient naturellement le point de vue de leurs oppresseurs et de leurs exploités. Comme nous l'avons vu, cette position est non seulement intrinsèquement illogique et en conflit avec le concept le plus élémentaire d'analyse de classe, mais elle est également en contradiction avec la plupart des preuves empiriques de l'opinion populaire dans le Sud. ■

1. L'auteur a cité ici le dernier paragraphe du chapitre consacré à « l'ambivalente ceinture sous-impérialiste » (voir p. 23). Nous avons omis cette citation, nous limitant à la rappeler.

2. P. Bond, A. Garcia, M. Borba, « Western Imperialism and the Tole of Sub-imperialism in the Global South », *New Politics* vol. XVIII n° 2, https://newpol.org/issue_post/western-imperialism-and-the-role-of-sub-imperialism-in-the-global-south/

3. P. Bond, « Towards a Broader Theory of Imperialism », *Review of African Political Economy*, 18 avril 2018 : <http://roape.net/2018/04/18/towards-a-broader-theory-of-imperialism/>

Multipolarité : une doctrine au service des autoritarismes

Par
Kavita Krishnan*

La multipolarité est la boussole qui oriente la façon dont la gauche comprend les relations internationales. Tous les courants de la gauche en Inde et dans le monde plaident depuis longtemps pour un monde multipolaire par opposition à un monde unipolaire dominé par les États-Unis impérialistes.

Dans le même temps, la multipolarité est devenue la clé de voûte du langage commun des fascismes et des autoritarismes mondiaux. C'est un cri de ralliement pour les despotes, qui leur sert à déguiser leur guerre contre la démocratie en guerre contre l'impérialisme. Le déploiement de la multipolarité pour déguiser et légitimer le despotisme est vraiment rendu possible par l'acceptation retentissante par la gauche mondiale de la multipolarité en tant qu'expression bienvenue de la démocratisation anti-impérialiste des relations internationales.

En définissant sa réponse aux confrontations politiques au sein ou entre les États-nations comme une option à somme nulle entre l'approbation de la multipolarité ou de l'unipolarité, la gauche perpétue une fiction qui, même à son meilleur moment, a

toujours été trompeuse et inexacte. Mais cette fiction est dangereuse aujourd'hui, car elle sert d'artifice narratif pour mettre en scène des fascistes et des autoritaires dans des rôles flatteurs.

Les conséquences malheureuses de l'engagement de la gauche en faveur d'une multipolarité sans valeur sont illustrées de manière très frappante avec sa réponse à l'invasion russe de l'Ukraine. La gauche mondiale et la gauche indienne ont légitimé et amplifié (à des degrés divers) le discours fasciste russe, en défendant l'invasion comme un défi multipolaire à l'impérialisme unipolaire dirigé par les États-Unis.

La liberté d'être fasciste

Le 30 septembre [2022], tout en annonçant l'annexion illégale de quatre provinces ukrainiennes, le président russe Vladimir Poutine a précisé (1) ce que multipolarité et démocratie signifiaient dans sa conception idéologique. Il a défini la multipolarité comme la libération des tentatives des élites occidentales d'établir leurs propres valeurs « dégradées » de démocratie et de droits humains comme valeurs universelles, des valeurs « étrangères » à la grande majorité des gens en Occident et ailleurs.

Le stratagème rhétorique de Poutine consistait à déclarer que les concepts d'un ordre fondé sur des règles, la démocratie et la justice, ne sont rien de plus que des diktats idéologiques et impérialistes de l'Occident, servant simplement de prétextes pour violer la souveraineté d'autres nations.

Lorsque Poutine mettait en scène une indignation justifiée par la longue liste des crimes commis par les pays occidentaux – y compris le colonialisme, l'impérialisme, les invasions, les occupations, les génocides et les coups d'État – il était facile d'oublier que son discours n'était pas un discours exigeant la justice, des réparations et la fin de ces crimes. En fait, en affirmant le fait évident que les gouvernements occidentaux n'avaient « aucun droit moral d'intervenir, ni même de dire un mot sur la démocratie », Poutine a habilement exclu les êtres humains de l'équation.

Les peuples des nations colonisées ont combattu et continuent de se battre pour la liberté. Les peuples des nations impérialistes descendent dans la rue pour exiger la démocratie et la justice, ils protestent contre le racisme, les guerres, les invasions, les occupations commises par leurs propres gouvernements. Mais Poutine ne soutenait pas ces personnes.



* Kavita Krishnan est une militante et autrice féministe marxiste. Elle était membre du bureau politique du Parti communiste de l'Inde (marxiste-léniniste) et membre de son comité central depuis plus de deux décennies. Elle a également été rédactrice en chef de la publication mensuelle de PCI-ml *Liberation*. Le 1^{er} septembre 2022, Krishnan a annoncé que le parti l'avait relevée de tous les postes et responsabilités à sa demande à la suite de ses différends avec les dirigeants sur diverses questions, notamment celles liées à la Chine et à l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Kavita Krishnan a publié *Fearless Freedom* (La liberté sans peur), Penguin Random House India, Gurgaon 2020. Cet article a d'abord été publié en anglais le 20 décembre 2022 par le magazine *The India Forum*, puis traduit en français et publié le 24 décembre 2022 par *Arguments pour la lutte sociale* (<https://aplutsoc.org/2022/12/24/la-multipolarite-le-mantra-de-lautoritarisme-par-kavita-krishnan/>). Nous avons révisé cette traduction.

1. <https://www.miragenews.com/full-text-of-putins-speech-at-annexion-866383/>

Inde & Gauche mondiale

Au lieu de cela, il a indiqué aux forces « *partageant les mêmes idées* » partout dans le monde – des mouvements politiques d'extrême droite, suprémacistes blancs, racistes, antiféministes, homophobes et transphobes – qu'il fallait soutenir l'invasion, dans le cadre d'un projet avantageux pour eux tous : renverser « *l'hégémonie unipolaire* » des valeurs universelles de la démocratie et des droits de l'homme et « *acquérir la vraie liberté, une perspective historique* ».

Poutine utilise une « *perspective historique* » de son choix pour soutenir une version suprémaciste d'une « *civilisation paysanne* » russe où les lois déshumanisent les personnes LGBT et où les références à des événements historiques sont criminalisées au nom du « *renforcement de la souveraineté* » de la Russie. Il affirme la liberté de la Russie de nier et de défier les normes démocratiques et les lois internationales définies « *universellement* » par des organismes comme les Nations unies. Le projet d'« *intégration eurasiennne* », que Poutine projette comme un défi multipolaire opposé à l'UE « *impérialiste* » et à l'unipolarité occidentale, ne peut être correctement compris que comme une partie de

son projet idéologique et politique explicitement antidémocratique. (Une autre affaire est l'aspect de la concurrence entre les États-Unis et la Russie en tant que grandes puissances, rendu compliqué ici par le projet politique partagé par Trump aux États-Unis et Poutine en Russie) (2).

Un langage commun

Le langage de la « *multipolarité* » et de « *l'anti-impérialisme* » trouve également une résonance dans le totalitarisme hypernationaliste chinois.

Une déclaration conjointe (3) de Poutine et Xi en février 2022, peu avant que la Russie n'envahisse l'Ukraine, a affirmé leur rejet commun des normes universellement acceptées de la démocratie et des droits humains, en faveur de définitions culturellement relativistes de ces termes : « *Une nation peut choisir de telles formes et méthodes de mise en œuvre de la démocratie qui conviendraient le mieux à ses (...) traditions et à ses caractéristiques culturelles uniques (...). Il n'appartient qu'au peuple du pays de décider si son État est démocratique* ». Ces idées ont été explicitement reliées par la déclaration aux « *efforts déployés par la partie russe pour établir un système multipolaire juste de relations internationales* ».

Pour Xi (4), les « *valeurs universelles* » de liberté, de démocratie et de droits de l'homme ont été utilisées pour provoquer la désintégration de l'Union soviétique, les changements drastiques en Europe de l'Est, les « *révolutions de couleur* » et les « *printemps arabes* », tout cela étant causé par l'intervention des États-Unis et de l'Occident. Tout mouvement populaire qui revendique des droits humains et une démocratie selon les critères largement acceptés, est traité comme une « *révolution de couleur* » impérialiste intrinsèquement illégitime.

La revendication d'une démocratie répondant aux normes universelles, portée par les manifestants du mouvement chinois contre la répression menée au nom du « *Zéro-Covid* », est significative à la lumière des normes culturelles relativistes édictées par le gouvernement chinois. Un livre blanc de 2021, sur « *L'approche de la Chine en matière de démocratie, de liberté et de droits de l'homme* », a défini les droits humains comme un « *bonheur* » acquis grâce au bien-être et aux avantages sociaux, et non comme des protections contre un pouvoir gouvernemental sans limites (5). Il omettait manifestement le droit de remettre en question le gouver-

nement, le droit à la dissidence ou celui de s'organiser librement.

Définir la démocratie « *spécifique à la Chine* » comme une « *bonne gouvernance* » et les droits humains comme un « *bonheur* » permet à Xi de justifier l'élimination des musulmans ouïghours. Il affirme que les camps de concentration pour « *rééduquer* » ces minorités et remodeler leur pratique de l'islam afin qu'elle soit « *d'orientation chinoise* », ont procuré une « *bonne gouvernance* » et un plus grand « *bonheur* » (6).

Parmi les dirigeants hindous-suprémacistes en Inde, il y a de forts échos du discours fasciste et autoritaire d'un « *monde multipolaire* » – où les puissances civilisationnelles renaîtront pour réaffirmer leur ancienne gloire impérialiste, et où l'hégémonie de la démocratie libérale ouvrira la voie au nationalisme de droite.

Mohan Bhagwat, chef du Rashtriya Swayamsevak Sangh (7), a déclaré avec admiration que « *dans un monde multipolaire* » qui défie les États-Unis, « *la Chine s'est maintenant relevée. Elle ne se soucie pas de ce que le monde en pense. Elle poursuit son objectif... [revenant à] l'expansionnisme de ses anciens empires* ». De même, « *dans le monde multipolaire actuel, la Russie joue également son jeu. Elle essaie de progresser en supplantant l'Occident* ».

Le Premier ministre Narendra Modi a également attaqué à plusieurs reprises les défenseurs des droits humains comme anti-indiens alors même qu'il déclare que l'Inde est la « *mère de la démocratie* » (8). Ceci est rendu possible en voyant la démocratie indienne non pas à travers une lentille « *occidentale* », mais dans le cadre de son « *ethos civilisationnel* » (9). Une note diffusée par le gouvernement établit un lien entre la démocratie indienne et « *la culture et la civilisation hindoues* », « *l'État hindou* », et les conseils de caste traditionnels (souvent régressifs) qui appliquent et imposent les hiérarchies de caste et de genre (10).

De telles idées reflètent également les tentatives d'incorporer les suprémacistes hindous dans un réseau mondial de forces d'extrême droite et autoritaires (11). L'idéologue fasciste russe Aleksandr Douguine (un peu comme Poutine) déclare que « *la multipolarité (...) prône un retour aux fondements civilisationnels de chaque civilisation non occidentale (et un rejet de la démocratie libérale et l'idéologie des droits de l'homme)* » (12).

L'influence va dans les deux sens. Douguine favorise la hiérarchie des castes en tant que modèle social (13). Incorporant

2. cf. Michael Crowley, « All of Trump's Russi Tiess in 7 Cherts », *Politico Magazine* March/April 2017 : <https://www.politico.com/magazine/story/2017/03/connections-trump-putin-russia-ties-chart-flynn-page-manafort-sessions-214868/>

3. <https://en.kremlin.ru/supplement/5770>

4. https://www.china.org.cn/english/china_key_words/2018-10/29/content_68857761.htm

5. https://english.www.gov.cn/archive/whitepaper/2022/11/07/content_WS61af46cdc6d09c94e48a1e49.html

6. cf. K.J.M. Varma, « Islam in China must be Chinese in orientation : President Xi Jinping », *The Indian Express* du 17 juillet 2022, <https://indianexpress.com/article/world/islam-china-chinese-orientation-president-xi-jinping-8033799/>

7. RSS, fondé en 1925, organisation paramilitaire fasciste liée au BJP de Modi.

8. cf. *The Indian Express* du 8 février 2021, <https://indianexpress.com/article/india/india-must-save-itself-from-foreign-destructive-ideology-pm-modi-in-rajya-sabha-7179445/>

9. cf. *The Hindu* du 12 octobre 2021, <https://www.thehindu.com/news/national/narendra-modi-slams-selective-reading-of-rights-issues/article36958420.ece>

10. Kavita Krishnan, « On Constitution Day, the Modi Government is Exacting the RSS's Revenge on Ambedkar », *The Wire* du 26 novembre 2022, <https://thewire.in/rights/constitution-day-modi-rss-ambedkar-democracy>

11. Aleksandr Dugin, *Fascism-Borderless and Red* (1977) : <https://www.stephenhicks.org/wp-content/uploads/2022/03/DuginA-Fascism-Borderless-Red.pdf>

12. Aleksandr Dugin, *The Indian moment of multipolarity* : https://www.india-seminar.com/2020/728/728_aleksandr_dugin.htm

13. Aleksandre Douguine, *La Quatrième Théorie politique : la Russie et les idées politiques au XXI^e siècle* (préfacé par Alain Soral), Éditions Ars Magna, Château-Thébaud 2012.



directement les valeurs brahmaniques du Manusmriti au fascisme international, Douguine voit « l'ordre actuel des choses », représenté par « les droits de l'homme, l'anti-hiérarchie et le politiquement correct » comme le « Kali Yuga » (14) : une calamité qui entraîne le mélange des castes (un métissage également provoqué par la liberté des femmes, un autre aspect calamiteux du Kali Yuga) et le démantèlement de la hiérarchie. Il a décrit le succès électoral de Modi comme représentant une victoire pour la « multipolarité », une affirmation bienvenue des « valeurs indiennes » et une défaite pour l'hégémonie de « la démocratie libérale et l'idéologie des droits humains » (15).

Pourtant, la gauche continue d'utiliser la notion de « multipolarité » sans manifester la moindre compréhension de la façon dont fascistes et autoritaires formulent leurs propres objectifs dans le même langage.

Quand la gauche rencontre la droite

Le langage « multipolaire » de Poutine est censé résonner avec la gauche mondiale. Sa familiarité réconfortante semble empêcher la gauche – qui a toujours fait un excellent travail pour mettre à nu les men-

songes qui sous-tendent les affirmations des bellicistes impérialistes américains prétendant « sauver la démocratie » – d'appliquer le même regard critique à la rhétorique anticoloniale et anti-impérialiste de Poutine.

Il est étrange que la gauche ait fait sien le langage de la polarité. Le discours de la polarité appartient à l'école réaliste des relations internationales. Le réalisme voit l'ordre mondial en termes de concurrence entre les doctrines de politique étrangère, supposées refléter des « intérêts nationaux » objectifs, d'une poignée de « pôles » – les grandes puissances ou les aspirants à devenir grandes puissances. Le réalisme est fondamentalement incompatible avec la vision marxiste qui part du principe que « l'intérêt national », loin d'être un fait objectif et neutre en termes de valeur, est défini subjectivement par le « caractère politique (et donc moral) des couches dirigeantes qui élaborent et prennent des décisions de politique étrangère » (16).

Par exemple, Vijay Prashad, l'un des plus éminents partisans et défenseurs de la multipolarité dans la gauche mondiale, observe avec approbation que « la Russie et la Chine recherchent la souveraineté, pas le pouvoir mondial ». Il ne mentionne pas que ces pouvoirs interprètent la souve-

raineté comme une absence de référence aux normes universelles de démocratie, de droits humains et d'égalité.

Un essai récent du secrétaire général du Parti communiste indien marxiste-léniniste (PCI-ml), Dipankar Bhattacharya (17), présente des problèmes similaires en expliquant la décision du parti d'équilibrer la solidarité avec l'Ukraine avec sa préférence pour la multipolarité et sa priorité nationale de résistance au fascisme en Inde. (Scoop : j'ai été militante au PCI-ml pendant trois décennies et membre de son Bureau politique jusqu'à ce que je quitte le parti cette année, en raison de divergences qui ont atteint leur paroxysme avec la tiédeur de la solidarité du parti envers l'Ukraine.)

La formulation de Bhattacharya est que « indépendamment du caractère inter-

14. C'est le quatrième et actuel âge de la cosmogonie hindoue, un « âge de fer » ou un « âge noir », tirant son nom du démon Kali, au cours duquel la civilisation humaine dégénère spirituellement...

15. A. Dugin, *The Indian moment of multipolarity*, op. cit. note 12.

16. Achin Vanaik, « National Interest: A Flawed Notion » (Intérêt national : une notion erronée), *Economic and Political Weekly* vol. 41, n° 49, 9 décembre 2006 (<https://www.epw.in/journal/2006/49/perspectives/national-interest-flawed-notion.html>).

17. Dipankar Bhattacharya, « On the Current Juncture in India and the International Context », *Liberation* (organe central du PCI-ml) du 27 septembre 2022.

Inde & Gauche mondiale

ne des puissances mondiales concurrentes, un monde multipolaire est certainement plus avantageux pour les forces et mouvements progressistes du monde entier dans leur quête d'inversion des politiques néolibérales, de transformation sociale et d'avancée politique ». Reformulons : le PCI-ml salue la montée des grandes puissances non occidentales même si elles sont fascistes ou autoritaires en interne, car il estime que ces puissances permettent un défi multipolaire à l'unipolarité américaine.

Une telle formulation de gauche n'offre aucune résistance aux projets fascistes/autoritaires qui se présentent comme les champions de la « multipolarité » anti-impérialiste. En fait, cela couvre ceux-ci d'un manteau de légitimité.

Bhattacharya pense qu'un soutien sans réserve à la résistance ukrainienne est difficile à concilier avec la « priorité nationale » de « combattre le fascisme en Inde ». Lorsqu'il dit que le devoir de solidarité internationale de la gauche doit s'en remettre à sa perception de la « priorité

nationale », l'internationalisme marxiste est brouillé par « l'intérêt national » réaliste, appliqué cette fois non seulement aux États-nations, mais aux partis nationaux de gauche eux-mêmes.

Mais en quoi la solidarité sans faille avec l'Ukraine contre une invasion fasciste est-elle en contradiction avec la lutte contre le fascisme en Inde ? Le raisonnement de Bhattacharya est forcé, détourné et biaisé. Il fait un détour surprenant par la nécessité pour les mouvements communistes de se méfier des dangers de « donner la priorité à l'international au détriment de la situation nationale ». Bhattacharya attribue à tort (18) l'erreur de 1942 du Parti communiste indien de rester à l'écart du mouvement *Quit India* (19) au fait qu'il a donné la priorité à son engagement international pour la défaite du fascisme pendant la Seconde Guerre mondiale, par rapport à son engagement national pour renverser le colonialisme de la Grande-Bretagne, qui était alors un allié dans la guerre contre le fascisme.

Ce calcul alambiqué obscurcit le simple fait : une défaite de l'invasion fasciste de Poutine en Ukraine enhardirait ceux qui luttent pour vaincre le fascisme de Modi en Inde. De même, une victoire pour ceux qui résistent à la tyrannie majoritaire de Xi inspirerait ceux qui résistent à la tyrannie majoritaire de Modi en Inde.

Pour reprendre les mots de Martin Luther King Jr, « *L'injustice en quelque endroit est une menace pour la justice partout* ». Nous affaiblissons nos propres luttes démocratiques lorsque nous choisissons de voir les luttes des autres à travers une lentille campiste déformante. Notre choix n'est pas un jeu à somme nulle entre unipolarité et multipolarité. Dans chaque

situation, nos choix sont clairs : nous pouvons soit soutenir la résistance et la survie des opprimés, soit nous soucier de la survie de l'opresseur.

Lorsque la gauche s'impose le « devoir » de soutenir la survie de régimes « multipolaires » (en Russie, en Chine et même, pour certains à gauche, en Iran), elle manque à son véritable devoir de soutenir les personnes qui luttent pour survivre au génocide perpétré par ces régimes. Tout avantage que les États-Unis pourraient tirer de leur soutien matériel ou militaire à de telles luttes est de loin compensé par le bénéfice de la survie de personnes qui, autrement, seraient confrontées à un génocide. Nous ferions bien de rappeler que le soutien matériel et militaire des États-Unis à l'URSS pendant la Seconde Guerre mondiale a joué un rôle dans la défaite de l'Allemagne nazie (20).

Les régimes tyranniques interprètent le soutien aux personnes qui leur résistent comme un soutien à « l'ingérence » étrangère ou impérialiste contre la « souveraineté » de ces régimes. Lorsque nous, à gauche, faisons de même, nous servons de catalyseurs et d'apologistes de ces tyrannies.

Ceux qui luttent dans des situations de vie ou de mort, ont besoin que nous respectons leur autonomie et leur souveraineté pour décider quel type de soutien moral-matériel-militaire exiger-accepter-rejeter. La boussole morale de la gauche mondiale et indienne a besoin d'une réinitialisation urgente, afin qu'elle puisse corriger son cours désastreux qui lui fait parler le même langage que les tyrans.

18. La position du PC indien consistant à considérer les deux premières années de la Seconde Guerre mondiale comme une guerre entre impérialistes était conforme à la directive du Komintern de l'époque. Lorsque le pacte Molotov-Ribbentrop a été signé entre l'URSS et l'Allemagne nazie en 1939, le Komintern a brusquement modifié sa directive de 1935, qui invitait les communistes à former de vastes fronts populaires antifascistes spécifiquement contre le danger fasciste. Il a alors caractérisé la guerre déclenchée par l'Allemagne comme une simple guerre entre puissances impérialistes concurrentes. Le changement de position du PCI correspondait à celui du Komintern : la guerre n'a été qualifiée de « guerre populaire contre le fascisme » que lorsque l'Allemagne nazie a rompu le pacte et envahi l'URSS. Le problème du PCI ne résidait pas dans la difficulté à combiner l'internationalisme avec ses priorités nationales. Il résultait plutôt du fait qu'il s'était laissé guider non pas par une résistance cohérente au fascisme et à l'impérialisme, mais par l'approche sans principe et opportuniste de Staline vis-à-vis de l'Allemagne nazie et de la guerre (note de Kavita Krishnan).

19. Le mouvement *Quit India* (Quittez l'Inde ou en hindi *Bharat chodo*) était un appel pour une indépendance immédiate de l'Inde, émis par Gandhi le 8 août 1942. Les Britanniques réagirent le jour suivant par l'emprisonnement de Gandhi, Nehru et d'autres responsables du Parti du Congrès, qui fut interdit.

20. Rappelons, que les États-Unis ont fourni à l'URSS au cours de la Seconde Guerre mondiale 400 000 jeeps et camions, 14 000 avions, 8 000 camions-tracteurs, 13 000 chars, ainsi que plus de 15 millions de couvertures, 15 millions de paires de bottes militaires, 107 000 tonnes de coton, 2,7 millions de tonnes de carburant pour les avions, camions et chars), 4,5 millions de tonnes de nourriture. Le tout financé par un crédit sans intérêt d'un milliard de dollars de l'époque. Lors d'un dîner avec les dirigeants alliés pendant la conférence de Téhéran en décembre 1943, Staline déclara : « *Les États-Unis (...) sont un pays de machines. Sans l'utilisation de ces machines par le biais du prêt-bail, nous aurions perdu cette guerre* ». (<https://share.america.gov/america-sent-equipment-to-soviet-union-in-world-war-ii/>)



Il n'y aura pas de paix sans pouvoir du peuple

Par
Muzan Alneel*

Au cours du mois dernier, le Soudan a été en proie à la violence, la lutte pour le pouvoir entre deux chefs militaires rivaux ayant dégénéré en guerre à grande échelle. Des centaines de personnes ont été tuées et des milliers d'autres blessées, alors que plus de trois cent mille Soudanais ont été déplacés de leurs foyers.

Les prétendants rivaux au pouvoir sont Abdel Fattah al-Burhan et Mohamed Hamdan Dagalo, dit Hemedti. Les deux hommes avaient précédemment uni leurs forces en octobre 2021 pour organiser un coup d'État militaire et réprimer brutalement le mouvement révolutionnaire soudanais qui luttait pour la démocratie. Maintenant, ils ont retourné leurs armes l'un contre l'autre.

La descente dans la violence discrédite l'approche des États-Unis et d'autres gouvernements occidentaux qui ont légitimé les instigateurs du coup d'État et cherché à construire un processus de négociation autour d'eux. Cela n'a pas commencé après le coup d'État : depuis 2019, les diplomates internationaux avaient fortement soutenu une configuration de partenariat qui maintenait les deux généraux au pouvoir, affirmant qu'elle aboutirait à une transition vers un régime civil.

Mais les comités de résistance qui ont renversé la dictature d'Omar al-Bachir s'organisent sur le terrain pour protéger les communautés des ravages du dernier conflit. Ce sont leurs efforts qui sèment les graines d'un avenir meilleur pour le peuple soudanais.

Descente dans la guerre

Depuis des semaines, la militarisation de la capitale soudanaise, Khartoum, s'est considérablement intensifiée. Des soldats et des véhicules militaires appartenant aux forces armées soudanaises (FAS) et aux forces de soutien rapide (FSR) étaient déjà



visibles dans la capitale et dans de nombreuses autres villes soudanaises, avant même le coup d'État de 2021. Les FSR sont une force paramilitaire issue des milices Janjaweed déployées au Darfour.

Pourtant, l'escalade récente était différente. Elle contrastait fortement avec les nouvelles officielles faisant état de progrès dans les négociations entre les militaires et les civils, ex-partenaires du gouvernement de transition qui a échoué. Parmi les principaux sujets de discussion figurait la question de la fusion des FAS et des FSR.

Le matin du 15 avril, des combats ont éclaté entre les FAS, sous le commandement d'al-Burhan, et les FSR de Hemedti. En moins de quatre heures, les avions de chasse de l'armée ont bombardé la capitale. Il est important de comprendre que les deux parties aux combats ont leurs bâtiments situés au milieu de zones résidentielles. Il s'agit notamment du quartier général de l'armée et de plusieurs bâtiments des FSR qui ont été transformés en casernes, ce qui fait de la capitale une véritable bombe à retardement.

Le slogan des manifestants, « *armée dans les casernes, dissolution du FSR* », n'était plus seulement un appel au retrait des factions militaires de la prise de décision politique. Il s'agissait d'une demande de retrait physique de l'armée et de toutes les milices des zones résidentielles.

Pouvoir populaire

Depuis plus d'un an, c'est-à-dire depuis le coup d'État du 25 octobre 2021, le Front de résistance soudanais organise des manifestations hebdomadaires menées par des comités de résistance de quartier. Les manifestants ont scandé des slogans appelant à la gratuité de l'éducation et des soins de santé, à la sécurité publique, au retour de l'armée dans les casernes et à la dissolution des FSR.

Les diplomates internationaux qui ont investi leurs efforts dans la promotion et la facilitation de pourparlers et d'accords avec les auteurs du coup d'État, ont jugé ces demandes irréalistes et immatures. Cependant, les comités de résistance ont poursuivi leur travail sur le terrain, en manifestant dans les rues pour réduire la capacité du régime putschiste à se légitimer et en s'engageant dans un processus de délibération à l'échelle du pays pour définir l'a-

* Muzan Alneel est cofondatrice du groupe de réflexion sur l'innovation, la science et la technologie pour le développement centré sur les personnes (ITSinaD) au Soudan et chercheuse non résidente à l'Institut Tahrir pour la politique du Moyen-Orient (TIMEP), axé sur une approche de l'économie centrée sur les personnes, l'industrie et l'environnement au Soudan. Cet article a été d'abord publié par la revue étatsunienne *Jacobin* : <https://jacobin.com/2023/05/sudan-war-diplomacy-democracy-organizing-neighborhood-resistance-committees/> (Traduit de l'anglais par JM).

Soudan

venir qu'ils souhaitent pour le Soudan.

Plus de huit mille comités de résistance de quartier se sont engagés dans le processus qui a abouti à la Charte révolutionnaire pour l'établissement du pouvoir populaire. Ce document comprenait une feuille de route pour la reconstruction du gouvernement à partir de la base, en commençant par les conseils locaux, jusqu'à un organe législatif national qui sélectionnerait et superviserait l'exécutif.

Entraide solidaire

Lorsque les combats ont éclaté, ce sont les expériences et les outils de l'organisation populaire qui sont venus à la rescousse du peuple soudanais. Les comités de résistance de quartier de Khartoum ont publié une déclaration commune le deuxième jour pour clarifier leur position : « *Nous ne sommes pas impartiaux car nous sommes engagés dans une lutte pacifique contre la militarisation de notre pays* ».

Cette déclaration qualifiait al-Burhan et Hemedti d'ennemis de la révolution soudanaise et invitait le peuple à s'organiser pour subvenir à ses besoins. Ce point de vue reste très répandu, même si les Forces armées soudanaises et les FSR ont toutes deux mené des campagnes de propagande visant à assimiler leur propre cause à celle du peuple soudanais et de sa révolution.

Le fait que les FAS et le FSR aient emprunté le langage et les slogans de la révolution pour défendre leur guerre montre clairement que les organisations révolutionnaires, bien qu'ignorées par la plupart des organismes internationaux, ont transformé la politique au Soudan. Pourtant, ces campagnes de propagande n'ont rencontré que peu de succès, dans la mesure où la réalité des besoins de la population sur le terrain est restée la priorité du front de résistance.

« Non à la guerre, oui au peuple »

Sur le terrain, des groupes de quartier ont été créés sur des applications de messagerie telles que WhatsApp, et se sont concentrés sur la fourniture de services aux habitants de leur quartier. Il s'agissait notamment de fournir des informations sur les boulangeries et les magasins ouverts, sur la disponibilité des sources d'eau et d'électricité, ainsi que des informations sur les itinéraires sûrs et sur l'aide à l'évacuation des zones à haut risque.

Alors que les combats se poursuivaient



et que la fragile infrastructure de Khartoum s'effondrait, ces groupes ont commencé à faire fonctionner des centres de santé précédemment fermés pour remplacer les hôpitaux désormais impossibles à atteindre. Alors que les habitants de la capitale fuyaient vers d'autres régions, des groupes similaires et des comités de résistance de quartier dans tout le pays ont commencé à s'organiser pour fournir aux personnes déplacées des logements, de la nourriture et des médicaments en cas de besoin.

Le long des routes reliant Khartoum à d'autres régions, des groupes de jeunes se sont postés pour offrir de l'eau et des collations aux voyageurs et les inviter à séjourner dans leurs villages. Lorsque des milliers de Soudanais déplacés se sont retrouvés bloqués à la frontière égyptienne, au nord, sans aucune organisation internationale pour leur venir en aide, plusieurs initiatives populaires sont venues les soutenir. Le comité de résistance de la ville la plus proche, Dongola, a organisé un convoi pour atteindre la frontière et subvenir à leurs besoins.

Dans la ville de Khartoum, les comités d'urgence nouvellement créés ont communiqué avec des techniciens pour rétablir l'alimentation en électricité dans les zones endommagées par la guerre. Ces exemples et bien d'autres montrent que, sur le terrain, les comités de résistance ont combiné le slogan « non à la guerre » avec une aide concrète au peuple soudanais, en se basant sur leur propre pouvoir.

Désastres diplomatiques

Les diplomates internationaux ont également fui la ville de Khartoum et se sont installés dans la nouvelle capitale temporaire de Port-Soudan. Sans avoir examiné d'un œil critique leurs efforts précédents, ils ont poursuivi les pourparlers avec les

deux belligérants, annonçant un cessez-le-feu raté après l'autre. La population soudanaise a ridiculisé leurs efforts, plaisantant sur le fait que chaque « *cessez-le-feu* » ne faisait qu'engendrer plus de violence que le précédent.

Ce sont ces mêmes diplomates qui ont imposé au peuple soudanais un « *accord de partenariat* » raté avec les militaires, ainsi que l'accord de paix de Juba, dont nous pouvons tirer des liens directs avec le coup d'État. Ayant légitimé les généraux en les poussant à faire des coups d'État et des guerres, ils se considèrent toujours comme des experts capables de mettre fin à la violence, bien qu'ils n'aient jamais été tenus responsables de leurs échecs antérieurs. L'espoir d'une intervention positive de la part de la communauté internationale est donc pour le moins ténu.

Cette affirmation vaut non seulement pour le Soudan, mais aussi pour de nombreuses autres zones de conflit où la logique corrompue de la diplomatie internationale a donné la priorité aux accords avec les criminels de guerre plutôt que de s'attaquer aux causes profondes de l'injustice et du conflit. Au nom du « réalisme », les diplomates ont soutenu une solution qui laissait les dirigeants des Forces armées soudanaises et des FSR contrôler les armes et les richesses du Soudan, tout en s'attendant à ce qu'ils n'utilisent pas ce contrôle pour étendre leur pouvoir.

Face à la guerre, le peuple soudanais est en train de créer une approche véritablement réaliste et durable. Au fur et à mesure que les Soudanais prennent le contrôle de leur vie et de leurs ressources, le pouvoir et les richesses dont disposent les généraux pour se battre diminuent. Dans ce scénario révolutionnaire, la guerre peut prendre fin lorsque le pouvoir populaire s'organise en un front de résistance à l'échelle du pays.

Le soutien au peuple soudanais dans cette lutte ne viendra jamais des organisations internationales existantes, qui ne s'intéressent pas à une véritable démocratie au service de la volonté populaire. Le peuple soudanais ne peut que demander l'aide de ses camarades révolutionnaires et combattants pour la paix et la justice, exigeant des comptes et des directives éthiques pour le travail de la diplomatie internationale. Le soutien de nos camarades du monde entier est vital pour garantir qu'aucune intervention internationale n'impose de nouvelles destructions au Soudan. Le slogan central reste « *non à la guerre, oui au peuple* ». ■

12 mai 2023

Révolutions oubliées... l'autre face de l'histoire du Soudan

Par
Sayed Saddik*

Depuis le 15 avril, des combats ont éclaté au Soudan entre l'armée et les Forces de soutien rapide dans une lutte sanglante pour le contrôle du pouvoir. Les citoyens soudanais paient le prix de ces combats entre des généraux qui avaient auparavant coopéré étroitement pour achever la révolution. Jusqu'à présent des centaines de civils ont été tués, et des milliers blessés, dans des batailles dans lesquelles ils n'avaient aucune part. En plus de la destruction et des dommages subis par les services d'eau et d'électricité, des dizaines d'hôpitaux ont cessé de fonctionner dans les sites de combat à Khartoum, beaucoup d'entre eux en raison de bombardements directs. Des rapports font état d'une grande vague de déplacements de la capitale vers d'autres régions et hors du Soudan.

L'histoire de ce pays peut faire penser à une longue et tragique série de coups d'État et de conflits militaires. Le Soudan a connu son premier régime militaire en 1958, deux ans seulement après l'indépendance du colonialisme britannique, lorsque le général de division Ibrahim Abboud a inauguré une dictature militaire étouffante qui a duré 6 ans. En 1969, le colonel Jaafar Nimeiry a pris le pouvoir lors d'un coup d'État sans effusion de sang, mais les campagnes de répression politique des années suivantes ont vu des centaines d'exécutions et des milliers de militants arrêtés. Ce régime a duré 16 ans. Au cours de ces années, le Soudan a été témoin d'environ 20 tentatives de coup d'État et d'assassinat contre Nimeiry au sein des forces armées (toutes vouées à l'échec). En 1989, le général de brigade Omar al-Bachir a renversé le pouvoir et établi un régime militaire/islamique qui a duré 30 ans. Tout cela s'ajoute aux conflits militaires prolongés dans le sud depuis l'indépendance jusqu'à la sécession du Soudan du Sud en 2011, en plus de la guerre sanglante menée par l'armée sou-



danaise et ses milices contre le Darfour.

Au cours des 67 années qui se sont écoulées depuis l'indépendance, le Soudan a vécu 56 ans sous un régime militaire. Pourtant, il y a une autre image du Soudan que beaucoup semblent oublier sous le couvert des fumées des batailles qui se déroulent aujourd'hui. Car l'histoire récente du Soudan est pleine de révolutions de masse, peut-être plus que d'autres pays de la région. La classe ouvrière, avec ses ouvriers et ses artisans, a joué un rôle décisif dans le renversement des régimes par ces révolutions, recourant à la grève générale, jusqu'à présent son arme la plus importante. La Révolution d'Octobre de 1964 a renversé le régime du général Abboud et ce fut la première révolution populaire qui a réussi à renverser un régime politique dans la région arabe et en Afrique. Au cours de cette révolution la lutte était dirigée par le « *Front des corps* », un large front de syndicats et d'associations professionnelles. La révolution d'avril 1985, menée par l'Assemblée syndicale, a renversé le pouvoir du boucher Nimeiry par une grève générale, qui a provoqué d'importantes fissures dans le régime avant de parvenir à la renverser.

Cependant, après chacune de ces révolutions, à peine une étape démocratique était établie, l'armée se retournait contre elle et renouvelait le bal. Après le

renversement d'Abboud, dont le régime était explicitement de droite, l'étape démocratique a duré cinq ans avant que le coup d'État de Nimeiry n'établisse un régime nationaliste qui s'est transformé en un régime de droite islamique. Après le renversement de Nimeiry, l'étape démocratique n'a duré que quatre ans jusqu'au coup d'État islamiste-droitier d'Al-Bachir, soutenu par le Front national islamique. Après le renversement de ce dernier, les tentatives infructueuses de partage du pouvoir entre l'armée et les civils se sont soldées par un nouveau coup d'État en octobre 2021. Et depuis l'armée et les Forces de soutien rapide noient le pays dans un bourbier de sang.

Est-ce à dire que le destin tragique de ces révolutions était inéluctable ? Ceux qui répondent « oui » à cette question ignorent le formidable potentiel libéré par ces révolutions. Et, malheureusement, certains de ceux qui spéculent sur les échecs des révolutions afin de justifier « l'inévitabilité » de la défaite et de l'échec finissent par

* Sayed Saddik est militant socialiste révolutionnaire. Cet article a été publié en arabe par le site web des Socialistes révolutionnaires en Égypte le 27 avril 2023 (<https://revsoc.me/arab-and-international/45310/>). Traduit sans connaître l'arabe en utilisant les traducteurs numériques – surtout PONS et Google – de l'arabe vers le polonais, français, anglais et russe et en réécrivant en français (JM).

Soudan

inventer des raisons psychologiques, génétiques ou condescendantes envers le peuple, l'accusant d'ignorance ou de paresse, etc. Cela les aveugle complètement et ne leur permet pas de comprendre les mécanismes de la révolution, les classes sociales et leurs intérêts ainsi que la situation régionale et mondiale.

Les révolutions passées du Soudan sont pleines d'expériences qui méritent d'être explorées pour l'avenir des masses de la région et du monde. Ces révolutions auraient pu aller à la victoire jusqu'à l'instauration d'une démocratie et d'une justice solides et étendues. Les drames successifs vécus par le peuple soudanais auraient pu être évités. Cet article vise à prouver deux choses principales. Premièrement, que le principal aspect de l'histoire du Soudan c'est l'histoire de la révolution de la classe ouvrière et des pauvres, l'histoire des masses d'en bas. Et deuxièmement, qu'une autre histoire était possible dans le passé, et qu'un autre avenir reste possible dans le futur. Dans un premier temps, nous commencerons par un rapide regard sur l'émergence et le développement des classes sociales modernes au Soudan.

Développement complexe

Avant l'invasion du Soudan par le gouverneur d'Égypte Méhémet Ali en 1820 et l'établissement de la domination turco-égyptienne, divers royaumes régnaient au Soudan, dont le plus célèbre était le sultanat des Funj de Sennar (qui contrôlait le nord et dont la noblesse pillait le surplus agricole des agriculteurs et attaquait d'autres tribus pour s'approprier de l'or et des esclaves). Ensuite, la domination coloniale dépendait du pillage direct des ressources du Soudan : l'abondant bétail et les richesses agricoles, la gomme, l'ivoire, l'or, etc. Le colonialisme a également envahi le sud pour obtenir des esclaves et, par conséquent, le marché des esclaves a prospéré au Soudan, en Égypte et en Arabie. Cela s'ajoute à la collecte des impôts auprès des tribus, notamment sous Ismail Pacha, khédivé d'Égypte et du Soudan, afin de rembourser les dettes de l'Égypte envers les créanciers européens et de financer les guerres égyptiennes pour contrôler les sources du Nil dans la région abyssine.

Ce colonialisme interventionniste a transformé l'économie, fondée auparavant sur le petit commerce pour la production agricole et artisanale, en la centrant sur le commerce de la production marchande liée au marché capitaliste mondial. Des

villes ont été développées, telles Khartoum et Kassala, pour devenir des garnisons militaires et des centres administratifs.

Le régime colonial a dû faire face à diverses formes de résistance pendant des décennies, jusqu'à ce que Muhammad Ahmad dit « *le Mahdi* » (l'attendu), et ses partisans déclenchent la lutte en 1881, infligent des défaites écrasantes à l'armée égyptienne, puis aux Britanniques (qui occupèrent l'Égypte en 1882), jusqu'au triomphe de la « *révolution Mahdi* » en 1885. Mais le pays qui a résulté de cette révolution n'a pas duré longtemps, s'effondrant face à l'invasion de l'armée anglo-égyptienne qui a restauré le colonialisme au Soudan en 1898.

Le colonialisme anglo-égyptien a poursuivi le processus de développement capitaliste que son prédécesseur turco-égyptien avait timidement entamé, cette fois d'une manière plus moderne et plus intensive. La tendance dominante des pays coloniaux depuis la fin du XIX^e siècle était d'exporter une partie de leur capital pour l'investir sur les terres des colonies et obtenir ainsi plus de profits. Avec la concentration du capital dans les pays développés au point d'aboutir au monopole, les frontières nationales n'étaient plus suffisantes pour l'expansion du capital et la réalisation de plus de profits, et il est devenu nécessaire de l'exporter à l'étranger. Le révolutionnaire russe Vladimir Lénine a accordé une attention particulière à ce processus, affirmant que « *la situation monopolistique dans certains pays super-riches a conduit à l'accumulation de capital dans ces pays atteignant des proportions énormes* » et en conséquence un « *énorme surplus du capital* » a été généré dans ces pays. Et puisqu'il n'était pas possible d'orienter ce surplus de capital pour élever le niveau de vie des masses « *vivant à la limite de la famine* », car cela ne générerait pas de profits mais les réduisait, ces capitaux ont été « *exportés vers l'étranger, les pays arriérés, où le profit est généralement élevé, parce que les capitaux locaux sont rares, les prix des terrains sont relativement bas, les salaires bas et les matières premières bon marché* ».

En conséquence, dans les pays colonisés le mode de production capitaliste a été introduit par le haut, par le colonialisme, apportant avec lui des techniques et des mécanismes capitalistes modernes. Bien sûr, des modes de production précapitalistes ont continué à exister dans ces pays aux côtés du capitalisme, mais sous sa domination et intégrés au marché mondial. C'est ce qui s'est passé au Soudan. Ce

parallèle entre le mode de production capitaliste moderne et les anciennes formes de production est ce que le révolutionnaire russe Léon Trotsky appelait « *le développement inégal combiné* » : des centres intensifs d'accumulation capitaliste se développent dans les villes alors que les marges de la société sont laissées pour compte, avec leurs anciens rapports traditionnels (au Soudan, l'expression la plus grossière de cette disproportion entre les centres et la périphérie a été la marginalisation et le pillage du Sud ainsi que l'oppression de sa population).

Ce développement complexe a façonné la formation des classes sociales modernes au Soudan d'une manière différente que dans les pays capitalistes avancés. Dans ces derniers, le capitalisme est né sur les ruines de l'ancienne société féodale dans la destruction de laquelle la classe bourgeoise a joué un rôle révolutionnaire. Quant au Soudan et à bien d'autres pays arriérés, le capitalisme est né dans le sein de l'ancien régime et en étroite association avec lui. La bourgeoisie soudanaise s'est développée à partir de groupes tels que les chefs tribaux, les chefs de sectes religieuses, les commerçants locaux et certains membres de la bureaucratie d'État. Cette bourgeoisie était faible et subordonnée au capital étranger. Stimulés par des capitaux nationaux et étrangers qui étaient désireux de maximiser leurs profits le plus rapidement possible et de surmonter leur retard, les nouveaux centres capitalistes étaient très dynamiques, avec une classe ouvrière très concentrée qui se développait au milieu d'un vaste océan de rapports de production précapitalistes anciens, dominants dans l'agriculture et l'élevage.

Cette voie de développement complexe a produit un large éventail de contradictions de classe dans la société soudanaise, et ces contradictions ont façonné la vie économique et politique de ce pays tout au long de son histoire ultérieure avant et après l'indépendance. Nous pouvons résumer comme suit les plus importantes de ces contradictions dans l'histoire du Soudan :

- Premièrement, la faiblesse de la bourgeoisie soudanaise et son asservissement au capital étranger se reflétaient dans ses tendances politiques, faisant d'elle une classe conservatrice et lâche. Elle a peur de tout changement venant des masses ainsi que de toute menace pour la stabilité et le flux des capitaux étrangers, auxquels ses intérêts et sa vie sont liés. De plus, tout au long de son histoire, cette bourgeoisie

n'a pas pu exprimer ses intérêts indépendamment des sectes dominantes – par exemple, le parti Oumma (parti populaire), qui représente la secte Ansar, et le parti unioniste, qui représente la secte Khatmiyya. Cela reflète un développement inégal et complexe du champ politique qui préserve des formes anciennes, héritées d'un passé lointain, pour exprimer des intérêts contemporains.

D'autre part, malgré ses effectifs initialement réduits la classe ouvrière n'était pas entravée par des intérêts qui l'empêcheraient de poursuivre jusqu'au bout la lutte démocratique et nationale, c'est-à-dire révolutionnaire. Cette classe a commencé à s'exprimer et à défendre ses intérêts sous des formes modernes, compatibles avec ces aspirations. Le rôle joué par les syndicats et le Parti communiste dans l'histoire des révolutions soudanaises en est peut-être la preuve la plus marquante.

● Deuxièmement, alors que la classe ouvrière était relativement peu nombreuse par rapport à l'ensemble de la population, son pouvoir politique augmentait bien plus que sa taille numérique, en raison de son extrême concentration, de ses conditions de vie très semblables et de l'unité de ses intérêts, ce qui a eu un effet positif sur sa capacité de diriger la lutte à des étapes clés de l'histoire du Soudan.

● Troisièmement, les paysans et les éleveurs se trouvaient dans une situation totalement opposée, car la plupart d'entre eux continuaient à vivre dans une marginalisation économique et développementale extrême, et, alors qu'ils constituaient la majorité de la société, cette majorité était dispersée sur de grandes étendues du pays, et leurs intérêts divergeaient entre les paysans riches et moyens, les fermiers et les métayers, les propriétaires de bétail, avec de grandes disparités dans leurs possessions et leurs forces de travail. Ces grandes inégalités ont affecté négativement leur capacité à jouer un rôle dirigeant ou indépendant dans les luttes tout au long de l'histoire du pays, mais elles ont aussi fait d'eux (en plus des chômeurs et des pauvres en marge de la production capitaliste) des alliés dans la lutte de la classe ouvrière organisée et ont rendu cette alliance nécessaire pour le projet révolutionnaire.

Ces contradictions ont déterminé les voies politiques empruntées par les deux principales classes de la société capitaliste au Soudan (la bourgeoisie et la classe ouvrière), et il est nécessaire de partir d'elles pour comprendre les positions des forces de classe dans les révolutions du

passé et pour répondre à la question pourquoi les révolutions du passé n'ont pas vaincu. Ce qui aidera à définir les tâches pour l'avenir.

La voie de l'indépendance

Durant les premières décennies du colonialisme anglo-égyptien, les grands propriétaires terriens, qui formeront plus tard le capitalisme agraire, étaient clairement opposés aux mouvements indépendantistes, car ils étaient complètement subordonnés au système colonial, qui leur fournissait le transport, des chemins de fer, l'accès au commerce extérieur, à la mécanisation de l'agriculture, etc. Au contraire, ils étaient même déterminés à prouver leur loyauté envers la Grande-Bretagne en particulier. Par exemple, à la fin de la Première Guerre mondiale, parmi la délégation soudanaise qui se rendit en Angleterre en 1919 pour féliciter le roi George V de sa victoire se trouvaient Abd al-Rahman al-Mahdi et Ali al-Mirghani, tous deux chefs religieux, mais également grands propriétaires terriens qui devinrent plus tard grands capitalistes agricoles. Abd al-Rahman al-Mahdi offrit l'épée de Muhammad Ahmad dit « *le Mahdi* » au roi d'Angleterre, comme preuve de sa totale loyauté envers lui.

Le mouvement national soudanais s'est développé plus tard, sous influence de la révolution égyptienne de 1919. Il était essentiellement de nature petite-bourgeoise car à cette époque la classe ouvrière était nouvellement établie, n'avait pas encore d'expériences antérieures de lutte ni d'organisations indépendantes. L'expression la plus forte du mouvement national à cette époque était la Ligue du drapeau blanc, fondée en 1923 par Ali Abd al-Latif, qui comptait parmi ses membres des salariés, des commerçants et des officiers subalternes de l'armée, ainsi que des enseignants, des intellectuels, des étudiants, etc. Dans l'année suivant sa création, l'association a organisé des manifestations massives dans les villes soudanaises, auxquelles ont participé des soldats et officiers soudanais, ainsi que des soldats égyptiens stationnés au Soudan. De violents combats ont éclaté, au cours desquels un grand nombre de victimes ont été provoquées par une opération coloniale britannique visant à réprimer la Ligue du drapeau blanc.

Les chefs religieux et les grands propriétaires terriens, menés par Abd al-Rahman al-Mahdi et Ali al-Mirghani, se sont empressés de condamner et de dés-

avouer le mouvement national et ont envoyé un mémorandum au gouverneur général, déclarant : « *Nous apprécions grandement ce que les responsables britanniques ont fait pour le bien-être du Soudan... Nous adressons notre loyauté et notre dévouement les plus profonds au gouvernement britannique, auquel nous ne voyons pas d'alternative. Nous voudrions confirmer qu'il n'y a aucun rapport entre nous et ce qui se passe actuellement en Égypte* ».

Le mouvement national soudanais a subi un fort revers après la défaite de 1924, mais il a progressivement commencé à rassembler ses forces de sorte que l'année 1938 a vu la création de la Conférence des diplômés en tant que représentation de la « *nation soudanaise* ». Malgré ses débuts laïcs, la conférence est rapidement devenue la proie des rivalités entre les chefs sectaires traditionnels Khatmiyya et mahdistes. En 1943, Ismail Al-Azhari a formé le Parti de la fraternité, qui est associé à la secte Khatmiyya (il s'est ensuite scindé en Parti unioniste et Parti populaire démocratique), appelant à l'unité avec l'Égypte, tandis que les loyalistes de la famille Mahdi ont fondé le Parti Oumma en 1945, pour s'opposer à l'unité avec l'Égypte et exiger le renforcement des liens avec la Grande-Bretagne.

Ce conflit concernant un objectif stratégique n'était pas un désaccord accidentel, mais le reflet des intérêts économiques plus profonds des dirigeants des deux partis sectaires. Ce n'est pas un hasard si le Parti de la fraternité, qui était dirigé par un certain nombre des marchands les plus riches exportant du bétail vers l'Égypte, a exigé l'unité avec l'Égypte. Quant au parti Oumma, qui prônait des liens avec la Grande-Bretagne, nombre de ses dirigeants se sont enrichis du fait de la politique coloniale visant à créer une classe capitaliste soudanaise conforme aux intérêts britanniques, alors que la richesse de certains d'entre eux provenait de l'export du coton vers la Grande-Bretagne. Ainsi, le désaccord sur la stratégie d'indépendance entre les deux parties était le reflet de la contradiction entre les différents segments du capital au Soudan. L'indépendance pour les grands capitalistes signifiait soit se lier à la Grande-Bretagne, soit rejoindre l'Égypte, mais pas construire un Soudan indépendant à partir des deux parties. Ainsi les intérêts économiques de la bourgeoisie ont vidé ses stratégies d'indépendance de leur substance.

Pendant ce temps, la classe ouvrière soudanaise se formait à un rythme rapide,

Soudan

car elle se trouvait soudainement rassemblée en grand nombre dans des centres concentrés et faisait fonctionner les transports au Soudan. Cette première génération de la classe ouvrière soudanaise est apparue dans les transports, la maintenance et les services. Le secteur ouvrier le plus important était celui des cheminots, qui ont créé le mouvement syndical et ont organisé autour les travailleurs de la maintenance et des services. Plus tard, les rangs de la classe ouvrière se sont élargis avec les travailleurs de l'industrie légère. Il y avait aussi des travailleurs qui ont eu accès aux lycées et aux écoles techniques. Des groupes influents au sein du mouvement de la classe ouvrière ont commencé à apparaître.

La classe ouvrière s'est retrouvée entraînée dans la lutte presque immédiatement après son apparition. À la suite de la montée de l'inflation pendant la Seconde Guerre mondiale, un mouvement ouvrier organisé a vu le jour. Son centre était la ville d'Atbara, au nord de Khartoum, en particulier les ateliers ferroviaires, qui employaient environ 20 000 travailleurs à l'époque. Il n'était pas du tout étrange que le mouvement ouvrier ait trouvé son chemin dès le début dans cette ville, car les cheminots et leurs familles représentaient les neuf dixièmes de la population de la ville en 1946 et 40 % des cheminots soudanais. En général, les travailleurs qualifiés se sont organisés au sein de « *l'Office du travail* », que le gouvernement a été contraint de reconnaître. Une loi sur les syndicats a été adoptée en 1948 et en seulement quatre ans près de 100 syndicats ont été enregistrés. Les principaux syndicats se sont unis dans la Conférence des travailleurs, qui s'est transformée en 1950 en Fédération générale des syndicats soudanais dominée par le Syndicat des cheminots.

La capacité de la classe ouvrière à généraliser ses revendications dès qu'elle commençait sa lutte a été très importante (par exemple en novembre 1950, le syndicat des cheminots en novembre a exigé une augmentation de 75 % des salaires pour tous les travailleurs soudanais). Cette capacité est aussi liée à la politisation croissante des travailleurs de la Fédération syndicale au cours de cette période, qui les a amenés à formuler des revendications politiques telles que la fin du colonialisme et le droit à l'autodétermination du Soudan. La plupart des dirigeants syndicaux étaient impliqués dans les activités du Mouvement de libération nationale du Soudan (Husto), qui s'est ensuite transfor-

mé en Parti communiste soudanais en février 1956.

Indépendance et coup d'État

Le Soudan a déclaré son indépendance le 1er janvier 1956. La bourgeoisie a pris le contrôle du gouvernement mais cette classe ne voulait aucun changement fondamental des structures économiques et sociales établies par la domination coloniale. Elle avait un intérêt naturel à préserver le cadre économique et social que le colonialisme lui avait laissé.

Le pouvoir bourgeois était confronté à quatre problèmes principaux. Premièrement, les violentes tensions avec le Sud marginalisé depuis longtemps par le colonialisme. Le moment y est venu de présenter les revendications par la lutte armée. Deuxièmement, le renforcement du mouvement ouvrier et syndical dirigé par le Parti communiste. Troisièmement, les tensions avec l'Égypte, le Soudan exigeant la renégociation de l'accord anglo-égyptien de 1929 concernant le partage des eaux du Nil entre les deux pays. Quatrièmement, la relation avec les États-Unis, car le Soudan a demandé un soutien économique et militaire aux États-Unis en février 1957, qui lui ont proposé l'aide sous forme de prêts. Le problème de l'aide étatsunienne était étroitement lié aux tensions avec l'Égypte car le gouvernement d'Abdel Nasser considérait l'offre américaine comme une nouvelle forme d'influence impérialiste destinée à remplacer l'ancienne présence britannique en Afrique.

Entre les deux partis du gouvernement des désaccords sont apparus, notamment sur la négociation avec l'Égypte et l'aide américaine. Alors que le parti Oumma faisait pression pour une escalade dans les négociations tendues avec l'Égypte et était enthousiaste de l'offre des États-Unis, le Parti unioniste (lié à la secte Khatmiyya) a adopté une position d'apaisement avec l'Égypte et était réticent à accepter des prêts étatsuniens. Ce double désaccord témoignait de l'incapacité de la bourgeoisie soudanaise à s'unifier, à travers ses partis politiques, sur des questions importantes.

L'offre des États-Unis s'est heurtée à une forte opposition populaire, dirigée par le Parti communiste et les syndicats en coopération tactique avec le Parti unioniste. Le parti Oumma craignait de perdre la majorité face à son partenaire au gouvernement et à l'escalade de l'opposition dans la rue, s'il imposait cet accord avec les États-Unis. Face à cette impasse, exacer-

bée par l'escalade du mouvement ouvrier et des rébellions dans le sud, le gouvernement, dirigé par Abdullah Khalil, secrétaire général du parti Oumma, a cédé le pouvoir à l'armée sous la direction du général Ibrahim Abboud le 17 novembre 1958, pour établir le premier régime militaire au Soudan après l'indépendance.

Il ne s'agissait pas tant d'un coup d'État militaire que d'un transfert volontaire du pouvoir à l'armée. Derrière la trahison des espoirs des masses soudanaises se cachaient les intérêts capitalistes directs des dirigeants des deux partis gouvernementaux. Sur le petit nombre de capitalistes alors au Soudan, quatre d'entre eux dirigeaient le parti Oumma : l'un est un capitaliste agricole, deux sont liés au commerce extérieur et le dernier est l'un des plus grands capitalistes industriels. Le Parti unioniste n'était pas non plus opposé à l'aide américaine en principe, mais tenait plutôt à ne pas irriter les autorités égyptiennes et était dirigé par un certain nombre de capitalistes de premier plan liés à l'Égypte. Le secteur le plus important de la bourgeoisie soudanaise était étroitement lié au marché capitaliste extérieur à son pays et, pour renforcer ce lien, il a sacrifié la démocratie à l'armée.

Abboud a adopté les prêts des États-Unis, a intensifié les combats dans le sud et s'est tourné contre le mouvement ouvrier, qui venait à peine de reprendre son souffle au lendemain de l'indépendance. Il a lancé la répression en dissolvant les syndicats, établissant la peine de mort pour fait de grève et emprisonnant un grand nombre de dirigeants ouvriers soumis à des simulacres de procès militaires.

La Révolution d'Octobre avortée

Toutefois, la répression n'a pas mis fin au mouvement ouvrier, puisque les grèves se sont poursuivies pour réclamer des salaires plus élevés, ne se limitant pas aux revendications économiques, mais s'étendant aux protestations contre la dissolution des syndicats et l'état d'urgence, ainsi qu'à la solidarité avec les détenus. Pendant les années Abboud, la classe ouvrière s'est appuyée sur l'élan de la révolution, aidée par une expansion significative de ses rangs, en particulier dans l'industrie qui avait connu un essor pendant l'ère coloniale.

En plus de cet élan, Abboud n'a pas réussi à régler la question du sud, et les défaites successives y ont enflammé la colère envers l'autorité militaire. Ces échecs ont contraint le régime à ouvrir la

question à la discussion au public, de sorte que les étudiants ont organisé des séminaires et des réunions de discussion, et bientôt les syndicats se sont tournés vers l'incitation directe à renverser le régime. Le 21 octobre 1964, les forces de sécurité sont intervenues pour disperser un symposium à l'Université de Khartoum, tuant l'étudiant Ahmed al-Qurashi et blessant un grand nombre d'étudiants. Le lendemain, les funérailles d'al-Qurashi ont eu lieu lors d'une manifestation massive, à laquelle se sont joints des salariés qui se sont organisés en « *Front des associations* ». Enfin, les syndicats dirigés par le Parti communiste déclarèrent une grève générale le 26 octobre, qui provoqua une paralysie complète de Khartoum et d'autres grandes villes, coupant même les lignes d'approvisionnement de l'armée dans le sud. En conséquence, Abboud et son conseil militaire ont été contraints de démissionner le 15 novembre.

La direction de la classe ouvrière dans la Révolution d'Octobre était incontestable. La bataille a été remportée par la grève politique générale, en dépit de son caractère modeste car 75 % de la population continuait à vivre dans le cadre des relations féodales, tribales et semi-féodales. Le développement inégal et combiné a donné à la classe ouvrière un poids politique supérieur à sa taille. En général, on peut dire que la classe ouvrière dans la Révolution d'Octobre a repris par sa lutte la voie démocratique que la bourgeoisie avait entravée par ses divisions et trahie en cédant le pouvoir à l'armée en 1958.

Mais alors que les partis bourgeois traditionnels sont restés à l'écart et ont observé la révolution depuis leur « *front des partis d'opposition* », ce sont eux qui ont pris le pouvoir après le renversement d'Abboud. La classe ouvrière n'avait pas le leadership nécessaire pour accéder au pouvoir politique, qui a été livré à ceux qui avaient trahi la démocratie auparavant. Le Parti communiste, qui dominait politiquement le mouvement ouvrier, n'a pas adopté une stratégie de prise de pouvoir par les travailleurs (il n'y a pas assez de place ici pour aborder cette question, et nous y reviendrons dans un autre article).

Après la chute d'Abboud, le nouveau gouvernement a été formé à partir des trois partis bourgeois, malheureusement avec la participation du Parti communiste qui s'est engagé dans un front avec eux, affaiblissant son indépendance politique en tant que représentant de la classe ouvrière. Le PC a remporté 11 sièges au Parlement. Il y a provoqué de nombreux

débats, se fondant sur les revendications et les slogans de la Révolution d'Octobre. Craignant que ces débats parlementaires aient un écho parmi les masses et conduisent à les remobiliser, la bourgeoisie n'est pas restée les bras croisés. Le 6 novembre 1966, ces partis bourgeois avec Front de la Charte islamique (les Frères musulmans à l'époque au Soudan) ont organisé une alliance pour expulser les députés du Parti communiste du parlement et l'interdire de la vie politique, modifiant la Constitution spécifiquement à cette fin. Au nom de la prétention de « *confronter l'athéisme* » ils ont lancé une campagne féroce contre le parti, ses organisations et son journal central, Al-Midan.

C'est en expulsant son parti politique du parlement et en l'interdisant que la bourgeoisie a remercié la classe ouvrière après avoir observé la révolution anxieuse de ses résultats possibles. La bourgeoisie soudanaise, comme toutes les autres bourgeoisies, surtout dans les pays sous-développés, voulait que la démocratie s'adapte à elle et ne la dérange pas avec les revendications sociales et économiques. C'est pour cela qu'elle a voulu dépouiller la classe ouvrière de son arme la plus importante, le parti politique, même si cela signifiait faire avorter la démocratie.

Mais si la bourgeoisie était unie contre le Parti communiste, cela ne signifiait pas qu'elle était unie sur toutes les autres questions. Pour cette classe, le renversement d'Abboud signifiait une opportunité de se partager le gâteau, ce qui générait des conflits qui paralysaient le pouvoir, divisaient le parlement, exacerbant les problèmes chroniques de la société soudanaise et dénaturait la démocratie. Au total, cinq gouvernements se sont succédé après la Révolution d'Octobre, dont aucun n'a duré plus de onze mois. À la lumière de cette impasse et de cette paralysie, l'armée est intervenue en mai 1969 par un nouveau coup d'État militaire, cette fois dirigé par Jaafar Nimeiry, et a imposé une dictature féroce.

Dictature ... avril 1985 ... dictature

Nimeiry a déclaré la dissolution de tous les partis politiques, suspendu la Constitution et imposé l'état d'urgence, criminalisé à nouveau les grèves et approuvé la peine de mort pour ceux qui les mènent. Il est vrai qu'il a ensuite aboli cette sanction, uniquement dans le but de fusionner les syndicats dans une fédération qu'il a fondée, à l'instar d'Abdel Nasser en

Égypte. Nimeiry a exercé une répression féroce contre les travailleurs, dont l'exemple le plus frappant est peut-être le déploiement des forces armées pour écraser les cheminots lors de leur grève à Atbara en juin 1981, interdire leur syndicat qui comprenait alors 45 000 travailleurs et supprimer leur statut de fonctionnaires. Les services de sécurité se sont considérablement développés au cours des années Nimeiry, notamment en raison de l'insurrection en cours dans le sud du pays.

Mais la répression n'a pas arrêté le mouvement ouvrier pour toujours, et il a ressurgi sous l'impulsion des professions libérales qui ont commencé à jouer un rôle de plus en plus important. Avec l'escalade des grèves des avocats et surtout des médecins, Nimeiry a déclaré la loi martiale le 30 avril 1984. Il ne savait pas qu'il avait rendez-vous avec la révolution l'année suivante. Les grèves et les manifestations de travailleurs se sont poursuivies tout au long de l'année et, le 3 avril 1985, une manifestation de 20 000 personnes dirigée par des médecins, des avocats, des ingénieurs et des employés de l'aviation a abouti à la formation d'une alliance d'organisations professionnelles et syndicales appelée « *Assemblée syndicale* ».

Le lendemain, 4 avril, la coalition a appelé à une grève générale à laquelle ont participé les cheminots, les travailleurs des services et de nombreuses industries. La grève a coupé l'électricité et perturbé le téléphone, les transports, la navigation aérienne et les marchés. La grève a même touché l'Agence de presse soudanaise et la Société de radio et de télévision (où un seul radiodiffuseur n'a pas participé à la grève). Il n'a fallu que deux jours pour renverser Nimeiry, le 6 avril 1985. Ce qui est perceptible ici, c'est le déplacement du centre de gravité du mouvement ouvrier des travailleurs de l'industrie et des transports, qui ont joué un rôle de premier plan dans les grèves de la révolution de 1964, aux professionnels qualifiés dans la révolution de 1985, qui reflète le changement dans la structure de la classe ouvrière au cours des deux décennies séparant les première et deuxième révolutions.

Mais, une fois de plus, les partis bourgeois traditionnels ont dominé le pouvoir dans l'ère post-Nimeiry. Le Parti communiste ne s'en souciait pas (sa seule objection était la participation du Front national islamique), car il visait à consolider une large alliance de classe dans laquelle la classe ouvrière serait un fidèle serviteur de la bourgeoisie, n'apprenant pas de ses erreurs dans la première révolution : le fait

Soudan

de ne pas préserver l'indépendance de la classe ouvrière et ne pas lui frayer un chemin vers le pouvoir à la place de la bourgeoisie, avait pourtant déjà freiné la révolution et dilapidé la démocratie.

Après la révolution d'avril, les gouvernements successifs n'ont pas réussi à s'entendre sur des solutions aux problèmes économiques chroniques et à la question du Sud. Ils se sont complètement soumis aux conditions du Fonds monétaire international et ont mis en œuvre un programme d'austérité sévère qui a déclenché de grandes manifestations en octobre 1987. La scène politique a été dominée par la corruption de ministres et de fonctionnaires par des hommes d'affaires et par de vifs désaccords sur le partage du pouvoir. La division entre les partis traditionnels est restée si aiguë que la coalition gouvernementale s'est effondrée deux fois en seulement trois mois en 1987. Le Soudan s'est ainsi retrouvé sans gouvernement entre août 1987 et mai 1988.

Ces gouvernements n'ont cherché à introduire aucune des réformes réclamées par la révolution. Même les services d'électricité et d'eau ont continué à se détériorer. Les masses ont fait face à cette détérioration des conditions par des grèves et des manifestations, qui se sont poursuivies jusqu'à ce qu'elles explosent en une vague majeure au milieu de 1988 pour protester contre le manque de pain et d'eau potable et la coupure d'électricité pendant de longues heures chaque jour. La Fédération des comptables a organisé une grève de 5 jours, les travailleurs agricoles ont également fait grève pendant 5 jours pour protester contre les bas salaires, et les employés de banque ont organisé des manifestations massives coordonnées avec 22 autres syndicats contre la privatisation de 76 entreprises publiques dont 4 banques.

Cependant, la confusion et la division des partis gouvernementaux traditionnels ont créé le climat qui a préparé le terrain au coup d'État d'Al-Bachir le 30 juin 1989, soutenu par le Front national islamique, pour barrer la route au mouvement ouvrier, qu'il craignait comme Nimeiry avant lui. L'un des premiers décrets d'Al-Bachir a été de dissoudre les syndicats et de confisquer leurs biens. Le régime d'Al-Bachir a aboli les syndicats légaux qui existaient déjà, les a remplacés par des syndicats à sa botte et il a nommé des conseils d'administration qui lui étaient fidèles. Puis, en 1992, il a promulgué une loi sur les syndicats qui criminalisait le droit de s'organiser ou d'adhérer à un syndicat dans une large liste de

métiers. Al-Bachir a fait de l'Agence de sécurité intérieure une force puissante et terrifiante et son régime a poursuivi les syndicats et emprisonné les dirigeants syndicaux dans ce qu'on appelait à l'époque des « *maisons fantômes* », où ils ont subi les tortures les plus atroces.

Al-Bachir et ses soldats... et la révolution

Face à la répression d'Al-Bachir, le Rassemblement national démocratique (RND), qui avait été un front des forces politiques d'opposition à l'époque de Nimeiry, a été relancé quelques mois après le coup d'État. En plus de 13 partis politiques, la participation des organisations ouvrières a été importante dans ce rassemblement puisque avec 65 syndicats l'ont rejoint.

Les longues décennies de répression infligée à la classe ouvrière avaient affaibli son organisation, mais son mouvement n'avait pas complètement disparu, car les conditions contre lesquelles il avait lutté dans le passé sont restées les mêmes et se sont même aggravées. Dans les années 1990, les secteurs professionnels ont commencé à bouger et les luttes se sont intensifiées en 1994 ainsi qu'en 1996 lorsque les médecins ont organisé une grande grève en avril.

Comme Nimeiry et les gouvernements d'après 1985, la politique économique d'Al-Bachir était fondée sur l'austérité, la suppression des subventions, la privatisation des biens de l'État et la chasse aux investissements venant du Golfe. Ces politiques ont exacerbé l'endettement du Soudan déjà énorme – la dette extérieure est passée de 3 milliards de dollars en 1978 à 9 milliards de dollars au moment du renversement de Nimeiry et elle a atteint 13 milliards de dollars immédiatement après le coup d'État d'Al-Bachir. Cela équivalait à un quart du PIB annuel.

Les choses se sont relativement stabilisées avec la découverte de gisements pétroliers au Soudan au début du millénaire, si bien que le Soudan a enregistré le premier excédent de sa balance commerciale en 1999-2000 avec une croissance économique de 6 %. La stabilité économique et l'augmentation des revenus pétroliers depuis 2000 ont attiré des capitaux étrangers d'Arabie saoudite, des pays du Golfe et d'Asie. Les investissements étrangers ont augmenté de façon spectaculaire, passant de 128 millions à 2,3 milliards de dollars en 2006. Les perspectives économiques de l'ère Al-Bachir étaient déjà som-

bres du fait de 20 ans de sanctions économiques. Si ce boom pétrolier a donné un répit de la crise économique chronique, ce répit s'est estompé avec la sécession du Soudan du Sud : le Soudan a alors perdu 75 % de sa production pétrolière, qui représentait entre 85 % et 93 % de ses exportations dans la première décennie du siècle.

Bien sûr, Al-Bachir a géré sa crise avec plus d'austérité et la recherche d'un accroissement des aides en échange d'un renforcement de son emprise sécuritaire et militaire. Par exemple, le budget 2018, dit « *budget faim* », allouait moins de 6 % au secteur de la santé, alors que les allocations de l'armée atteignaient 60 %.

Ces politiques ont incité les Soudanais à reprendre la lutte contre le régime Al-Bachir. Ils se sont soulevés en 2012 et 2013, mais sans succès face aux forces de sécurité du régime, qui ont fait d'innombrables morts et blessés. En réponse à la frustration de ces défaites, certains secteurs des masses ont repris leur souffle et ont recommencé, petit à petit, à protester contre les plans d'austérité. Au premier rang de celles-ci se trouvaient des segments de professions qualifiées qui poursuivaient leurs protestations. Après une grève majeure des médecins en 2016 qui s'est étendue à 65 hôpitaux à travers le Soudan le 9 octobre 2016, l'un des organes centraux de coordination du mouvement des médecins, le Comité central des médecins soudanais, s'est associé au Réseau des journalistes soudanais et à l'Alliance des Avocats démocrates pour former l'Association des professionnels soudanais. Cette dernière a ensuite inclus d'autres secteurs professionnels et a dirigé la première phase de la révolution de décembre 2018 qui a renversé Al-Bachir.

La révolution a éclaté contre les politiques économiques injustes d'Al-Bachir, sa dictature militaro-islamique et ses crimes répandus dans les nombreuses régions du Soudan – qu'il a pillées (au profit des militaires, des hommes d'affaires et des capitaux du Golfe) en pratiquant la persécution ethnique et religieuse de leurs populations. Al-Bachir est tombé en avril 2019 après plus de quatre mois de protestations continues et de grandes grèves qui ont paralysé des secteurs économiques vitaux du pays. L'Association des professionnels a joué le rôle dirigeant que les masses attendaient avec impatience pour mener leurs protestations. Après que les généraux de l'armée et les Forces de soutien rapide (qu'Al-Bachir a créées pour protéger son pouvoir et mener sa sale guerre au

Darfour) ont été contraints d'abandonner Al-Bachir, une série de négociations a commencé afin de parvenir à une formule de remise du pouvoir aux civils après une période de transition au cours de laquelle les dispositions nécessaires seraient prises.

Dans le même esprit qu'en 1964 et 1985, les partis bourgeois traditionnels ont cette fois aussi pris les devants, négociant au nom d'une révolution dans laquelle ils étaient à peine impliqués et concluant accord après accord dans des termes inéquitablement et sans aucune garantie de transfert du pouvoir. Ces partis, sous l'égide des « *Forces de la liberté et du changement* », se sont précipités pour s'asseoir avec les militaires à la table des négociations, afin de garantir leurs propres intérêts, ignorant les revendications de masse réclamées par la révolution et les massacres commis par les autorités entre-temps (par exemple le massacre du Commandement général en juin 2019 a entraîné la mort de pas moins de 110 martyrs, auxquels s'ajoutent les blessures, viols, arrestations et tortures d'innombrables manifestants).

Ces partis, complètement dépourvus de toute autorité dans le prétendu partenariat entre civils et militaires au sein du Conseil de transition, ont accepté leur rôle de façade pour le régime militaire et ont appelé les masses pour qu'elles arrêtent les manifestations et les grèves, afin de poursuivre leurs négociations avec les militaires sans être dérangés par des pressions d'en bas. Leur rôle pratique était de contenir la révolution.

Pendant ce temps, le rôle de direction et d'organisation du mouvement de masse sur le terrain s'est déplacé vers les Comités de résistance, qui ont été construits dans les districts des États et se sont répandus à très grande échelle, même dans des endroits inimaginables : les projets agricoles de Nahr Al Gash dans les districts de Kassala, à Zariba au Nord Kordofan et à Nirti dans le Jebel Marra. Les comités ont travaillé – et continuent toujours – pour coordonner et unifier les manifestations de masse. Ils sont intervenus pour contrôler de nombreux services, les organiser et les gérer dans certains cas. Ils distribuent des denrées alimentaires dans certaines zones. Plus important encore dans ce contexte, ils ont établi les meilleurs exemples de pratiques démocratiques de base dans la prise de décision et la formulation d'idées et de propositions politiques, ils ont placé les masses au cœur de l'équation politique et ont consti-

tué un rempart pour la résistance et la mobilisation contre le régime militaire. Ils disposent encore d'un plus grand potentiel révolutionnaire à libérer à l'avenir, en dépit d'énormes défis à relever.

Une autre histoire était possible... un autre avenir est encore possible

Ce récit des principales étapes des révolutions soudanaises présente une autre face de l'histoire de ce pays, en contraste avec l'image dominante d'un peuple affligé par un régime militaire et qui ne peut qu'être victime des luttes de pouvoir. Cette histoire parallèle est ce que les forces réactionnaires veulent anéantir, alors que les forces de la réforme bourgeoise veulent la déformer en ignorant le rôle dirigeant joué par des secteurs puissants de la classe ouvrière dans ces révolutions.

Pour en revenir à la question de l'inévitabilité de la défaite de la révolution au Soudan, cet article affirme que l'expérience du peuple soudanais prouve le contraire. Ce ne sont pas les défaites de la révolution qui sont inévitables. Ce qui est inévitable, c'est l'incapacité de la direction bourgeoise de la révolution à atteindre ne serait-ce qu'un minimum de démocratie stable. Le développement complexe de l'histoire du Soudan a imprégné cette classe de caractéristiques conservatrices et opportunistes, faisant d'elle un serviteur servile du capital étranger et un appendice impuissant du régime militaire.

Si la solution réformiste bourgeoise a été un échec des révolutions du passé, la révolution de décembre l'a encore démontré. Malgré le conflit aigu entre les deux camps de la contre-révolution militaire, la révolution de décembre n'est pas encore terminée.

Le projet politique de la réforme bourgeoise vise à obtenir une stabilité aussi grande que possible, aussi rapidement que possible, même si cela est fait de manière artificielle avec l'armée, afin de créer une atmosphère propice pour attirer les investissements et les financements étrangers (c'était le même objectif de l'armée et des Forces de soutien rapide avant qu'elles ne se retournent l'une contre l'autre). Abdalla Hamdoug était l'incarnation de ce projet. Cet éminent économiste n'a glorifié la révolution que dans la mesure où elle a permis de renverser al-Bachir, mais sa poursuite représentait une menace supplémentaire pour la stabilité qui était le but de son projet.

C'est pourquoi, lorsque les militaires l'ont renversé par un coup d'État le 25 octobre 2021, il n'a pas dit un mot pour inciter les masses à assiéger le pouvoir issu du coup d'État, et a même appelé au calme. Lorsqu'il est revenu au pouvoir grâce à l'immense pression de ces masses sur al-Burhan-Hemedti, il s'est retrouvé face à un dilemme peu enviable : la seule façon d'affronter alors les militaires était d'intensifier le mouvement populaire, mais c'est justement ce qui sapait son projet politique. Entre le marteau des militaires et l'enclume des masses, Hamdoug s'est résigné dans l'impuissance et l'humiliation, abandonnant la bataille à son paroxysme. Hamdoug et ses semblables sont soumis à la déclaration sarcastique de Lénine : « *Quand un libéral est insulté, il s'exclame "Dieu merci, ils ne m'ont pas frappé". Et quand il est frappé, il remercie Dieu de ne pas avoir été tué. Et quand il est tué, il remercie le ciel d'avoir délivré son âme d'un corps éphémère* ».

La victoire de la révolution au Soudan est étroitement liée au dépassement des intérêts du capital et à la présentation d'une direction alternative indépendante de ces intérêts pour ouvrir la voie à la démocratie. Cette direction alternative doit être celle de la classe ouvrière, qui s'est imposée sur le terrain lors des révolutions passées, mais n'a pas réussi à conquérir le pouvoir politique. La classe ouvrière ne manquait d'aucune des conditions « *objectives* » qui la qualifiaient pour cela, mais plutôt d'un parti politique organisé par le secteur le plus révolutionnaire en son sein et capable d'adopter une telle stratégie (ce qui est une condition « *subjective* » sine qua non dans ce processus et qui doit encore être remplie). Cela aurait donné des dimensions sociales radicales à la révolution et combinerait la bataille pour la démocratie à la lutte pour la justice sociale. Cela aurait ouvert la voie à ce que Léon Trotsky a appelé la « *maturation* » de la révolution démocratique en une révolution sociale globale. Sans cette « *maturité* », les révolutions du passé ont continué à osciller entre diverses directions bourgeoises qui ont bridé les énergies des masses pour empêcher que le cadre de leurs intérêts ne soit pas dépassé.

Il ne s'agit pas de se lamenter sur le passé, mais d'essayer de le comprendre et d'en tirer des stratégies pour l'avenir. Si dans le passé la classe ouvrière a exercé des capacités de lutte supérieures alors qu'elle était une minorité dans la société soudanaise, maintenant elle n'est plus une minorité. Il est possible que le tableau

Soudan

général de la classe ouvrière ait été considérablement compliqué par des décennies de guerre et d'immigration, et certainement par la privatisation qui a emporté les entreprises et les infrastructures étatiques et déplacé un grand nombre de travailleurs. Cependant, il existe encore des points de forte concentration de la main-d'œuvre. En effet, les statistiques entre 2010 et 2021 indiquent une expansion des rangs de la classe ouvrière dans les villes, par rapport aux paysans, par exemple. Alors que le pourcentage de l'emploi dans l'agriculture a diminué au cours de cette période de 45,6 % à 39,7 % de la population active totale, ce pourcentage a augmenté au cours de la même période dans l'industrie et les services de 54,4 % à 60,3 %.

Au cours des dernières années, les comités de résistance se sont emparés de l'étendard de la révolution et l'ont mené sur le terrain avec un héroïsme sans pareil lors d'étapes très difficiles. La révolution doit être basée sur le puissant pouvoir latent de la classe ouvrière. Et aujourd'hui, les comités de résistance fournissent encore un exemple impressionnant de constance dans la lutte sanglante entre les deux camps de la contre-révolution militaire, une lutte qui menace de noyer la révolution dans le sang. Ces comités font maintenant preuve d'une formidable capacité d'organisation basée sur les besoins urgents pendant ce conflit, distribuant de la nourriture, des secours médicaux, la protection civile et plus encore.

Malgré les grands défis, la révolution a encore d'autres rounds devant elle, et comme l'écrivaient les camarades socialistes révolutionnaires du mouvement soudanais Qiddam à propos de l'actuelle bataille entre l'armée et les Forces d'action rapide, « *quiconque sortira vainqueur de cette bataille – si elle ne se transforme pas en guerre civile – sera vaincu par les forces de la révolution (...). Les révolutionnaires doivent désormais se préparer à la désobéissance civile généralisée* ». Les comités de résistance, qui s'appuient sur les positions de la classe ouvrière et des formations militantes professionnelles et ouvrières, disposent d'une grande force pour préparer la prochaine vague de la révolution. ■

Note de lecture

Tu me rendais muette

« *Zao est un ancien colonisé de famille aisée, elle, une très jeune femme blanche d'un milieu pauvre. La rencontre a eu lieu en Asie dans l'empire colonial. Paris, où ils s'exilent, va devenir le décor de la décrépitude du couple. Face à un racisme "ordinaire", Zao perd son statut social et se mure. Sa femme rêve à la fois de liberté et de rentrer dans la norme, mais se confronte à une terrible misogynie.*

« *Obnubilés par leurs tragédies personnelles, les deux personnages avancent l'un contre l'autre, jusqu'à devenir l'enfer de leur partenaire. A travers le couple et à l'intersection des dynamiques de race, de classe et de genre, Myriam Dao propose une exploration des mutations qui traversent la société française au tournant des années 1950.* » (1)

De courts chapitres, une histoire dessinée aussi par des descriptions de photographies, les années cinquante en France, le racisme « ordinaire », la misogynie, une femme et un homme, la dégradation d'un couple, les asymétries recomposées, le poids des contraintes sociales intériorisées et les espérances...

Cholon. Un mariage

comme affront et déshonneur pour les familles. Myriam Dao fixe rapidement le « *volet exotique de la première partie de leur existence* ». L'histoire d'un couple, le défi des préjugés, la difficulté de s'insérer en métropole.

La grossesse, une naissance, deux jeunes gens « *non encore abimés par une vie de famille non désirée* », les regards et la hiérarchie sociale, l'attachement à l'enfant (l'espoir d'être une « *bonne mère* »), la confiance mutuelle absente, le regard des hom-

mes sur le corps de la femme, « *elle se sentait comme le poisson échappé du bocal* », lui en « *marge de la société française* ».

L'autrice mêle étroitement les ressentis de l'un et de l'autre. Le tourbillon du rêve de la réussite sociale, l'assimilation et la perte d'identité, « *dissolution de sa personnalité* », le racisme et les « *indigènes* », la perte d'attrait pour celui devenu l'époux, « *le père de sa fille. Un homme invisible* », la guerre entre les deux pays.

Les emplois sous-qualifiés, « *Se retrouver larbin dans des usines qui avaient exploité sa terre natale* », la cohabitation forcée, la fillette, les mots, « *Le masque que Zao se forçait à porter s'était envolé. Il était trop fragile, comme une feuille dans la brise* », la construction de la haine de soi, la mécanique de la mise à distance du monde blanc.

Le foyer, l'idée de travailler, des lettres entre époux-épouse, les grands rêves et les réalités, l'espérance du respect par la plume, les éclats de voix et les gestes violents, une nouvelle grossesse, le rejet de l'autre corps, « *tu ne me fais plus d'effet au lit. Rien. Je ne ressens plus rien, ta peau me dégoute* », les apparences, « *ils s'étaient retranchés, chacun dans son camp* »,

les commandements masculins.

Myriam Dao, par les formes choisies, par l'architecture des paragraphes et des pages, par le choix des mots, souligne les ressentis de la femme et de l'homme, la domination masculine, le corps sur lequel « *il tentait d'écrire sa vie* », et pour elle « *fuir la fatalité, réinventer sa vie* », l'homme de lettres, un autre jour, la trêve fut de courte durée, « *Il se sentait comme un pion sur un échiquier, ne maîtrisait plus le cours de sa vie* ».

Émancipation, pilule, Ton corps t'appartient. Le Planning familial, mais une certaine acceptation de « *la servitude imposée* », la société et la femme au foyer, « *Ses espoirs d'une autre vie, ce souhait viscéral de tout quitter, elle devait y renoncer, s'en détacher* ».

Les lieux historiques d'exhibition d'êtres humains, l'autre personne lui prodiguant des regards aimants, les rêves en français, le verbe phagocytter, le temps écoulé, les mots sur le réfrigérateur, le travail domestique et la femme qui l'assure invisible et à l'homme et aux filles, la vie pour les autres ou la vie à travers les autres. La banalité du tragique.

« *Me sentir piétinée par un homme qui se plaignait lui-même d'être considéré comme "citoyen de seconde zone", et lutta pour avoir les mêmes droits que les autres* ».

Didier Epsztajn

* Myriam Dao, *Zao, un mari*, Éditions Des femmes Antoinette Fouque, Paris 2023, 144 pages, 13 €

1. Extrait de la présentation des éditions Des Femmes.



La Chine dans la crise de la (dé)mondialisation

Entretien avec
Pierre Rousset*

Le monde qui a permis l'envol de l'économie chinoise et son expansion internationale n'est plus. Les tensions sino-étatsuniennes s'aiguisent sur fond de crise de la (dé)mondialisation marchande. À l'occasion de la réunion de l'Assemblée nationale populaire, Xi Jinping a confirmé son emprise sur les organes centraux du Parti communiste chinois, mais il doit faire face à une détérioration de l'économie. Il a rencontré « son meilleur ami » Vladimir Poutine à Moscou, s'engageant plus avant dans la crise eurasiatique, au risque de perdre pour une part sa mise en Europe. Derrière cet affichage diplomatique et un unanimité de façade, le régime est confronté à une situation problématique, tant sur le plan intérieur que sur le plan international.

● Comment perçois-tu le « moment présent » en Chine ?

Pierre Rousset : Une accélération déstabilisante des changements en cours tant sur le plan intérieur qu'international. L'Assemblée nationale populaire (ANP) s'est réunie pendant neuf jours, se terminant le lundi 13 mars. Deux points saillants sont à noter : Xi Jinping a été réélu pour un troisième mandat à la présidence de la République populaire, ce qui n'est évidemment pas une surprise, mais il l'a été à l'unanimité, et cela est inhabituel. Xi manifeste ainsi sa volonté de diriger le parti, l'armée et l'État sans partage. Ensuite, l'ANP a approuvé un objectif de croissance de 5 % pour l'année à venir. C'est très bas (sans certitude de l'atteindre) et signifie une augmentation du chômage et des inégalités sociales. En interne, le régime doit reprendre la main alors que le pays traverse une crise dont les causes sont profondes.

Sur le plan international, les signaux sont contradictoires. La confrontation géostratégique entre Washington et Pékin se durcit, mais pour le grand capital transnational, les affaires doivent continuer sans



entraves, comme en témoigne la visite de Tim Cook, dirigeant d'Apple, à Pékin – où il a été reçu avec tous les honneurs. Cette visite est d'autant plus significative que, l'an dernier, la firme a payé très cher les « ratés » meurtriers de la politique Covid de Xi Jinping et qu'elle tente de réduire sa dépendance en délocalisant une partie de sa production. Mais l'importance du marché chinois ne peut être ignorée, pas plus que les avantages l'écosystème économique qu'offre la Chine aux investisseurs.

La guerre poutinienne en Ukraine et le recentrage asiatique des États-Unis ont placé le régime chinois devant des choix difficiles. La récente visite de Xi Jinping à Moscou sanctionne un glissement significatif de son positionnement dans la géopolitique mondiale des conflits et tensions militaires. Elle nous permet de (tenter de) faire le point des rapports russo-chinois et de leur impact en Eurasie, notamment. Le conflit géostratégique entre la Chine, puissance montante, et les États-Unis, puissance établie, est entré dans une nouvelle phase, critique.

Le développement économique de la Chine et son envol international sont intrinsèquement liés à la place qu'elle a occupée dans la division internationale du tra-

vail et la mondialisation néolibérale. Ce temps est révolu. Nous sommes passés de la crise de la mondialisation marchande à l'insoluble crise de la démondialisation capitaliste.

Disons donc que le « moment présent » du Parti communiste chinois (PCP), puisque c'est son comité permanent du bureau politique (sous l'étroit contrôle de Xi) qui décide de tout, est... indécis.

Des conséquences planétaires de cette situation sont malheureusement claires, telles l'aggravation brutale de la crise climatique ou la militarisation croissante du monde.

● Que nous dit la visite de Xi Jinping à Moscou ?

Pierre Rousset : La question s'était posée l'an dernier de savoir si l'invasion de l'Ukraine était le prélude à une attaque chinoise sur Taiwan – une véritable alliance sino-russe avec l'ouverture de deux fronts

* Pierre Rousset dirigeant de longue date de la IV^e Internationale, militant du Nouveau parti anticapitaliste (NPA, France), a participé à la fondation et a dirigé l'Institut international de recherches et de formation (IIRE-IIRF) d'Amsterdam. Il anime l'association Europe solidaire sans frontières (ESSF). Cet entretien a d'abord été publié le 29 mars 2023 par ESSF : <https://www.europe-solidaire.org/spip.php?article66170>

à l'ouest et à l'est de l'Eurasie, prenant à contre-pied les pays de l'OTAN alors politiquement divisés et militairement impréparés. Ce ne fut pas le cas et l'on peut dire avec le recul que Pékin n'était pas en mesure de tenter l'aventure taïwanaise, et ce pour de multiples raisons. Xi ne pouvait pas, mais probablement ne voulait pas non plus d'une guerre risquant d'impliquer frontalement les États-Unis.

En s'inscrivant dans la durée, le conflit ukrainien a mis en danger les intérêts politico-économiques chinois en Europe et plus généralement en Occident. Ce n'est pas un détail. Or, tout « *grand frère* » qu'il est, Xi Jinping n'a pas pu influencer le cours de la guerre poutine. Un an plus tard, il se rend à Moscou et met en scène leur indéfectible amitié, malgré de nombreuses pommes de discorde et rivalités qui l'entachent. En ce « *moment présent* », il s'agit tout d'abord d'un geste assez spectaculaire de soutien à Poutine, peu après l'émission d'un mandat d'arrêt à l'encontre de ce dernier par la Cour pénale internationale de justice l'accusant de crimes de guerre pour « *déportation illégale* » d'enfants ukrainiens. Nous sommes « *les meilleurs amis* » ont-ils conjointement proclamé.

En février 2022, l'invasion de l'Ukraine par la Russie a placé la Chine en porte-à-faux. Pékin n'a jamais condamné Moscou pour l'invasion de l'Ukraine, mais, comme toutes les capitales, la direction du PCC a pris le temps d'observer l'évolution de la situation et s'en est inquiétée. Le bilan était sévère : échec de « *l'opération spéciale* » face à la résistance nationale ukrainienne, extrême brutalité des forces d'occupation (y compris contre des populations russo-phones), revitalisation de l'OTAN paralysée depuis la débâcle afghane, retour des États-Unis sur la scène européenne...

De l'aveu même de Poutine, la pression (potentielle et non immédiate) de l'OTAN n'était pas la seule justification de l'invasion : il déniait le droit à l'existence de ce pays et voulait restaurer les frontières de l'Empire tsariste ou de l'URSS stalinienne (un objectif qui inquiète d'autres pays d'Europe orientale). Ce faisant, il brisait le credo officiel de Pékin concernant le respect des frontières internationales, alors que le recours récurrent à la menace nucléaire violait l'un des tabous majeurs de la diplomatie chinoise...

Pékin avait considérablement investi économiquement et diplomatiquement en Ukraine, en Europe orientale et occidentale, tissant un vaste réseau d'influence. Une pièce maîtresse de ses « *nouvelles routes de la soie* ». Il risquait donc très gros. Xi ne

voulait alors ni rompre avec la Russie ni perdre sa mise. D'où la prudence de son positionnement, y compris à l'ONU, sur la crise ukrainienne.

Le voyage de Xirompt avec la prudence antérieure. Il reflète effectivement un ajustement significatif des priorités du Parti communiste chinois (PCC), même s'il cherche évidemment, aujourd'hui encore, à limiter en Europe le coût de son appui à la Russie (avec l'aide, espère-t-il, des chefs d'État allemand et français). À la suite du durcissement de la confrontation avec Washington, ses priorités géostratégiques sont dorénavant situées en Asie : la mer de Chine du Sud et Taïwan, le Pacifique... Or, de ce point de vue, la poursuite de la guerre en Ukraine est devenue pour le régime chinois une bonne chose : elle sert d'abcès de fixation – plus Washington dédiera d'armements, de finances et de troupes au front européen et plus il devra limiter l'ampleur de son repositionnement dans la zone indopacifique.

● **Comment qualifier les relations sino-russes ?**

Pierre Rousset : Xi Jinping et Vladimir Poutine ont signé une « *déclaration conjointe sur l'approfondissement du partenariat de coordination stratégique globale de l'ère nouvelle* ». Les mots importants me semblent être ici « *globale* » et « *ère* » (nouvelle) qui sanctionnent une alliance dite « *sans limite* ». Cette formule (« *sans limite* ») avait déjà été utilisée peu avant l'invasion de l'Ukraine, puis était tombée plus ou moins en désuétude. La voilà, en force. Elle signe effectivement, il me semble, la formalisation d'un bloc sino-russe à vocation stratégique plus consistant qu'il ne l'a été jusqu'à aujourd'hui, mais toujours aussi inégalitaire.

La relation sino-russe est très asymétrique et les deux pays ne sont pas sur un pied d'égalité, tant s'en faut. C'est une évidence. Durant son séjour moscovite, Xi s'est comporté en Empereur bienveillant et Poutine en vassal obséquieux. Je voudrais seulement nuancer cette évidence en notant que le PCC a besoin de ce partenariat. Son cauchemar est de se retrouver militairement seul face aux États-Unis. Il lui faut un allié qui compte sur ce terrain et il n'y a pas d'autre choix possible que la Russie.

Il ne veut pas non plus être confronté à de nouveaux gouvernements hostiles à ses frontières. Quoi qu'il pense de Poutine (ou de Kim Jong-un en Corée du Nord), Xi ne peut prendre le risque de voir son régime s'effondrer. Il a ainsi apporté un soutien appuyé à Poutine pour sa réélection à la

présidentielle de 2024 ! De quoi booster un peu la crédibilité diplomatique de l'hôte du Kremlin, qui en a bien besoin. Xi invite Poutine à des rencontres internationales en Chine qui lui permettront de prendre langue (sous patronage chinois) avec bon nombre de chefs d'État, sans risquer d'être inquiété par la Cour pénale internationale.

S'il y a un sujet sur lequel Xi Jinping est sourcilieux, c'est bien le nucléaire militaire. Or, Vladimir Poutine vient d'annoncer qu'il allait déployer des armes nucléaires « *tactiques* » en Biélorussie et y construire un dépôt d'armement nucléaire... Une nouvelle provocation vis-à-vis de l'Occident, mais aussi de son ami Xi.

● **Qu'en est-il sur le terrain économique ?**

Pierre Rousset : Les économies chinoise et russe sont par bien des aspects complémentaires, la Chine exportant des biens ou des capitaux et important des produits du sous-sol sibérien, dont évidemment le pétrole et le gaz à bas prix, que la réduction des importations occidentales a « *libéré* ». La Chine est maintenant le premier partenaire commercial de la Russie, qui n'est, pour sa part, que le onzième partenaire de Pékin (cependant, ses exportations sont en augmentation significative depuis 2022). Un cas exemplaire d'échange inégal. Néanmoins, encore une fois, Pékin a besoin de la Russie, dans le domaine de l'énergie, ou de minéraux, notamment. Xi Jinping semble d'ailleurs ne pas vouloir mettre toutes ses cartes entre les mains russes. Il se tourne vers le pétrole moyen-oriental – l'Arabie saoudite et l'Iran – afin d'éviter de trop dépendre de la manne russe.

Pour comprendre l'importance du « *partenariat* » avec la Russie, du point de vue de Pékin, il faut tenir compte de leur proximité et de leur complémentarité géographique. Proximité : ces deux pays partagent une frontière commune, ce qui permet des échanges sécurisés, une assurance au cas où le commerce international serait perturbé par une crise géopolitique (ou sanitaire). Complémentarité : la Chine est excentrée en Eurasie. Avec la Russie, elle pèse dans l'ensemble du continent. À l'ouest, mais aussi au nord. Elle n'est pas riveraine des mers arctiques. La Russie, puissance sibérienne, devrait lui permettre de s'engager dans la compétition (féroce) pour le Grand Nord qu'annonce le changement climatique, avec le dégel des régions polaires et de leurs voies maritimes.

Le bloc sino-russe reste, ceci dit, conflictuel. Poutine rêve de restaurer les frontières de l'Empire tsariste ou de

l'URSS stalinienne. C'est cependant l'influence chinoise qui s'affirme en Asie centrale, dans des pays qui font précisément partie de ce périmètre historique. C'est une région d'importance majeure tant pour ses ressources que pour sa situation géographique : elle occupe une place charnière entre la Sibérie, le Moyen-Orient, l'Asie du Sud et la Chine – le passage obligé d'axes de communications économiques ou militaires. À l'occasion de son séjour à Moscou, Xi Jinping a annoncé l'organisation prochaine d'un sommet Chine-Asie centrale auquel sont conviés le Kazakhstan, le Kirghizstan, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan. Voilà la Russie marginalisée, le prix que Moscou doit payer pour le soutien chinois. Gageons que cela ne sera pas le seul. Le gros de l'armée russe est concentré à l'ouest et cela convient très bien à Pékin qui a aussi quelques comptes territoriaux à régler avec son « meilleur ami » en Asie du Nord-Est.

● La Chine, médiatrice dans le conflit ukrainien ?

Pierre Rousset : La Chine n'est pas une tierce puissance, neutre, offrant ses bons offices pour négocier une solution politique à la crise ukrainienne. Non seulement elle apporte un soutien décisif à Moscou, mais elle est aussi partie prenante du conflit géostratégique qui se joue en Eurasie autour de cette guerre et ne le cache pas. Le plan en 12 points présenté par Xi Jinping est conforme à cet état des choses. Il défend le principe du respect des frontières internationales, de l'ordre onusien, mais ne dit pas que Moscou l'a violé. De fait, il ne contient aucune exigence précise adressée à la Russie – et c'est pourquoi Poutine a pu clamer son accord avec ce plan. Les médias officiels chinois reproduisent fidèlement le narratif russe concernant les causes de la guerre : un acte d'autodéfense face à l'OTAN. Elles ont aussi publié une longue note du ministère des Affaires étrangères affirmant : « qu'il y ait une crise en Ukraine ou non, les dirigeants chinois et russes maintiendront des échanges et des visites (...). Les États-Unis veulent intensifier la tension dans le détroit de Taïwan (...). Le seul qui puisse résoudre le problème [ukrainien] est celui qui l'a créé. La clé de la résolution de la crise ukrainienne n'est pas dans les mains de la Chine, mais dans les mains des États-Unis et de l'Occident. » (cité par Frédéric Lemaire et Nicolas Ruisseau dans *le Monde* du 22 mars 2023). Il y a des façons plus convaincantes de se présenter en médiateur...

Le plan en 12 points a surtout une fonction politique et diplomatique. En ce domaine, il est probablement efficace. Il y a vingt ans, en 2003, les États-Unis (et leurs alliés) ont envahi l'Irak pour mettre à bas le régime de Saddam Hussein en violant allègrement le droit international, sur la base de fausses accusations et d'une manipulation grossière de l'opinion publique mondiale. L'Irak paie encore le prix de cette sale guerre. Ce faisant, George W. Bush a réduit à néant le crédit légaliste et démocratique dont se parait le gouvernement étatsunien. Moscou et Pékin bénéficient aujourd'hui de cette perte de crédit.

● La question d'un cessez-le-feu se pose néanmoins...

Pierre Rousset : Le coût payé par la population ukrainienne dans cette guerre est proprement angoissant, et j'angoisse, mais un cessez-le-feu ne se décrète pas de l'extérieur. Il intervient quand les parties belligères jugent qu'elles en ont besoin. Ce n'est pas le cas de Poutine qui prépare l'offensive de printemps, pas une trêve, à la condition évidemment qu'il ait suffisamment d'armement pour ce faire (affaire à suivre). Cela n'est pas non plus le cas de Zelensky, semble-t-il. Le froid hivernal n'a pas eu raison de la population ukrainienne, malgré la terrible campagne de bombardements russes. Kyïv espère qu'un renforcement de l'aide militaire occidentale en quantité et en qualité permettra de prendre l'initiative sur plusieurs fronts clefs dans les mois qui viennent.

Donner la main aux grandes puissances pour définir les conditions d'une trêve tourne généralement mal. C'est ce qui a été fait en 1954 concernant le Vietnam. Les élections promises, que le Vietminh aurait gagnées, n'ont pas eu lieu et les États-Unis ont pris le relais de la France, l'escalade militaire étatsunienne aboutissant à une guerre totale, sans équivalent, je crois, par son caractère dévastateur. La situation en Asie du Nord-Est montre aussi à quoi peut conduire une situation de trêve sans signature d'une paix durable : l'état de crise nucléaire le plus aigu au monde.

En ce qui nous concerne, je pense que l'essentiel est d'écouter ce que nous demandent les composantes de la gauche ukrainienne et de faire tout ce que nous pouvons pour agir en conséquence dans la solidarité internationale. Pour l'heure, le message est qu'il faut infliger une défaite majeure à l'armée russe, pour ouvrir une perspective de paix durable. Ce n'est pas à nous de bâtir des plans de paix.

● Comment caractériser le conflit entre

les États-Unis et la Chine ?

Pierre Rousset : Une puissance établie, les États-Unis, est confrontée à une nouvelle puissance montante, la Chine, au point que ce face-à-face inter-impérialiste constitue dorénavant un élément structurant de la situation géostratégique mondiale. Un cas de figure classique, mais sur un arrière-plan qui ne l'est pas du tout...

● Une « nouvelle guerre froide » ?

Pierre Rousset : J'allais expliquer en quoi l'arrière-plan du conflit Pékin-Washington n'est pas « classique » – et pourquoi la formule de « nouvelle guerre froide » me semble trompeuse. À l'époque de ladite guerre froide, le degré d'interdépendance économique entre les blocs Est-Ouest était minimal. Elle est très étroite aujourd'hui. Le contexte mondial est radicalement différent de ce qu'il était il y a un demi-siècle et nous ne pouvons rien comprendre à la situation présente sans en tenir compte. Pour ce faire, il vaut mieux éviter de recourir aux mêmes termes.

Avant d'y revenir, je voudrais noter qu'à l'époque de la confrontation entre les « blocs » Est-Ouest, la formule de « guerre froide » reflétait un étroit point de vue européen. La guerre n'avait en effet rien de « froide » en Asie, débouchant sur l'escalade étatsunienne en Indochine. Ironie de la situation, on invoque aujourd'hui la « nouvelle guerre froide »... alors même que l'Europe est le théâtre, en son cœur, du plus violent conflit militaire depuis 1945. Une guerre engagée avec les moyens d'une grande puissance (la Russie), à la différence des conflits qui ont déchiré les Balkans.

Il est inévitable que les médias, experts et politologues mainstream parlent aujourd'hui de nouvelle guerre froide, mais ce n'est pas une raison pour faire de même. Les mots ont de l'importance et véhiculent des présupposés qui peuvent contribuer à oblitérer la réalité. La formule « guerre froide » a une forte charge mentale qui invite à une interprétation géopolitique très datée. Cela est d'autant plus problématique que beaucoup de courants de gauche continuent de se ranger, plus ou moins franchement, du côté de, voire derrière, la Russie et la Chine, au nom du combat contre les États-Unis. L'imaginaire de la guerre froide leur convient donc parfaitement. Comme, symétriquement, il convient parfaitement à Joe Biden et à des courants qui prônent l'alignement sur Washington au nom des « valeurs démocratiques occidentales ».

Il ne suffit pas d'expliquer, dans les textes, la différence entre les périodes ou la complexité des situations géostratégiques

Chine

contemporaines. Il faut aussi choisir un vocabulaire plus adéquat.

● À savoir ?

Pierre Rousset : Conflit inter-impérialiste : c'est bien de cela qu'il s'agit et le dire rend la différence avec le « modèle » géopolitique passé immédiatement perceptible. Nous avons pour arrière-plan l'héritage de la mondialisation néolibérale, c'est-à-dire un degré inédit d'intégration du marché mondial au sein duquel la Chine a occupé une place nodale. Pékin et Washington sont aujourd'hui engagés dans une confrontation géostratégique qui s'étend à tous domaines : militaire, systèmes d'alliances, sanctions économiques, développement de technologies alternatives, contrôle des fournitures en ressources rares... Il s'agit bien de reconstituer des « camps », mais cette dynamique politique se heurte aux réalités économiques. Ces deux pays sont liés l'un à l'autre par de multiples biais et, ce qui est peut-être encore plus important, tous deux sont dépendants d'une organisation mondiale de la production qui rend très difficile une relocalisation massive et rapide, notamment vers leurs pays d'origine, d'entreprises clefs dans le cadre d'une économie mondiale de guerre (plus ou moins froide, plus ou moins chaude).

La désindustrialisation de l'Occident s'avère fort compliquée à surmonter. Bien que cette désindustrialisation se soit faite avant tout au profit de la Chine, celle-ci n'est pas pour autant autosuffisante. L'exemple du secteur des semi-conducteurs est symptomatique. On en trouve presque partout. Qui produit les circuits intégrés de très haute catégorie détient un avantage décisif, notamment en matière militaire. Les licences concernant les semi-conducteurs sont généralement étatsuniennes, mais leur fabrication est basée en Asie : Taïwan, Corée du Sud... (un peu les Pays-Bas) – des pays géographiquement vulnérables face à leur voisin chinois. Pékin consacre des fonds considérables à la recherche en ce domaine, mais rattraper son retard n'est pas gagné d'avance. Joe Biden a fait adopter un budget mammoth pour implanter un centre de production aux États-Unis avec l'aide d'une firme taïwanaise, TSMC. Bien rares sont en effet les firmes possédant la technologie et le savoir-faire pour graver des micropuces ultra miniaturisées.

Les relocalisations se heurtent à de nombreux obstacles. On le voit avec Apple – l'Inde ne remplace pas la Chine – quant à produire aux États-Unis même... L'administration Biden place aujourd'hui les firmes qui comptent devant un choix binaï-

re : vous recevrez une aide massive pour assurer vos relocalisations aux États-Unis à la condition que vous sortiez du marché chinois. Vous ne pourrez pas avoir le beurre et l'argent du beurre... Ce bras de fer aléatoire illustre à quel point nous ne vivons plus au temps de la « guerre froide » !

Et que valent des relocalisations si les chaînes de production, lesdites chaînes de valeur, restent mondialisées comme elles le sont actuellement. Leur rupture, que ce soit pour raison de crise sanitaire ou géopolitique, a des effets immédiats. Un produit fini comme une voiture contient un très grand nombre de composants provenant de multiples pays. Si l'un manque et n'est pas remplaçable, la production s'arrête. La crise du Covid-19 l'a montré. Il en va de même pour l'industrie militaire.

Le choix de la mondialisation a permis au capital de se déployer presque sans entrave sur le plan international, pour optimiser ses profits, assurer sa domination, organiser en conséquence les chaînes de production. Et voilà que maintenant, les principaux États impérialistes veulent réactiver les frontières, voire en rajouter. C'est une situation inédite et très contradictoire.

Il y aurait bien une alternative à la crise de la démondialisation capitaliste : une politique de régionalisation au profit des populations et de la lutte contre la crise climatique (avec, notamment, la réduction conséquente des transports). Il faut populariser cette alternative, mais les forces sociales à même de l'imposer restent à construire...

La crise de la démondialisation capitaliste est là pour durer. Ses conséquences pour la Chine sont majeures. C'est l'une des principales raisons pour lesquelles le régime chinois ne peut espérer retrouver les conditions qui ont précédemment assuré sa centralité au sein du marché mondial et son envol géopolitique.

● Quelles sont les autres conditions ?

Pierre Rousset : J'en mentionnerai ici deux.

Ce n'est pas Xi Jinping qui a créé les pré-conditions intérieures de l'envol chinois. Il fallait d'abord que le pays soit indépendant, doté d'une population et d'un salariat éduqué, d'une première base industrielle propre. Cela, c'est l'héritage de la révolution de 1949 (on aurait tendance à l'oublier, vu les convulsions dans lesquelles le régime maoïste a sombré). C'est ensuite sous Deng Xiaoping que l'aile marchante de la bureaucratie chinoise a réussi à piloter une (contre) révolution bourgeoise, la formation d'une nouvelle bourgeoisie

composite alliant (notamment par les réseaux familiaux) capital bureaucratique et capital privé. Enfin, c'est sous Jiang Zemin et Hu Jintao que l'insertion dans le marché mondial s'est consolidée. Xi Jinping a fait preuve de beaucoup d'ingratitude quand il a publiquement humilié Hu Jintao lors du dernier congrès de PCC.

Sur le plan international, Xi Jinping a bénéficié d'une fenêtre de tir inespérée : l'impotence prolongée des États-Unis en Asie-Pacifique. Embourbé au Moyen-Orient, Obama n'a pas pu faire basculer le pivot du dispositif étatsunien en Asie-Pacifique. Erratique, Trump a inquiété les alliés traditionnels des États-Unis et laissé largement le champ libre à Pékin, y compris sur le plan économique, tout en initiant la politique des sanctions. Il a fallu attendre Joe Biden pour que, dans la foulée de la débâcle afghane, il réussisse à reprendre l'initiative dans cette partie du monde. Entre-temps, Pékin avait militarisé la mer de Chine du Sud, à son profit et aux dépens des autres pays riverains.

● L'expansion internationale de la Chine se poursuit néanmoins...

Pierre Rousset : Oui, notamment en Amérique latine, au Moyen-Orient, en Afrique du Nord et en Afrique subsaharienne. Avoir patronné un rapprochement entre l'Arabie saoudite et l'Iran est un indéniable succès qui n'a pas dû faire plaisir à Washington ! En revanche, Pékin a subi des revers dans le Pacifique sud et en Asie orientale, à savoir dans son périmètre d'influence de proximité et sa zone de sécurité immédiate. C'est assez paradoxal. Ces revers signent le retour des États-Unis dans la région, mais ils sont aussi dus à la politique de Xi Jinping lui-même. Il a piétiné les droits des pays riverains de la mer de Chine du Sud pensant que ces derniers seraient économiquement trop dépendants des investissements, des financements et du marché chinois pour se rebiffer. Il a trop tiré sur la corde.

Plus généralement, la nouvelle géopolitique de conflit imprime sa marque. Le Premier ministre japonais, Fumio Kishida, s'est rendu à Kyïv au moment où Xi Jinping était à Moscou. Ce n'est pas un simple acte d'obédience à l'égard de Washington, il a son propre agenda : affirmer le poids du Japon dans le concert des grandes puissances, achever la reconstitution d'une armée d'intervention, en finir avec la culture pacifiste toujours prégnante au sein de la population nipponne et militariser le régime, défendre les intérêts propres de son impérialisme dans le Nord-Est

asiatique (la péninsule coréenne, des revendications territoriales...). Abrisant les principales bases américaines à l'étranger, à Okinawa pour l'essentiel, en se rendant en Ukraine il envoie aussi un message à la Chine concernant Taïwan.

On retrouve ici la même tension entre la dynamique géostratégique et les interdépendances économiques, en l'occurrence très fortes : la Chine était (en 2019) le deuxième partenaire commercial du Japon, à quasi-égalité avec les États-Unis. Pour la Chine, le Japon demeurait le premier investisseur étranger, hors monde chinois, et le troisième récipiendaire des exportations chinoises, derrière les États-Unis et l'Union européenne.

Après le retour au pouvoir du clan Marcos, Manille a doublé le nombre de ports que la Navale étatsunienne aura le droit d'utiliser. Les Philippines pourront probablement stocker des munitions dont les conflits contemporains font un usage effréné.

La Chine semblait maître du jeu militaire dans sa périphérie immédiate, la conquête de Taïwan mise à part, mais la configuration des forces se rééquilibre progressivement, partiellement du moins.

On risque de se retrouver en mer de Chine du Sud dans une dangereuse situation prolongée de « *ni guerre ni paix* », avec des pics de tensions militaires, économiques (blocus), diplomatiques.

Le matériel militaire chinois reste pour une part d'origine russe. Pékin observe avec attention les performances de l'armée d'occupation en Ukraine, comparées à l'effectivité de l'appui étatsunien aux forces ukrainiennes. Xi Jinping a quelque souci à se faire. La qualité de l'armement russe apparaît bien inférieure à sa réputation. En revanche, la qualité de l'information fournie par le Pentagone à l'état-major ukrainien explique notamment la précision avec laquelle il a pu cibler ses opérations. Certes, le complexe militaro-industriel chinois est mobilisé à plein régime et modernise son arsenal, développe ses propres technologies, mais on ne les a pas encore vues à l'œuvre. Pékin semble toujours dépendre en certains domaines de la Russie et a décidé de coopérer avec Moscou sur ce terrain lors de la visite de Xi Jinping.

● **Pékin défend-il un monde multipolaire ?**

Pierre Rousset : C'est ce qu'il dit, d'une voix, mais elle a plusieurs sens. Xi Jinping n'a pas fait mystère de ses ambitions hégémoniques, opposant deux modèles

de civilisation à l'échelle planétaire, la Chine devant retrouver sa centralité et l'histoire retrouver son cours naturel après une parenthèse occidentale. « *Le XXI^e siècle sera chinois* » a-t-il clamé.

Dans une certaine mesure, le monde est aujourd'hui multipolaire. L'hégémonie des États-Unis des lendemains de la Seconde Guerre mondiale n'est plus. De l'Inde au Qatar, de la Turquie au Brésil, chaque État a la latitude de défendre les intérêts (d'une partie) de ses classes dominantes (à moins d'être plongé dans une crise de régime qui le paralyse). Ainsi, les États-Unis et la Chine ont du mal à constituer un bloc d'alliance unique réunissant leurs alliés.

La marche vers l'Orient de l'OTAN a été interrompue par la débâcle afghane. Certes, en juin 2022, pour la première fois, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, la Corée du Sud et le Japon ont été invités à assister au sommet de l'Organisation où la Chine a été explicitement désignée comme une menace pour la sécurité collective commune. De fait, les mandats dont s'est dotée l'OTAN lui permettraient d'intervenir partout où elle jugerait la « sécurité » de ses membres en cause.

Cependant, pour l'heure, Joe Biden doit activer dans la région Asie-Pacifique divers accords politico-militaires ad hoc, susceptibles d'accommoder les exigences de chacun : le Quad (Dialogue quadrilatéral pour la sécurité) avec l'Australie, l'Inde et le Japon... ou Aukus, acronyme anglais pour Australie, Royaume-Uni, États-Unis.

La Chine active des réseaux comme celui des BRICS, l'acronyme anglais pour Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud. Je vois mal cependant les BRICS devenir une alliance militaire, même si le Brésil fait actuellement les yeux doux à Pékin. Il en va de même des réseaux de coopération économique en Asie-Pacifique où se retrouvent des États (européens, par exemple) engagés auprès des États-Unis.

Ma « lecture » diffère ici d'analyses progressistes qui jugent que le réalignement de forces (États ou grandes entreprises économiques) autour de Washington ou Pékin se produit à un rythme accéléré. Je perçois plutôt un lent déchirement qui pourrait ne jamais s'achever. Ceci étant dit pour alimenter la réflexion et la discussion entre nous...

Rien de lent, cependant, dans l'impact planétaire des tensions sino-étatsuniennes. Il est déjà considérable : militarisation du monde, accélération de la crise climatique... C'est à cette dynamique de militarisation qu'il faut s'attaquer, et on ne le fera

pas en se rangeant derrière l'un ou l'autre des protagonistes – avec les États-Unis parce que le pouvoir chinois est autocratique, ou avec la Chine parce qu'elle ne porte pas la responsabilité historique de l'ordre impérial défendu par les pays de l'OTAN...

En se rangeant derrière l'une des puissances, on se retrouve prisonnier de cette dynamique de militarisation du monde et on risque d'être conduit à abandonner à leur sort des populations victimes d'un ordre impérial ou de l'autre : les Palestiniens victimes du soutien accordé par les États-Unis à Israël, les Syriens victimes du soutien de la Russie au régime Assad, les Birmanes victimes du soutien chinois à la junte militaire...

Notre « *angle de vue* » est la défense des droits des peuples (inclus le droit à l'autodétermination) – ainsi que partout la défense des droits fondamentaux humains, sociaux. La défense des droits n'est pas une « *valeur occidentale* ». Nous avons connu les pires régimes en Occident, tel le nazisme, et ces droits chèrement acquis sont aujourd'hui attaqués de la France à l'Italie jusqu'aux États-Unis.

Ne doit-on pas lutter pour les droits des travailleur·es, les libertés associatives et syndicales, le droit des femmes partout dans le monde ? Pour les droits des immigré·es, la liberté de circulation ou d'expression, le droit de vote à des élections qui ont un sens ? Le droit à choisir sa sexualité, son identité, à contrôler son corps, à l'avortement ?

L'analyse géopolitique du présent ne doit pas servir à relativiser le combat pour les droits ou à occulter l'origine des conflits, tels l'invasion de l'Ukraine par la Russie, l'écrasement militaire d'un vaste mouvement de désobéissance civique en Birmanie, l'invasion de l'Irak par une coalition sous hégémonie étatsunienne... Il ne faut pas non plus oublier que des Taïwanais·es vivent à Taïwan et qu'elles et ils ont le droit de décider librement de leur avenir, sans être soumis à des menaces militaires récurrentes, à des mesures de rétorsion économique, à des opérations de manipulation de l'opinion.

N'est-ce pas cela l'internationalisme ?

● **La guerre inter-impérialiste est-elle inévitable ?**

Pierre Rousset : Qui suis-je pour répondre à une telle question ! Je vais quand même donner mon... sentiment.

Il semble que pour bien des analystes, la seule question pendante concernerait sa date : très bientôt, plus tard ? J'espère que

Chine

ces politologues, plus savants que moi, se trompent. La guerre d'Ukraine a des répercussions mondiales, mais ne se développera pas en guerre mondiale (sauf à devenir nucléaire). En revanche, un conflit en mer de Chine du Sud ne serait probablement pas une simple guerre par procuration. On peut apprendre beaucoup de l'Ukraine en matière d'histoire militaire contemporaine, mais cela ne dit pas ce que serait un conflit majeur opposant les deux principaux impérialismes. À part un désastre sans limite.

Le monde des affaires ne croit pas à la proximité de la guerre – il continue à investir sur le long terme, des compagnies chinoises en Occident (dernièrement dans le secteur minier en Australie) et des compagnies occidentales en Chine. Il rechigne à se couper d'une partie du marché mondial (y compris chinois).

La guerre est possible, elle peut advenir « *malgré tout* », mais elle n'est pas inévitable. Sa possibilité, cependant, crée une situation d'insécurité majeure qui pèse sur les consciences. Notre réponse politique est évidemment le développement du mouvement anti-guerre. C'est aussi notre problème, tant il reste aujourd'hui faible sur le plan international et divisé entre « *campistes* » et « *internationalistes* ».

● Revenons à la situation en Chine même...

Pierre Rousset : Xi Jinping a entamé, après le congrès du PCC l'an dernier et maintenant avec la réunion de l'Assemblée nationale populaire, son troisième mandat à la tête du parti, de l'armée et de l'État. Un point de non-retour est franchi. Avant la réforme de la Constitution que Xi a imposée en 2018, les mandats des dirigeants suprêmes étaient limités à deux fois cinq ans consécutifs. Une règle d'or qui avait été respectée par les deux successeurs de Deng Xiaoping : Jiang Zemin (1992-2002) et Hu Jintao (2002-2012).

La réforme constitutionnelle de 2018 a levé toute restriction quant à la durée des mandats, afin de permettre à Xi Jinping de régner aussi longtemps qu'il le voudra et le pourra. La charge symbolique de la réunion de l'ANP tient à cela – la Chine est entrée de plain-pied non plus seulement dans le régime du parti unique, mais dans celui du dirigeant unique (à la pensée incomparable). C'est un vrai changement de régime. Xi s'est attaqué aux mesures initiées par Deng Xiaoping visant à limiter la monopolisation sine die des pouvoirs par une seule fraction, une seule clique, un seul homme. Certes, avant Xi, Jiang Zemin

et Hu Jintao avaient déjà occupé simultanément les trois postes clés à la tête du parti, de l'armée et de l'État. Ils devaient néanmoins respecter une certaine collégialité à chaque niveau de direction et préparer l'accession au pouvoir d'une nouvelle équipe.

La succession était donc l'enjeu d'une longue lutte au sein de l'appareil, ce qui a permis à des fractions différentes de l'emporter et imposait des compromis (dont Xi a profité). C'était indispensable quand les mandats ne pouvaient excéder dix années consécutives. Cela ne l'est plus. C'en est fini de la collégialité et, même à 70 ans, un dirigeant à vie prépare rarement sa succession.

Cependant si Xi contrôle effectivement le cœur du pouvoir politique au sein du PCC, du comité central jusqu'au saint des saints, le comité permanent du bureau politique, qu'en est-il réellement dans un parti qui compte 96 millions de membres ? Dans un pays-continent d'un milliard quatre cents millions d'habitants es ?

● La Chine est-elle un pays capitaliste « normal » ?

Pierre Rousset : Oui, mais non. Prenons l'exemple du Covid-19. Le régime s'est tout d'abord enfermé dans le déni, perdant toute possibilité de tuer l'épidémie dans l'œuf (et d'éviter la pandémie). Réagissant trop tard, il a dû recourir à des politiques de confinement « *dur* », bénéficiant initialement d'un soutien populaire. Il a commencé à déconfiner pour des raisons économiques et la sortie du confinement s'est faite sans préparation alors que, dans ces conditions, elle allait provoquer une reprise virulente des contaminations (et des protestations sociales). Nous avons vécu en France un cycle sanitaire assez similaire. Voilà pour normalité capitaliste de la Chine.

La spécificité chinoise est que ses politiques sanitaires ont pris des formes extrêmes, jusqu'aux pires « excès » (lanceur d'alerte mort en détention, familles enfermées dans leurs appartements sans recevoir eau et nourriture...). Cette folie institutionnalisée reflète comment fonctionne, de haut en bas, l'ordre bureaucratique propre à la gouvernance chinoise, que le pouvoir personnel sans partage de Xi Jinping a renforcée. Si l'on reprend la comparaison avec la France, il est difficile de ne pas évoquer une analogie (le pouvoir personnel d'Emmanuel Macron, qui a fortement joué), mais aussi la particularité d'un impérialisme français super-dépendant (incapable de produire des masques !) et des

autorités politiques aveuglées par un eurocentrisme crasse teinté de racisme : nous avons l'avantage d'être avertis de l'arrivée de la pandémie et nous aurions pu apprendre de Taiwan, de la Corée du Sud...

● La crise qui vient...

Pierre Rousset : La croissance chinoise est en berne, le PIB ayant augmenté de 3 % en 2022 selon les chiffres officiels (moins selon nombre d'observateurs) et augmenterait de 5 % cette année. C'est dire que la crise sociale va s'aggraver. Le pacte social est érodé : les parents acceptaient un régime autoritaire dans la mesure où ils pensaient que leurs enfants vivraient mieux, or, ce n'est aujourd'hui plus le cas. Les dettes publiques et privées s'accumulent. Le chômage structurel s'installe, notamment chez les jeunes adultes (il atteindrait 20 %).

La transition démographique est plus rapide qu'anticipée : le chiffre de la population commence à décroître. Les incitations du PCC à travailler plus, à se marier jeune et à procréer sans tarder n'émeuvent pas une jeunesse qui tend à travailler moins (du moins celle issue des classes moyennes, qui peut se le permettre). Le nombre de femmes qui choisissent de ne pas avoir d'enfant s'accroît tant pour des raisons économiques (élever un enfant coûte cher) que du fait d'évolutions générationnelles. La classe ouvrière n'a pas oublié la façon dont sa santé a été sacrifiée pour tenter de maintenir la production durant l'épidémie Covid-19. Les personnes âgées manifestent contre les baisses de pensions qui sont annoncées. Les populations de la « *périphérie* » (Oùighours, Tibétains...) sont soumises à des formes de colonisation toujours plus agressives.

Dans toute sa diversité régionale, urbaine et rurale, la (les) société chinoise change. Le régime peut-il adapter en conséquence son mode de gouvernance ? Rien n'est moins sûr, tant il s'est replié autour de la clique Xi Jinping qui a assuré, lors du XX^e congrès du PCC, son contrôle exclusif sur les organes centraux de direction. Il pourrait s'avérer être l'un des principaux facteurs de la crise qui se dessine.

Souffler sur les braises du nationalisme de grande puissance crée un trait d'union entre la volonté de reprise en main interne (les fauteurs de troubles étant dénoncés au nom de l'indispensable union nationale) et le durcissement annoncé de la politique étrangère. ■

Propos recueillis le 29 mars 2023

Une place légitime pour Taïwan sur cette planète

Par
Au Loong-Yu*

Ne se limitant pas à des exercices militaires, Pékin a également publié en août 2022 un *Livre blanc* sur la question de Taïwan visant à actualiser sa politique de « *une seule Chine* ». Une seule Chine ? Mais laquelle ?

Pékin fait de son mieux pour faire croire au monde que sa politique signifie que :

- ❶ Il n'y a qu'une seule Chine dans le monde ;
- ❷ Taïwan appartient à la Chine ;
- ❸ Le seul gouvernement représentatif de la Chine est la République populaire de Chine (RPC) ;
- ❹ Taïwan appartient à la RPC.

Taïwan a contesté le troisième et le quatrième point et nous devons tenir compte de son opinion. Bien que le régime du Kuomintang (KMT) ait perdu la Chine continentale au profit du Parti communiste chinois (PCC) en 1949 et se soit réfugié à Taïwan, il a maintenu sur l'île sa République de Chine (RC) et sa Constitution, revendiquant ainsi la Chine continentale. Le KMT a ainsi considéré son gouvernement comme étant le seul gouvernement chinois représentatif et légitime.

Pour sa part, le Parti démocrate progressiste (DPP) – au pouvoir à Taïwan en 2000-2008 et à nouveau pour deux mandats de 2016 jusqu'en 2024 – avait adopté une position en faveur de l'indépendance en 1992. Mais il n'a jamais pris de mesures pour la mettre en œuvre.

Interprétation des États-Unis

Quant aux États-Unis, ils « *reconnaissent* (je souligne) *que tous les Chinois, de part et d'autre du détroit de Taïwan, soutiennent qu'il n'y a qu'une seule Chine et que Taïwan fait partie de la Chine. Le gouvernement américain ne conteste pas cette position. Il réaffirme son intérêt pour un règlement pacifique de la question de Taïwan par les Chinois eux-mêmes* » (Communiqué de Shanghai de 1972).

Les États-Unis ont délibérément utilisé le terme « *reconnaître* », et non « *admettre* », tout en évitant de nommer quelque pays que ce soit, rendant ainsi la déclaration « *Taïwan fait partie de la Chine* » suffisamment vague pour continuer à explorer leurs intentions, à l'époque occultes, mais en développement. À ce moment-là, les États-Unis reconnaissaient encore le régime de la RC, mais commençaient déjà à envisager des relations plus étroites avec Pékin. En 1979, cela se concrétisera par l'établissement de liens diplomatiques formels avec la RPC aux dépens de la RC – déjà exclue des Nations unies à la fin de 1971. Les partisans de Pékin essaieront toujours de donner l'impression que l'établissement de liens diplomatiques officiels entre la RPC et les États-Unis implique que ces derniers reconnaissent également l'appartenance de Taïwan à la RPC, mais le communiqué de Shanghai de 1972 ne l'a jamais stipulé. Les États-Unis se sont opposés à l'indépendance de Taïwan (qui impliquerait de remplacer officiellement la RC par quelque chose comme la « *République de Taïwan* »), mais ils ont toujours manqué de clarté sur la question de savoir à quelle « *Chine* » Taïwan appartient, à la RPC ou à la RC. La reconnaissance de la RPC par les États-Unis en 1979 n'a pas plus changé la donne (1).

Il faut aussi souligner que Washington reconnaît la RPC comme le seul gouvernement légitime de la Chine et décourage le droit du peuple taïwanais à l'autodétermination. Washington a modifié son approche des relations entre les deux rives du détroit, mais n'a pas encore changé de manière substantielle sa politique à l'égard de Taïwan.

Le « *consensus de 1992* »

Le *Livre blanc* s'en prend au gouvernement taïwanais du DPP : « *Il refuse d'accepter le principe d'une seule Chine, déforme et nie le "consensus de 1992", affirme que "la République de Chine et la République populaire de Chine ne sont*

pas subordonnées l'une à l'autre" et met en avant de manière flagrante la "nouvelle théorie des deux États". »

Le « *consensus de 1992* » fait ici référence à la conclusion des pourparlers entre Pékin et le gouvernement KMT de Taipei en 1992, avec un accord verbal entre les deux parties selon lequel « *les deux rives du détroit* » appartiennent à la « *Chine* » mais « *conviennent de ne pas être d'accord* » sur l'interprétation du terme « *Chine* » (RPC ou RC). De toute évidence, cela implique qu'en fait, les deux rives du détroit « *ne sont pas subordonnées l'une à l'autre* » (2). Il est donc étrange de lire que le *Livre blanc* accuse Taïwan à ce sujet. En outre, quels que soient les propos tenus par tel ou tel chef d'État taïwanais sur les relations entre les deux rives du détroit et qui ont agacé Pékin, le gouvernement taïwanais continue de respecter la Constitution de la RC, ce qui signifie qu'il n'a pas du tout rompu son engagement en faveur de la « *politique d'une seule Chine* ». Pékin ne fait que brouiller les pistes en se repen-

* Au Loong-Yu, militant du Borderless Movement (Mouvement sans frontières) de Hong Kong, est membre du conseil éditorial du *China Labor Net* et du *Globalization Monitor*. Il est le principal auteur du livre *No Choice but to Fight : A Documentation of Chinese Battery Women Workers' Struggle for Health and Dignity* (Aucune autre alternative que la lutte. Documents sur la lutte des travailleuses de l'industrie de fabrication des batteries pour la santé et la dignité) publié à Hong Kong, ainsi que de *China's Rise : Strength and Fragility* (Merlin Press & Resistance Books & IIRE, 2012) et, en français, de *La Chine, un capitalisme bureaucratique, forcées et faiblesses* (Syllepse 2013, 10,00 €).

1. Voir par exemple : CSIS (2017) « *What Is the U.S. "One China" Policy, and Why Does Matter* » (<https://www.csis.org/analysis/what-us-one-china-policy-and-why-does-it-matter>)

2. Il convient de noter que si la traduction anglaise prétend que le DDP fait une déclaration normative, la formulation dans l'original chinois montre que le DDP illustre simplement une déclaration positive de fait reflétant le consensus (« *les deux parties ont une interprétation différente du terme "Chine"* », voir : http://www.mod.gov.cn/gfbw/qwfb/yw_214049/4917828.html?big=fan). Dans la traduction anglaise, les titres des pays des deux parties disparaissent et l'attaque contre le DPP est légèrement plus forte.

Taiwan & Chine

tant de ce qui avait été reconnu en 1992.

En outre, l'interprétation du « *consensus de 1992* » par le document contredit ce que le plus haut dirigeant de Pékin a dit un jour à M. Bush. En 2008, lorsque les présidents chinois et américain ont eu des entretiens téléphoniques sur Taiwan, le président chinois de l'époque, Hu Jintao, a déclaré : « *la Chine a toujours soutenu que la Chine continentale et Taiwan devaient établir les consultations et les pourparlers sur la base du "consensus de 1992", selon lequel les deux parties reconnaissent qu'il n'y a qu'une seule Chine, mais conviennent de diverger quant à sa définition.* » (3)

Si Pékin cherche à semer la confusion dans le monde, c'est parce qu'il ne se contente pas de s'opposer à l'indépendance de Taiwan, mais qu'il est également désireux d'éliminer complètement la RC afin de pouvoir régner sur le peuple taïwanais. Il y a trente ans, alors qu'il était beaucoup moins sûr de lui qu'aujourd'hui, Pékin était moins agressif à l'égard de Taiwan. Aujourd'hui, Xi Jinping n'a plus la patience d'attendre des négociations pacifiques. Il pourrait bientôt exiger que Taiwan s'assoit pour négocier, tout en brandissant la menace d'une unification armée. C'est pourquoi Xi se montre de plus en plus dur à l'égard de Taiwan. Et c'est la raison pour laquelle le *Livre blanc* poursuit toujours sa promotion effrontée du dispositif « *un pays, deux systèmes* » auprès de Taiwan, même si ce dernier a fait faillite sur le plan politique après la répression par Pékin de l'autonomie de Hong Kong à partir de 2020. Il ne se soucie plus de « *gagner le cœur du peuple taïwanais* », il veut seulement instiller la peur dans le cœur de ce dernier. Ce niveau d'arrogance et d'agressivité non seulement contrarie les 23 millions de Taïwanais, niant leurs droits démocratiques à décider de leur propre sort, mais condamne également de plus en plus le KMT – le seul grand parti de Taiwan qui soit tendre avec Pékin – à l'impopularité dans son pays, réduisant ainsi les propres options de Pékin. Si Pékin n'y voit pas d'inconvénient, c'est uniquement parce qu'il a décidé d'intimider Taiwan. En résumé, au cours des dix dernières années, c'est toujours la position belliqueuse de Xi qui a créé davantage de tensions de part et d'autre du détroit.

Évolution du Parti démocrate progressiste taïwanais

Le programme du DPP de 1991 comprenait la demande d'une république indépendante de Taiwan par le biais d'un référendum. Il a également qualifié d'obsolète la Constitution de la RC qui revendique la juridiction sur la partie continentale du pays.

Alors que le DPP a remporté quatre élections présidentielles au sein de la ROC, aucun de ses présidents n'a jamais mis en œuvre son programme d'organisation d'un référendum sur l'indépendance. En fait, le parti a réinterprété son programme d'indépendance de Taiwan à de multiples reprises, passant d'une indépendance « *de jure* » à une position d'indépendance « *de facto* », c'est-à-dire en acceptant la Constitution de la RC et en maintenant la RC en tant qu'entité politique distincte de la RPC. En agissant de la sorte, le DPP fait un compromis non seulement en réponse à la pression de Pékin, mais avant tout à celle de Washington. Il s'agit aussi pratiquement d'une position de maintien du statu quo, qui bénéficie encore du soutien de plus de la moitié de la population.

Le programme impérial de Pékin

Le *Livre blanc* justifie sa prétention à l'égard de Taiwan en citant la Déclaration du Caire de 1943, émise par la Chine du Kuomintang, les États-Unis et le Royaume-Uni : « *tous les territoires que le Japon avait volés en Chine, comme la Mandchourie, Formose et les Pescadores, seront restitués à la République de Chine* ». Pour être politiquement correct, il a changé le nom des territoires susmentionnés en « *Chine du Nord-Est, Taiwan et les îles Penghu* ». Mais il a commis une grave erreur politique en citant ce document pour justifier sa revendication sur Taiwan. Pékin ne prétend-il pas être un régime « *socialiste* » ? Pourquoi s'appuie-t-il sur l'autorité d'un accord signé entre les impérialistes Roosevelt et Churchill, d'une part, et Tchang Kaï-chek, le bourreau du PCC, d'autre part ? Quel régime socialiste respecte les puissances impérialistes qui se partagent le monde, alors même qu'elles ont accepté de restituer à Tchang les territoires occupés par le Japon pour inciter ce dernier à redoubler d'ardeur dans la guerre ? Toutefois, son caractère incorrect ne s'arrête pas là. Le *Livre blanc* contient implicitement un principe fondateur de la RPC qui viole le principe fondamental du socialisme, à savoir qu'elle se considère

comme successeur naturel du régime KMT, qui a fait de même en ce qui concerne la dynastie Qing. Ce n'est rien d'autre que la doctrine de la construction d'empire et de l'impérialisme, même lorsque la Chine du KMT était dominée par l'impérialisme occidental.

Il n'est pas étonnant que, au début des années 1940, le PCC ait déjà abandonné sa position initiale (conforme à la pratique des bolcheviks) de soutenir l'autodétermination des minorités en Chine, comme les Tibétains et les Ouïghours. La récente revendication de Pékin concernant la ligne des neuf points dans la mer de Chine du Sud suit la même logique : « *nous devons faire aboutir toutes les revendications territoriales du régime KMT* », quelle que soit la fragilité des revendications du KMT. Ce type de position réactionnaire suffit à disqualifier le PCC en tant que représentant légitime du peuple chinois. Avant de parler de la « *tâche sacrée de l'unification de tous les Chinois* », il faudrait d'abord parler de la reconstruction d'une Chine pleinement démocratique et respectueuse du droit à l'autodétermination de ses minorités. C'est la seule façon de sauver la Chine d'une guerre inutile.

L'histoire de la politique d'une « *Chine unique* » nous aide également à comprendre une chose : si l'interprétation de Pékin a été acceptée par de nombreux gouvernements dans le monde, c'est uniquement sur la base de leur perception politique, à savoir leur reconnaissance de la RPC en tant qu'unique représentant légitime de la Chine. Mais en soit, cela n'est pas aussi solide qu'un roc. L'admission de la RPC à l'ONU en 1971, au détriment de la RC, n'était à son tour que le résultat d'un changement de perception des deux républiques par les États membres. Alors que la position de Washington était destinée à servir son propre agenda impérial, les autres gouvernements ayant adopté une position similaire à ce moment-là pouvaient être convaincus que la RPC était progressiste (voire « *socialiste* ») et que la RC, sous l'égide du KMT, était réactionnaire.

Cinquante ans se sont écoulés depuis. Si les deux républiques ont convergé en termes de système économique depuis 1979 (suite à la réforme capitaliste de Deng Xiaoping), elles ont divergé en termes d'institutions politiques et d'espace pour les mouvements de protestation. L'autocratie de Pékin n'a fait que se durcir depuis lors. En revanche, Taiwan, grâce à la résistance courageuse de sa population depuis les années 1970, a pu transformer la dictature du parti unique du KMT en un capitalisme

3. Chinese, U.S. presidents hold telephone talks on Taiwan, Itibet (03/26/08) – Embassy of the People's Republic of China in the United States of America (mfa.gov.cn)

libéral où les classes inférieures ont le droit de s'organiser, de protester et de voter. Bien que l'élite taïwanaise exerce toujours un immense pouvoir sur les classes inférieures, ces dernières ont encore le droit de résister si elles décident de se battre. En revanche, sous le régime de Pékin, cet espace n'existe pas. Le moment est venu pour les partisans de la démocratie du monde entier de réévaluer la nature des deux républiques au XXI^e siècle et d'adapter leur position en conséquence.

Que veut le peuple taïwanais ?

Le PCC a soutenu le droit des Taïwanais à l'autodétermination, y compris le droit à l'indépendance, jusqu'en 1949. C'était également le principe fondateur du parti communiste taïwanais. En 1927, la Troisième Internationale a chargé le parti communiste japonais d'aider à la fondation du parti communiste taïwanais en 1928. Le PCC a également joué un rôle important dans cette entreprise (4). Le 3 mai 2022, le journal *Diplomat* a publié un article rappelant à Pékin l'histoire décrite ci-dessus en citant une interview de Mao Zedong en 1937 dans le livre bien connu d'Edgar Snow, *Étoile rouge sur la Chine* : « nous leur apporterons (aux Coréens) notre aide enthousiaste dans leur lutte pour l'indépendance. Il en va de même pour Taïwan. » Il s'est attiré les foudres du Bureau des affaires taïwanaises du Conseil d'État de Pékin, mais ce dernier a soigneusement évité de mentionner l'interview de Snow – il ne pouvait pas le faire, car il s'agit d'un fait établi (5). Le parti au pouvoir a trahi son principe fondateur de manière si radicale qu'il ne peut tout simplement pas faire face à son propre passé.

Toutefois, à l'heure actuelle, la plupart des Taïwanais n'aspirent pas à se battre pour obtenir le droit à l'indépendance de jure par le biais d'un référendum. Ils sont pour le maintien du statu quo (interprété par certains comme une indépendance de

facto), comme le montre un sondage d'opinion de 2022 sur l'avenir de Taïwan (6) :

Qui étaient les premiers occupants de Taïwan ?

La principale raison de la croissance des sondages en faveur de l'indépendance, au détriment des sondages en faveur de l'unification et de l'absence de réponse, est la politique de plus en plus réactionnaire de Pékin. Son *Livre blanc* sur Taïwan en est l'exemple le plus récent. Il affirme que « Taïwan appartient à la Chine depuis l'Antiquité » et donne même pour preuve l'année 230 après JC, date de la première mention de Taïwan par les Chinois. Dire cela, c'est nier, par un tour de passe-passe, le peuple autochtone taïwanais, qui est là depuis plus de 6 000 ans. De plus, un ancien document chinois sur Taïwan ne prouve rien ! La langue des peuples autochtones taïwanais appartient à la famille des langues austronésiennes, dont les locuteurs habitent les îles de l'océan Pacifique et de l'Asie du Sud-Est maritime, ainsi que Taïwan. Ils sont les plus anciens habitants de l'île, mais ils ne sont pas Chinois. Le *Livre blanc* évite toute discussion sur cette question en ignorant tout simplement les peuples indigènes – les termes « indigènes taïwanais » ou « aborigènes » n'apparaissent pas une seule fois dans ce document de 14 000 caractères !

Les autochtones ne représentent qu'une très faible proportion de la population : 2,3 %. Mais Pékin est tout aussi irrespectueux à l'égard de l'ethnie la plus importante, à savoir les *benshengren* (littéralement « les gens de cette province »), descendants d'immigrants chinois depuis des centaines d'années, principalement composés de Hoklo et de Hakka qui représentent ensemble 86 % de la population. Ils parlent le chinois han, mais ont perdu depuis longtemps tout lien avec le continent et beaucoup se considèrent d'abord comme des Taïwanais, contrairement à la

population de Hong Kong, où de nombreuses personnes ont encore des liens familiaux étroits avec le continent. Quant aux *waishengren* (littéralement « les gens extra-provinciaux »), les habitants du continent qui ne se sont installés à Taïwan qu'après la fin de la domination japonaise en 1945, leur jeune génération s'identifie de plus en plus comme taïwanaise plutôt que chinoise, bien que ce phénomène soit relativement récent. Il convient également de mentionner que le choix de l'identité « taïwanaise » ne conduit pas nécessairement à un rejet de l'identité « chinoise ». Le fait que les Taïwanais commencent à adopter en masse l'identité « uniquement taïwanaise » est un événement récent – après les exercices de guerre menés par Pékin en 1996 contre Taïwan pour avertir ce pays de ne pas s'écarter d'un millimètre du politiquement correct « une seule Chine ». Un sondage réalisé en 1992 a montré que 46,4 % des personnes interrogées ont choisi l'identité « chinoise et taïwanaise », tandis que celles qui choisissaient l'identité « taïwanaise » ne représentaient que 17,6 %. En 2021, cette dernière option était soutenue par 62,3 % des personnes interrogées, tandis que la première était tombée à 31,7 % (7).

Pékin stimule ses propres forces centrifuges

Il n'y a cependant pas de lien nécessaire entre l'évolution du choix de l'identité et un mouvement en faveur de l'indépendance. À l'heure actuelle, la plupart des Taïwanais souhaitent maintenir le statu quo, et même parmi les 30,3 % d'indépendantistes, seuls 5,1 % sont favorables à « l'indépendance dès que possible », tandis que les 25,2 % restants optent pour « maintenir le statu quo, aller vers l'indépendance ». Conclusion ? L'indépendance de Taïwan n'est pas du tout imminente et la

Indépendance de Taïwan ou unification avec le continent (en %)

	1994	2022
● Unification dès que possible	4,4	1,3
● Maintenir le statu quo, aller vers l'unification	15,6	5,1
➤ soit en faveur de l'unification	20,0	6,4
● Maintenir le statu quo, décision ultérieure	38,5	28,3
● Maintenir le statu quo indéfiniment	9,8	28,6
➤ soit pour maintenir le statu quo	48,3	56,9
● Maintenir le statu quo, aller vers l'indépendance	8,0	25,2
● Indépendance dès que possible	3,1	5,1
➤ soit en faveur de l'indépendance	11,1	30,3
● Pas de réponse	20,5	5,2

4. Lu Xiuyi, *Histoire du Parti communiste taïwanais sous l'occupation japonaise (1928-1932)*, Liberty Times 1989 (en chinois) : <https://www.marxists.org/chinese/reference-books/formosa-cp/index.htm>

5. Edgar Snow, *Red Star over China: The Classic Account of the Birth of Chinese Communism*, Bantam edition, Grove Press, New York 1978, p. 90. (Paru en français, *Étoile rouge sur la Chine*, en 1965, éditions Stock.)

6. Election Study Center, NCCU, « Taiwan Independence vs. Unification with the Mainland (1994-2022/06) », cité dans *Newsweek* du 14 juillet 2022 (<https://www.newsweek.com/taiwan-china-politics-identity-independence-unification-public-opinion-polling-1724546>). Un sondage plus récent, de décembre 2022, peut être consulté sur le site de l'ESC-NCCU : <https://esc.nccu.edu.tw/PageDoc/Detail?fid=7801&id=6963>

7. cf. : <https://www.europe-solidaire.org/spip.php?article64688>

Taïwan & Chine

« menace » qu'elle représente pour Pékin (et Washington) n'est donc pas réelle. Ce qui alimente les tensions de part et d'autre du détroit de Taïwan, ce sont moins les gestes diplomatiques (tels que la visite de la présidente du Congrès étatsunien Nancy Pelosi à Taïwan) que la politique fondamentale de Pékin à l'égard de Taïwan. Pékin ne se contente pas d'empêcher l'indépendance de Taïwan et sa « ligne rouge » est tout à fait arbitraire. Xi Jinping a renoncé à l'approche plus modérée de Deng Xiaoping en matière de diplomatie en général et de Taïwan en particulier, et a décidé d'intégrer Taïwan à la RPC dès que possible, par la force si nécessaire, d'où son approche belliqueuse. Il n'est pas étonnant que Pékin déchire aujourd'hui ses promesses antérieures concernant Taïwan – son *Livre blanc* sur Taïwan ne contient plus la clause antérieure permettant à Taïwan, dans le cadre de sa vision d'un pays et de deux systèmes, de conserver sa propre armée, et la promesse de ne pas envoyer son armée sur place a également été abandonnée. Nous devons empêcher une guerre entre les deux rives du détroit, mais cela nécessite avant tout une compréhension correcte de la situation sur place : c'est Pékin qui, par son déni des droits fondamentaux du peuple de Taïwan, pousse un nombre croissant de Taïwanais vers l'indépendance. Et non les États-Unis, du moins pour l'instant. Il ne sert à rien de se contenter de faire pression sur Washington pour désamorcer les tensions de part et d'autre du détroit.

Sous le Kuomintang, la société taïwanaise comptait quatre catégories de « citoyens », les autochtones se situant au bas de l'échelle. Les *benshengren* taïwanais, bien qu'ayant un statut plus élevé que les autochtones, ont été durement réprimés et leur langue a fait l'objet de discriminations. Par exemple, les enfants *benshengren* qui parlaient leur langue maternelle à l'école pouvaient être punis. Les *waishengren* ont constitué la base initiale du Kuomintang lorsque celui-ci a perdu la Chine continentale au profit du PCC, mais la plupart d'entre eux ont également été réprimés. Seuls les cadres du parti au pouvoir constituent la « classe politique » privilégiée de l'île. Les

Taïwanais ordinaires ont été opprimés tour à tour par la dynastie Qing, les Japonais, puis le Kuomintang. Leur résistance héroïque de plusieurs décennies leur a finalement permis d'accéder à une démocratie libérale au début des années 1990. Leur voyage (inachevé) vers la liberté a suivi une voie historique de modernisation très différente de celle des Chinois du continent, ce qui leur confère un droit naturel à l'autodétermination en ce qui concerne leur destin. Le respect de la volonté du peuple taïwanais est un élément essentiel de toute solution à la crise du détroit. Tous les partisans de la démocratie doivent rappeler à Pékin que le principe de base pour la formation d'un État-nation démocratique entre différentes parties du peuple est leur droit à l'autodétermination. Le droit à l'autodétermination n'implique pas nécessairement la sécession et la fondation de multiples petits États. Il pourrait même ouvrir la voie à une (ré-) unification démocratique et libre entre nations et ethnies voisines, comme nous l'a montré la révolution bolchevique.

Aux yeux de Pékin, tous les peuples de langue chinoise sont ses sujets qui doivent se prosterner devant lui. Le ton est tel que les Taïwanais sont censés accepter tout ce que Pékin leur dicte, ou être prêts pour la « rééducation » pékinoise – c'est ce qu'un diplomate chinois a déclaré à une chaîne de télévision française : « après la réunification [avec Taïwan], nous ferons de la rééducation » (8). C'est le langage du totalitarisme et du colonialisme. En niant catégoriquement les droits des Taïwanais, Pékin reproduit ce que les anciens oppresseurs de Taïwan ont fait. Cette politique est le moyen le plus sûr de renforcer les forces centripètes toujours plus puissantes à la périphérie de la Chine continentale et de l'autre côté du détroit. Les nationalistes chinois devraient se poser ces questions : Si Xi insiste sur une politique contre-productive pour gagner le cœur des Taïwanais, ne devraient-ils pas se débarrasser de lui en tant que dirigeant ? Ou bien est-ce parce que, derrière sa propagande nationaliste, il cache son propre agenda pour obtenir le pouvoir absolu ?

Washington est-il le véritable ami de Taïwan ?

Enfin, un mot sur Washington. Pour l'instant, Pékin est à l'offensive, ce qui fait que Washington semble être l'ami de Taïwan dans la cause commune du maintien du statu quo. Mais il ne faut pas oublier que Washington, tout comme

Pékin, n'a jamais approuvé le droit à l'autodétermination de Taïwan. Si le mouvement pour l'indépendance se développe plus rapidement, on ne peut pas exclure un scénario où il se heurterait à Washington. C'est précisément en raison de ce scénario possible que Washington est toujours intervenu, en coulisses, dans les élections taïwanaises et dans la formation de l'opinion publique, afin de maintenir le mouvement d'indépendance sous contrôle. Quel que soit le degré de réussite, cela montre que le terrain d'entente actuel entre le peuple taïwanais et Washington sera plus fragile à long terme. Si, à l'heure actuelle, Washington se présente comme un ami de Taïwan, c'est uniquement parce que cela correspond à son propre agenda tactique. Son agenda stratégique de défense de son empire ne coïncide pas toujours avec les souhaits du peuple taïwanais. N'oublions pas le moment, en 1979, où la nouvelle apocalyptique est tombée sur les Taïwanais : Washington allait abandonner Taïwan et reconnaître la RPC à la place. Présenter Washington comme le véritable ami de Taïwan est donc une affirmation suspecte.

Toutefois, un scénario opposé est également possible, dans lequel Washington modifierait sa politique d'une seule Chine et opterait plutôt pour un soutien à l'indépendance de Taïwan, afin de servir son nouvel agenda, même si Taïwan n'est pas encore prêt pour cela.

Dans un cas comme dans l'autre, le peuple taïwanais court un grand danger, car il est le plus petit joueur dans cette grande compétition, facilement intimidé ou trahi par l'une ou l'autre des superpuissances. C'est précisément pour cette raison que la gauche internationale doit se poser la question suivante : Qui doit être notre première préoccupation dans cette relation triangulaire entre Pékin, Taipei et Washington ? Je soutiens que ce n'est ni Pékin ni Washington, mais le peuple taïwanais. Toute personne se réclamant de gauche, qui refuse de tendre la main aux plus opprimés ou qui refuse de reconnaître leur place légitime sur cette planète, mais qui donne la priorité à la « paix » entre deux superpuissances plutôt qu'à l'opprimé qui se trouve entre les deux, cette personne est indigne de la gauche. ■

27 octobre 2022

8. Entretien avec Lu Shaye, ambassadeur de Chine en France, sur BFMTV : https://twitter.com/BFMTV/status/1554866631079256066?ref_src=twsrc%5Etfw%7Ctwcamp%5Etweetembed%7Ctwtterm%5E1554866631079256066%7Ctwgr%5Eb08c95df175e8b21ec403d37ae54b51981f03c2%7Ctwcon%5Es1_&ref_url=https%3A%2F%2Fwww.newsweek.com%2Fchina-reeducate-taiwan-reunification-ambassador-1731141

Gouvernement Lula

Du « front démocratique » à « l'union nationale »

Par Ana C. Carvalhães et José Correa Leite*

Lula et le parti des travailleurs (PT) ont structuré le nouveau gouvernement en élargissant le front démocratique qui a remporté les élections, en incorporant des bouts des traditionnelles oligarchies du Centrão (1). Après avoir réussi à mettre en avant une posture offensive sur le bolsonarisme – mis en grande difficulté par le putsch de janvier et les scandales de corruption – ils recherchent toujours un pacte de gouvernabilité entre le secteur financier, un des Congrès les plus conservateurs de l'histoire et les mouvements populaires. Leur objectif est de re-stabiliser le régime de la Nouvelle République, de redonner vie aux affaires de toujours, de produire un peu de croissance et de défaire une bonne partie des initiatives bolsonaristes. Mais cette stratégie met de plus en plus en évidence les limites structurelles de l'improbable alliance de classes au pouvoir.

Avec l'élection d'Arthur Lira (2) comme président de la Chambre des députés et celle de Rodrigo Pacheco (PSD, Minas Gerais) comme président du Sénat, le 1^{er} février 2023, soutenus par Lula, on a un tableau complet du système politico-institutionnel du troisième mandat de Lula. « Sans Lira et Pacheco, nous ne serions pas ici aujourd'hui. Ils ont été les grands responsables de la transition », a affirmé le 7 avril le ministre des Finances Fernando Haddad, en faisant allusion à l'adoption d'un amendement constitutionnel, juste avant l'entrée en fonction du président, autorisant le financement pour des mesures de base lors de la première année de la nouvelle administration, comme la *Bolsa Família* (3) portée à R\$ 600 (4). Et il a ajouté : « C'est une reconnaissance tout à fait juste. Je ne crois pas qu'ils vont nous faire défaut [maintenant], surtout avec l'agenda de rééquilibrage budgétaire et ce qui relève de la politique des États et pas de la politique du gouvernement [fédéral] ».

Le gouvernement élu est en train d'adopter des mesures indispensables de



reconstruction d'institutions publiques démantelées au cours de ces dernières années, en particulier dans les domaines de l'environnement, surtout en ce qui concerne l'Amazonie. Le pouvoir judiciaire approfondit les investigations sur les actions antidémocratiques commises par le bolsonarisme radical – fin avril avaient déjà été mises en accusation 300 des 1390 personnes arrêtées à cause du 8 janvier (5) – et il enquête sur un spectaculaire scandale de corruption qui frappe le cœur du bolsonarisme : « les bijoux d'Ara-

bie » (6). Les initiatives pour reconstituer des relations plus apaisées entre le « front démocratique » et les militaires progressent – le chef de l'armée désobéissant a été remplacé et les membres des forces armées impliqués dans les actions du 8 janvier seront jugés en tant que civils. L'action du gouvernement commence à être plus fluide, dans certains cas face à des situations dramatiques, tel le génocide des Yanomamis encouragé par le gouvernement précédent. Il a entamé un projet de restriction de l'autonomie, aujourd'hui tota-

* Ana C. Carvalhães, journaliste et fondatrice du PSOL (Parti socialisme et liberté), membre du Bureau exécutif de la IV^e Internationale, est dirigeante d'Insurgência, tendance du PSOL qui fait partie de la section brésilienne de la IV^e Internationale. José Correa Leite, animateur du Forum social mondial, a longtemps milité au sein de la tendance Démocratie socialiste du Parti des travailleurs (PT), qu'il a quitté en septembre 2005 pour rejoindre PSOL). Il est aujourd'hui un des dirigeants d'Insurgência. (Traduit du portugais par Jean-José Mesguen).

1. Une myriade de petits partis constituent le Centrão, le « grand centre », en fait très droitier, qui vend littéralement ses votes aux gouvernements qui se succèdent. Actuellement, le Centrão regroupe les partis suivants : Parti progressiste, PTB, MDB, União Brasil,

Republicanos, PSD, Avante, Podemos, PSC, Patriota, Agir, Solidariedade, PROS. Le Parti libéral (PL), qui était autrefois dans le Centrão, est aujourd'hui le principal parti du bolsonarisme.

2. Arthur Lira, député fédéral du Parti progressiste (fondé en 1995, issu des partis qui ont succédé au parti de la dictature brésilienne) d'Alagoas, est président de la Chambre de députés depuis le 1^{er} février 2021. Au cours de son mandat il a reçu plus de 140 demandes de destitution du président Jair Bolsonaro, mais a décidé de n'en soumettre aucune au vote des députés. Après la défaite électorale de Bolsonaro qu'il avait soutenu, à la fin 2022 il a cherché le soutien de Lula.

3. *Bolsa Família* (bourse familiale) est un programme social brésilien destiné à lutter contre la pauvreté et

mis en place pendant la présidence de Fernando Henrique Cardoso, puis systématisé sous la présidence de Luiz Inácio Lula da Silva. C'est un « programme conditionnel » dans lequel le versement d'aides est conditionné à certaines obligations d'éducation mais qui se rapproche néanmoins du concept de revenu de base.

4. Un Real (R\$) équivaut à 0,19 €, donc 600 R\$ c'est 112,61€

5. Date de l'invasion et du saccage des bâtiments publics de Brasília, en particulier du palais présidentiel, par une foule bolsonariste, dans ce qui ressemblait à une tentative chaotique de coup d'État.

6. Bolsonaro avait rapporté d'Arabie saoudite des bijoux pour un montant équivalent de plusieurs millions d'euros, sans les déclarer au fisc, alors qu'il était président.



le, des plateformes numériques, surtout en ce qui concerne la diffusion des fake-news. L'atmosphère est encore celle d'un grand soulagement dans les sphères progressistes de la société : on est sorti de la chute libre dans l'abîme pour retrouver un terrain ferme.

La dure réalité du rapport des forces sociales élimine cependant les illusions que nous aurions affaire à un gouvernement « *de gauche* ». L'administration se met en mouvement avec une lenteur certaine, consciente non seulement de ses limites législatives, imposées par les accords de donnant-donnant avec le Centrão (toujours menacés par ces partenaires nullement fiables), mais aussi par les contradictions au sein du « *front démocratique* » entre progressistes et libéraux, comme dans l'affaire des frictions publiques entre la présidente du PT, Gleisi Hoffman, et le ministre des Finances, autour de l'annonce du nouveau régime d'objectifs budgétaires (la nouvelle règle, ou cadre, est déjà en débat au parlement, pour remplacer le plafond de dépenses ultralibéral de 2016, qui a promu au rang de règle constitutionnelle l'obligation de limiter strictement les dépenses et les investissements publics au taux d'inflation de l'année précédente).

La transformation du gouvernement élu du « *front démocratique* » en un gou-

vernement « *d'union nationale* », dépendant de la droite et déterminé à ne pas mobiliser ses bases, est le cadre dans lequel seront confinés les débats de ces prochaines années. Tout indique que, après les années de stress permanent dû à l'offensive néofasciste, nous entrons dans une période d'espoirs revus à la baisse. La gauche sociale et le peuple travailleur ont besoin d'orientations qui ne les enchaînent pas dans les limites actuelles (ce qui compromettrait la lutte pour la démocratie, pour les revendications populaires et pour la recomposition de la gauche), des orientations qui redonnent vie aux mobilisations pour des changements systémiques au Brésil.

Un gouvernement « *d'union nationale* »

Lula s'est présenté, pendant sa campagne, comme l'incarnation démocratique du rejet de Bolsonaro et de la défense de l'ordre institutionnel, adossé à un soutien électoral très large. À son entrée en fonction, il a constitué un gouvernement de « *front démocratique* » entre progressistes, secteurs de gauche et libéraux qui l'avaient soutenu au premier ou au second tour, avec une stratégie modérée de reconstruction de l'appareil d'État fédéral. Ces forces se sont partagé le noyau politique et les secteurs sociaux et environnementaux de la gestion fédérale.

Mais le gouvernement a été, dès le départ, formé aussi avec des éléments du Centrão (en fait, des éléments représentant les oligarchies régionales brésiliennes), dans un pacte physiologique (7) de gouvernabilité. En d'autres termes, il est entré en fonction comme un gouvernement « *d'union nationale* ». Sont entrés au gouvernement aussi le MDB (une fédération d'oligarques du Brésil profond), le PSD de

Gilberto Kassab et União Brasil de Luciano Bivar (lointain descendant du parti de la dictature des généraux, l'Arena). Chacune de ces formations a été récompensée avec trois ministères, dont certains dotés des plus gros budgets et stratégiques – comme les Communications, les Mines et l'Énergie. Leurs ministres ont un casier bien rempli de tous les genres de pratiques de la droite réactionnaire – comme le montret les scandales qui ont déjà éclaté au ministère du Tourisme (dont la titulaire a eu des miliciens (8) de Rio de Janeiro comme agents électoraux) ou des Communications. Ces choix commencent à coûter cher idéologiquement dans des secteurs politisés de l'opinion publique.

Ce trafic de soutiens est loin d'être réservé aux initiatives de Lula et au gouvernement fédéral. Le cas de Gilberto Kassab (ancien maire de São Paulo) est particulièrement significatif, puisqu'il co-gouverne de fait le principal État gagné par un bolsonariste, le gouvernement de São Paulo, où il est le bras droit du gouverneur Tarcísio de Freitas, du Partido Republicano, ex-ministre des Infrastructures de Bolsonaro. Le militaire carioca Tarcísio avait déjà eu une position remarquable dans les gouvernements Dilma I et II, avant de devenir une figure-clé du bolsonarisme. Étranger au territoire pauliste où il a été candidat, il lui a fallu remettre une bonne partie du montage de son gouvernement à Kassab, héritier de la machine politique conservatrice du PMDB dans cet État. Les associations physiologiques se multiplient : le député fédéral Antônio Carlos Rodrigues, du PL (ex-ministre de Dilma, et maintenant dans le parti de Bolsonaro), a été élu le 8 février coordonnateur de l'intergroupe de São Paulo à la Chambre des députés, avec le soutien du PT, dans un geste visant à diviser la base du PL (le parti de la famille Bolsonaro). Travailler avec les conservateurs est la norme dans l'action politique du PT, qu'ils appellent « *assurance démocratique* ».

La construction du gouvernement est le point culminant de la stratégie que Lula a poursuivie depuis sa sortie de prison, en novembre 2019, et qui était déjà évidente en 2021, quand il s'est refusé à appeler aux mobilisations de rue sur le mot d'ordre « *Dehors Bolsonaro* » – nous renvoyons ici, à l'article *Quo vadis Lula ?* (9). C'était une stratégie dangereuse, qui a failli conduire au naufrage lors du second tour de 2022 du fait de la force électorale de Bolsonaro. L'appui de la bourgeoisie la plus mondialisée, du Tribunal suprême

7. Au Brésil on appelle « *physiologisme* » un mélange de clientélisme et de népotisme, forme de corruption « *légal* » dominante depuis toujours au gouvernement comme au parlement, qui substitue aux choix politiques démocratiques des échanges d'avantages le plus souvent très obscurs.

8. Les milices sont des groupes paramilitaires formés par d'anciens flics et des flics en exercice, qui sous prétexte de « *lutte contre la drogue et la criminalité* » se sont transformées en mafias qui terrorisent les quartiers populaires, en plus de la police officielle et des réseaux de trafiquants.

9. *Inpecor* n° 689/690 de septembre-octobre 2021.

fédéral et des gouvernements des États-Unis et de l'Europe, ainsi que l'hésitation des forces armées lui ont finalement assuré la victoire par une faible marge ainsi que l'investiture. Ce fut une victoire décisive pour recomposer les perspectives de la démocratie libérale dans le monde globalisé, en conflit avec une vaste constellation conservatrice d'illibéralismes, d'autoritarismes, d'intégrismes religieux et de néofascismes, que nous voyons se déployer des États-Unis au Royaume-Uni, de l'Italie à Israël, du Pérou à l'Inde.

Il y a plus : le troisième gouvernement Lula devient, pour parler rigoureusement, un gouvernement Lula-Alckmin-Lira, c'est-à-dire un partage de la machine de l'État fédéral entre trois secteurs : 1) le progressisme réformiste dans toutes ses nuances (y compris la gauche modérée du PSOL, représentée par Guilherme Boulos et Juliano Medeiros) ; 2) le « parti » du grand capital financier et des affaires mondialisées ; et 3) de vastes secteurs de la droite conservatrice ou réactionnaire du Centrão symbolisés par Arthur Lira, qui négocie, toujours pour ses intérêts particuliers, avec le « front démocratique ». Et, en apparence, Lira a plus de poids qu'Alckmin, parce que les forces que ce dernier représente – le capital financier et les affaires mondialisées – ne sont guère visibles au quotidien.

L'affrontement avec le putsch du 8 janvier

La concrétisation de ces alliances à droite a été grandement facilitée par la tentative de coup d'État bolsonariste, une occasion dont Lula a profité avec adresse. Elle a forcé, d'une part, une grande partie de la constellation conservatrice et réactionnaire, qui donnait des muscles au bolsonarisme dans le conflit pour l'hégémonie, à prendre ses distances vis-à-vis du noyau fasciste et à se rapprocher du gouvernement fédéral. En tant que mise en lumière du visage le plus destructeur du bolsonarisme, la tentative de coup d'État a aussi mis en évidence les limites des actuelles alliances internationales du néofascisme brésilien. D'autre part, elle a facilité l'assimilation provisoire par le gouvernement de la sérieuse « question militaire » – c'est-à-dire la réticence, voire l'opposition ouverte (jusqu'à la tentation du coup d'État), de la haute hiérarchie militaire à son gouvernement, ce qui constitue la plus grande vulnérabilité de Lula.

Le 21 janvier, Lula a remplacé le commandant de l'armée par un général qui se présente comme défenseur de la

Constitution. Il a aussi placé sous les projecteurs des médias le génocide des Yanomamis déchaîné par le gouvernement Bolsonaro, l'affichant devant des secteurs significatifs de l'opinion mondiale en liant le sujet à la défense de l'Amazonie – ce qui, en même temps, démasque les positions réactionnaires des militaires sur ce sujet. Lula se crée ainsi les conditions pour adopter des positions plus fermes en défense de l'Amazonie, son engagement international stratégique.

Comme l'a affirmé Jorge Almeida dans un article analysant la tentative de coup d'État, il s'agissait d'une « occasion pour le gouvernement et les mouvements populaires de prendre des initiatives visant à nettoyer les institutions de l'extrême droite et réduire son influence dans la société en général (...) En termes immédiats, le gouvernement a réussi sa riposte, dans le cadre des limites des mesures d'urgence qu'on pouvait attendre d'un gouvernement lié par ses objectifs et ses alliances avec des secteurs bourgeois libéraux de droite – y compris des acteurs du coup d'État de 2016 (10) ».

L'insurrection fasciste avortée du 8 janvier a aussi permis au Tribunal suprême fédéral et à la Justice électorale – éléments-clés du soutien au gouvernement – d'avancer contre le noyau dur bolsonariste. Jair Bolsonaro a perdu son immunité et, d'après de nombreux analystes, deviendra probablement inéligible ; avec le scandale des « joyaux d'Arabie » il pourrait même aller en prison. Par contre, des personnalités telles que ses ex-ministres Damares, Pazuello, Mourão (11), le fils aîné Flávio Bolsonaro sont sénateurs, alors qu'Eduardo Bolsonaro (le troisième fils) et Ricardo Salles sont députés et pourront compter sur la complicité de leurs « pairs » pour rester impunis aux cours des prochaines années. Il semblerait que tout cela soit assimilé par le « front démocratique » : Washington Quaquá, un député pétiste, a posté sur les réseaux sociaux sa photo où il posait au côté de Pazuello, gestionnaire criminel de la Santé sous Bolsonaro !

Le Centrão, partenaire obligatoire

Lula manœuvre avec pragmatisme au sein de l'establishment institutionnel – il avait toujours dit qu'il le ferait. Sa base partisane à la Chambre comprend 140 députés sur les 513 (en y comptant les 12 du PSOL). Le PL bolsonariste a 99 députés. Parmi les 271 députés « indépendants », ceux qui adhèrent à des partis appelés à

intégrer formellement le gouvernement sont au total 143 (59 de União Brasil, 42 du MDB et 42 du PSD), plus que le groupe de soutien au gouvernement. Même comme cela, 284 (total que rien ne « garantit ») c'est encore loin des 308 députés (et 49 sénateurs) nécessaires pour voter un amendement constitutionnel. Au Sénat, sur les 81 (trois par État), le gouvernement a 32, mais en y incluant les 16 du PSD de Kassab. Ceux qui se déclarent dans l'opposition sont 27, et 22 sénateurs sont « indépendants » (10 du MDB, 9 de União Brasil et 3 du PSDB).

Arthur Lira a été élu président de la Chambre des députés, avec le soutien aussi bien des lulistes que des bolsonaristes. Il a eu 464 voix, contre 21 à Chico Alencar du PSOL et 19 à Marcel van Hatten, de l'ultralibéral parti Novo. La candidature propre du PSOL a été une initiative importante pour que le parti affirme son indépendance vis-à-vis du nouveau gouvernement, mais cela a occasionné un bras de fer avec Guilherme Boulos, député de São Paulo, nouveau chef du groupe parlementaire du parti, qui a œuvré pour faire désigner Henrique Vieira, du PSOL de Rio de Janeiro, comme vice-président du bloc gouvernemental à la Chambre (autrement dit, pour intégrer formellement le PSOL à la base parlementaire du gouvernement).

Lira, qui a été un allié de la première heure de Bolsonaro, a été une des premières autorités à reconnaître la victoire de Lula, et a négocié avec lui le vote de la proposition d'amendement constitutionnel de la transition (avec le versement de R\$ 600 pour le programme Bolsa Família). Lira a opéré un tournant vers le gouvernement suite à la tentative de coup d'État du 8 janvier, en prenant nettement ses distances vis-à-vis du bolsonarisme pur et dur. Il s'est ainsi procuré une considérable marge de manœuvre pour négocier des fonctions de deuxième ou de troisième échelon au sein de l'Exécutif, tout en gardant son autonomie pour défendre des positions conservatrices contre le gouvernement auprès du pouvoir législatif. Il a déjà dit à ses alliés qu'il a « encadré le gouvernement », ce qui signifie que le Centrão a élargi sa participation au gouvernement et à la définition des conditions de gouvernabilité.

10. Nombre d'actuels alliés de Lula avaient participé au coup d'État parlementaire qui avait destitué Dilma Rousseff en 2016.

11. Respectivement ministre « de la famille, de la femme et des droits humains », ministre de la Santé (fan de l'hydrochloroquine censée soigner la Covid 19) et vice-président sous Bolsonaro.

Brésil

Comme l'affirme Aldo Rebelo, un ex-communiste qui est devenu conservateur et qui a été président de la Chambre des députés de 2005 à 2007, « *sous le gouvernement précédent [Bolsonaro], on parlait d'Arthur Lira en coulisses comme du véritable Premier ministre du Brésil. Sous l'actuel gouvernement, il le sera toujours. Cela parce que le président Lula, avec tout le respect que je lui dois, n'a pas de majorité à la Chambre. Il n'a que les voix de la coalition qui l'a aidé à se faire élire – et le reste, il va falloir qu'il aille le chercher. Mais a priori dans ce rapport de forces conflictuel, l'avantage est toujours au gouvernement. C'est lui qui tient les ministères, le Trésor Public, la Banque Centrale, la Banque du Brésil, la Caixa et d'autres instruments du pouvoir. Donc il a toujours l'avantage. Maintenant, cet avantage existe à condition que le gouvernement réussisse, et ne commette pas d'erreurs graves. (...) Comme on dit : le mariage avec le gouvernement est seulement possible dans les cas de bonne santé et de bonheur. En cas de maladie et de tristesse, oubliez-le.* » Les négociations actuelles n'ont, du point de vue des oligarchies brésiliennes, rien d'exceptionnel.

Au Sénat, Rodrigo Pacheco (PSD-MG), l'ancien président de la Casa (12), a été réélu avec 49 voix contre la candidature de Rogério Marinho (PL-RN), qui a atteint 32 voix. L'affrontement a été ouvert entre le nouveau bloc gouvernemental et le bolsonarisme pur et dur. Le Sénat est, avec les gouverneurs des États, l'instance où l'extrême droite s'est le plus renforcée lors des élections de 2022. Le gouvernement Lula a mis tout son poids dans cette bataille et le résultat a permis de voir clairement le rapport de forces du système d'alliances élaboré par le gouvernement.

Des sources politiques font savoir que certains des principaux gouverneurs des États songent sérieusement à changer de parti lors de ce nouveau cycle politique : Cláudio Castro de Rio de Janeiro semble vouloir quitter le PL, où il se sent piégé par le conflit entre son président, Valdemar Costa Neto, et les bolsonaristes purs et durs. Tarcísio de Freitas, de São Paulo, pourrait abandonner les Républicains pour le plus « *respectable* » PSD de Kassab et

Pacheco, ce qui faciliterait sa vie avec le gouvernement fédéral, même s'il cherche à conserver une « *marque* » bolsonariste. Et le pari du gouverneur du Minas Gerais, Romeu Zema, du parti Novo, est de se mettre à disputer l'héritage du bolsonarisme, en tâchant de se consolider comme référence de l'opposition à Lula tout en cherchant une étiquette qui pèsera nationalement.

Les choix opérés

Sont entrés au gouvernement ou ont été maintenus en place, lors du dernier tour de négociations pour les fonctions du deuxième rang de l'administration centrale, non seulement une nouvelle fournée de politiciens de União Brasil, mais aussi du Partido Progressista de Lira, avec lequel União Brasil veut former une fédération. Le PP, autre dérivé de l'ancienne Arena, parti de la dictature militaire, a « *soutenu* » tous les gouvernements depuis sa fondation en 1995. Grâce à cette fédération, ces deux partis auraient le plus grand groupe à la Chambre, avec 108 députés, et le deuxième au Sénat, avec 15 sénateurs. Il leur reviendra la direction d'entreprises d'État stratégiques comme celle des travaux dans la baie de la vallée du fleuve São Francisco (Codevasf) et celle des travaux contre la sécheresse dans le Nordeste (DNOCS, celle-ci pour Avante, un parti satellite du PP, avec 7 députés).

Lula négocie aussi avec les Republicanos, parti des pasteurs néopentecôtistes les plus réactionnaires (qui a participé à la base des gouvernements Lula 1 et 2 et Dilma jusqu'à ce qu'il soutienne son impeachment). C'est le parti de l'évêque Marcelo Crivella et de l'Igreja Universal do Reino de Deus, bastion du fondamentalisme religieux, mais aussi celui de l'ex-ministre Damarens Alves et de l'ex-vice-président, le général Hamilton Mourão, qui sont aujourd'hui sénateurs.

C'est dans un bras de fer avec Arthur Lira que Lula a connu sa plus grande défaite à ce jour, en cédant à sa pression pour maintenir en place le ministre des Communications, Juscelino Filho, de União Brasil, accusé d'avoir utilisé un avion de l'armée pour traiter des affaires personnelles et d'avoir touché des indemnités ministérielles alors qu'il participait à une vente aux enchères de chevaux de race dans l'État de São Paulo. Gleisi Hoffmann, la présidente du PT, avait demandé la mise à l'écart de ce ministre et tout indiquait qu'il allait être écarté lors de la réunion avec Lula le 6 mars. Ce même

jour le président de la Chambre des Députés, Arthur Lira, affirmait lors d'un débat à l'Association Commerciale de São Paulo sur la réforme budgétaire : « *Nous prendrons le temps pour que le gouvernement trouve une stabilité interne, parce qu'aujourd'hui le gouvernement n'a toujours pas une base consistante ni à la Chambre ni au Sénat pour traiter des sujets où il faut une majorité simple, et encore moins des sujets où est requis un quorum constitutionnel.* ».

Lula a choisi. Il veut la tranquillité du côté législatif, en payant le prix nécessaire pour cela. Il offre plus que Bolsonaro pour les investissements parlementaires (13) (R\$ 46,3 milliards, soit 8,69 milliards d'euros) et ne les inclut pas dans les nouvelles règles sur les dépenses publiques. Lula doit se montrer serviable rapidement, avant que la lune de miel électorale ne s'achève, afin d'entretenir une majorité sociale qui s'est révélée très étroite électoralement.

La partie décisive se jouera sur le terrain économique

Lula et les pétistes les plus dépendants des humeurs populaires (parmi lesquels la présidente du parti Gleisi Hoffmann) semblent avoir pour principal souci d'obtenir des fonds pour les politiques redistributives et pour ce qu'ils considèrent comme le développement. Ils sont conscients du fait que, si jamais on ne retrouve pas la croissance, l'emploi et des revenus pour les plus vulnérables, le gouvernement sera en grande difficulté face à la droite provisoirement battue. Mais cet objectif « *progressiste* » se heurte frontalement à la détermination du président et de son équipe économique dirigée par Haddad à faire preuve de responsabilité et de fiabilité vis-à-vis du capital financier. Tel est l'esprit du projet de nouvelle règle budgétaire (le « *cadrage* », dans le jargon économique néolibéral), présenté par le ministre des Finances. Cette stratégie révèle la principale contradiction nourrie par ce gouvernement de conciliation de classes.

L'idée du gouvernement est de remplacer l'impraticable plafond de dépenses inventé par Temer et la droite ultralibérale (jamais complètement respecté sous Temer et Bolsonaro) par une nouvelle règle de limitation. D'après celle-ci, les dépenses, incluant les investissements publics, peuvent croître dans une proportion de 70 % des ressources fiscales fédérales. Si celles-ci croissent de 1 % dans l'année, de juillet à juillet, le gouvernement peut augmenter les dépenses de 0,7 %

12. *Casa Civil* : ensemble du cabinet présidentiel et de la direction de l'appareil exécutif.

13. Les investissements parlementaires sont des sommes d'argent dont les parlementaires, soit individuellement, soit par groupe parlementaire, soit en tant que chefs de Commissions du Congrès peuvent disposer pour des projets spécifiques, en général au bénéfice de leurs bases électorales

dans la période suivante (les plafonds constitutionnels pour la santé, l'éducation, les hôpitaux universitaires, certains fonds pour l'environnement, les limites de dépenses pour les investissements parlementaires et d'autres exceptions ne sont pas pris en compte). Pour autant, l'augmentation des dépenses est limitée entre 0,6 % et 2,6 %, du fait de l'engagement de réduire à zéro le déficit public en 2024 et d'obtenir un excédent (plus de recettes que de dépenses) les années suivantes. Est établie, de surcroît, une limite de variation de ce qu'on appelle le résultat primaire – la différence entre les dépenses et les recettes fédérales. Par exemple, pour 2025, le gouvernement s'engage à obtenir un excédent primaire de 0,5 % du PIB (produit intérieur brut).

Nul besoin d'être spécialiste en économie pour comprendre qu'il s'agit d'un nouveau plafond de dépenses, plus flexible. Comme le plafond précédent, cette nouvelle règle est fondée sur l'idée-force néolibérale qu'il faut équilibrer les comptes, en se référant au PIB et aux ressources fiscales, pour garantir une certaine proportion entre la dette publique et la richesse du pays mesurée par le PIB (le refrain de la « *relation dette-PIB* »). Le tout pour garantir qu'il y ait toujours des liquidités en caisse, ou des « *économies* » préalables suffisantes pour payer les échéances aux rentiers qui vivent, au Brésil et à l'étranger, de ce que rapportent les titres de la dette du pays.

Du point de vue économique, en tenant compte que la Banque Centrale (devenue indépendante sous Bolsonaro) refuse d'abaisser le taux de crédit de base prohibitif de 13,75 % par an, il ne reste au gouvernement qu'à essayer de faire fonctionner l'équation grâce à l'augmentation des rentrées, donc de l'impôt. Comme il a promis pendant la campagne électorale d'alléger la charge de l'impôt sur les travailleurs et la classe moyenne salariée, il a à ce jour deux voies : 1) en finir avec les exemptions et les allègements d'impôts concédés à des secteurs du patronat national – ce qui crée un conflit direct avec des branches du capital ; 2) taxer les jeux en ligne. Hélas, il n'est pas passé par la tête des « *magiciens* » qui ont élaboré le plafond flexible que l'on pourrait taxer les opérations financières exonérées au Brésil, en particulier celles dans lesquelles sont investies les fortunes des millionnaires et milliardaires, et la distribution de dividendes des entreprises.

Il y a encore une troisième mesure théoriquement possible : faire passer au Congrès une réforme des impôts aboutissant à non seulement simplifier leur paie-

ment mais aussi combattre « *l'optimisation fiscale* » des entreprises – un euphémisme pour les manœuvres de fraude de la bourgeoisie – ce qui augmenterait les recettes, en même temps qu'une probable augmentation de la taxation de la petite et moyenne bourgeoisie. Le problème est qu'il s'agit d'un défi gigantesque face à un parlement fragmenté et majoritairement de droite. La réforme fiscale met en jeu non seulement la possibilité d'un choc frontal avec le Centrão, mais aussi les accords qui ont permis la constitution du « *front démocratique* ». Le vice-président de la République, Geraldo Alckmin, a affirmé que la réforme serait votée cette année : « *Nous devons faire la réforme fiscale. On ne peut pas rester dans cette maison de fous où nous nous trouvons. Tout ça va finir devant la Justice. La meilleure profession du monde est avocat conseiller fiscal. Il raconte des fables sur la valeur des actions et porte plainte à tout-va* », a affirmé Alckmin, qui est aussi ministre du Développement, de l'Industrie et du Commerce. Le problème est que pour réformer le système fiscal brésilien, tous les mécanismes sont conflictuels.

En se refusant à annuler purement et simplement le plafond de Temer et à mobiliser contre la restriction des dépenses, le gouvernement capitule devant le système financier et se crée à lui-même un énorme piège. La nouvelle règle budgétaire menace la mise en œuvre de sa gestion : l'officiel institut IPEA prévoit une croissance de 1,4 % pour 2023 et 2,6 % pour 2024 (pour le FMI les prévisions sont de 0,9 % cette année et 1,5 % en 2024). Des attentes bien maigres pour un pays champion de la pauvreté et des inégalités, avec d'immenses besoins dans les domaines de la santé, de l'éducation, des transports, de l'environnement, des retraites et de l'assistance.

Du point de vue politique, c'est un drame blanc de capitulation brandi devant la banque et la bourgeoisie en général, qui n'a pas manqué de terroriser la société avec ses cris d'alarme contre « *l'irresponsabilité du PT* ». Cependant, prouvant une fois de plus qu'il n'est pas possible de faire plaisir à Faria Lima (14) et aux favelas en même temps, cet engagement de responsabilité envers le marché va considérablement limiter la capacité d'investissement de l'État dans l'économie (c'est-à-dire dans le social), surtout dans une conjoncture internationale difficile pour les exportations (au contraire de ce qui a eu lieu sous les gouvernements Lula 1 et 2).

Le début des impasses politiques

Gouverner avec le Centrão pour affronter le bolsonarisme, c'est faire continuellement l'équilibriste. La combinaison politique du gouvernement vit une situation de tension permanente, car chaque initiative au Congrès est utilisée par l'un ou l'autre groupe parlementaire pour tenter de gagner un peu plus dans son marchandage avec le gouvernement. Le 18 avril, CNN Brasil a diffusé une vidéo montrant de nouvelles images du 8 janvier, où le ministre-chef du Cabinet de sécurité institutionnelle (CSI) du gouvernement Lula, le général Gonçalves Dias, semble être en train de faciliter le mouvement des extrémistes vers le Palais de la Présidence. On peut y voir des militaires du CSI ouvrir la porte, donner des orientations sur les trajets à l'intérieur du palais et même servir de l'eau aux envahisseurs. Le Cabinet avait placé la vidéo sous secret pour cinq ans. Le lendemain, le général fut démis de la direction du CSI. Cela a été la première démission d'un ministre de ce gouvernement. À sa place a été désigné le secrétaire exécutif du ministère de la Justice, Ricardo Cappelli. Gonçalves Dias est un des rares militaires qui a une relation de confiance avec Lula, dont il a été le responsable de la sécurité de 2002 à 2010. Lula croit que le général ne l'a pas trahi, mais il n'était plus possible de le garder à cette fonction. Dans sa déposition à la police fédérale le 21, Gonçalves Dias a affirmé que l'absence de réaction du gouvernement le 8 janvier était le résultat d'une « *panne générale du système faute d'informations pour prendre des décisions* ».

La diffusion de ces images et la démission du général ont rendu inévitable l'installation d'une commission parlementaire mixte d'enquête (députés et sénateurs) sur les « *actions antidémocratiques* ». Le gouvernement tentait de bloquer l'initiative de la droite, par laquelle les défenseurs de l'ex-président Bolsonaro voulaient accuser le gouvernement Lula d'omission le 8 janvier. Mais, maintenant, ceux-ci font déjà circuler dans les réseaux sociaux l'idée que ceux qui ont fomenté ces actions seraient des pétistes infiltrés. Une fois la Commission mixte créée, les soutiens du gouvernement ont réagi, tentant de la dominer. S'ils y parviennent, ils chercheront à détailler les mouvements de l'ex-président Bolsonaro et de ses soutiens qui

14. Quartier financier de São Paulo.

Brésil

ont mené à l'invasion des sièges des Trois Pouvoirs, ce qui augmentera la pression pour l'envoyer en prison.

Arthur Lira a aussi installé une commission parlementaire d'enquête contre le Movimento dos Trabalhadores Sem Terra (MST, Mouvement des travailleurs sans terre). Cela n'a pas du tout plu aux dirigeants du mouvement, allié historique du PT et de Lula. Les parlementaires pro-gouvernementaux tentent maintenant de vider cette commission de son contenu, ou d'empêcher son installation, argumentant qu'elle n'a pas d'objet défini ; depuis 2003, il y a eu quatre commissions sur le MST au Congrès. Mais cela donne à Lira et à la presse conservatrice des munitions pour presser le gouvernement à la « *modération* » et l'enfermer encore plus dans la gouvernabilité conservatrice. João Paulo Rodrigues, coordonnateur national du MST, a réagi aux demandes de modération et affirmé que son organisation défendrait toujours Lula, mais qu'il n'est pas la « *courroie de transmission* » de la gestion du pétiste et qu'il n'accepte « *aucune espèce de laisse ou de muselière* » sur l'organisation. Dans une interview à la Folha de São Paulo il a dit : « *Le gouvernement est le nôtre, nous l'aidons à construire. Mais le MST est autonome par rapport au PT et au gouvernement* ».

Les chocs viennent aussi des erreurs de Lula. Il a eu droit à un lourd tir de barrage du fait de ses déclarations pendant son voyage en Chine et aux Émirats arabes unis, où il disait qu'aussi bien la Russie que l'Ukraine étaient responsables de la guerre. Le président brésilien ambitionne d'avoir un rôle personnel de premier plan dans une médiation entre les parties en conflit. Mais il s'agit d'un terrain miné, qui implique non seulement les relations avec l'Ukraine envahie et la Russie envahisseuse, mais aussi avec les États-Unis et l'Allemagne, qui soutiennent l'Ukraine, et la Chine, alliée de la Russie. En pratique, Lula a repris la position de la Chine, qui a présenté en février un plan de paix en 12 points, n'exigeant pas le retrait préalable de la Russie du pays envahi.

Les réactions des États-Unis et des pays de l'Union européenne ont été nettes et claires et ont obligé Lula à rectifier sa position. Dans un discours au ministère des Affaires étrangères, le 18, Lula a dû

reculer et affirmer que la position brésilienne adoptée aux Nations unies est un engagement de défense de l'inviolabilité des frontières des pays souverains. « *En même temps que mon gouvernement condamne la violation de l'intégrité territoriale de l'Ukraine, nous défendons une solution politique négociée du conflit* », a-t-il affirmé. Lors de son voyage suivant, au Portugal et en Espagne, Lula s'est montré plus prudent.

Le défi : comprendre le bolsonarisme pour le combattre

Tout devient beaucoup plus difficile et plein de défis pour le gouvernement Lula parce que, malgré l'usure et la défaite momentanée de Bolsonaro et de l'extrême droite pure et dure, le Brésil est divisé. Le bolsonarisme fanatique, partisan du coup d'État, serait une minorité (importante) de 20 % à 25 %, selon les sondages, mais il entraîne électoralement presque la moitié des votants.

Bolsonaro et l'ultradroite ne viennent pas du conservatisme historique de la société brésilienne. La fabrique sociale de la précarisation néolibérale, qui n'est pas née mais a connu une croissance exponentielle depuis le coup d'État de 2016, interagit organiquement avec le bolsonarisme pur et dur, expression d'une lumpenbourgeoisie dont l'existence dépend de la spoliation de la force de travail d'une manière toujours plus intense, de la déprédation de la nature, de la promotion des nouveaux auto-entrepreneurs idéologisés et de la mobilisation des traditions réactionnaires dans les guerres culturelles contre la gauche et les mouvements sociaux. Pour affronter le monstre, il est nécessaire de comprendre aussi comment le progressisme l'a alimenté, lors de la transformation de la société brésilienne qu'il a mise en œuvre entre 2002 et 2016.

Dans l'espace que le catholicisme a ouvert au néopentecôtisme et dans la conciliation avec les pasteurs promue par le PT au pouvoir, a grandi une offensive conservatrice visant à précariser la reproduction sociale (ce qui s'exprime dans le patriarcalisme, la violence en général et contre les femmes en particulier, l'homophobie, la transphobie rageuse, le racisme à visage découvert) et constitue un autre thème unificateur de l'actuelle constellation réactionnaire à travers le monde. L'absence de mobilisation politico-idéologique par le lulo-pétisme avait favorisé, conjointement avec la politique menée au

sein de l'Église catholique par Jean-Paul II, la contre-révolution mentale qui était déjà en cours dans la société brésilienne : la population se réclamant évangélique est passée de 9 % du total en 1990 à 32 % en 2020.

Le néopentecôtisme accompagne la diffusion de l'entrepreneuriat populaire, l'individualisme et la compétitivité en tant que valeurs à travers le tissu social, donnant au libéralisme une organicité qu'il n'avait jamais eue dans le pays jusque-là. L'abandon par la gauche majoritaire d'un projet politique et d'une utopie d'égalité et de justice sociale, d'une politique citoyenne et d'une reconnaissance de la diversité, qui auraient pu contribuer à contrecarrer ces tendances, a facilité l'enracinement d'un nouveau type de conservatisme – un passif qui va perdurer bien au-delà de la vie du personnel politique actuel. C'est un problème central ignoré par les gauches productivistes et doctrinaires, qui traitent la vague de néofascismes comme une radicalisation du néolibéralisme.

Héritage pétiste

Les gouvernements du PT, nostalgiques de l'imaginaire développementaliste dont ils sont issus et pragmatiques face aux élites agraires, sont restés passifs et conservateurs face aux trois processus les plus stratégiques du monde contemporain : la privatisation des « *commons* » de la nature avec son cortège de prédatrices environnementales ; la privatisation des « *commons* » de la connaissance par le biais des technologies numériques monopolisées par les grandes entreprises d'internet ; et l'effritement de l'unipolarité géopolitique centrée sur les États-Unis dans le cadre de conflits inter-impérialistes croissants.

Soja, bois, viande, pétrole, cellulose, canne à sucre, minerai de fer – chacun de ces « *complexes économiques* » est un foyer de destruction du pays, de ses écosystèmes et de la déshumanisation des personnes qui l'habitent ; dans une société rationnelle leur survie ne devrait être envisagée que de manière subsidiaire. Ce sont des « *complexes* » liés à des processus d'expropriation qui forcent les populations misérables à les accepter parce qu'elles ont besoin de survivre. Cette structure économique (et de pouvoir), traitée par les économistes et le personnel politique progressiste comme une donnée à gérer, est une menace contre la survie de l'humanité, ainsi que nous le rappellent Eleutério Prado (15) et Luiz Marques (16). Au nom de l'innovation technologique considérée

15. Eleutério Prado est économiste. Voir <https://eleuterioprado.blog/>

16. Auteur en particulier de *Capitalismo e colapso ambiental* (capitalisme et effondrement climatique), Unicamp, Campiunas 2015.



comme incontournable, ces « complexes » ont aussi introduit le pays dans la société de connexions algorithmiques, ce qui a défilé l'effort méritoire des huit ans de gouvernement Lula pour formaliser les relations de travail. Et ces économistes et politiciens progressistes n'ont pas compris non plus que, dans la nouvelle base technologique du capitalisme, la dépendance internationale changeait de forme et que les échanges avec la Chine, depuis 2009 principal partenaire commercial de la Chine, aggravait encore le rôle subalterne du pays dans la division internationale du travail. Une transition énergétique en Europe et aux États-Unis reposera sur l'élargissement de nouvelles zones de sacrifice néoextractiviste ici.

Le PT n'a jamais compris l'effondrement de l'Union soviétique et de son régime, ni la débâcle de la social-démocratie devenue « troisième voie », ni la disparition du « tiers-mondisme ». Il est resté bloqué dans la vision du monde unipolaire des années 1990, charriant l'illusion d'une Chine supposée socialiste. Il a favorisé, au nom d'une idéologie du progrès, tant le maintien de l'inertie de la prédation environnementale (la déforestation en Amazonie par l'expansion de l'agrobusiness !), que la production d'une nouvelle vaste classe encore plus amorphe de prolétaires « auto-entrepreneurs », réduits en esclavage par les plateformes et dirigés par les pasteurs néopentecôtistes.

Telle a été la fabrique du bolsonarisme parmi les pauvres et les classes moyennes décadentes qui assimilent l'idéologie individualiste, tombent dans les griffes des algorithmes des réseaux sociaux et finissent par reconstituer leur tissu de sociabilité au sein des églises évangéliques néopentecôtistes. C'est faire preuve d'une grande myopie, presque de l'aveuglement, que de ne voir dans le néofascisme qu'un

processus politico-idéologique, sans en apercevoir la base matérielle, ou de l'identifier en termes généraux avec le néolibéralisme. C'est ce que fait, malheureusement, Guilherme Boulos, qui tresse des louanges au gouvernement Lula pour avoir su « utiliser, comme peu l'ont fait, le boom du prix des commodités [matières premières], engendré par la croissance à deux chiffres du PIB chinois, pour impulser la croissance économique brésilienne » (17). Cette fabrique sociale de fascisation du Brésil par le biais de « l'inclusion par le marché » fonctionne toujours à pleine vapeur et rien n'indique qu'il y va y avoir maintenant une réponse du gouvernement d'union nationale.

Le Brésil dans un cercle vicieux

Lula et Alckmin travaillent avec le Tribunal suprême fédéral (STF) pour mettre fin à la crise de régime, cet interrègne chaotique ouvert en 2013. Mais ils ont besoin du Centrão, et bien plus qu'ils en avaient besoin en 2013, du fait des erreurs qu'ils ont commises et de l'espace qu'ils ont ouvert à la réaction. Dans le passé, Getúlio Vargas avait besoin des oligarchies agraires, qui bloquaient son projet national-industrialisant, une crise qui a culminé en 1954. Vargas gagna alors le bras de fer, en offrant sa propre vie (18), ce qui a permis au national-développementisme de survivre dix ans, jusqu'au coup d'État de 1964. Le gouvernement Lula est pris au piège, comme l'a analysé Jean Marc von der Weid dans une série d'articles (19). Paulo Arantes envisage ce dilemme avec précision dans un entretien récent (20) – il s'agit de gagner du temps –, ce qui a produit des réflexions stimulantes de Gabriel Feltran (21) et Bruno Cava (22).

Il ne s'agit pas de simples choix tactiques, ils s'enracinent dans la dynamique

structurelle du régime depuis 1988, surdéterminée par les conflits mondiaux entre mondialisation néolibérale et nationalisme conservateur, qui forment le cadre où Bolsonaro ou Lula peuvent (re)devenir présidents du Brésil – des conflits dont l'épicentre est la crise de régime aux États-Unis et non les conflits géopolitiques. La politique de réformisme faible du PT, ancrée dans l'adhésion électorale de masses désorganisées devenues des clientèles des politiques publiques, dépend, depuis 2006, d'accords avec les secteurs oligarchiques ; elle ne peut ni formuler un projet de rupture ni faire appel à la mobilisation des masses. Ces deux tâches sont celles d'une gauche indépendante du « progressisme ». La gouvernance conservatrice voulant préserver le modèle économique, enchaîne le progressisme à un statu quo qu'on peut résumer à la défense du régime politique constitutionnellement établi. Cela ouvre un boulevard à l'extrême droite pour qu'elle reconstitue sa force politique comme expression (déformée) de l'anticonformisme social – qu'elle va diriger contre la démocratie libérale. Le destin du régime de cette « République nouvelle » se révèle structurellement instable dans les conditions critiques du capitalisme ouvertes depuis 2008.

Lula peut profiter du cadre actuel pour modifier des choses importantes, comme le rôle des militaires ou la régulation des plateformes numériques. Dans le passé, le PT a toujours renvoyé à plus tard les changements politiques stratégiques au profit de gains sociaux immédiats – un écho de l'économisme qui marque le progressisme brésilien. Lula a déjà pris, en principe, un engagement fondamental qui oppose le gouvernement non seulement à l'extrême droite mais à l'ensemble des conservateurs organisés dans le Centrão : la défen-

17. Guilherme Boulos, *Sem medo do futuro*, Contracorrente, São Paulo 2022, p. 126.

18. Le président populiste Getúlio Vargas s'est suicidé le 24 août 1954.

19. Voir Jean Marc von der Weid, « Os perigos que ameaçam o governo do presidente Lula » et « A Armadilha » numérotés de 2 à 7 (les liens pour tous ces articles ici : <https://www.ihu.unisinos.br/categorias/627555-a-armadilha-7-artigo-de-jean-marc-von-der-weid>)

20. <https://www1.folha.uol.com.br/ilustrissima/2023/03/mesmo-sem-projeto-lula-tera-sucesso-se-frear-extrema-direita-diz-paulo-arantes.shtml>

21. <https://www1.folha.uol.com.br/ilustrissima/2023/03/lula-ainda-nao-despertou-para-a-contrarrevolucao-dos-jaguncos.shtml>

22. <https://www.ihu.unisinos.br/categorias/159-entrevistas/627976-o-lema-governista-da-reconstrucao-ate-agora-tem-sido-reconstruir-a-governabilidade-entrevista-especial-com-bruno-cava>



se de l'Amazonie, indispensable pour préserver les soutiens internationaux de son gouvernement (encore qu'il ait préféré se consacrer, ces dernières semaines, à discuter de la guerre en Ukraine). Son gouvernement ouvre ainsi un espace pour que les programmes des différents mouvements sociaux résonnent à nouveau, même si leur mise en œuvre va prendre le chemin des mystérieux couloirs des bureaucraties ministérielles ou parlementaires. Nous devons soutenir toutes les initiatives positives qu'il prendra, même si l'histoire passée montre qu'elles seront limitées ; rien n'indique qu'il entreprendra des changements qui pourraient mettre le noyau du gouvernement – le co-gouvernement avec les libéraux – en situation d'affrontement ouvert avec le Centrão. Mais outre cela, son agenda comporte un élément réactionnaire incontournable – la conciliation avec le grand agrobusiness exportateur, ennemi de l'humanité – mis en évidence par la composition de l'équipe qui a préparé le voyage de Lula en Chine !

Il ne s'agit pas d'entrer en opposition à ce gouvernement, mais son action est et sera de plus en plus limitée. Passé la lune de miel avec la majorité de la population, l'insatisfaction sociale va revenir. Non pas dans la société brésilienne de 2010, mais dans celle de 2023. Un basculement politique aux États-Unis, avec le retour des républicains au gouvernement en 2026, pourrait changer l'état d'esprit de secteurs significatifs des classes dominantes brési-liennes. Si cela se produit, la réaction et le néofascisme essaieront de combiner ce tourment des classes dominantes avec l'insatisfaction populaire et, grâce aux plateformes numériques, elles ont les outils pour le faire, quoique moins facilement qu'en 2018.

Aucun progressiste n'aime entendre qu'après quatre années de bolsonarisme, les horizons du gouvernement Lula, acquis de haute lutte, sont à ce point problématiques. Nous devons contribuer à ce qu'il puisse avancer le plus loin possible. Mais

la gauche ne peut le faire qu'en mettant en avant les revendications populaires de manière indépendante, à partir des mouvements sociaux, et en s'orientant vers un autre programme, libéré du piège de la gouvernance conservatrice qui enchaîne Lula et le PT.

Retrouver l'horizon stratégique des alternatives au système

Nous vivons une époque de changements brutaux à l'échelle mondiale qui plongent la gauche dans une grande confusion, du fait que le passé ne donne pas la boussole nécessaire au présent. Nous ne pouvons prévoir toutes les conséquences des changements en cours, mais nous pouvons apercevoir les tendances qui balisent les prises de position pragmatiques et stratégiques. C'est ce que les socialistes ont fait, par exemple, au XIXe siècle face à l'industrialisation et dans les premières décennies du XXe face aux guerres et aux révolutions, ainsi que dans les années 1930 et 1940 face à la lutte contre le fascisme classique et, plus tard, dans la révolution anticoloniale.

Un premier jalon, face aux fascismes et aux conservatismes qui font surface sur toute la planète, c'est la tâche d'armer la gauche d'un regard stratégique dans la lutte pour la démocratie politique et sociale sur tous les fronts, en refusant d'un côté les appels populistes d'adaptation à des victoires électorales fugaces, et de l'autre, la tentation de remplacer le vieux « *socialisme réel* » par le modèle chinois (ou russe !). Il n'y a pas d'alternatives autoritaires face au fascisme. Les libertés et les droits démocratiques sont très importants, essentiels. Il faut les ancrer dans des processus d'auto-organisation populaire qui ne peuvent être traités de façon instrumentale par telle ou telle force politique. Arriver au gouvernement sans une solide base sociale, ce n'est pas conquérir le pouvoir, c'est gérer l'État et le pouvoir établis au profit de la logique du capital.

Un deuxième jalon, face à un monde qualitativement plus intégré, connecté et interdépendant, où le capital s'est universalisé et produit une urgence environnementale, c'est de donner une centralité et une signification nouvelle à l'internationalisme et à l'écologie. Il y a un héritage universaliste concret et une solidarité fondamentale à défendre face à la réaction, sans quoi il n'y a pas d'avancée politique et sociale. Il a une forme matérielle, économique-environnementale. Gagner contre l'inégalité suppose une autre économie, qui rejette les

impulsions quantitatives de la croissance du PIB, et promeut une redistribution fondamentale de la richesse et du pouvoir. Nous avons besoin d'un projet d'économie à hauteur de l'intelligence, qui rompt avec le blocage de l'imagination établi, au Brésil, par la nostalgie du développementalisme. Écosocialisme, décroissance des riches et démondialisation économique, accompagnés d'une intégration régionale qualitativement supérieure, tout cela ne pourra être mené par des forces politiques nationalistes, mais au nom de la défense du tissu vivant et de toute l'humanité.

Face au monde des plateformes numériques, réseaux sociaux et big techs, le troisième jalon consiste à construire un pouvoir social et politique antisystémique. Nous voyons, partout, de puissants processus d'auto-organisation populaire qui ne se cristallisent pas en outils politiques indépendants pour les travailleurs. Une alternative systémique s'organisera avec un programme permettant à l'ensemble du monde du travail d'embrasser toute son hétérogénéité et de construire les alliances sociales et politiques nécessaires pour rivaliser avec le pouvoir politique et d'État. Dans le monde entier les femmes se sont placées à la tête du changement social et politique. Les stratégies aveugles d'accès au gouvernement ont cessé d'accumuler de la force sociale et politique depuis déjà quarante ans, détruisant toutes les promesses de la gauche arrivée à la direction des appareils d'État. La construction de nouveaux outils sociaux et les stratégies de lutte pour le pouvoir sont indissociables.

Ce n'est qu'en avançant sur ces questions d'un point de vue programmatique, organisationnel et stratégique, que les secteurs populaires au Brésil auront l'ancrage nécessaire pour proposer une alternative d'organisation de la société face à l'extrême droite. Ce n'est qu'ainsi que les socialistes pourront peser sur tout le spectre politique qui va du centre-droit au centre-gauche et au progressisme, entrer en conflit et non subir les conflits, diriger et ne pas être dirigés. Si le gouvernement « *d'union nationale* » Lula-Alckmin-Lira absorbait en son sein la gauche socialiste, alors ses limites et ses impasses – combinées avec de nouvelles victoires des fascismes contemporains à l'étranger et avec la démobilisation sociale et politique dans le pays – créeraient les conditions pour que l'extrême droite reprenne l'initiative. Elle s'organise déjà pour 2026 et nous n'aurons pas la chance de répéter 2022. ■

São Paulo, 27 avril 2023

Un fossé entre la politique et la société

Par Tomás Leighton et José Acevedo*

Le triomphe de l'extrême droite aux dernières élections chiliennes fait de ce secteur, opposé au remplacement de la Constitution de 1980, la principale force du nouveau Conseil constitutionnel. Avec une campagne très éloignée du débat constitutionnel et centrée sur des thèmes tels que l'insécurité, le progressisme a subi une lourde défaite qui aura un impact sur le gouvernement de Gabriel Boric.

Depuis quelque temps, le Chili occupait à nouveau une place particulière dans le cœur du progressisme mondial. En 2019, des manifestations sociales contre le néolibéralisme ont débouché sur un processus démocratique visant à abandonner la Constitution imposée par la dictature d'Augusto Pinochet en 1980. En 2021, Gabriel Boric, un ancien leader étudiant de 36 ans, a été élu président et a initié ce que certains ont appelé une nouvelle vague de gouvernements progressistes en Amérique latine.

Cependant, en septembre dernier, la population a massivement rejeté dans les urnes le texte constitutionnel qui visait à remplacer l'ancienne Constitution, ce qui a obligé les partis à entamer un nouveau processus beaucoup plus encadré que le précédent. Et ce n'était qu'un prélude : lors des élections du nouveau Conseil constitutionnel, le 7 mai dernier, l'extrême droite, représentée par le Parti républicain (PR) de José Antonio Kast, a obtenu 35,41 % des voix. Elle a ainsi dépassé la droite traditionnelle (21,1 %) et battu le progressisme au pouvoir (qui se présentait sur des listes séparées, une erreur qui fera couler beaucoup d'encre). En outre, le PR a obtenu le droit de veto à lui seul et, avec la droite traditionnelle, a obtenu les deux tiers de la représentation pour opposer son veto à toute modification suggérée par la commission d'experts au projet de la nouvelle Constitution.

Tout ceci rend extrêmement difficile un accord entre la gauche et la droite tradi-



tionnelle (qui aurait cru qu'une telle possibilité pourrait être souhaitée). Bien que les résultats aient inévitablement miné la position de négociation du gouvernement pour mener à bien un programme qui était déjà compromis par l'absence de majorité parlementaire, il est certain que la majorité d'extrême droite au Conseil constitutionnel n'a pas un chemin assuré vers la victoire lors des prochaines élections présidentielles. En réalité, cette époque d'« *identités négatives* » et du rejet de tout ce qui a une odeur de pouvoir ont montré tout le contraire : sans expérience et prête à diriger un processus porteur d'espoirs qu'elle ne pourra pas satisfaire, l'extrême droite pourrait être confrontée à son propre processus de décomposition, tout comme la gauche a connu le sien avec la première Convention constitutionnelle.

Une série de va-et-vient constitutionnels

Bien qu'il soit encore trop tôt pour tirer des conclusions sur le comportement électoral, plusieurs éléments doivent être mentionnés. Tout d'abord, l'introduction du vote obligatoire l'année dernière a stabilisé un taux de participation élevé qui modifie complètement la carte électorale. En 2022,

le taux de participation était de 86 %, il s'élève cette fois à près de 85 %. Il semble que le désintérêt des citoyens pour le processus constituant actuel, au lieu de se transformer en abstention, se soit exprimé par des votes nuls et blancs : ceux-ci ont représenté 21,54 % du total. En revanche avec le vote obligatoire, le reste des électeurs – qui ne s'étaient pas rendus aux urnes auparavant (ni lors du premier processus constituant, ni lors de l'élection du président Boric, lorsque le vote était encore facultatif) – a opté pour l'extrême droite cette fois-ci.

Cela signifie-t-il un élargissement de la pénétration culturelle du conservatisme au Chili ? Cela dépendra du maintien des bons résultats du PR au fil du temps. Pour l'heure, trois éléments peuvent être avancés. Premièrement, le vote en faveur du rejet du projet lors du dernier plébiscite est similaire au pourcentage de soutien à l'opposition, dans les deux cas autour de 62

* **Tomás Leighton** est directeur exécutif de la Fundación Rumbo Colectivo de Chile. **José Acevedo**, avocat, a travaillé au Congrès, à la Convention constitutionnelle et au Secrétariat aux communications du gouvernement chilien. Cet article a d'abord été publié par la revue latinoaméricaine *Nueva Sociedad* de mai 2023 : <https://nuso.org/articulo/chile-elecciones-constitucion/> (Traduit de l'espagnol par JM).

%. Deuxièmement, le centre politique s'est finalement effondré après que l'alliance entre la Démocratie chrétienne et le Parti pour la démocratie (PPD, de l'ancien président Ricardo Lagos), appelée « *Todo por Chile* » (Tout pour le Chili), a décidé de sortir du bloc au pouvoir et n'a remporté aucun siège. Troisièmement, et c'est peut-être le plus important, il semble que l'extrême droite capitalise conjonctuellement un vote de répudiation de l'establishment politique, qui n'est pas très différent de celui qui a mobilisé les électeurs de la nouvelle gauche chilienne ces derniers temps. Comme cela s'est déjà produit dans d'autres pays, ces élections sont déterminées par ce que l'on appelle les « *identités négatives* », et celui qui les remporte voit son emprise se diluer en un clin d'œil.

Cependant, pour comprendre plus précisément ce que les Chiliens sanctionnent à cette occasion, il est nécessaire de se référer à la série de va-et-vient constitutionnels dont découle le processus actuel. La persistance du problème constitutionnel chilien réside dans le fait que, malgré les multiples réformes qu'elle a subies, la Constitution de 1980 ne sert pas de pacte fondateur de la communauté politique, ni de base pour régler les différends entre les citoyens. En plus de son héritage dictatorial, ce texte a encore dégradé sa légitimité en bloquant les réformes susceptibles de modifier la subsidiarité de l'État.

Après l'explosion sociale d'octobre 2019, le monde pensait que tout cela serait derrière nous avec la Convention constitutionnelle et ses innovations démocratiques révolutionnaires en matière de parité hommes-femmes et de protection de l'environnement. Pourtant, le projet a été sèchement rejeté par près de 62 % des électeurs dans toutes les régions du pays. Si certains accusent encore la campagne de désinformation conservatrice, la vérité est qu'elle n'a réussi qu'en raison d'une erreur stratégique et idéologique de la gauche : la rédaction d'une Constitution a été confondue avec le déploiement et la matérialisation d'un programme gouvernemental progressiste innovant. Le problème structurel de la ratification des nouvelles Constitutions par référendum est que plus le texte est long, plus les électeurs ont de raisons de le rejeter. Dans le cas du Chili, par exemple, une grande partie des nouveaux électeurs issus des secteurs populaires ont interprété la « *plurinationalité* » comme une atteinte à leur identité patriotique.

Le projet précédent ayant été rejeté, le Congrès national a lancé un nouveau processus beaucoup plus limité par le pouvoir

en place. Bien que cela ait été un seuil d'eau froide pour les aspirations de la gauche, toute autre chose aurait donné des armes à la droite. Comme ce fut le cas pour la Convention, le nouvel organe a établi des quorums contre-majoritaires, notamment les trois cinquièmes dans une assemblée de 51 élus (l'accord initial prévoyait 50 sièges, auxquels s'ajouteraient des quotas indigènes s'ils obtenaient 1,5 % du total des voix du pays lors d'un scrutin séparé ; ce fut le cas d'Alihuén Antileo, élu sur ce quota). Et, comme ce fut le cas pour la droite auparavant, la sous-représentation du centre-gauche dans le processus actuel signifie que les quorums n'atteindront pas leur objectif de faire avancer les pactes. De plus, la droite avait trois exigences : 12 bases institutionnelles intouchables pendant le processus (comme l'impossibilité d'éliminer le Sénat et la mention explicite de l'existence des forces armées et des carabiniers dans la Constitution, deux points controversés lors de la dernière Convention), une commission d'experts composée proportionnellement par les forces représentées au Congrès et un comité d'arbitres pour assurer la tutelle sur le pouvoir constituant. Le premier paradoxe est qu'avec les résultats électoraux favorables à l'extrême droite, ces contours pourraient, au mieux, donner une certaine influence à la gauche (et non plus aux conservateurs, comme à l'origine) et, au pire, s'avérer sans objet. Le second paradoxe électoral est qu'un parti comme le PR, qui défend la continuité de la Constitution de 1980, s'est vu confier la responsabilité du changement constitutionnel.

Dépassement par l'extrême droite

Le changement de l'hégémonie dans la droite chilienne est complet. Aujourd'hui, Kast est non seulement l'ancien candidat présidentiel de la droite qui a obtenu 44 % au second tour en 2021, mais son parti vient de gagner plus de deux fois plus de représentants que les forces de la droite classique, dont Renovación Nacional (de l'ancien président Sebastián Piñera) et l'Unión Demócrata Independiente (UDI, fondée par Jaime Guzmán, l'un des idéologues de la dictature).

La presse internationale a qualifié Kast de simple adaptation chilienne de populistes tels que Donald Trump ou Jair Bolsonaro, ce qui est logique compte tenu des connexions du PR avec les principales organisations d'extrême droite dans le monde. Sur le plan discursif, depuis 2017,

Kast fait appel au danger qui pèse sur les valeurs familiales traditionnelles et la stabilité économique. Et qui les menacerait ? Le réseau classique de conspirateurs et d'ennemis coordonnés : la gauche, les agents politiques, « *l'idéologie du genre* » et les immigrés. Le discours de l'Alt-Right (droite alternative des États-Unis) qui se répand dans d'autres parties du monde n'est pas différent.

Depuis l'élection de Boric en 2022, le contexte économique, la crise migratoire et la crise sécuritaire (notamment avec la forte croissance de la criminalité à fort impact social) ont non seulement donné lieu à une levée de boucliers contre le gouvernement, mais ont également revigoré des discours tels que celui des Républicains, qui parviennent à être perçus comme des nouveaux venus prêts à déployer une « *main de fer* » contre la criminalité. En effet, toute la campagne électorale pour le nouveau Conseil constitutionnel a été marquée par des messages sur le sur le relâchement du contrôle de la sécurité, qui n'avaient pas grand-chose à voir avec la Constitution mais servaient au PR à susciter la colère envers le parti au pouvoir.

Mais José Antonio Kast est-il vraiment un outsider ? Contrairement à certains de ses pairs internationaux, c'est un homme politique de longue date qui a exercé des fonctions publiques depuis 1996 et qui, jusqu'à sa première campagne présidentielle en 2017, s'était toujours présenté sous l'étiquette de l'UDI. En particulier, Kast vient du cœur de l'une des cultures politiques les plus traditionnelles de la droite chilienne. Lorsqu'il étudiait le droit à l'Université catholique, Jaime Guzmán était son tuteur, et c'est ainsi qu'il est devenu un militant du Mouvement Gremial, un groupe corporatiste et religieux qui deviendra plus tard le germe du parti. Quant à son frère, Miguel Kast, c'était un *Chicago boy* formé par Milton Friedman qui fut ensuite ministre de Pinochet. Alors que Guzmán et Miguel Kast étaient sur le point de fonder l'UDI, ce dernier est décédé et la figure de José Antonio a fini par occuper un rôle symbolique fondateur, qui se reflète dans d'innombrables discours et hommages.

Tout ceci est extrêmement révélateur de la manière dont Kast et les Républicains tenteront d'orienter leur groupe au sein du Conseil constitutionnel. Vont-ils continuer à se mettre à dos les autres partis maintenant que c'est leur tour de diriger ? L'actuel président de l'UDI, Javier Macaya, s'est montré confiant quant à leur évolution en faisant remarquer que « *près de 90 % des élus*

républicains sont issus de l'UDI ». Nous ne savons pas quel rôle Kast choisira de jouer avant la conclusion du processus, mais il pourrait présenter certaines différences avec le scénario du populisme de droite sous d'autres latitudes.

Progressisme chilien : et maintenant ?

Le Chili a élu le président le plus à gauche depuis le retour de la démocratie mais, dans le même temps, il a élu un Congrès largement à droite. L'effervescence déclenchée par la première élection, peut-être intensifiée par les espoirs liés au processus constituant initial, a été telle que la gauche a commis une erreur stratégique : elle a oublié la seconde élection. Ainsi, au lieu de procéder immédiatement aux principales réformes du programme gouvernemental, profitant de la lune de miel de plus en plus courte des gouvernements, elle a décidé d'attendre les résultats du plébiscite de septembre 2022, pensant que ce triomphe renforcerait le pouvoir de négociation de l'exécutif au Congrès. Cependant, avec le rejet du projet, le bloc au pouvoir s'est retrouvé avec une grande partie du programme gouvernemental en péril et, après les résultats du 7 mai, non seulement l'organe politique le plus à droite depuis des décennies a été élu, mais la position de négociation au Congrès s'est détériorée une fois de plus.

Dans un scénario défavorable, le progressisme doit rapidement se défaire de sa défaite et faire son autocritique, non pas pour s'auto-flageller, mais pour regarder vers l'avenir. Quels sont les éléments du processus constituant qui doivent être préservés et quels sont ceux qui doivent être abandonnés ? Quels sont les consensus nécessaires pour regagner la légitimité de notre vie commune dans le contexte que nous venons de décrire ?

S'il y a une chose qui est claire, c'est que la gauche ne peut pas se désengager du processus constituant. Après tout, c'est la gauche qui a proposé au pays une nouvelle Constitution visant à inaugurer une période de justice sociale. Ainsi, même s'il y a beaucoup de concessions à faire, il serait beaucoup plus préjudiciable de renoncer à un accord avec la droite traditionnelle. D'une part, cela permettrait de parvenir à un consensus sur un texte qui aurait plus de chances d'être approuvé en décembre 2023 et de clore définitivement le processus. D'autre part, cela créerait un précédent pour barrer la route à l'autoritarisme.

L'ère des identités politiques négatives

implique également qu'il pourrait y avoir un espace au Chili pour construire une identité contre l'extrême droite, ce qui s'est produit dans une certaine mesure lors du second tour des élections présidentielles de 2021. La question est de savoir si, pour construire un tel antagonisme, il suffit de dénoncer le PR comme « *non démocratique* » alors qu'il vient de remporter les élections. Il convient plutôt de revenir à l'origine : la raison pour laquelle nous avons entamé ce long chemin de va-et-vient depuis l'explosion sociale, c'était le malaise que suscitait le non respect du principe de la subsidiarité (1) de l'État inscrit dans la Constitution de 1980. Si l'on prend en compte la logique du plébiscite de ratification, qui ne distingue pas article par article mais soumet au vote l'ensemble du projet, alors les anticorps que le nouveau texte peut générer auront le plus d'importance pour le vote final. Si la droite choisit de constitutionnaliser le système rejeté des administrateurs de fonds de pension privés (AFP) ou les institutions de santé de la sécurité sociale (ISAPRE, systèmes d'assurance maladie privés), il est très probable que le rejet l'emportera à nouveau.

Le dilemme de Kast

Nous avons dit plus haut que le processus constituant a été placé sous la direction de ceux qui ont refusé un processus constituant. Pour illustrer ce propos, un exemple suffit : Luis Silva, le candidat qui a obtenu le plus de voix dans le pays, a indiqué que le PR « *ne veut pas d'une nouvelle Constitution* ». En résumé, on peut dire que la proposition constitutionnelle du PR est la Constitution de 1980, ni plus ni moins. Cependant, malgré de lourdes défaites électorales cette année et l'année dernière, le plébiscite constitutionnel de 2020 a approuvé avec 78 % des voix la proposition de modifier le texte imposé par la dictature et amendé à de multiples reprises. En d'autres termes, il s'agit d'un chapitre qui ne se refermera probablement pas avec un nouveau rejet.

Comme on peut le voir, la question n'est pas si simple pour le PR. En tant que principale force du Conseil avec 23 sièges, un droit de veto autonome et nécessitant seulement huit voix de plus pour atteindre les trois cinquièmes (quorum pour approuver les articles), c'est lui qui a désormais la responsabilité du déroulement du processus dans la même mesure que le soutien populaire reçu lors du vote. Et même s'il sera plus d'une fois tenté de se dissocier de sa responsabilité, ce qui est certain,

c'est que les attentes de dénouement de la crise sociale et institutionnelle du Chili n'ont pas disparu, malgré le fait que la sécurité et l'immigration soient devenues des sujets centraux pour les citoyens.

Contrairement au dernier plébiscite, il n'est plus possible pour la droite de se renforcer grâce à un nouveau rejet. La facilité avec laquelle elle peut obtenir les trois cinquièmes et même les deux tiers avec Chile Vamos signifie que les coûts du processus constituant incomberont en grande partie à la droite. Pour cette raison, il est probable que le pari du PR sera de présenter un projet à approuver en décembre. Cela dépend de la capacité de la droite, mais surtout du PR, à agir de manière modérée. Cela n'est pas impossible si l'on considère que, contrairement à une grande partie de la gauche indépendante élue à la Convention, le RP dispose d'un leader et d'une structure de parti beaucoup plus verticale.

Cependant, ce n'est pas la seule possibilité. Le PR est un nouveau parti, avec de nombreux cadres qui n'ont pas été forgés en politique et qui ne sont pas habitués aux débats institutionnalisés, aux règles de vote, aux apparitions publiques, etc., de sorte qu'ils peuvent commettre les mêmes erreurs de communication et de tactique que celles commises, en abondance, lors de la première Convention constitutionnelle. Nous ne pouvons pas oublier qu'au sein de la Chambre des députés, les militants et ex-militants du PR ont été impliqués dans diverses polémiques.

En définitive, si le cheminement de la nouvelle gauche chilienne dirigée par le président Boric connaît des virages dangereux, celui de l'extrême droite de Kast, bien que la voie semble dégagée, est confronté aux risques de l'excès de vitesse. Il devra générer le cadre d'une nouvelle Constitution qui devra être approuvée pour montrer qu'il peut gouverner et générer de la « *stabilité* », mais il devra faire attention à ce que ses idées « *des années 1980* » n'apparaissent pas dans le nouveau texte. En attendant, entre les virages dangereux et les excès de vitesse, un véritable fossé continue de se creuser entre la politique et la société. ■

1. Selon le principe de subsidiarité une autorité centrale ne peut effectuer que les tâches qui ne peuvent pas être réalisées à l'échelon inférieur... ce qui n'est pas le cas dans la Constitution de Pinochet.

« Le Conseil constitutionnel sera un laboratoire pour l'extrême droite »

Entretien de Cristian González Farfán avec Arnaldo Delgado*

Derrière l'écrasante victoire du Parti républicain le 7 mai, explique Delgado à *Brecha*, l'énorme crise de représentation qui a donné naissance à la révolte de 2019 est toujours d'actualité. L'analyste estime que l'enjeu est encore important et que la puissance déchaînée depuis trois ans pour destituer les autorités menace de ronger tout projet politique qui n'y répondrait pas.

Ceux qui se sont prononcés contre une nouvelle Constitution auront la capacité de la rédiger. Le Parti républicain d'extrême droite, qui a refusé de signer l'accord pour le Chili visant à permettre un nouveau processus constituant au Chili, a remporté les élections de dimanche dernier et disposera d'une majorité au sein du Conseil constitutionnel chargé d'examiner et d'approuver le projet constitutionnel qui émanera de la commission d'experts.

Le parti ultra-conservateur dirigé par José Antonio Kast a obtenu 35,4 % des voix et 23 des 51 sièges du Conseil constitutionnel. À ce chiffre s'ajoutent 11 élus du pacte Chile Seguro (qui regroupe la coalition de droite Chile Vamos, avec 21 % des voix), ce

qui signifie que la droite en général a atteint 34 sièges et a dépassé le quorum requis (trois cinquièmes) pour approuver les règles de la nouvelle proposition. Les forces de transformation au sein de l'organe n'ont donc pas de droit de veto : Unité pour le Chili, le pacte de la coalition gouvernementale (Frente Amplio, Parti communiste, Parti socialiste et autres), a obtenu 28,59 % des voix et 11 sièges. Le Parti des gens, qui émergeait comme une nouvelle force électorale, n'a pas obtenu de représentants. L'ampleur historique des votes nuls lors du scrutin de dimanche, 16,98 % du total, est remarquable.

Ainsi, la scène politique chilienne a radicalement changé, passant de la révolte sociale de 2019, qui a conduit à l'ouverture d'un processus constituant inédit avec la participation des peuples indigènes et des mouvements sociaux, à un Conseil constitutionnel dominé par l'extrême droite en 2023.

Pour analyser le cycle politique au Chili, Cristian González Farfán s'est entretenu avec Arnaldo Delgado, qui assure que la « force destituante » (c'est-à-dire la capacité de remettre en cause le pouvoir établi dans le contexte d'une crise aiguë de la représentation politique) continue d'être en vigueur de 2019 à 2023. Et même qu'elle a augmenté.

Cristian González Farfán : *Comment expliquer le retournement du cycle politique au Chili ?*

Arnaldo Delgado : Il existe un malaise et un mécontentement social qui n'ont cessé de croître au fil des ans. Derrière ce malaise, il y a une formidable crise de la représentation. Il ne s'agit pas seulement d'une méfiance envers les représentants en place, mais aussi de la manière de vivre collectivement dans le monde. Nous cherchons à articuler une forme de représentation politique qui nous permette de dépasser ce malaise. Mais il y a un verbe central pour expliquer ce cycle : contester. Je crois que ce qui caractérise ces quatre années, c'est ce caractère contestataire, que la gauche a tenté de capitaliser dans le cadre

du processus constituant précédent, mais qu'elle n'a pas réussi à exploiter parce que les voies de sortie de ce malaise qu'elle proposait étaient des promesses à très long terme.

De plus, lorsque Gabriel Boric est arrivé au gouvernement, les partis de gauche se sont vidés. Tous ses cadres ont commencé à travailler pour l'État, ce qui a mis fin à la contestation et ceux qui étaient à la tête de la contestation en 2019 ont commencé à être intégrés dans les institutions. Après avoir été un contestataire, Boric est devenu la cible de la contestation. Ainsi abandonné, le sceptre de la contestation a été repris par le Parti des gens et le Parti républicain.

Bref, il y a un cercle vicieux de la contestation et il est lié à ce que j'appelle la force destituante. Aujourd'hui, cette force destituante se radicalise parce qu'aucun secteur n'est capable d'avoir une proposition institutionnelle créative, capable de générer un nouvel ordre, pas même les républicains.

Cristian González Farfán : *Diriez-vous que cette force destituante est aujourd'hui capitalisée par l'extrême droite ?*

Arnaldo Delgado : Tout d'abord, il faut dire que la précédente Convention constitutionnelle a été immédiatement rongée par cette force destituante, cette volonté de révocation. Les constituants ont été perçus comme faisant partie de l'élite. Le néolibéralisme chilien est un projet très précieux pour les droites ; il lui a fallu beaucoup d'imagination et de travail académique pour parvenir à ce « paradis néolibéral » installé au Chili. À droite, on ne cherche pas à inventer quelque chose de nouveau, on cherche à récupérer. C'est pourquoi son slogan c'est « restituer », « restaurer », « récupérer », tout ce qui commence par « re ». Mais « re » signifie aussi « répéter », « revenir ». La seule façon pour l'ultra-droite de rendre viable un quelconque espoir – illusoire – c'est le retour à un modèle qui est à l'origine du malaise social, c'est recommencer. Dans le domaine du droit

* **Arnaldo Delgado** est chercheur au Centro de Investigación Transdisciplinar en Estéticas del Sur (CITES) et chroniqueur pour le programme en ligne *La Cosa Nostra*, où ses analyses des structures du pouvoir politique sont remarquées. Auteur de *Prolegómenos sobre el esteticidio* (Itaca, Mexique, 2020), *Abecedario para octubre* (Ventana Abierta, Chili, 2020) et *Comunalización* (Prometeo, Argentine, 2023). **Cristian González Farfán**, journaliste, correspondant de *Brecha* (Uruguay) au Chili, a publié *Ecos del tiempo subterráneo : las peñas en Santiago durante el régimen militar (1973-1983)*, LOM Ediciones, Santiago 2009. Cet entretien a d'abord été publié le 12 mai 2023 par le magazine uruguayen *Brecha* (<https://brecha.com.uy/el-consejo-constitucional-sera-un-laboratorio-para-la-ultraderecha/>) et repris par *Correspondencia de Prensa* (<https://correspondenciadeprensa.com/?p=34662>). Une traduction française (différente de la nôtre) a été publiée par la revue électronique suisse *À l'encontre* : <https://alencontre.org/debats/chili-debat-apres-la-victoire-du-parti-republicain-le-conseil-constitutionnel-sera-un-laboratoire-pour-l-extreme-droite.html> (Traduit de l'espagnol par JM).



constitutionnel, elle n'a aucune capacité à projeter le pays sur les 30 ou 40 ans à venir.

Cristian González Farfán : *Vous avez également suggéré que le « moi – le peuple » présent lors de l'épidémie est devenu maintenant un « moi – la nation ». Comment cela s'exprime-t-il dans les résultats de ce dimanche 7 mai ?*

Arnaldo Delgado : Ce qui domine, c'est l'incertitude. En 2019, on a tenté d'y répondre par des solidarités partagées et la coordination des quartiers. Mais lorsque la crise économique s'intensifie en raison de la pandémie, l'incertitude s'individualise. Le discours du « moi – le peuple » ne correspond plus à la manière dont l'incertitude est gérée individuellement, et la droite entre en scène pour rétablir, à travers le discours sur la sécurité publique, le « moi – la nation » en tant qu'élément structurant la collectivité chilienne. De plus, comme la gauche n'a pas de langage pour aborder la question de la sécurité publique, elle se ridiculise.

Cristian González Farfán : *Comment prévoyez-vous les débats du Conseil constitutionnel avec la majorité écrasante des Républicains ? Quel rôle va jouer la droite plus modérée ?*

Arnaldo Delgado : Il y a deux âmes au sein de la droite qui s'opposent sur la manière de pratiquer la restauration de l'état antérieur du Chili dans les années à venir. Avant le 7 mai, l'une était menée par Chile Vamos et des secteurs de l'ex-Concertación, et l'autre par le Parti républicain et le Parti des gens. Dans le premier cas, il s'agit de rétablir une démocratie tutélaire avec un néolibéralisme « démocratique » et, dans le second, de revenir aux années 1980, avec une orthodoxie néolibérale et un régime sécuritaire autoritaire. À partir de dimanche, le caractère de cette restauration commence à se dessiner avec le triomphe des Républicains.

L'enjeu de cette élection n'était pas tant la question de la Constitution, déjà à moitié réglée, que de savoir si le Conseil constitutionnel allait être un espace pour tester conjoncturellement le programme de gouvernement du Parti républicain. Avec cette victoire écrasante, le Conseil constitutionnel sera un laboratoire, un espace de tâtonnement

pour l'idéologie républicaine et les candidatures aux prochaines élections municipales, législatives et présidentielles.

Cristian González Farfán : *Et quelle est la marge de manœuvre du gouvernement dans ce contexte ?*

Arnaldo Delgado : Je pense qu'il n'a plus de marge de manœuvre. Il n'a pas d'autre choix que de résister. Avec l'approbation de la loi Nain-Retamal (une loi conservatrice soutenue par le parti au pouvoir qui garantit aux carabiniers la légitime défense dans le cas d'un délit grave), toute possibilité de manœuvre a été enterrée. Mais, plus encore, le péché capital du gouvernement est d'avoir renoncé à la procédure de destitution pour éviter l'antagonisme politique, en se fondant sur sa bonne foi démocratique.

Cristian González Farfán : *Malgré son triomphe, vous avez dit que le projet républicain se heurtera à cette force destituante, qui est intacte. Que se passera-t-il ?*

Arnaldo Delgado : À un moment donné, le Parti républicain devra montrer ses lettres de créance, ses origines. Une des faiblesses du gouvernement de Boric est son incapacité à mettre en œuvre son programme et d'améliorer les conditions de la vie quotidienne des citoyens. En d'autres termes, les droits sociaux sont toujours négligés. Et cette demande de sécurité sociale va frapper à la porte du prochain candidat à l'élection présidentielle, quel qu'il soit. Et tout comme la gauche n'a pas le langage pour parler de la sécurité publique, la droite n'en a pas pour parler de la sécurité sociale.

La droite va être touchée par le malaise à un moment ou à un autre ; la force restauratrice va être rongée par la force destituante. C'est pour cela que je n'attends pas la mort à cause des résultats du 7 mai, parce que c'est une longue course. Objectivement, quatre ans dans l'histoire d'un pays, ce n'est pas si long. Il y a enco-

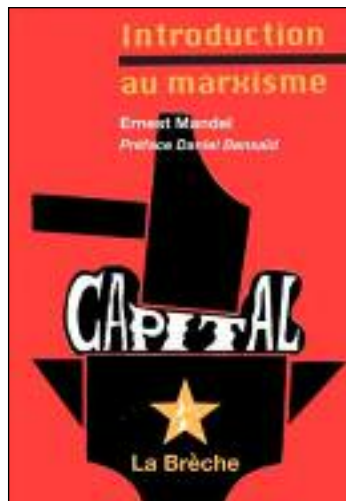
re beaucoup d'enjeux. Néanmoins, l'extrême droite peut provoquer d'énormes reculs en peu de temps.

Cristian González Farfán : *Maintenez-vous l'idée que la société chilienne n'est ni de droite en 2023, ni qu'elle était de gauche en 2019 ?*

Arnaldo Delgado : Oui. Il y a quelque chose de plus profond : c'est un changement de civilisation. L'enjeu, c'est l'incertitude. Ce que nous voulons en tant que société, c'est un espace relativement sûr. Je ne peux pas dire que la société chilienne est devenue plus de droite – il faudra attendre les dix à quinze prochaines années pour voir ce qu'il en est. Le fait est que les conditions sociales d'aujourd'hui coïncident avec les bannières historiques de la droite. Mais ni les victoires ni les défaites politiques ne se produisent aujourd'hui à des moments précis. La défaite électorale du 4 septembre 2022 (le rejet du projet de Constitution précédent) n'était pas nécessairement une défaite politique, mais elle a ouvert un champ pour que la droite commence à gagner. La droite a très bien profité de cet espace et a gagné du terrain au cours des derniers mois. Même si cette nouvelle proposition constitutionnelle était approuvée et si José Antonio Kast devenait président, j'hésiterai à dire que la société chilienne a évolué à droite.

Cristian González Farfán : *Si ce manque de dialogue du Parti républicain au sein du Conseil persiste, pensez-vous que le texte pourrait être rejeté et que cela pourrait être exploité par les forces de transformation ?*

Arnaldo Delgado : Aujourd'hui, il n'y a pas de pouvoir institutionnel pour promouvoir un processus constitutionnel. Mais il n'y a pas non plus de forces transformatrices structurées. Aujourd'hui, la contestation a été capturée par les Républicains, alors que le Parti communiste et le Frente Amplio ont perdu cette capacité. Si eux et les mouvements sociaux ne la récupèrent pas, je ne sais pas s'ils seront en mesure de profiter de la conjoncture qui s'ouvrira lorsque la force destituante rongera la force de restauration des Républicains. Nous sommes dans une période sombre, non pas parce que les Républicains ont gagné, mais parce que la gauche n'est pas capable de structurer une force de contestation : les partis ont été vidés de leur substance, il n'y a plus de syndicats, plus de fédérations étudiantes. Il serait bon de réfléchir sur un redéploiement stratégique en pensant aux dix ou quinze prochaines années. ■



**Les livres parus aux
Editions de la Librairie La Brèche**

**Vous pouvez acheter ces livres et et d'autres, ainsi que
des revues et même vous abonner à **inprecor** sur internet :
www.la-breche.com**

27 Rue Taine, 75012 Paris (métro Daumesnil), tél: 01 49 28 52 44
ouverte du mardi au samedi de 12h à 20h et le lundi de 14h à 20h

